Département de la Manche

Communauté de communes de Saint-James

Plan Local d'Urbanisme Intercommunal

Elaboration

Pièce n°6 : Evaluation Environnementale

Vu pour être annexé à la délibération du 17/02/2014

Monsieur Le Président,

Dossier d'Approbation

U 796 – 2014

PLUI	Prescrit	Arrêté	Approuvé
Elaboration PLUI	Le 29/03/2010	22/07/2013	17/02/2014

Chapitre 1 : Méthodologie appliquée pour la réalisation de l'évaluation environnementale 7
I. Etat initial de l'environnement 9
A. Bibliographie 9
B. Inventaire sur le terrain 9
II. Justification des choix 13
A. Incidences et mesures compensatoires 13
B. Suivi et évaluation 14
C. Résumé non technique 14
Chapitre 2 : L'état initial de l'environnement 15
I. Environnement physique 17
A. Topographie 17
B. Géologie 19
C. Hydrogéologie 21
II. Gestion de l'eau 23
A. Réseau hydrographique 23
B. Cadre organisationnel 29
C. Eaux pluviales 34
D. Eaux usées 34
E. Eau potable 39
III. Milieux naturels et biodiversité 43
A. Bocage et boisement 43
B. Inventaires des espaces naturels remarquables 47
C. Inventaires des zones humides 50
D. Corridors écologiques et trame verte et bleue 52
IV. Paysage 61

A. Les entités paysagères du territoire par communes....61
V. Energie et climat....77
A. Qualité de l'air....77
B. Consommation énergétique....79
C. Energies renouvelables....82
D. Emission de gaz à effet de serre....83
VI. Nuisances....85
VII. Risques....87
A. Risques naturels....87
B. Risques technologiques....97
VIII. Déchets....103
A. Collecte....103
B. Déchets ménagers non recyclables....103
C. Déchetterie et plateforme de compostage....104
D. Déchets ménagers recyclables....105
E. Plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés....105
F. Perspective d'évolution....106
IX. Synthèse des enjeux environnementaux....107
X. ANNEXES....109
A. Forages (Source : BRGM)....109
B. ICPE industrielles sur la Communauté de Communes de Saint-James....114
C. ICPE Agricoles sur la Communauté de Communes de Saint-James....115
Chapitre 3 : Justifications des choix retenus....121
Chapitre 4 : Incidences notables prévisibles de la mise en œuvre du PLU sur l'environnement et mesure envisagées pour supprimer, réduire ou compenser les incidences dommageables de la mise en œuvre du PLU sur l'environnement....129

I. Analyse à l'échelle du territoire 131
A. Gestion de l'eau 131
B. Milieux naturels et biodiversité 135
C. Paysage et patrimoine bâti 140
D. Consommation d'espace 142
E. Energie, climat et qualité de l'air 144
F. Risques et Nuisances 146
G. Déchets 151
H. Télécommunications 152
II. Analyse à l'échelle des zones urbanisables 153
A. Evaluation détaillée des incidences par zone 154
B. Bilan des incidences des zones urbanisables 157
III. Incidences dommageables et identification des espaces d'intérêt majeur susceptibles d'être impactés (Natura 2000) 159
A. Rappels du descriptif du site 159
B. Rappels des objectifs des sites 159
C. Estimation des incidences et mesures correctrices 159
IV. Annexes cartographiques 161
Chapitre 5 : Indicateurs de suivi 185
Chapitre 6 : Résumé non technique 189
V. Diagnostic territorial 191
VI. Etat initial de l'environnement 192
VII. Justification des choix retenus pour le PLUI 195
VIII. Incidences notables prévisibles de la mise en œuvre du PLUI sur l'environnement et mesures envisagées 199
A. Incidences sur les zones urbanisables 199
B. Incidences du projet de PLUI sur l'ensemble du territoire 200

C. Incidences dommageables et identification des espaces d'intérêt majeur susceptibles d'être impactés (Natura 2000) 202
IX. Méthodologie appliquée pour la réalisation de l'évaluation environnementale 203

Chapitre 1 : Méthodologie appliquée pour la réalisation de l'évaluation environnementale

Les éléments contenus dans ce chapitre sont entièrement retranscrits dans la « pièce 1 : rapport de présentation ».

I. Etat initial de l'environnement

A. Bibliographie

L'ensemble des données disponibles a été collecté auprès des communes, de la communauté de communes et des différents acteurs institutionnels présents sur le territoire :

- Porter à connaissance,
- SDAGE Loire-Bretagne et Seine-Normandie,
- SAGE Sélune et Couesnon,
- Service de l'eau potable, compétence distribution et production (SMAEP Baie Bocage et SIAEP Saint-Hilaire du Harcouët) – rapport annuel 2009,
- Service public d'élimination des déchets et assimilés – rapport annuel 2009,
- Dossier Départemental des Risques Majeurs,
- Plan départemental de gestion des déchets ménagers et assimilés de la Manche,
- ...

Des **contacts** avec les mairies et la communauté de communes ont été pris. Cette étape a permis d'établir la **présentation générale des caractéristiques environnementales** du territoire, **préalablement à l'inventaire sur le terrain.**

B. Inventaire sur le terrain

Une investigation sur le **terrain** a été réalisée sur les espaces à urbaniser dans le futur (zones AU et Ab).

Cet inventaire détaillé sur les zones AU et Ab, comporte :

- un état initial du réseau hydrographique et de ses annexes (*types d'écoulement, typologie de la végétation rivulaire, mares, étangs, plans d'eau, boisements alluviaux, types de zones humides, occupation du sol*),
- un inventaire des haies, des talus et des boisements (*qualité, valeur paysagère, organisation du maillage – corridors écologiques, potentiel d'avenir, typologie des boisements, taillis, bosquets, identification des arbres remarquables*),
- un inventaire des communautés végétales (*flore, recherche d'espèces d'intérêt patrimonial, habitats d'espèces, évaluation des dynamiques d'évolution des habitats*).

A l'échelle communale, les inventaires zones humides ont été réalisés par les structures porteuses des SAGE Sélune et Couesnon et l'identification des haies et bois a été réalisée par la communauté de communes.

1. Réunions – démarche AEU et Agenda 21

L'animation de réunions de concertation représente une étape importante de la démarche AEU et de la démarche d'Agenda 21.

Les ateliers ont été organisés après la phase diagnostic, au stade du PADD et lors de la dernière phase et notamment sur les zones AU et l'élaboration des OAP.

a) REUNIONS DE CONCERTATION SUR LE DIAGNOSTIC ET LA DEFINITION DES ENJEUX

Les réunions de concertation ont été organisées sous forme d'ateliers dont les objectifs étaient :

- d'expliquer la démarche,
- de rappeler pour chaque thème (*eau, air, milieux naturels,…*) les grands enjeux à l'échelle nationale et internationale et le contexte juridique et réglementaire dans lequel les collectivités doivent s'inscrire (*Loi sur l'Eau, DCE, accord de Kyoto, Lois Grenelle 1 et 2 …),*
- de présenter le diagnostic (*support : PowerPoint, plans au 1/5000*),
- d'engager un débat afin d'enrichir le diagnostic (*prise en compte des connaissances locales*),
- d'identifier et de valider les enjeux en concertation avec les acteurs

Des ateliers ont été animés le 10 juin 2011. Ils porteront sur l'ensemble des thématiques traitées dans le cadre du diagnostic : réseau hydrographique, zones humides, AEP, EU, EP, milieux naturels, paysages, déchets, risques naturels, risques technologiques, nuisances, formes urbaines, cadre de vie, habitudes, déplacements, qualité de l'air, énergies renouvelables, HQE.

Ces ateliers intervenaient à la suite de ceux organisés dans le cadre de la démarche d'Agenda 21. Afin de différencier ces deux démarches (*AEU et Agenda 21*) et étant donné que la concertation élargie a eu lieu pendant les ateliers Agenda 21, les membres invités pour les ateliers AEU ont été restreints aux élus des communes.

La concertation initiée dans ce cadre a donc permis d'aboutir à un « diagnostic partagé ».

Ce diagnostic a servi ensuite de support pour engager la discussion et faire émerger les enjeux majeurs de la communauté de communes, ainsi que des objectifs qui en découlent.

b) REUNION DE CONCERTATION SUR LA TRANSCRIPTION DES ENJEUX DANS LE PLUI

Une deuxième série d'ateliers a été organisée. Ils ont eu pour but de :

- rappeler les enjeux validés lors des précédents ateliers,
- définir des objectifs et des orientations d'aménagement,
- proposer une transcription possible des enjeux et des objectifs dans les documents du PLUI.

Les apports issus de cette concertation ont servis ensuite de base aux élus pour l'élaboration du PADD, du règlement et des orientations spécifiques d'aménagement.

Une troisième série d'ateliers a été organisée spécifiquement sur les zones AU-Ab et les OAP afin de prendre en compte l'ensemble des thématiques environnementales (*zones humides, haies, faune, flore, risques, nuisances, assainissement, …*).

II. Justification des choix

Une analyse des choix adoptés a été réalisée, en lien avec le bureau d'études Paysages de l'Ouest, sur la base des enjeux environnementaux identifiés précédemment et au regard des orientations et principes d'aménagement déterminés par les élus.

A. Incidences et mesures compensatoires

L'évaluation des impacts du projet de PLUI a été effectuée selon deux échelles :

- une analyse à l'échelle du territoire,
- une analyse détaillée sur les zones AU et Ab.

2. Analyse à l'échelle du territoire

L'évaluation des impacts du projet de PLUI sur l'ensemble du territoire intercommunal a été effectuée pour chaque thématique traitée dans le diagnostic selon plusieurs échelles :

- une analyse du PADD,
- une analyse du règlement et du zonage,
- une analyse détaillée sur les zones AU et des orientations d'aménagement.

Ces analyses ont été effectuées en corrélant les enjeux environnementaux au regard du projet de PLUI : PADD, « Règlement écrit », zonage et Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP). Une analyse plus ciblée est ensuite effectuée afin de vérifier si ces enjeux environnementaux ont bien été pris en compte dans la définition des périmètres des zones AU. Afin de faciliter la lecture de cette évaluation, l'analyse des impacts est présentée sous forme de tableau. Pour chaque thématique, sont également présentés les indicateurs de suivi ainsi que les données constituant l'état zéro.

3. Analyse à l'échelle des zones AU et Ab

Concernant les zones AU et Ab, une évaluation détaillée des impacts par zone a été effectuée sous la forme d'un tableau associé à une cartographie, présentant zone par zone :

- la localisation et le numéro de la zone,
- le type de zonage,
- la superficie,
- l'occupation du sol actuelle,
- l'impact et sa justification,

- les contraintes naturelles et réglementaires présentes sur la zone,
- les mesures correctives associées.

L'**analyse des impacts** des projets est réalisée **pour chaque zone à urbaniser (*AU et Ab*)** et fait l'objet d'une **classification** selon **trois niveaux**.

Les **impacts faibles** n'entraînent pas de perturbation significative en matière d'environnement.

Les **impacts moyens** peuvent entraîner des dommages ; les aménagements sont **justifiés** par le besoin en équipements collectifs, en zone constructible… La mise en œuvre de **techniques appropriées** et/ou de **mesures correctives,** intervient **de manière essentielle dans l'appréciation du niveau de l'impact**. Ils nécessitent la mise en place de mesures correctives plus **lourdes** *(création de zones tampons par exemple)* qui doivent être respectées.

Les **impacts forts** génèrent des **perturbations** très importantes pour lesquelles aucune mesure corrective n'est possible. Le projet est remis en question *(redéfinition du périmètre, suppression de la zone…).*

Ces impacts sont directs et permanents dans la mesure où ils sont liés à l'urbanisation.

B. Suivi et évaluation

Des indicateurs d'évaluation ont été déclinés et permettront une analyse à long terme des impacts induits par le PLUI.

C. Résumé non technique

Le résumé non technique présente la synthèse des éléments de l'évaluation environnementale.

Chapitre 2 : L'état initial de l'environnement

*Ce document constitue l'**état initial de l'environnement** de la communauté de communes de Saint-James. Il présente l'état initial de l'environnement (1ère partie de l'évaluation environnementale du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal) et a permis d'identifier de manière concertée les enjeux environnementaux des communes, dans le cadre :*

- *de la démarche d'Agenda 21 menée parallèlement au PLUI,*
- *des ateliers AEU (Approche Environnementale de l'Urbanisme).*

*Il est accompagné de **12 cartes au format A0** (1 carte par commune) présentant les milieux naturels, les contraintes environnementales et les pressions réglementaires.*

Les éléments contenus dans ce chapitre sont entièrement retranscrits dans la « pièce 1 : rapport de présentation ».

I. Environnement physique

A. Topographie

Le territoire de la communauté de communes de Saint-James présente un relief fortement façonné par le réseau hydrographique. De manière générale, les pentes sont orientées Sud-Est / Nord-Ouest. La topographie est moins marquée sur le quart Nord-Ouest du territoire

Les vallées sont souvent très étroites avec des coteaux très abrupts et boisés notamment le long des ruisseaux suivants :

- le **Tronçon** à Montanel,
- le **Guerche** et le **Beuvron** au droit du bourg de Saint-James,
- le ruisseau de **Saint-Aubin-de-Terregatte** à Montjoie-Saint-Martin,
- le **Lair** à Saint-Laurent-de-Terregatte et à Hamelin,
- La **Sélune** sur Saint-Laurent-de-Terregatte.

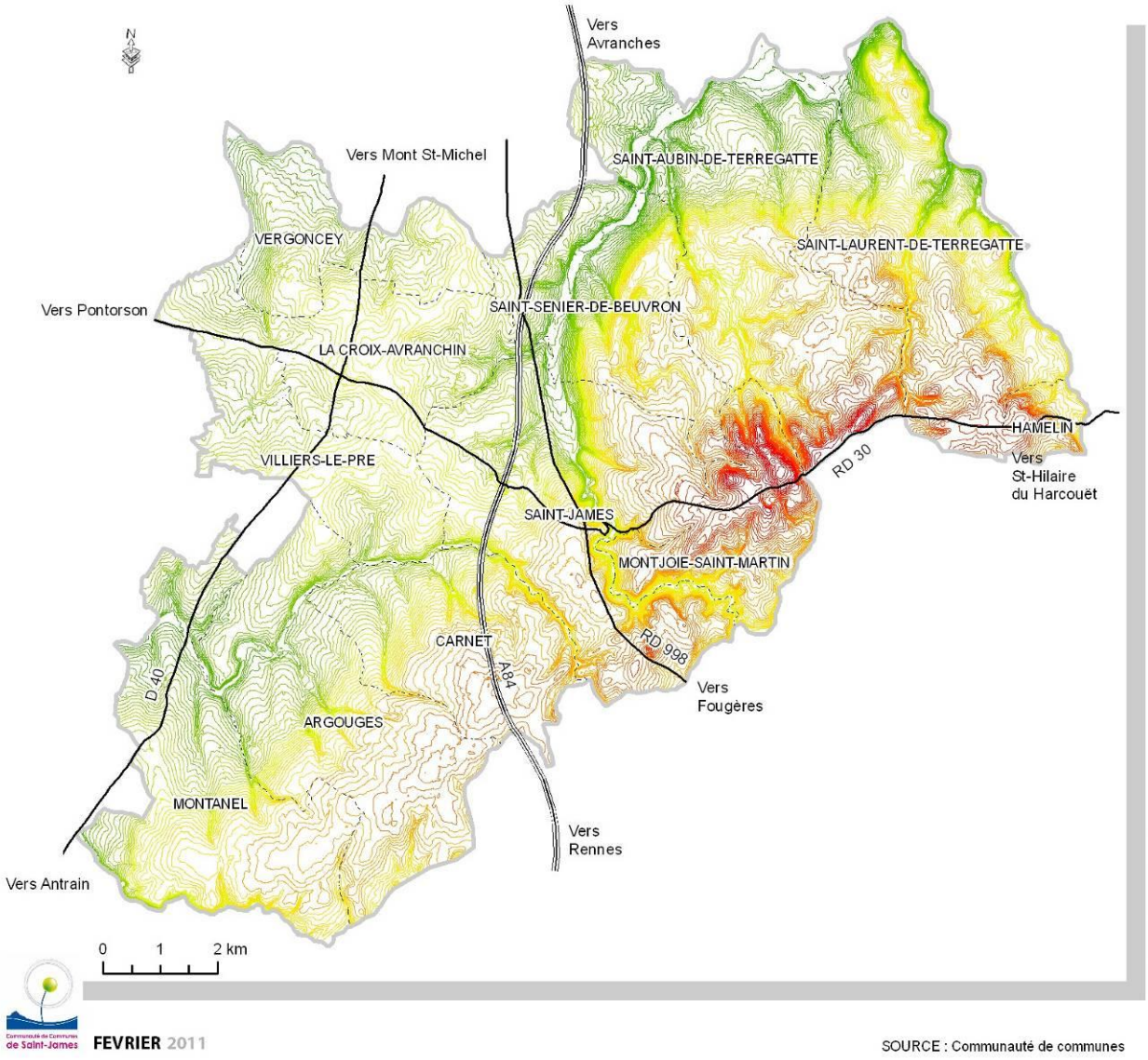
Les coteaux du Beuvron sont moins abrupts et la vallée s'élargie en aval du bourg de Saint-James.

Le point culminant est situé au lieu-dit Saint-Denis sur la commune de Montjoie-Saint-Martin avec une altitude de 188 m NGF. Il est entouré de petits plateaux aux pentes fortes dont les sommets culminent à 163 m NGF aux Fauconnières, à 185 m NGF à Fromentel et à 158 m NGF à la Haute Lande.

Le point bas est situé à la confluence du Beuvron et de la Sélune sur la commune de Saint-Aubin-de-Terregatte. L'altitude est de 9 m NGF.

La carte du relief est présentée ci-après.

TOPOGRAPHIE ALTIMETRIE



ALTIMETRIE

Courbes de niveaux

- 10-25 m
- 25 - 42.5 m
- 42.5 - 60 m
- 60 - 75 m
- 75 - 92.5 m
- 92.5 - 110 m
- 110 - 125 m
- 125 - 140 m
- 140 - 147.5 m
- 157.5 - 182.5 m

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

- Route départementale
- Autoroute A84
- Limite communale
- Limite de la communauté de communes

Conception et réalisation : X. HARDY BUREAU D'ETUDES

Communauté de Communes de Saint-James

FEVRIER 2011

SOURCE : Communauté de communes

B. Géologie

Le territoire de la communauté de communes de Saint-James repose sur trois grands types de substrats géologiques orientés Sud-Ouest / Nord-Est :

- les granodiorites cadomiennes à biotite seule ou avec cordiérite sur une petite frange Sud du territoire (*Sud d'Argouges, de Carnet, de Saint-James, de Montjois-Saint-Martin et toute la commune de Hamelin*),
- le Briovérien indifférencié sur la majeure partie du territoire,
- la formation de Granville et de la Laize sur les communes du Nord-Ouest (*Vergoncey, La Croix-Avranchin et Villiers-le-Pré*).

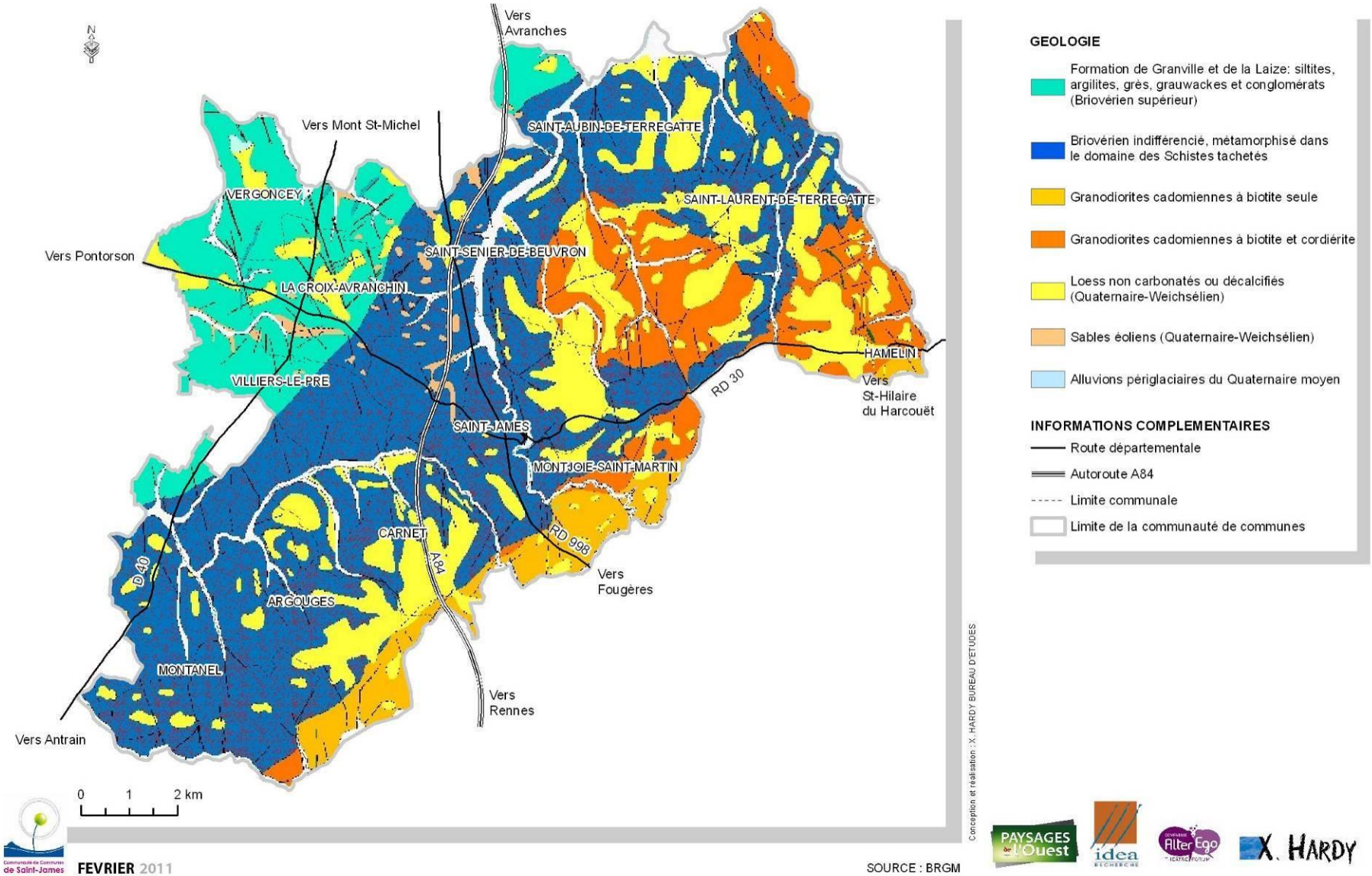
On retrouve sur l'ensemble du territoire de nombreuses taches de Loess non carbonatés ou décalcifiés avec notamment autour du lieu-dit la Videlais, la présence d'un socle composé de Loess et de Granodiorites cadomiennes.

Les fonds de vallées reposent sur des alluvions périglaciaires du quaternaire moyen.

Sur le territoire de la communauté de communes, il existe deux carrières en activité : celle exploitée par les Granits d'Atrée sur Saint-James et celle exploitée par l'entreprise Lainé SA sur Montanel.

La carte géologique est présentée ci-après.

GEOLOGIE
SCHÉMA GÉOLOGIQUE



FEVRIER 2011

SOURCE : BRGM

Conception et réalisation : X. HARDY BUREAU D'ETUDES

C. Hydrogéologie

Le Bureau de Recherches Géologiques et Minières (*BRGM*) a répertorié au total 106 forages, sondages, puits, sources ou carrières sur le territoire de la communauté de communes. Ils sont récapitulés dans le tableau inséré en annexe 1, localisés sur les cartes A0 et la carte du réseau hydrographique.

Leur répartition selon les communes est présentée dans le tableau ci-après.

Communes	Nombre de forages, puits, sondages, sources ou carrières
Argouges	9
Carnet	6
Hamelin	3
La Croix-Avranchin	5
Montanel	6
Montjoie-Saint-Martin	9
Saint-Aubin-de-Terregatte	15
Saint-James	22
Saint-Laurent-de-Terregatte	22
Saint-Senier-de-Beuvron	6
Vergoncey	0
Villiers-le-Pré	3
TOTAL	**106**

Figure 1 : Nombre de forage par commune – Source : BRGM

Il est important de noter que cet inventaire ne comptabilise que les forages ou puits déclarés. Il en existe donc très probablement un nombre plus important sur l'aire d'étude.

Les forages sont principalement situés sur les communes de Saint-Aubin-de-Terregatte, Saint-Laurent-de-Terregatte et Saint-James. En revanche, aucun forage ou puits n'a été déclaré au BRGM sur la commune de Vergoncey.

Les différentes utilisations sont :

- l'eau potable (*8 forages*),
- l'usage privé (*3*),

- l'usage agricole (*44*) dont 11 sont liés à l'irrigation ou à l'aspersion,
- la construction (*4*),
- la géothermie (*9*).

38 sondages ne font l'objet d'aucune information quant à leur utilisation.

Ces forages sont autant de points fragiles en termes de pollution des eaux souterraines. En effet aucune protection n'est mise en place contre le ruissellement des eaux pluviales.

Les forages, sondages, puits sont localisés sur la carte du réseau hydrographique présentée page 10.

II. Gestion de l'eau

A. Réseau hydrographique

1. Présentation générale

Le réseau hydrographique est dense sur le territoire et appartient à trois bassins versants principaux :

- le bassin versant de la Sélune, sur une large moitié Est,
- le bassin versant du Couesmon sur une petite moitié Ouest,
- les bassins versants côtiers des ruisseaux du Hamel et de la Braise concernant les communes de Vergoncey et de la Croix-Avranchin.

➢ ***BASSIN VERSANT DE LA SELUNE***

La **Sélune** longe la limite Nord-Est du territoire de la communauté de communes. Elle prend sa source à Saint-Cyr-du-Bailleul et se jette dans la baie du Mont Saint-Michel.

Sur sa partie aval, deux barrages importants sont présents sur son cours sur la commune de Saint-Laurent-de-Terregatte :

- le barrage de Vézins,
- le barrage de la Roche qui boit.

Sur le territoire, son principal affluent est le **Beuvron**. Il prend sa source à l'Ouest de la commune de Parigné, en Ille-et-Vilaine. Après un parcours d'une trentaine de kilomètres, il rejoint la Sélune au lieu-dit la Houssaye sur la commune de Saint-Aubin-de-Terregatte. Son principal affluent sur le territoire est le ruisseau de Saint-Aubin-de-Terregatte qui prend sa source au droit du lieu-dit Saint-Denis sur la commune de Montjoie-Saint-Martin.

➢ ***BASSIN VERSANT DU COUESNON***

Le tiers Sud-Ouest du territoire est inclus dans le bassin versant du Couesnon. Ce secteur est traversé par le ruisseau du **Loison**, du **Guerge** et du **Tronçon**.

Le ruisseau du Loison prend sa source sur la commune de la Croix-Avranchin au droit du lieu-dit Les landes. Il rejoint le Couesnon au droit des communes de Sacey et d'Aucey-la-Plaine.
Le Guerche prend sa source en limite communale de Montours et rejoint le Couesnon sur la commune de Sacey. Elle traverse notamment, d'aval en amont, les communes de Montanel, d'Argouges puis suit les limites de la Croix-Avranchin, Carnet, Villiers-le-Pré puis Saint-James.

Le ruisseau du Tronçon prend sa source en limite communale de Carnet. Il longe ensuite le Sud d'Argouges puis le Sud de Montanel et rejoint le Couesnon sur la commune d'Antrain

➢ ***BASSINS VERSANTS COTIERS***

Le ruisseau de la Braise prend sa source sur la commune de Vergoncey, au droit de la Moire. Il suit ensuite les limites Est de Vergoncey avant de sortir du territoire de la communauté de communes. Il se jette ensuite dans la Baie du Mont-Saint-Michel.

Le ruisseau du Hamel prend sa source sur la commune Vergoncey, au droit du lieu-dit la Massure. Il suit ensuite les limites Ouest de Vergoncey avant de sortir du territoire de la communauté de communes. Il se jette ensuite dans la Baie du Mont-Saint-Michel.
La carte « Réseau hydrographique » est présentée ci-après.

2. Données débimétriques

Il existe sur les cours d'eau importants des stations de jaugeages donnant leurs caractéristiques débimétriques. A proximité du territoire de la communauté de communes, il existe quatre stations de jaugeage.

Les principales caractéristiques sont présentées ci-après.

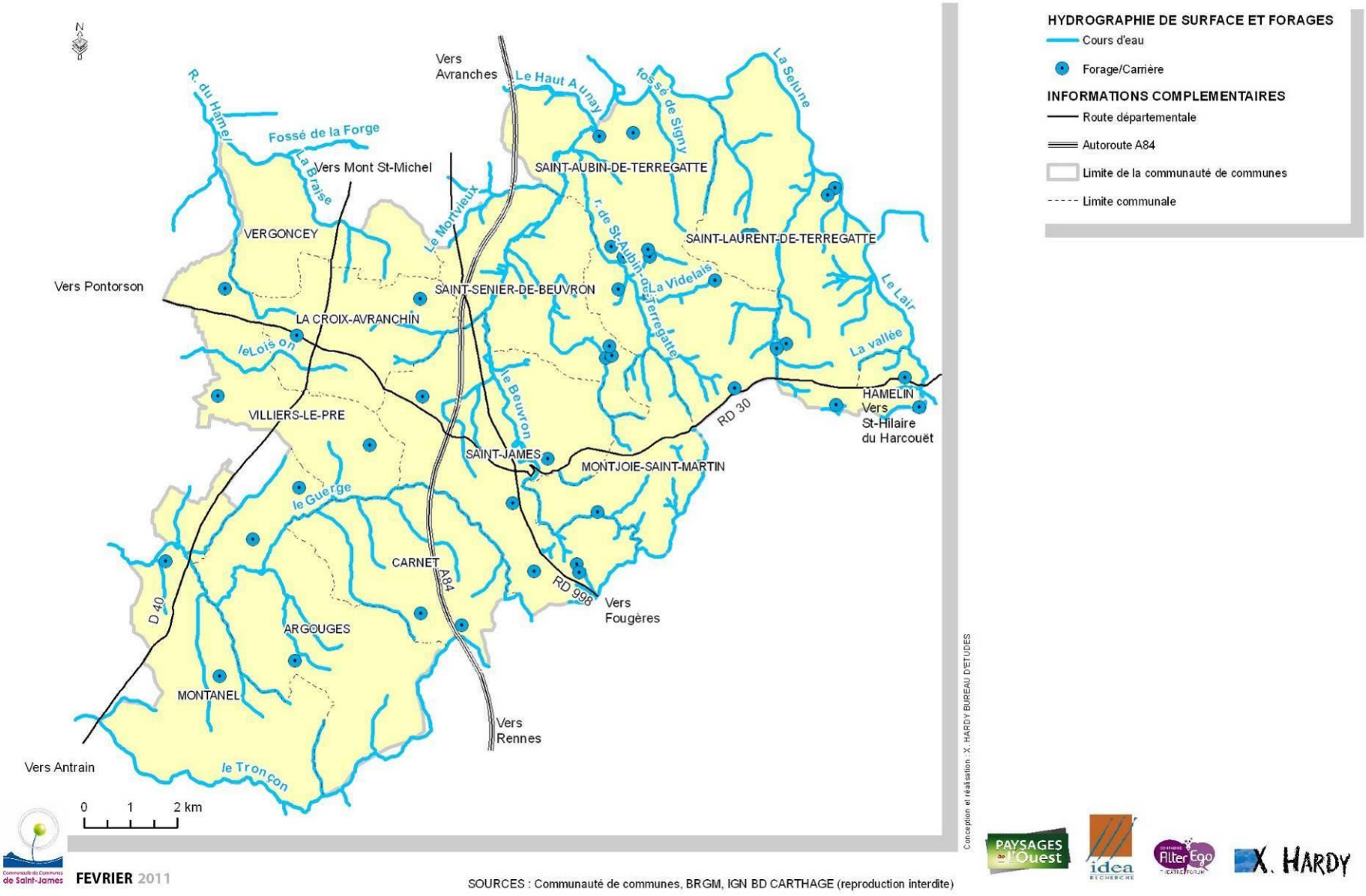
	Durée d'exploitation	Superficie du bassin versant (Km²)	Module(1) (m³/s)	QMNA5(2) (m³/s)	Q10(3) (m³/s)
La Sélune à Ducey (Vézins)	1933 - 2008	720	10	1.4	86
La Sélune à Saint-Aubin-de-Terregatte (Signy)	1990 - 2011	771	8.85	1.8	83
Le Beuvron à Saint-Senier-de-Beuvron	1994 - 2011	110	1.12	0.310	9.1
Le Couesnon à Antrain	1968 - 2009	710	7.11	1	64

Figure 2 : Données débimétriques - Source : Banque Hydro - Réseau National de Données sur l'Eau

Légende :
1) : Débit moyen annuel)
(2) : Débit mensuel minimal de retour cinq ans
(3) : Débit de cure de retour 10 ans

Les résultats de ces stations montrent des débits d'étiage très faible.

EAU
HYDROGRAPHIE



HYDROGRAPHIE DE SURFACE ET FORAGES
- Cours d'eau
- Forage/Carrière

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES
- Route départementale
- Autoroute A84
- Limite de la communauté de communes
- Limite communale

Conception et réalisation : X. HARDY BUREAU D'ETUDES

Communauté de Communes de Saint-James

FEVRIER 2011

SOURCES : Communauté de communes, BRGM, IGN BD CARTHAGE (reproduction interdite)

3. Qualité des eaux

a) QUALITE PHYSICO-CHIMIQUE

Il existe sur les cours d'eau importants des stations de prélèvements afin de surveiller la qualité des eaux superficielles. Plusieurs stations de suivi sont présentes soit sur le territoire, soit en aval immédiat. Les résultats sont récapitulés dans le tableau ci-dessous.

Cours d'eau	NO3	Matières phosphorées	MES	MOOX
Beuvron	Très Mauvaise	Moyenne	Très Mauvaise	
Sélune	Mauvaise	Bonne	Bonne	
Le Guerge	Très mauvais	Mauvais		Très mauvais
Le Tronçon	Très mauvais	Mauvais		Très mauvais

Figure 3 : Qualité des cours d'eau - Source : SAGE Sélune et SAGE Couesnon

Sur l'ensemble du territoire, les cours d'eau présentent une qualité mauvaise à très mauvaise pour les Nitrates (NO3). Cela confirme le classement en zone vulnérable en matière de pollution aux nitrates. De plus, le SAGE Sélune indique que les communes de la communauté de communes faisant partie du bassin versant, sont en zone d'action complémentaire car le secteur est en excèdent structurel pour les nitrates.

La qualité de l'eau pour les matières phosphorées est moyenne à bonne sur le bassin versant de la Sélune, alors qu'elle est mauvaise pour celui du Couesnon.

On note également que la qualité par rapport au paramètre MOOX est très mauvaise sur le Guerge et le Tronçon.

Pour le paramètre MES, la qualité du Beuvron est très mauvaise et celle de la Sélune est bonne.

b) QUALITE BIOLOGIQUE

Sur la Sélune et le Tronçon, un suivi de la qualité biologique est réalisé. Les résultats sont présentés dans le tableau ci-après.

Cours d'eau	Macro-invertébrés	Diatomées
La Sélune	Bonne	Bonne
Le Tronçon	Moyen	/

Figure 4 : Qualité des cours d'eau - Source : SAGE Sélune et SAGE Couesnon

Les peuplements de macro-invertébrés reflètent les modifications de la qualité de l'eau mais également la qualité de l'habitat. D'après le suivi réalisé, la qualité biologique est bonne sur la Sélune et moyenne sur le Tronçon.

Les diatomées sont des algues sensibles aux polluants, peu sensibles aux facteurs étrangers à la pollution tel que le type de substrat. Elles possèdent une capacité d'intégration des facteurs environnementaux à moyen terme. Sur la Sélune, l'analyse des diatomées montre une eau de bonne qualité.

4. Classement DCE

La Directive Cadre sur l'Eau fixe un objectif de bon état écologique des cours d'eau pour 2015, avec obligation de résultats. Dans ce contexte, l'Agence de l'eau a établi des fiches RNROE *(Risque de Non Respect des Objectifs Environnementaux),* qui, en fonction de différents paramètres, positionnent le cours d'eau en fonction de cet objectif.

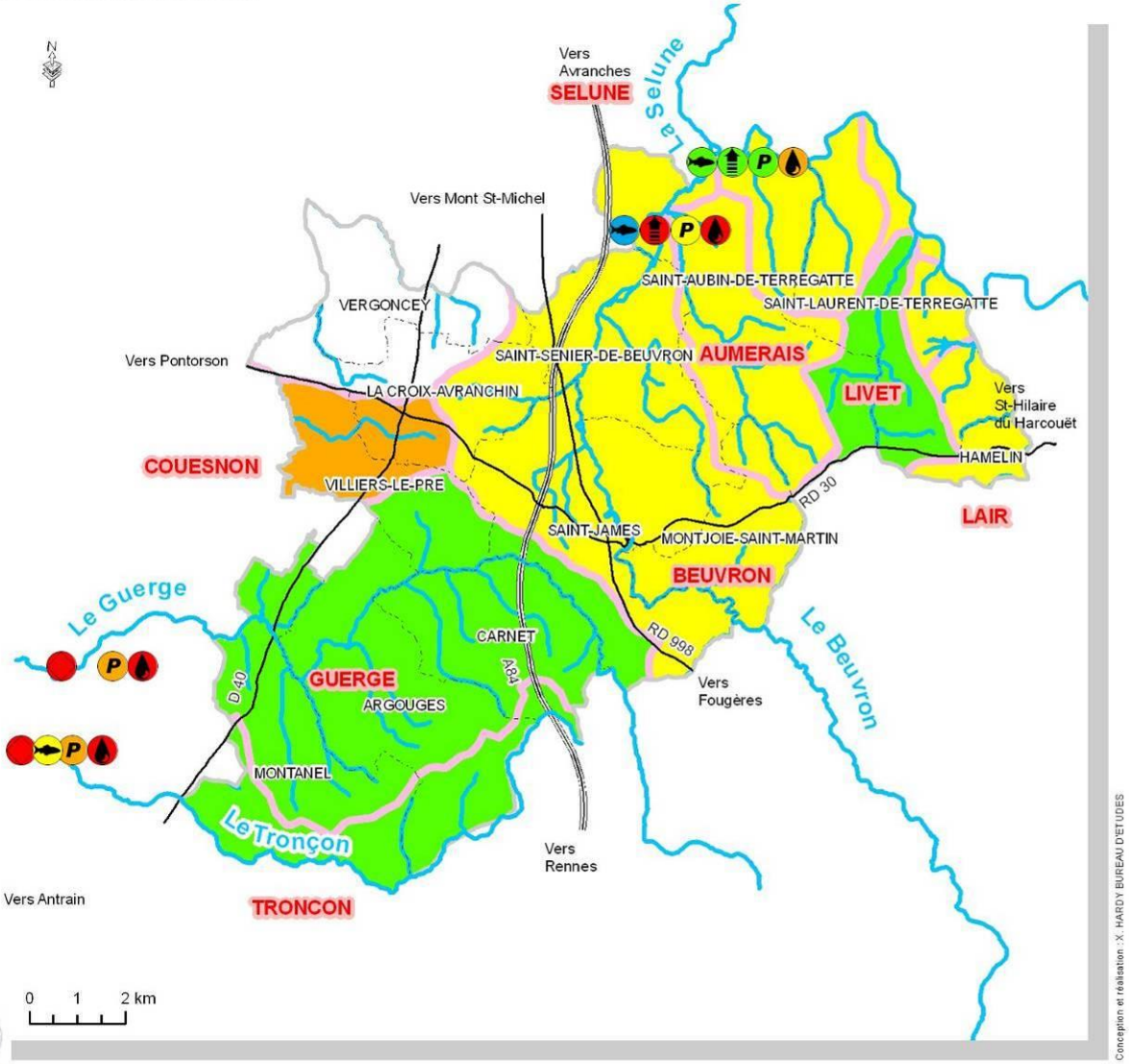
Sur l'aire d'étude, l'Agence de l'Eau a identifié huit masses d'eau « cours d'eau ». Le tableau ci-après présente les différentes caractéristiques de ces masses d'eau par rapport à l'atteinte du bon état écologique en 2015.

NOM	CODE	ETAT ECOLOGIQUE	OBJECTIF DE LA DCE
LA SELUNE DU PIED DU BARRAGE DE VEZINS AU BARRAGE DE LA ROCHE QUI BOIT	FRHR348	MOYEN	2021
RU LE LIVET	FRHR348-I9233000	BON	2021
LA SELUNE DU CONFLUENT DE L'AIRON (EXCLU) AU BARRAGE DE VEZINS	FRHR348	MOYEN	2021
LE LAIR DE SA SOURCE AU CONFLUENT DE LA SELUNE (EXCLU)	FRHR349	MOYEN	2021
LE BEUVRON DE SA SOURCE AU CONFLUENT DE LA SELUNE (EXCLU)	FRHR350	MOYEN	2021
COURS D'EAU DE L'AUMERAIS = ORGUEILLEU	FRHR350-I9261000	MOYEN	2021
LA SELUNE DU PIED DU BARRAGE DE LA ROCHE QUI BOIT . L'EMBOUCHURE	FRHR351	MOYEN	2027
LE COUESNON DEPUIS LA CONFLUENCE DE LA LOISANCE JUSQU'AU BARRAGE DU BEAUVOIR	FRGR0012	MEDIOCRE	2015
LE TRONCON DEPUIS ARGOUGES JUSQU'A SA CONFLUENCE AVEC LE COUESNON	FRGR0021	BON	2021
LA GUERGE DEPUIS FERRE (LE) JUSQU'A SA CONFLUENCE AVEC LE COUESNON	FRGR0022	BON	2021

Figure 5 : Classification de la masse d'eau par rapport à l'objectif – Source : AELB

L'objectif d'atteinte du bon état écologique en 2015 sera respecté uniquement pour la masse d'eau le Couesnon. Pour les autres, l'objectif est repoussé à 2027 pour la « Sélune du pied du barrage de la Roche qui Boit à l'embouchure » et 2021 pour les autres.

La carte « Qualité de l'eau » est présentée ci-après.



Conception et réalisation : X. HARDY BUREAU D'ETUDES

FEVRIER 2011

SOURCES : Communauté de communes, SANDRE, BRGM, IGN BD CARTHAGE (reproduction interdite)

B. Cadre organisationnel

Le territoire est inclus sur deux bassins versants, sur deux Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (SDAGE) et deux Schéma d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (SAGE) :

- SDAGE Loire-Bretagne et SAGE Couesnon,
- SDAGE Seine-Normandie et SAGE Sélune.

Les bassins versants et le découpage en SDAGE et SAGE sont présentés sur la carte ci-après.

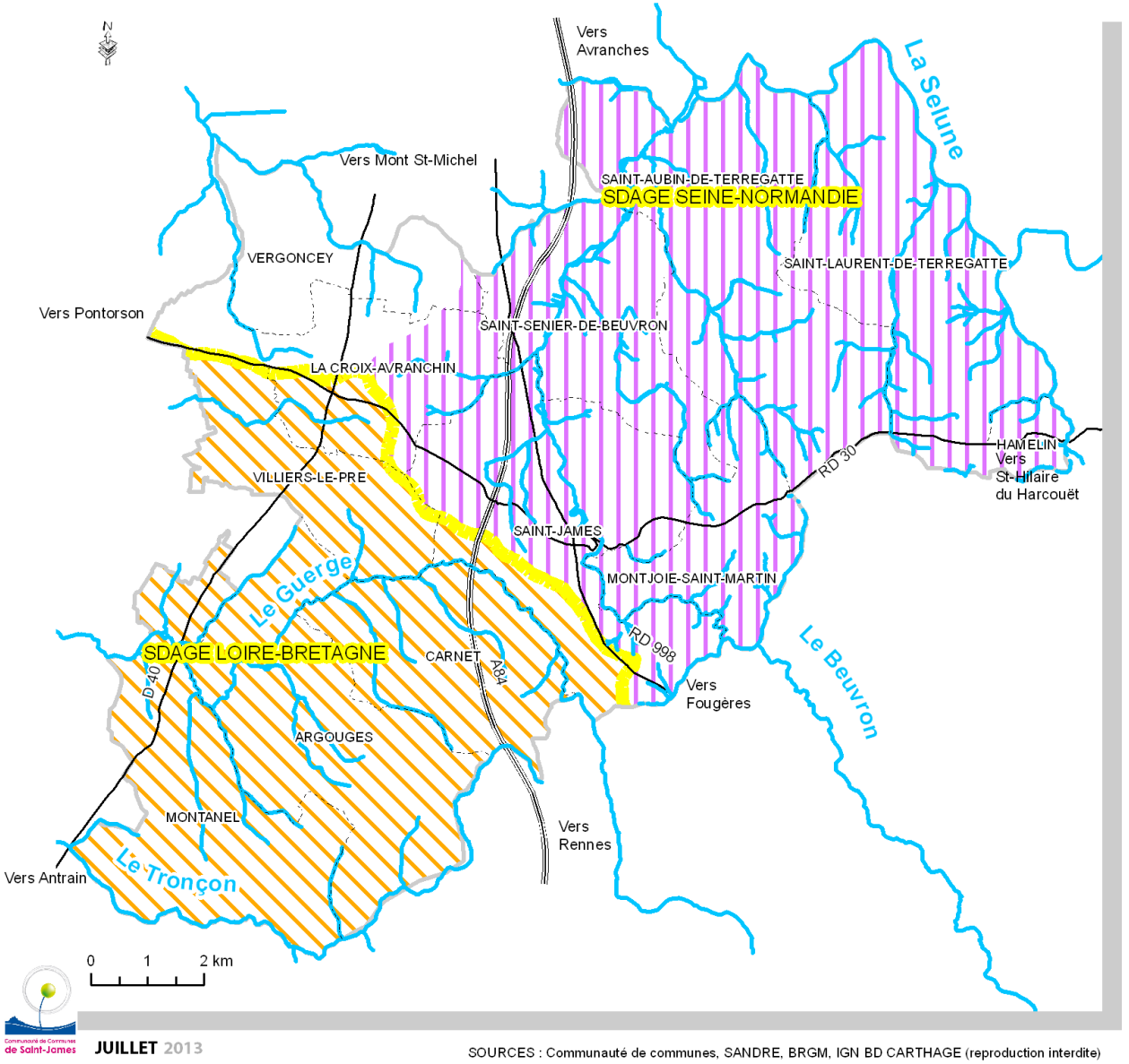
Communes	SDAGE	SAGE
Argouges	Loire-Bretagne	Couesnon
Carnet	Loire-Bretagne	Couesnon
Hamelin	Seine-Normandie	Sélune
La Croix-Avranchin	Seine-Normandie et Loire-Bretagne	Couesnon et Sélune
Montanel	Loire-Bretagne	Couesnon
Montjoie-Saint-Martin	Seine-Normandie	Sélune
Saint-Aubin-de-Terregatte	Seine-Normandie	Sélune
Saint-James	Seine-Normandie et Loire-Bretagne	Couesnon et Sélune
Saint-Laurent-de-Terregatte	Seine-Normandie	Sélune
Saint-Senier-de-Beuvron	Seine-Normandie	Sélune
Vergoncey	Seine-Normandie	/
Villiers-le-Pré	Loire-Bretagne	Couesnon

Figure 6 : Découpage SAGE et SDAGE – Source : Agences de l'eau et SAGE

Seule la commune de Vergoncey ne fait partie d'aucun SAGE.

La carte « Gestion de l'eau » est présentée ci-après.

EAU
GESTION



GESTION
- SDAGE
- SAGE Sélune
- SAGE Couesnon

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES
- Route départementale
- Autoroute A84
- Limite de la communauté de communes
- Limite communale

Conception et réalisation : X. HARDY BUREAU D'ETUDES

Communauté de Communes de Saint-James

JUILLET 2013

SOURCES : Communauté de communes, SANDRE, BRGM, IGN BD CARTHAGE (reproduction interdite)

1. SDAGE Loire-Bretagne

L'ensemble du territoire de la commune de Brétignolles-sur-Mer est compris dans le périmètre du **Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux** (SDAGE) **Loire-Bretagne**.

Le nouveau SDAGE Loire – Bretagne a été adopté par le Comité de Bassin le 15 octobre 2009. Il couvre la période 2010-2015. Il fixe les objectifs fondamentaux à respecter dans le domaine de l'eau et qui relèvent essentiellement :

- de la gestion et de la protection des milieux aquatiques,
- de la gestion qualitative de la ressource en eau,
- de la gestion quantitative de la ressource en eau,
- de la gestion des risques de crue et d'inondation.

Le SDAGE comporte 15 orientations fondamentales, classées en 4 rubriques :

➢ ***1- LA QUALITE DE L'EAU ET DES ECOSYSTEMES AQUATIQUES***

- repenser les aménagements de cours d'eau,
- réduire la pollution par les nitrates,
- réduire la pollution organique,
- maîtriser la pollution par les pesticides,
- maîtriser les pollutions dues aux substances dangereuses,
- protéger la santé en protégeant l'environnement,
- maîtriser les prélèvements d'eau.

➢ ***2 - UN PATRIMOINE REMARQUABLE A PRESERVER***

- préserver les zones humides et la biodiversité,
- rouvrir les rivières aux poissons migrateurs,
- préserver le littoral,

- préserver les têtes de bassin versant,

➢ ***3 - CRUES ET INONDATIONS***

- réduire les conséquences directes et indirectes des inondations.

➢ ***4 - GERER COLLECTIVEMENT UN BIEN COMMUN***

- renforcer la cohérence des territoires et des politiques publiques,
- mettre en place les outils réglementaires et financiers,
- informer, sensibiliser, favoriser les échanges.

2. SDAGE Seine Normandie

Les deux tiers du territoire sont inclus dans le SDAGE du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands.

Le SDAGE Seine Normandie a également fait l'objet d'une révision qui a été adoptée par le Comité de Bassin le 20 novembre 2009. Les orientations fondamentales pour la période 2010 – 2015 sont déclinées sous la forme de huit défis :

- diminuer les pollutions ponctuelles des milieux par les polluants classiques,
- diminuer les pollutions diffuses des milieux aquatiques,
- réduire les pollutions des milieux aquatiques par les substances dangereuses,
- réduire les pollutions microbiologiques des milieux,
- protéger les captages d'eau pour l'alimentation en eau potable actuelle et future,
- protéger et restaurer les milieux aquatiques,
- gérer la rareté de la ressource en eau,
- limiter et prévenir le risque d'inondation.

3. SAGE Couesnon

Le projet de SAGE a été approuvé le 12 décembre 2013 par arrêté Interpréfectoral (Préfet Ille et Vilaine, Préfet de la Manche et Préfet de Mayenne et Préfet Bretagne). Le diagnostic, validé le 19 mars 2009, a permis de faire ressortir les principaux enjeux du SAGE :

- Restaurer la qualité de l'eau d'ici 2015
- Restaurer la qualité physique des cours d'eau et préserver les milieux aquatiques
- Assurer la libre circulation des poissons notamment migrateurs
- Sécuriser l'alimentation en eau potable
- Préserver la baie du Mont Saint Michel
- Assurer l'organisation et la cohérence des actions à mener par les différents acteurs du bassin

4. SAGE Sélune

Ce SAGE porte la moitié Nord-Est du territoire. Il a été approuvé le 20 décembre 2007 et fixe des objectifs généraux :

- réduire les apports polluants,
- aménager le territoire pour améliorer la gestion qualitative et quantitative,
- préserver la faune et la flore des milieux aquatiques,
- assurer l'alimentation en eau potable des populations,
- le devenir des barrages,
- favoriser le développement des loisirs aquatiques,
- apprendre à vivre avec la crue,
- améliorer la connaissance,
- assurer la cohérence de la gestion de l'eau à l'échelle du bassin.

C. Eaux pluviales

Aucun schéma d'assainissement d'eaux pluviales n'a été élaboré sur le territoire de la communauté de communes.

D. Eaux usées

1. Assainissement collectif

Sur les douze communes du territoire, seulement sept possèdent un assainissement collectif. Les types de station, leur capacité nominale ainsi que leur charge actuelle sont récapitulées dans le tableau ci-après.

COMMUNE	TYPE	CAPACITE NOMINALE (EH)	CHARGE ACTUELLE (EH)
SAINT-JAMES	BOUES ACTIVEES - AERATION PROLONGEE	5500	2100
MONTANEL	LAGUNAGE NATUREL	150	130
ARGOUGES	LAGUNAGE NATUREL	400	235
LA CROIX-AVRANCHIN	LAGUNAGE NATUREL	300	280
SAINT-LAURENT-DE-TERREGATTE	LAGUNAGE NATUREL	350	170
SAINT-AUBIN-DE-TERREGATTE	LAGUNAGE NATUREL	350	32
VERGONCEY	FILTRE PLANTE DE ROSEAUX	175	57

Figure 7 : Caractéristiques des stations d'épuration – Source : SATESE 50

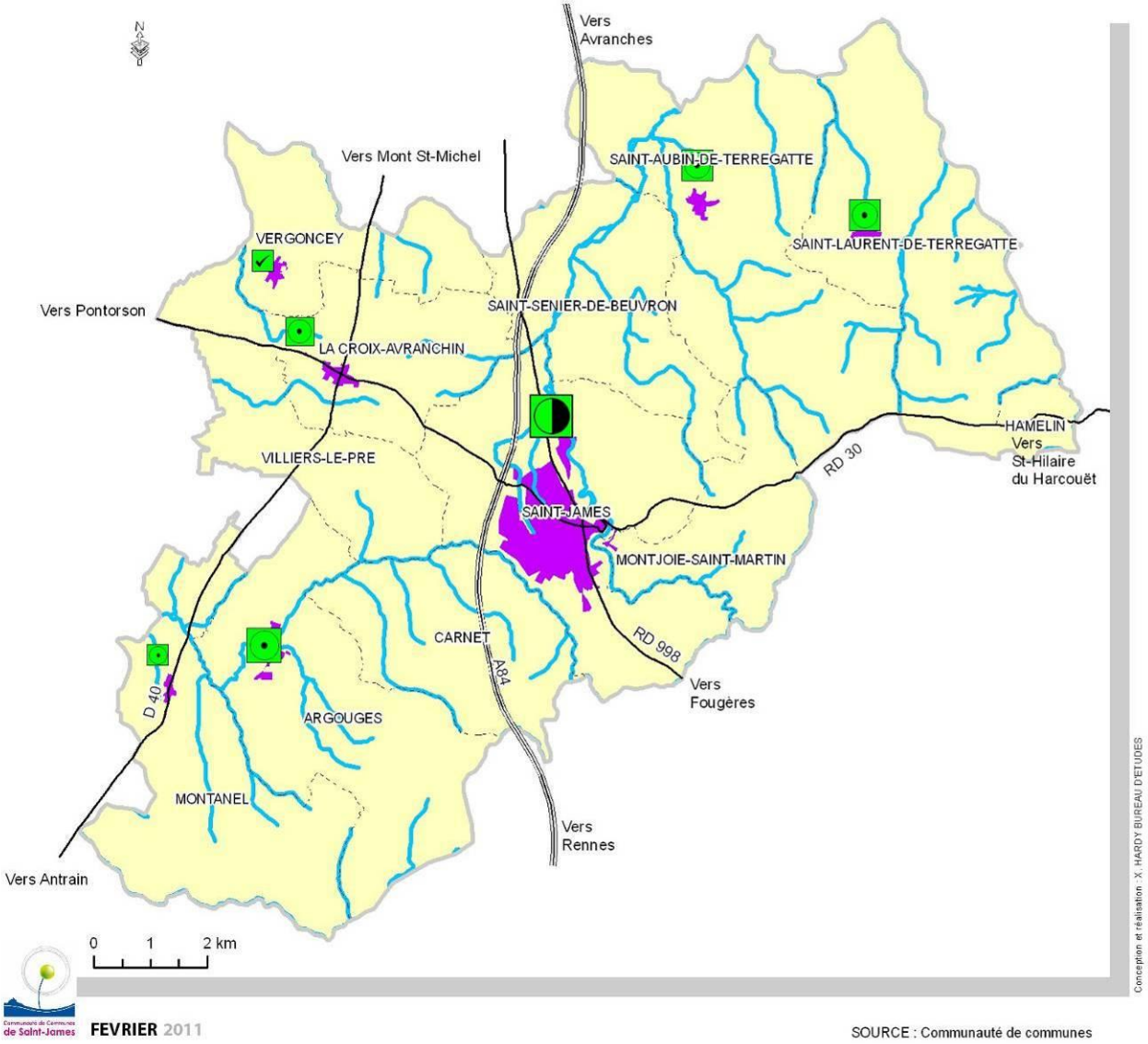
Mise à part celle de Saint-James, les stations d'épuration restent de petite taille. Ce sont pour la plupart des lagunages naturels. Pour toutes, les rapports du SATESE ont montrés des rejets respectant les normes. Aucune station n'est en surcharge actuellement. En effet, la plupart des stations sont :

- soit récentes (Saint-Aubin-de-Terregatte, Vergoncey),
- soit récemment agrandies (La Croix-Avranchin, Saint-Laurent-de-Terregatte).

Le SMAEP Baie Bocage signale qu'il réalise une étude de zonage d'assainissement sur la commune de Carnet et sur la faisabilité technique et financière d'un assainissement collectif sur le bourg.

La carte « Assainissement collectif » est présentée ci-après.

ASSAINISSEMENT COLLECTIF STEP/ZONAGES



STATIONS D'EPURATION

- 5500 EH Boues activées Aération prolongée,
- 175 EH Filtre à Roseaux planté
- 150 EH, 300 EH, 350 EH, 400 EH — Lagunage naturel

Zonage d'assainissement

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

- Route départementale
- Autoroute A84
- Limite de la communauté de communes
- Cours d'eau

Conception et réalisation : X. HARDY BUREAU D'ETUDES

FEVRIER 2011

SOURCE : Communauté de communes

2. Assainissement individuel

Le SMAEP Baie Bocage a la compétence SPANC sur son territoire qui comprend toutes les communes de la communauté de communes de Saint-James sauf Hamelin.

Le diagnostic est en cours. En effet, il reste à réaliser sur les communes d'Argouges, de la Croix-Avranchin, de Montanel, de Vergoncey et de Villiers-le-Pré. La restitution est prévue pour 2011.

Le résultat pour les autres communes est présenté dans les tableaux ci-après.

Communes	Etat d'avancement du diagnostic du SPANC	Nombre d'installations à contrôler	A contacter	Absent	Reporté	Refus
Argouges	A réaliser					
Carnet	Réalisé en 2009	201	1	8		
Hamelin	A réaliser					
La Croix-Avranchin	A réaliser					
Montanel	A réaliser					
Montjoie-Saint-Martin	Réalisé en 2010	120	18	11		
Saint-Aubin-de-Terregatte	Réalisé en 2008	253	5	11		
Saint-James	Réalisé en 2010	174		9	9	2
Saint-Laurent-de-Terregatte	Réalisé en 2010	204	0	25		
Saint-Senier-de-Beuvron	Réalisé en 2009	133		7		
Vergoncey	A réaliser					
Villiers-le-Pré	A réaliser					

Communes	Nombre d'installations contrôlées	Acceptable	Acceptable à améliorer	A Améliorer	Points noirs	Non accessible
Carnet	188	15	29	43	97	4
Montjoie-Saint-Martin	90	6	31	22	30	1
Saint-Aubin-de-Terregatte	237	10	56	77	83	11
Saint-James	153	5	57	52	34	5
Saint-Laurent-de-Terregatte	179	16	71	42	50	0
Saint-Senier-de-Beuvron	126	5	26	32	62	1
TOTAL	**973**	**57**	**270**	**268**	**356**	**22**

Figure 8 : Résultats du diagnostic SPANC – Source : SMAEP Baie Bocage

Le nombre d'installations d'assainissement autonome notées « Points noirs » est important. D'après le diagnostic du SPANC, ce classement est principalement dû au manque de place pour la mise en place d'un épandage et notamment pour les installations situées au cœur des bourgs.

A noter que le nombre d'installations « non accessibles » sur Saint-Aubin-de-Terregatte est important.

Le diagnostic du SPANC n'a pas été réalisé sur la commune d'Hamelin.

Toutes ces installations classées « Points noirs » sont autant de source de pollution. Au regard de la mauvaise qualité de l'eau sur le territoire et des objectifs fixés par les SDAGE et SAGE, la **performance de l'assainissement collectif ou non** est donc un point **important** à **prendre en compte** dans l'élaboration du PLUI.

La carte « Assainissement non collectif » est présentée ci-après.

3. Perspective d'évolution

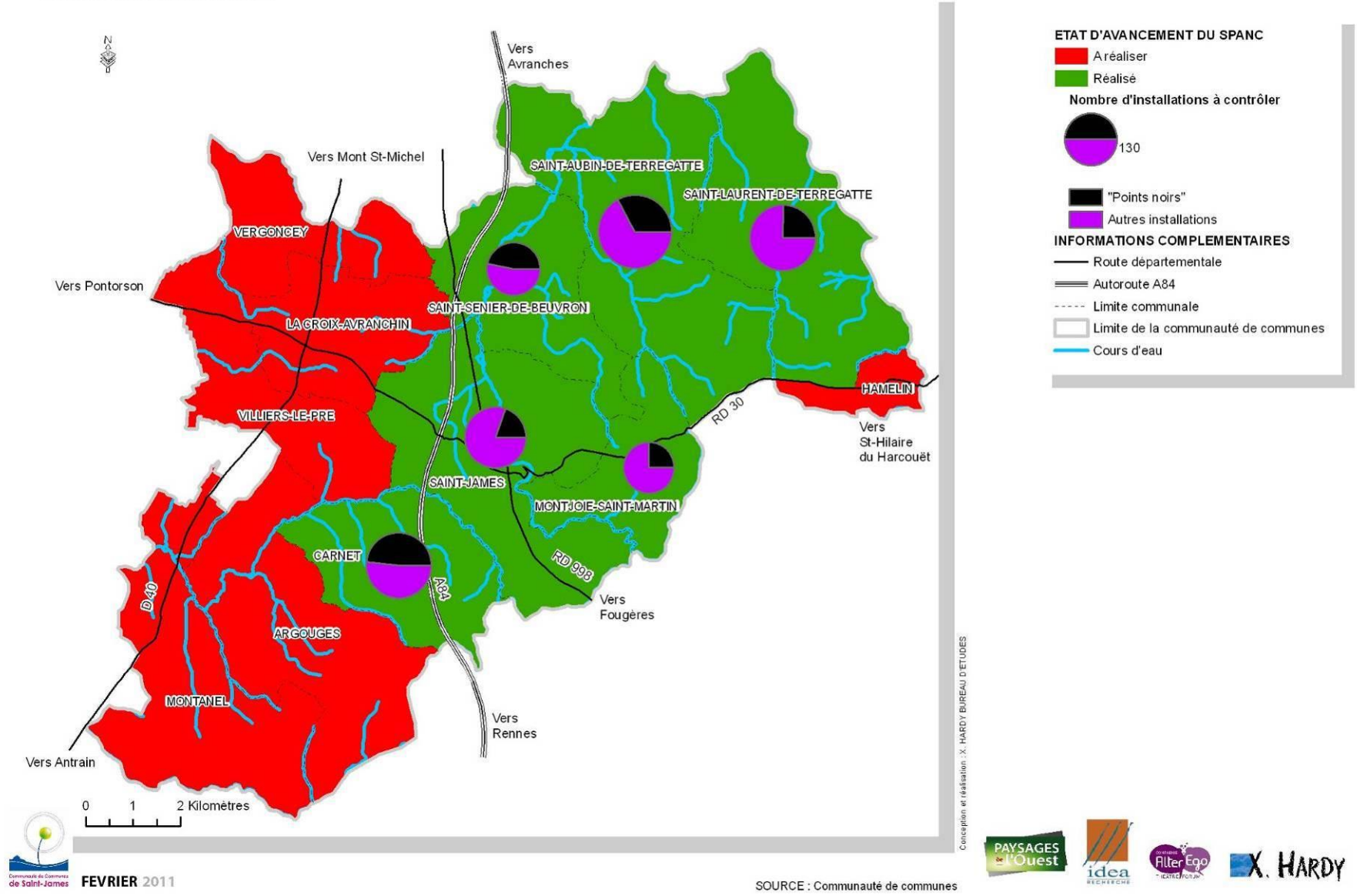
Le projet de PLUI va se concrétiser par une densification de l'habitat et l'urbanisation de nouveaux secteurs ayant pour conséquence une augmentation des volumes en eaux usées. Cette augmentation de population et d'activités a été anticipée et prise en compte. En effet, au regard des faibles charges actuelles de la majorité des stations, les flux supplémentaires pourront être traités tout en garantissant un rejet de bonne qualité. Seule la station de Montanel, qui est actuellement à 87% de sa charge nominale, a une capacité limitée pour accepter de nouveaux volumes (*environ 20 habitants supplémentaires maximum*).

L'ouverture à l'urbanisation de dents creuses dans les hameaux devra être également compatible avec la capacité des terrains à accueillir un assainissement autonome.

// PLUI DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DE SAINT-JAMES

EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF SPANC



FEVRIER 2011

SOURCE : Communauté de communes

E. Eau potable

Il existe deux syndicats de production d'eau potable sur le territoire :

- le Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau Potable (SIAEP) de Saint-Hilaire-du-Harcouët qui dessert Hamelin,
- le Syndicat Mixte d'Adduction d'Eau Potable (SMAEP) Baie Bocage qui dessert toutes les autres communes de la communauté de communes.

1. SIAEP de Saint-Hilaire-du-Harcouët

Les eaux proviennent de la rivière le Glanon et sont traitées depuis la station de Milly (*hors territoire de la communauté de communes*). Le traitement de l´eau et sa distribution sont assurés par la STGS (*société de travaux, gestion et services*).

La qualité des eaux distribuées est conforme aux limites de qualité fixées par la réglementation pour l'alimentation humaine. Toutefois, et compte tenu de l'absence de traitement d'affinage performant, la qualité de l'eau distribuée vis à vis du paramètre Odeur-Saveur est variable. Sur 11 contrôles effectués, deux dépassements de la référence de qualité Odeur- Saveur ont été observés en distribution.

La zone de distribution a été alimentée par de l'eau de bonne qualité bactériologique.

2. SMAEP Baie Bocage

Ce syndicat desservait en 2009, 27 158 habitants. Le service est exploité en régie.

Les eaux distribuées proviennent de plusieurs lieux récapitulés dans le tableau ci-après.

Nom	Commune	Lieu-dit	Type	Capacité
P1	Ducey	Montmorel	Puits à drains	150 m^3/h
FB2	Ducey	Montmorel	Forage	
FB9	Ducey	Montmorel	Forage	
Le Pont du Bateau	Saint Laurent de Terregatte	Le Pont du Bateau	Prise d'eau	350 m^3/h
La Houssaye	Saint Aubin de Terregatte	La Houssaye	Prise d'eau de secours	

Figure 9 : Caractéristiques des prises d'eau ou forage pour l'eau potable – Source : SMAEP Baie Bocage

Il existe deux prises d'eau de surface sur le territoire de la communauté de communes sur les cours d'eau du Beuvron et de la Sélune. Les périmètres de captage immédiat et rapproché ont été mis en place.

Les eaux sont ensuite traitées à la station de la « Gauberdière » à Saint-Aubin-de-Terregatte, d'une capacité de 500 m³/h.

En 2009, le SMAEP a produit 1 599 274 m³ depuis la prise d'eau de la Sélune et 492 979 m³ depuis les forages de Montmorel. L'historique des volumes montre que depuis 2005, les quantités prélevées n'ont cessé d'augmenter. De plus, il est important de noter que depuis 2008, le SMAEP importe respectivement 98 480 m³ en 2008 et 105 953 m³ en 2009 depuis le SIAEP de Saint-Hilaire-du-Harcouët. Cette eau transit par le syndicat Baie Bocage, depuis celui de Saint-Hilaire-du-Harcouët, directement vers la commune d'Isigny-le-Buat.

Les eaux distribuées sont de bonne qualité et respectent les normes. En effet, 100% des prélèvements effectués étaient conformes aussi bien pour les paramètres microbiologiques que physico-chimiques.

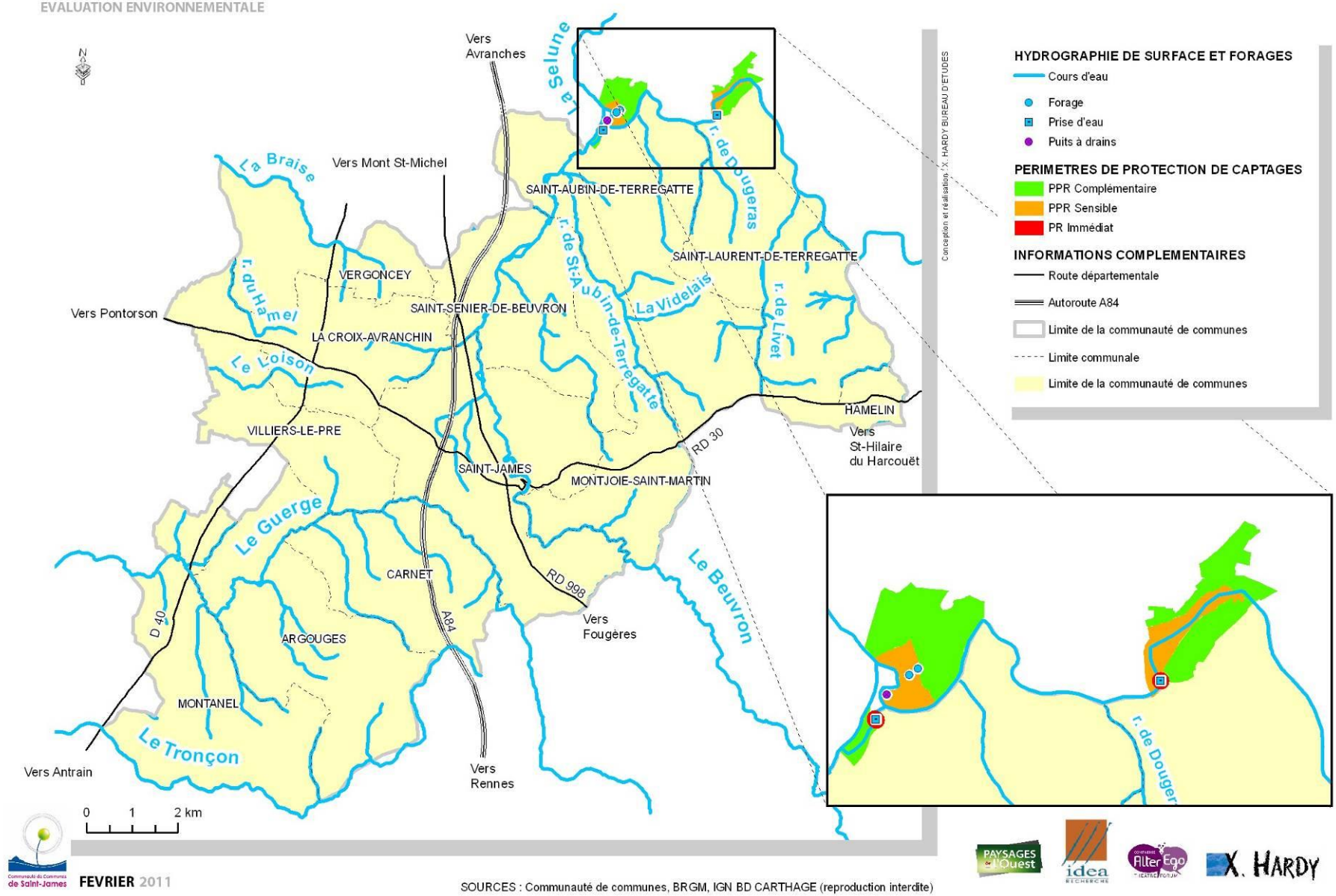
3. Sécurisation de l'alimentation en eau potable

Un schéma Départemental d'alimentation en Eau Potable a été réalisé en 2000. Ce schéma visait à sécuriser les réseaux existants dans le but d'équilibrer les ressources et les besoins, en solutions de renforcement. Ainsi des travaux d'interconnexions structurantes ont été engagés entre les réseaux du SMAEP Baie Bocage et celui du SIAEP de Saint-Hilaire-du-Harcouët.

La carte « Eau potable » est présentée ci-après.

4. Perspective d'évolution

Le projet de PLU va se concrétiser par une densification de l'habitat et l'urbanisation de nouveaux secteurs ayant pour conséquence une augmentation des besoins en eau potable. Les travaux engagés d'interconnexions entre les deux SIAEP permettront de répondre à la demande croissante en eau potable.


Vers Avranches
La Selune
La Braise
Vers Mont St-Michel
SAINT-AUBIN-DE-TERREGATTE
r. de Dougeras
r. de St-Aubin-de-Terregatte
SAINT-LAURENT-DE-TERREGATTE
r. du Hamel
VERGONCEY
Vers Pontorson
SAINT-SENIER-DE-BEUVRON
La Videlais
r. de Livet
LA CROIX-AVRANCHIN
Le Loison
HAMELIN
Vers St-Hilaire du Harcouët
VILLIERS-LE-PRE
RD 30
SAINT-JAMES
MONTJOIE-SAINT-MARTIN
Le Guerge
CARNET
RD 998
Le Beuvron
Vers Fougères
D 40
A84
ARGOUGES
MONTANEL
Le Tronçon
Vers Antrain
Vers Rennes
0 1 2 km
FEVRIER 2011
SOURCES : Communauté de communes, BRGM, IGN BD CARTHAGE (reproduction interdite)
Conception et réalisation : X. HARDY BUREAU D'ETUDES
HYDROGRAPHIE DE SURFACE ET FORAGES
Cours d'eau
Forage
Prise d'eau
Puits à drains
PERIMETRES DE PROTECTION DE CAPTAGES
PPR Complémentaire
PPR Sensible
PR Immédiat
INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES
Route départementale
Autoroute A84
Limite de la communauté de communes
Limite communale
Limite de la communauté de communes
r. de Dougeras

III. Milieux naturels et biodiversité

A. Bocage et boisement

1. Généralités

Les fonctions des haies et des bois sont aujourd'hui bien connues. Ils peuvent assurer à la fois un rôle :

- de brise-vent,
- de filtre pour la limitation du ruissellement,
- de stabilisation et de protection des berges,
- d'épuration naturelle des eaux notamment au niveau des teneurs en azote et phosphore,
- d'intérêt paysager,
- de production de bois.

Les haies et les bois présentent également une grande richesse biologique et constituent des zones de refuge, d'alimentation, de reproduction… pour de nombreuses espèces. Leur intérêt dépend de leur nature, de la hauteur de leur couvert végétal, de leur densité, de leur formation (une ou plusieurs strates), de leur localisation et de leur connexion.

2. Méthodologie

La communauté de communes de Saint-James a réalisé un inventaire des haies sur son territoire. Il a été mené de la manière suivante sur chaque commune :

- **1ère phase** - une réunion d'information et de concertation afin d'expliquer la démarche et d'identifier les référents,
- **2ème phase** - une réunion sur le terrain avec le technicien de la communauté de communes et les référents,
- **3ème phase** – inventaire sur le terrain (toutes les haies sont inventoriées – pas de prélocalisation) et saisie information,
- **4ème phase** – consultation des cartes en mairie avec permanence du technicien une demie journée pour recueillir les remarques,
- **5ème phase** – validation de l'inventaire par le conseil municipal.

Pour chaque haie, les éléments suivants sont renseignés :

- la position dans le bassin versant,
- la position par rapport à la pente,
- la présence d'un talus,
- la présence d'un fossé,
- le nombre de connexions entre les haies,
- la typologie,
- l'âge,
- le pourcentage de recouvrement,
- le nombre d'essences ligneuses qui compose la haie.

Ces critères permettent de déterminer l'importance du **rôle anti-érosif** de la haie et d'apprécier sa **qualité paysagère**.

3. Résultats

Les résultats sont récapitulés dans le tableau et la carte ci-après. Ils présentent l'ensemble des résultats de manière indifférenciée par rapport au niveau de validation.

COMMUNE	SURFACE BOIS (HA)	SURFACE BOISEE / SURFACE COMMUNALE (%)	LINEAIRE HAIE (ML)	ML/HA
ARGOUGES	94	6	96 803	61
CARNET	15	1	61 048	60
HAMELIN	15	6	11 739	49
LA CROIX AVRANCHIN	16	1	19 512	18
MONTANEL	263	17	59 898	46
MONTJOIE-SAINT-MARTIN	62	8	32 966	48
SAINT-AUBIN-DE-TERREGATTE	59	3	49 487	24
SAINT-JAMES	80	4	82 643	47
SAINT-SENIER-DE-BEUVRON	82	7	49 520	47
ST LAURENT DE TERREGATTE	121	7	58 273	38
VERGONCEY	55	7	24 614	34
VILLIERS-LE-PRE	4	1	34 097	43
TOTAL	**864**	**5.87**	**580 600**	**42**

Figure 10 : Résultats des inventaires de haies – Source : Communauté de communes de Saint-James

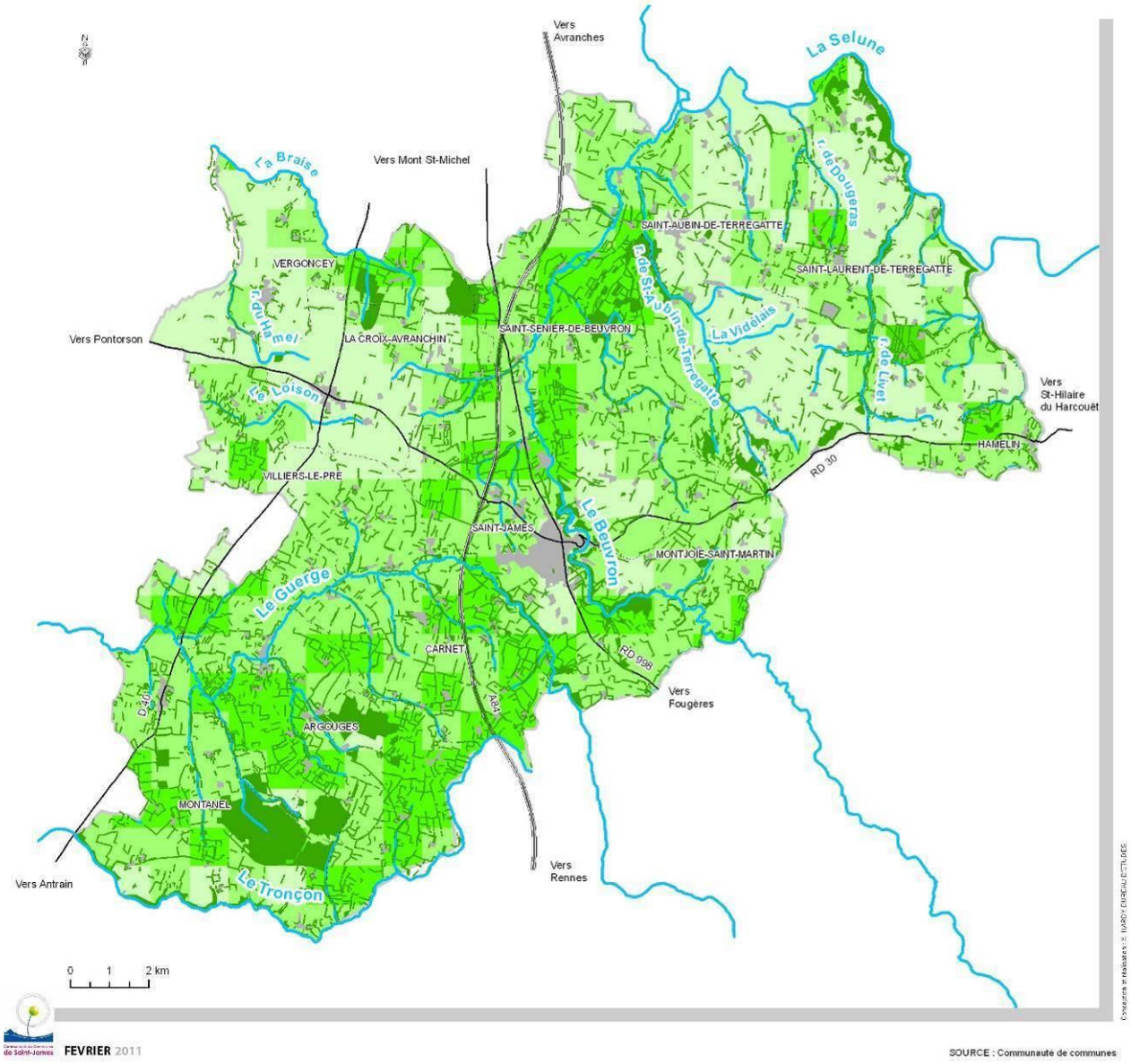
Rapportée à la surface communale, Montanel présente le plus fort pourcentage de surface boisée. Les communes les moins boisées sont Carnet, la Croix-Avranchin et Villiers-le-Pré.

De manière générale, le maillage de haies sur le territoire de la communauté de communes est démantelé à très démantelé. A l'échelle des communes, Argouges présente le linéaire de haie le plus important et Hamelin le plus petit. Rapporté à la surface de la commune, Argouges présente encore la plus grande densité de haie. En revanche, la Croix-Avranchin et Saint-Aubin-de-Terregatte présente une densité faible de haies.

A l'échelle des bassins versants, les haies sont plus denses sur le bassin versant du Couesnon, plus lâche sur celui de la Sélune et notamment sur sa partie aval, et très lâche sur les bassins versants côtiers.

On note également que la densité des haies est plus forte le long des coteaux abrupts et devient très faible sur les zones de faible pente comme notamment sur la commune de Vergoncey.

La lecture de la carte présentée page suivante montre aussi que les principales zones bâties sont situées dans les zones de maillage démantelé à très démantelé.
La carte « Bocage » est présentée ci-après.



FEVRIER 2011

SOURCE : Communauté de communes

Conception et réalisation : X. HARDY CONSEIL ET ETUDES

BOCAGE
HAIES ET BOISEMENTS

MAILLAGE DE HAIES ET BOISEMENTS

- Haie
- Boisement

DENSITE DE HAIES (grille d'un demi km²)

- Maillage très démantelé (<27 ml/ha)
- Maillage démantelé (27-60 ml/ha)
- Maillage moyen (60-100 ml/ha)
- Maillage dense (>100 ml/ha)

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

- Principales zones bâties
- Route départementale
- Autoroute A84
- Limite de la communauté de communes
- Cours d'eau

NB : attention, cet inventaire n'a été validé que pour les communes de :
- Montjoie St Martin
- St-Aubin-de-Terregatte
- St-Senier-de-Beuvron

B. Inventaires des espaces naturels remarquables

La communauté de communes de Saint-James possède un patrimoine naturel intéressant principalement lié aux lits majeurs des cours d'eau. Il existe de deux zonages d'inventaires et de protections réglementaires des espaces naturels remarquables sur le territoire : ZNIEFF (*de type I et II*) et Zone Humide d'Importance International (*RAMSAR*).

Les zonages sont reportés sur la carte ci-après. L'échelle de précision des différents zonages est au 1/25 000ème.

Notons en limite du territoire la présence d'un Site d'Importance Communautaire (SIC) « Baie du Mont Saint-Michel » et d'une forêt de protection « Bois d'Ardenne » à Ducey.

➢ *ZONE HUMIDE D'IMPORTANCE INTERNATIONAL (RAMSAR)*

C'est une Convention qui s'applique aux zones humides ayant une importance internationale au point de vue écologique, botanique, zoologique, limnologique ou hydrologique.

La « **Baie du Mont Saint-Michel** » (ZH002) est classée en site RAMSAR. Sa superficie est de 45 800 ha. Elle concerne notamment l'extrême Nord des communes de Saint-Aubin-de-Terregatte et Saint-Laurent-de-Terregatte.

La baie constitue un vaste écocomplexe, dont les différentes unités écologiques fonctionnent en étroite relation : secteurs immergés en permanence, immense estran sablo-vaseux unique en France, platiers rocheux, riches prés salés atlantiques correspondant à la plus vaste étendue nationale d'herbus. Ces superficies maritimes sont associées à des secteurs terrestres indissociables de l'écosystème baie, notamment pour les oiseaux d'eau : zones humides d'eaux douces et saumâtres périphériques, polders conquis sur la mer et largement mis en valeur. L'intérêt biologique, reposant sur une productivité remarquable, participe directement à la valeur patrimoniale, paysagère, sociale et économique de la baie.

➢ *ZNIEFF : ZONE NATURELLE D'INTERET ECOLOGIQUE FAUNISTIQUE ET FLORISTIQUE*

Les ZNIEFF n'ont pas de valeur juridique directe mais indiquent la présence d'un enjeu important. Elles constituent un outil de connaissance de la richesse et la sensibilité des sites remarquables répertoriés qui n'interdit pas tout aménagement, mais informe des conséquences possibles sur le milieu naturel.

Znieff de type 1 : délimitée et caractérisée par un intérêt biologique remarquable. Exemples : pelouse calcicole, tourbière,….
Znieff de type 2 : grand ensemble naturel riche et peu modifié qui offre des potentialités biologiques importantes. Exemples : forêt, marais …

Par ailleurs, les ZNIEFF de type 1 font allusion à des espèces protégées par la loi de 1976, relative à la protection de l'environnement. Des textes insérés dans le code de l'urbanisme peuvent concerner les ZNIEFF ou y faire référence indirectement :

L'article L 110 oblige les collectivités publiques à assurer la protection des milieux naturels dans leurs prévisions et décisions d'utilisation de l'espace et l'article L 122-1 sur les schémas directeurs indique que ceux-ci fixent les orientations compte tenu de la préservation des sites naturels.

Dans ce contexte, les ZNIEFF permettent de définir une démarche rationnelle de protection, de planification, d'aménagement ET de gestion de l'espace.
(Source : DIREN Pays de la Loire)

La communauté de communes de Saint-James compte 3 ZNIEFF, 1 de type I et 2 de type II. Elles sont présentées dans le tableau ci-après.

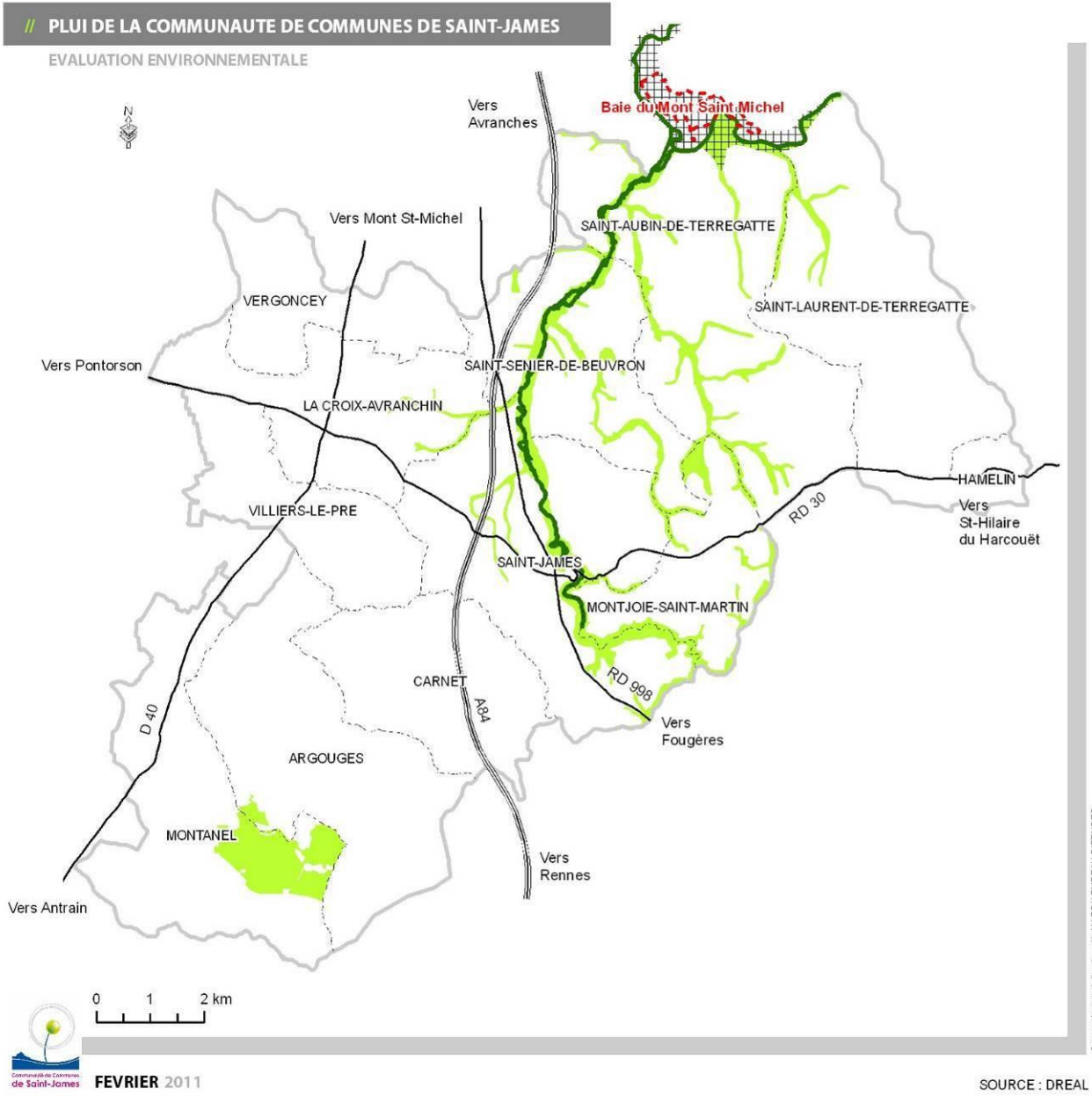
Nom de la ZNIEFF, n° de zone et Surperficie	Communes concernées	Milieux rencontrés déterminants
Type II : N°250014540 *Bois de Blanche lande* *232.6 ha*	Argouges, Montanel	Grande superficie boisée à pente faible. Présence d'une nappe temporaire se traduisant par un sol à horizon de pseudo-gley. Présence de tourbe dans les cuvettes les plus marquées et de légers bombements d'affleurement schisteux légèrement plus secs Intérêt botanique : végétation variée, nombreuses espèces rares et protégées avec notamment des secteurs de landes humides paratourbeuses Intérêt ornithologique : Site de nidification pour le pic cendré, le Pic noir, le Roitelet triple-bandeau, le Loriot… Intérêt entomologique : de nombreux coléoptères et papillons dont quelques espèces remarquables
Type II : N°250020114 *Basse-vallée de la Sélune et ses affluents* *2 765.6 ha*	La Croix-Avranchin, Montjoie-Saint-Martin, Saint-Aubin-de-Terregatte, Saint-James, Saint-Laurent-de-Terregatte, Saint-Senier-de-Beuvron	Basse vallée de la Sélune et de ses deux principaux affluents (le Beuvron et l'Oir). Intérêt entomologique : nombreuses espèces de orthoptères, de papillons dont certaines rares. Intérêt piscicole : présence de nombreuses frayères pour les salmonidés Intérêt ornithologique : zone de nidification et de reproduction de nombreuses espèces Intérêt mammalogique : présente de la marte Intérêt floristique : présence de végétation hygrophile peu commune
Type I : N°250020111 *La Sélune et ses principaux affluents – frayères* *63 ha*	Montjoie-Saint-Martin, Saint-Aubin-de-Terregatte, Saint-James, Saint-Laurent-de-Terregatte, Saint-Senier-de-Beuvron	Ensemble hydrographique caractérisé par des cours d'eau aux fonds pierreux et caillouteux et de bonne qualité biologique. Présence de nombreuses frayères à salmonidés (saumon atlantique, truite de mer, lamproie marine et de rivière)
Type I « parc et château de Chassilly »	Saint-senier de Beuvron	Intérêt mammalogique : secteur de reproduction de chiroptères

Figure 11 : ZNIEFF présentes sur le territoire - Source : DREAL

La carte « Zonages environnementaux » est présentée ci-après.

// PLUI DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DE SAINT-JAMES

EVALUATION ENVIRONNEMENTALE



ZONAGES ENVIRONNEMENTAUX

ZONAGES ENVIRONNEMENTAUX

- Site d'importance communautaire
- Zone Humide d'Importance Internationale (RAMSAR)
- ZNIEFF de type 1
- ZNIEFF de type 2

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

- Route départementale
- Autoroute A84
- Limite communale
- Limite de la communauté de communes

Conception et réalisation : X. HARDY BUREAU D'ETUDES

FEVRIER 2011

SOURCE : DREAL

C. Inventaires des zones humides

1. Rappels

L'intérêt des zones humides est dû aux différentes fonctions que remplissent ces milieux. Ces fonctions sont multiples mais ne sont cependant pas équivalentes pour toutes les zones humides.

1. La régulation du **régime hydraulique** *(stockage en période de crue et restitution progressive en période de basses eaux) ;*

2. L'**épuration des eaux superficielles** lorsqu'elles sont chargées en éléments nutritifs *(azote et phosphore, principalement)* et en matières organiques ou minérales en suspension ;

3. La **biodiversité** qu'elles représentent, avec le rôle important de connections des unes par rapport aux autres *(circulation de la faune) ;*

4. La contribution à la variété et à l'esthétique du **paysage** rural et périurbain.

Ces fonctions sont plus ou moins présentes dans les différentes zones humides. Cependant le maillage qu'elles forment joue un rôle majeur pour la gestion de la ressource en eau et pour le maintien de la biodiversité sur le territoire communal.

2. Méthodologie

Les structures porteuses des SAGE ont réalisé l'inventaire des zones humides. La méthodologie suivie est la même pour les deux SAGE :

- définition d'enveloppes de zones potentiellement humides à partir de la **prélocalisation** des zones humides et des corridors humides identifiés par la DREAL,
- reconnaissance de **terrain** systématique dans le parcellaire préalablement délimitées et vérification dans les zones adjacentes,
- **concertation** et prise en compte du savoir des acteurs locaux.

Les milieux humides ont été caractérisés sur le terrain, en premier lieu, par des critères floristiques. En l'absence de végétation caractéristique, des critères pédologiques ont été retenus : ont été classés en milieu humide les parcelles dont le sol présentait des indices d'hydromorphie (présence de pseudo-gley, de gley ou de tâches d'oxydo-réduction) dans les 40 premiers centimètres du sol.

L'inventaire est soumis dans un premier temps aux agriculteurs de la commune. S'il y a des points de désaccords, une vérification de terrain est alors réalisée. Ensuite, l'inventaire est présenté et validé en conseil municipal.

3. Synthèse des zones humides inventoriées

L'inventaire des zones humides a été lancé sur l'ensemble du territoire de la communauté de communes de Saint-James par les deux structures porteuses des SAGE. Le tableau ci-après présente les résultats des inventaires par commune.

Commune	Surface de zone humide (ha)	%
ARGOUGES	114,46	6,87
CARNET	32,74	3,19
HAMELIN	8,93	3,55
LA CROIX-AVRANCHIN	30,58	2,80
MONTANEL	89,16	5,72
MONTJOIE-SAINT-MARTIN	50,64	6,75
SAINT-AUBIN-DE-TERREGATTE	165,50	7,72
SAINT-JAMES	117,18	6,36
SAINT-LAURENT-DE-TERREGATTE	41,86	3,71
SAINT-SENIER-DE-BEUVRON	81,30	4,87
VERGONCEY	38,23	4,89
VILLIERS-LE-PRE	37,59	4,68
Total	**808,17**	**5,49**

Figure 12 : Résultats des inventaires de zones humides – Source : SAGE Couesnon et Sélune

Le territoire de la communauté de communes compte 808 ha de zones humides, ce qui correspond à 5,49% de la surface totale du territoire. Les communes présentant les plus forts pourcentages de zones humides sont, par ordre décroissant, Saint-Aubin-de-Terregatte, Argouges, Montjoie-Saint-Martin et Saint-James.

A l'inverse, les communes présentant les plus faibles parts de zones humides sont La Crois-Avranchin, Carnet, Hamelin et Saint-Laurent-de-Terregatte.

D. Corridors écologiques et trame verte et bleue

1. Définitions

Les **corridors écologiques** sont des liaisons fonctionnelles entre des écosystèmes ou différents habitats d'une espèce ou d'un groupe d'espèces. Ces corridors permettent la circulation des espèces et des gènes nécessaires pour leur survie et leur évolution adaptative.

Les corridors écologiques sont donc très importants pour la conservation de la biodiversité et des écosystèmes, puisqu'ils permettent à une espèce d'accéder à sa zone de reproduction.
Ils sont donc essentiellement des **milieux de circulation** dont les fonctionnalités sont complexes et reposent sur de multiples postulats (*quelles sont les espèces concernées ? à quel cycle de vie correspond l'habitat étudié ? …*). Précisons qu'un corridor pour une espèce donnée peut également être le lieu de reproduction pour une autre espèce. C''est typiquement le cas des rivières et de leurs abords : le lit mineur est le lieu de reproduction de certains poissons (*truite, saumon…)* mais le lit majeur, qui comprend les bordures boisée, sont le lieu de transit d'autres espèces (*oiseaux, mammifères…*).

Les fonctionnalités des corridors sont illustrées dans le schéma ci-après.

CLES DE LECTURE :

Habitat : Zone de vie d'une population animale et végétale

Conduit : Zone de **circulation** *(vallée, haie, …)*

Barrière : Obstacle à la circulation entraînant une **fragmentation** des habitats

Filtre : Zone de **franchissement** possible pour certaines espèces et **barrières** pour d'autres

Source : Zone de **forte diversité** favorable au **développement** des espèces et permettant la **colonisation** de nouveaux territoires

Puits : Zone **défavorable** au maintien des espèces *(mortalité importante)*

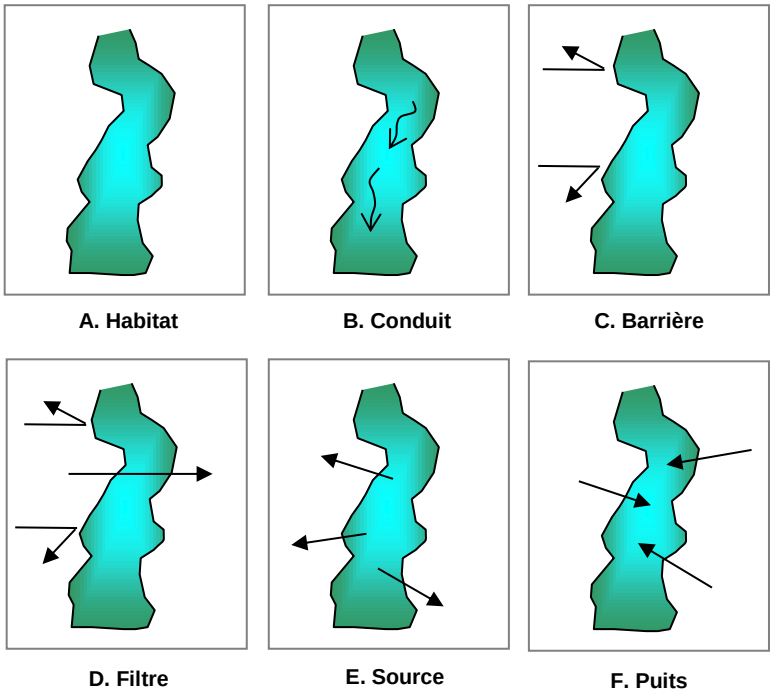


Figure 13 : Les six fonctions d'un corridor (Thorne 1993)

Ces corridors écologiques doivent, depuis le Grenelle 2, être retranscrits dans le cadre du PLU en terme de **trame verte et bleue**.

En effet, le Grenelle de l'Environnement 2ème cession (dit Grenelle 2) fait de la biodiversité une nouvelle priorité de l'action publique. La mesure phare consiste en l'instauration de la Trame Verte et Bleue (TVB).

L'article L. 371-1 du Code de l'environnement fixe le contenu des deux trames :

« II. - La trame verte comprend :

1° - tout ou partie des espaces protégés au titre du présent livre et du titre Ier du livre IV ainsi que les espaces naturels importants pour la préservation de la biodiversité ;

2° - les corridors écologiques constitués des espaces naturels ou semi-naturels ainsi que des formations végétales linéaires ou ponctuelles, permettant de relier les espaces mentionnés au 1° ;

3° - les surfaces mentionnées au I de l'article L. 211-14 (couverture végétale des bords de cours d'eau et des plans d'eau).

III. - La trame bleue comprend :

1° - les cours d'eau, parties de cours d'eau ou canaux figurant sur les listes établies en application de l'article L. 214-17 ;

2° - tout ou partie des zones humides dont la préservation ou la remise en bon état contribue à la réalisation des objectifs visés au IV de l'article L. 212-1, et notamment les zones humides mentionnées à l'article L. 211-3 ;

3° - les cours d'eau, parties de cours d'eau, canaux et zones humides importants pour la préservation de la biodiversité et non visés aux 1° ou 2° du présent III. »

2. Objectifs

L'identification des corridors biologiques a pour objectif d'enrayer la perte de biodiversité en participant à la restauration des continuités écologiques entre les milieux naturels.

Dans ce contexte elle vise, notamment, à :

- la diminution de la fragmentation des écosystèmes et des habitats naturels et semi-naturels,

- l'identification et la liaison des espaces importants pour la préservation de la biodiversité,
- la facilitation des échanges génétiques nécessaires à la survie des espèces,
- la possibilité de déplacement des aires de répartition des espèces et des habitats naturels,
- l'atteinte ou la conservation du bon état écologique,
- l'amélioration de la qualité et la diversité du paysage.

Les corridors offre une **double fonctionnalité.**

1- Fonctionnalité écologique : maintien d'une mosaïque de milieux favorisant le déplacement, la reproduction, le repos, le nourrissage des populations animales et végétales.

2- Fonctionnalité spatiale et paysagère : organisation et fonctionnement des espaces naturels en lien avec les activités humaines.

3. Méthodologie

Il est important de noter que les corridors écologiques sont de natures variables en fonction des groupes d'espèces. En effet, les zones de développement et de déplacement ne sont pas forcément les mêmes pour un oiseau, un mammifère ou un odonate.

Une identification exhaustive des corridors nécessiterait donc un inventaire sur la totalité des groupes faunistiques et floristiques sur un cycle biologique complet.

Ce travail exhaustif n'étant pas réalisable à l'échelle d'un PLUI, le travail d'identification des corridors écologiques dans le cadre de la présente étude s'est donc appuyé sur 4 phases :

- Phase 1 : une **étude bibliographique** contant sur les espèces déterminantes listées dans les inventaires des ZNIEFF, les espèces patrimoniales identifiées lors des différentes études d'impact menées sur le territoire, le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (*SRCE*) de Basse-Normandie,
- Phase 2 : une **photo-interprétation** des grands milieux et des corridors potentiels,
- Phase 3 : une vérification **terrain** sur les **fragmentations potentielles**,
- Phase 4 : une **concertation** avec les élus lors des ateliers AEU.

Les résultats sont présentés ci-après.

Les déplacements faunistiques et floristiques ne s'apparentent pas aux limites communales. L'identification des corridors a donc été réalisée selon deux niveaux :

- une analyse sur un territoire vaste, permettant d'apprécier les connexions potentielles entre les milieux naturels du territoire et ceux des communes voisines,
- une analyse plus précise identifiant les corridors potentiels sur la communauté de communes de Saint-James.

4. Description des réservoirs de biodiversité et des sous-trames

NB : les réservoirs de biodiversité et les corridors sont définis au regard de la connaissance actuelle du territoire et de l'accessibilité des données dans la bibliographie. Ce travail devra être continuellement réactualisé et complété en tenant compte de l'amélioration des connaissances de la faune et de la flore du territoire de la communauté de communes de Saint-James et de ses abords.

Les réservoirs de biodiversité avérés sur le territoire de la communauté de communes de Saint-James sont :

- la vallée de la Sélune et affluents (*ZNIEFF de type 1 et 2*), vaste ensemble de cours d'eau aux nombreuses frayères à salmonidés,
- le bois de la blanche lande (*ZNIEFF de type 2*), aux zones tourbeuses présentant des intérêts botanique, ornithologique et entomologique.

D'autres réservoirs de biodiversité avérés localisés en périphérie de la communauté de communes de Saint-James ont été pris en compte, notamment le site Natura 2000 de la Baie du Mont-Saint-Michel et l'estuaire de la Sélune.

Il est à noter une faible connaissance de la présence des habitats et des espèces de cohérences Trame Verte et Bleue sur le territoire. Toutefois, des réservoirs de biodiversité potentiels ont été identifiés comme :

- la vallée du Guerche,
- le Bois de Jautais sur Argouges,
- le Bois du Bas Mouraine sur Vergoncey,
- le Bois des Renaudinières sur Vergoncey.

A partir de ces éléments et des inventaires haies, bois et zones humides présentés précédemment, deux sous-trames ont été identifiées:

- la sous-trame boisée et bocagère,
- la sous-trame humide et aquatique.

5. Description des corridors

Dans le cadre de cette étude, une **analyse visuelle** du réseau écologique par **photo-interprétation** et une **prise en compte** des **documents récents** à notre disposition ont été privilégiées. Les **corridors** ont été identifiés de manière à **relier** entre eux les **réservoirs de biodiversité** et **les corridors avérés**. Les **tracés les plus directs** ont été privilégiés. Pour les tracés les plus « longs » nous nous sommes également appuyés sur la **présence d'habitats relais**[1] potentiels.

Les corridors « humide » sont basés sur les résultats des inventaires réalisés par les SAGE et la trame identifiée dans le SRCE Basse-Normandie. Les inventaires issus d'un important travail de terrain ont permis d'identifier de manière approfondie la sous-trame « zone humide ».

Les corridors « cours d'eau » sont basés sur la BD-Carthage, ne disposant pas d'inventaire précis.

Les corridors « boisés » sont basés sur l'inventaire terrain des bois et des haies réalisé par la communauté de communes au regard de la perméabilité des espèces de cohérence de la sous trame « boisée ». Une densité bocagère a été calculée pour une maille de 0.5km² ce qui a permis de dégager des secteurs à forte et moyenne densité de haies favorables au déplacement de la faune. Les mailles de densité plus faible (entre 40 et 60 ml/ha) peuvent constituer des espaces relais potentiels.

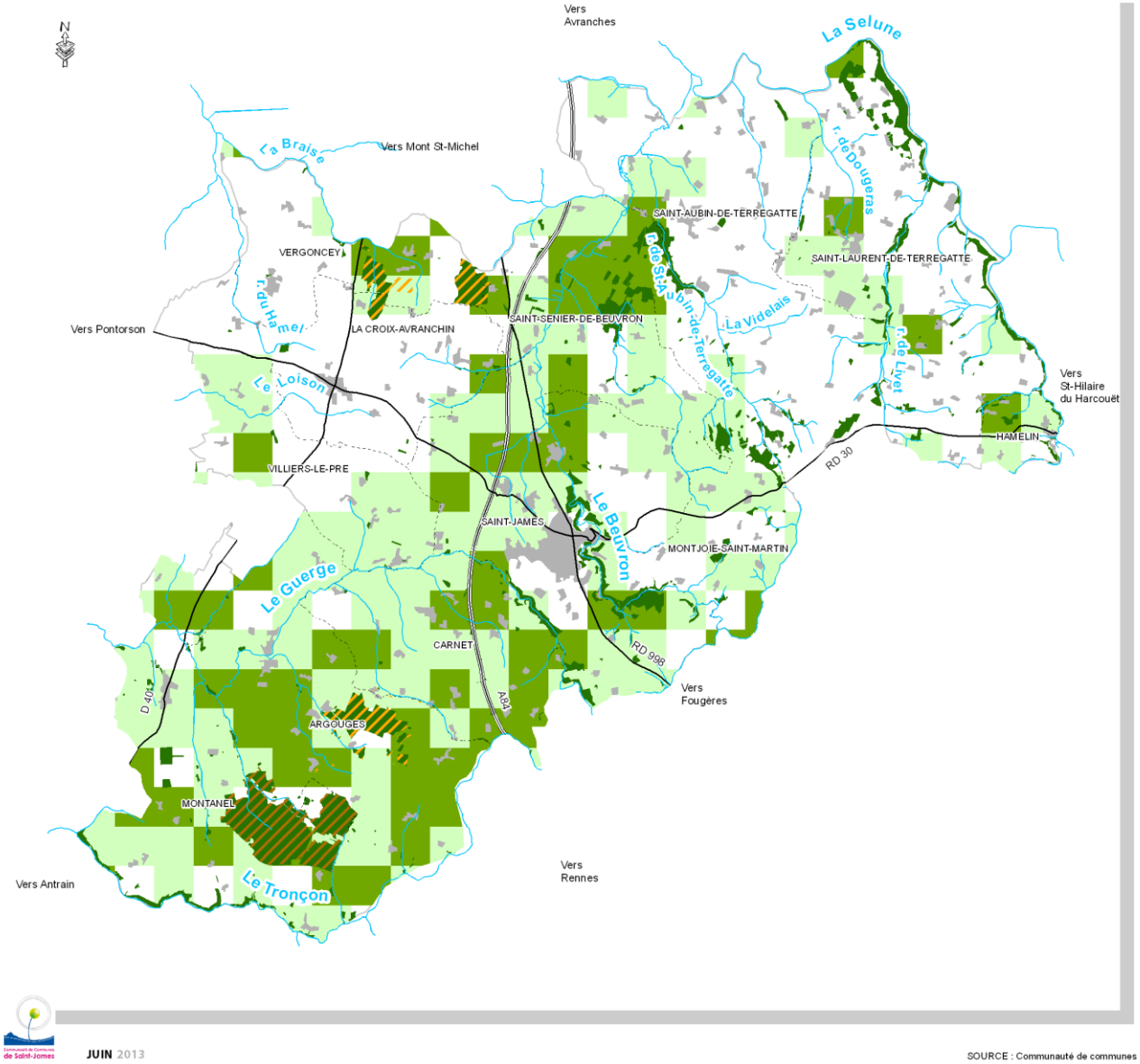
6. Corridors et fragmentations

Le réseau écologique d'un territoire est traversé par différents éléments pouvant induire une fragmentation des réservoirs de biodiversité et des corridors.

Ces éléments de fragmentation des milieux existants peuvent être des routes, des voies ferrées, des ouvrages hydrauliques et l'urbanisation.

Les points de fragmentation ont été identifié au regard du réseau de transport (*Autoroute, routes nationales, routes départementale et voies ferrées*) et des barrages sur les cours d'eau identifiés notamment dans le SRCE.

[1] Milieu naturel pouvant servir de lieux de refuge ou de repos lorsqu'une espèce se déplace hors du réseau écologique.



SOUS-TRAME "BOISEE"

- Réservoir de biodiversité avéré
- Réservoir de biodiversité potentiel
- Boisement
- Maillage de haies moyen à dense
- Espace relais potentiel
  Maillage démantelé (40-60 ml/ha)

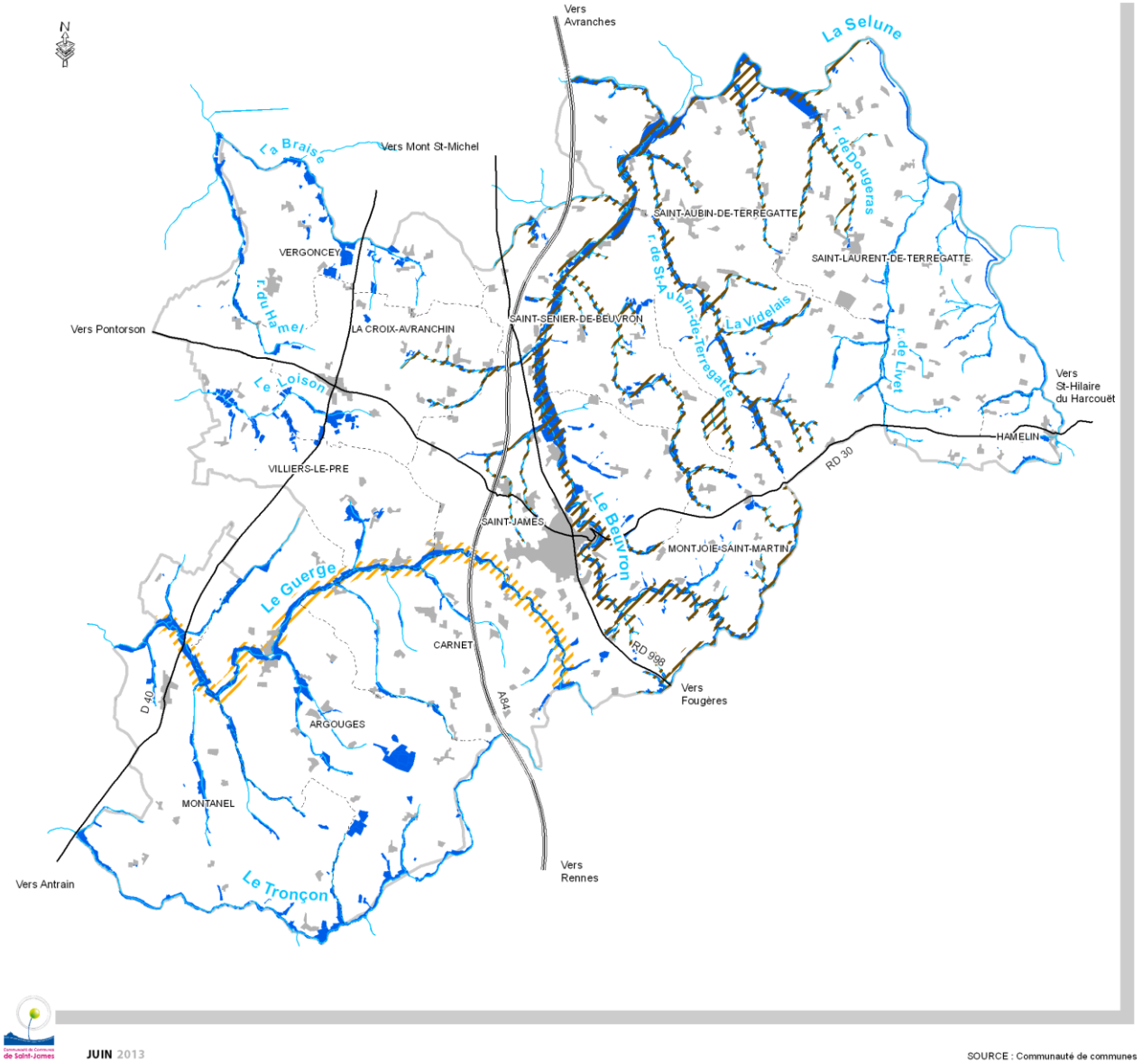
INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

- Cours d'eau
- Principales zones bâties
- Route départementale
- Autoroute A84
- Limite de la communauté de communes

JUIN 2013

SOURCE : Communauté de communes

Conception et réalisation : X. HARDY / BUREAU D'ETUDES



SOUS-TRAME "HUMIDE"

- Réservoir de biodiversité avéré
- Réservoir de biodiversité potentiel
- Cours d'eau
- Zones humides

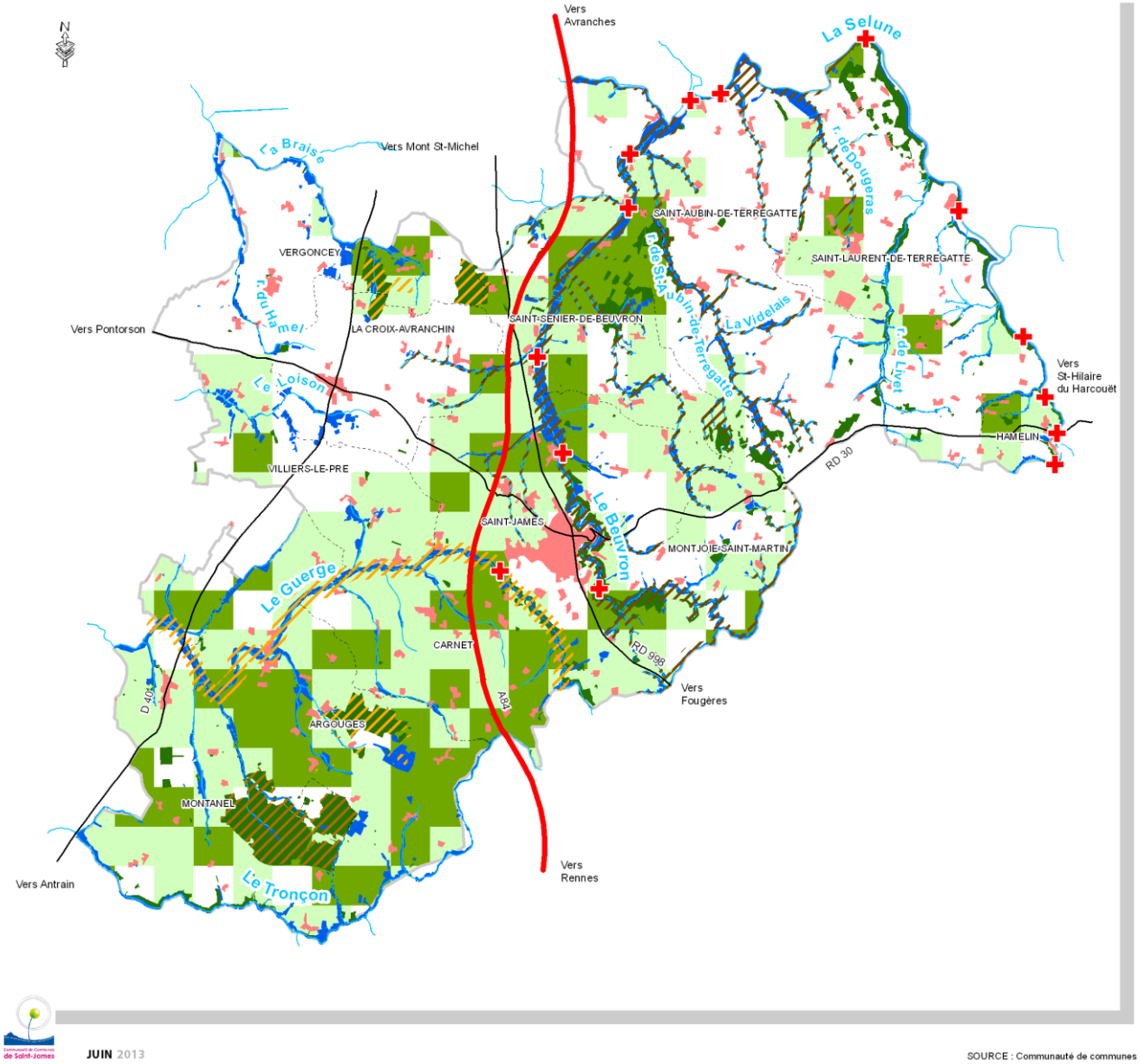
INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

- Principales zones bâties
- Route départementale
- Autoroute A84
- Limite de la communauté de communes

JUIN 2013

SOURCE : Communauté de communes

Conception et réalisation : X. HARDY / BUREAU D'ETUDES



TRAME VERTE ET BLEUE

- Réservoir de biodiversité avéré
- Réservoir de biodiversité potentiel
- Zones humides
- Cours d'eau
- Boisement
- Maillage de haies moyen à dense
- Espace relais potentiel
  Maillage démantelé (40-60 ml/ha)

FRAGMENTATIONS POTENTIELLES

- Autoroute
- Principales zones bâties
- Autres fragmentations potentielles
- Route départementale

INFORMATION COMPLEMENTAIRE

- Limite de la communauté de communes

Conception et réalisation : X. HARDY / BUREAU D'ETUDES

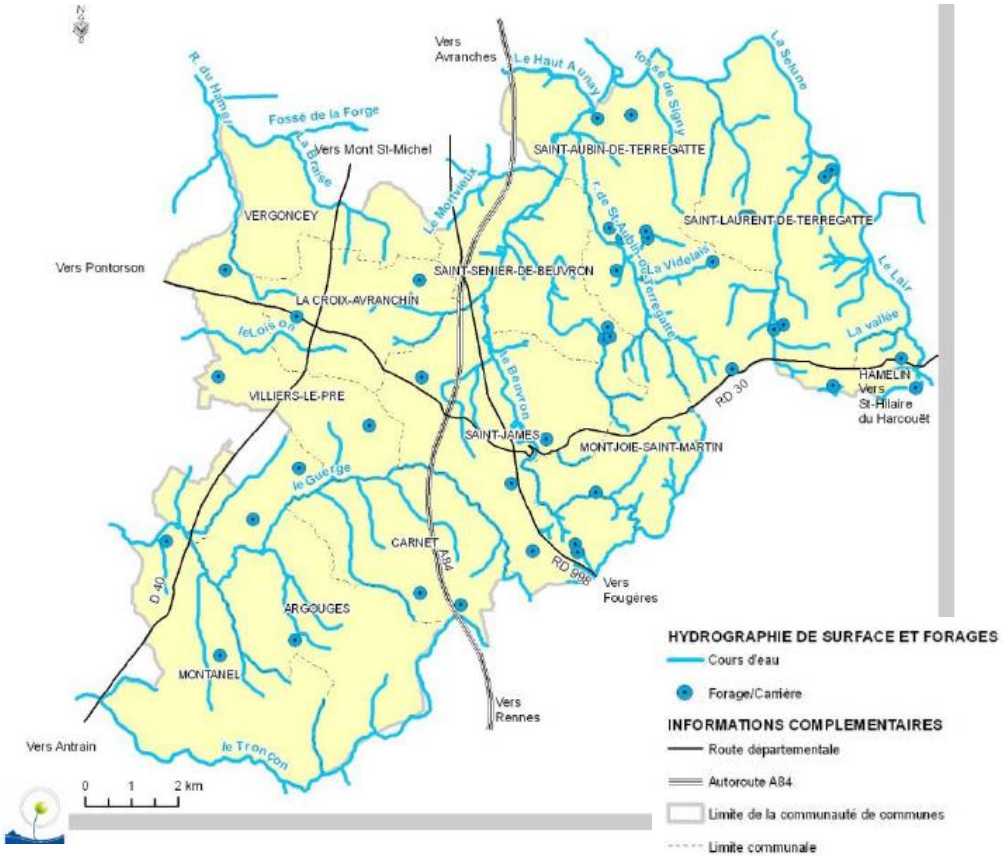
JUIN 2013

SOURCE : Communauté de communes

IV. Paysage

A. Les entités paysagères du territoire par communes

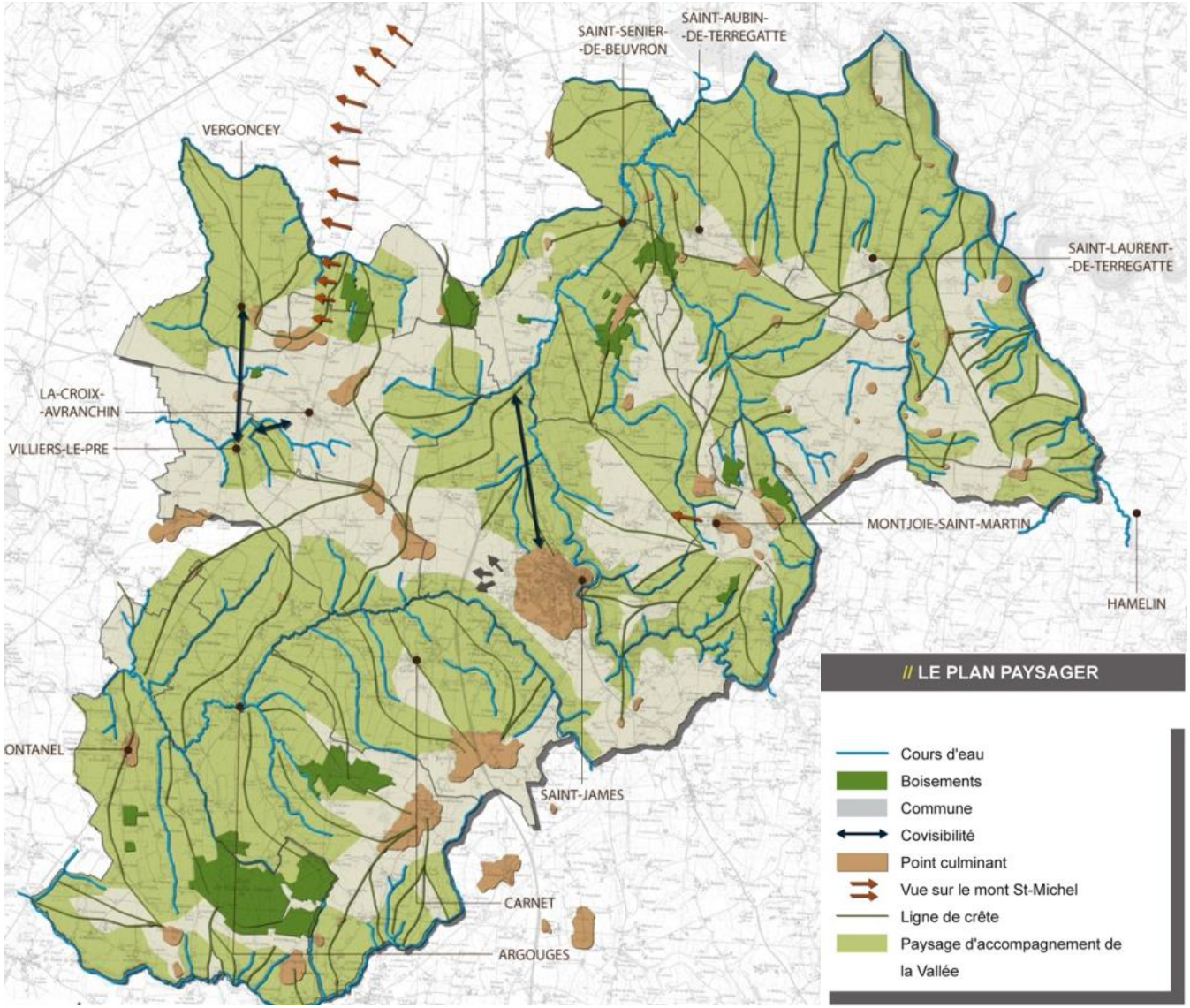
Le territoire du Canton de Saint-James est caractérisé par un réseau hydrographique dense composé du bassin versant de la Sélune, sur une large moitié Est, du bassin versant du Couesnon sur une petite moitié Ouest et des bassins versants côtiers des ruisseaux du Hamel et de la Braise concernant principalement la commune de Vergoncey. On rappelle que deux barrages importants façonnent le territoire, se sont le barrage de Vézins et le barrage de la Roche-Qui-Boit sur le cours de la Sélune en limite communale de Saint-Laurent-de-Terregatte, pour lesquels des travaux de restauration sont en cours.
Rappelons également que les SDAGEs Seine-Normandie pour le SAGE Sélune et Loire-Bretagne pour le SAGE de Couesnon sont les cadres de gestion de l'eau sur le territoire.



La Communauté de Communes de Saint-James présente donc des espaces naturels sensibles correspondant aux cours d'eau et des espaces naturels remarquables identifiés comme les zones ZNIEFF présentes sur le territoire**. Les cours d'eau devront être pris en compte et mis en valeur dans le projet de PLUi en accord avec les SAGEs et les SDAGEs. La préservation des Espaces Naturels Sensibles devra être assurée.**

La Trame verte et bleue, l'un des engagements phares du Grenelle Environnement, est une démarche qui vise à maintenir et à reconstituer un réseau d'échanges sur le territoire national pour que les espèces animales et végétales puissent, comme l'homme, communiquer, circuler, s'alimenter... Elle contribue ainsi au maintien des services que nous rend la biodiversité : qualité des eaux, pollinisation, prévention des inondations, amélioration du cadre de vie, etc. La trame « verte » correspond aux milieux naturels et semi-naturels terrestres et la composante « bleue » fait référence au réseau aquatique et humide (fleuves, rivières, zones humides…).

Pour le territoire du canton de Saint-James, la trame verte et la trame bleue représentent un enjeu important du fait de la densité et de la diversité de la biodiversité de ces dernières.



Le PLUi devra tenir compte du potentiel d'espaces naturels à protéger au titre des continuités des écosystèmes mais aussi au titre des espaces boisés et des zones humides.

Rappelons qu'un inventaire des zones humides effectives à été réalisé par la Communauté de Communes de Saint-James.

Les zones humides seront repérées par une trame appropriées dans le cadre du PLUi.

Sur la carte ci-contre, on remarque que le territoire est constitué d'une succession de lignes de crêtes et de talwegs qui forment un **paysage collinaire.** Ce paysage collinaire limite les covisibilités d'un vallon à l'autre. Les espaces naturels sont prédominants car ils constituent des **paysages d'accompagnement des vallées.** Ce paysage collinaire est doux, il a été modelé par l'eau. Par ailleurs, on note que **des agglomérations sont impactées par les vallées, et les points culminants.**

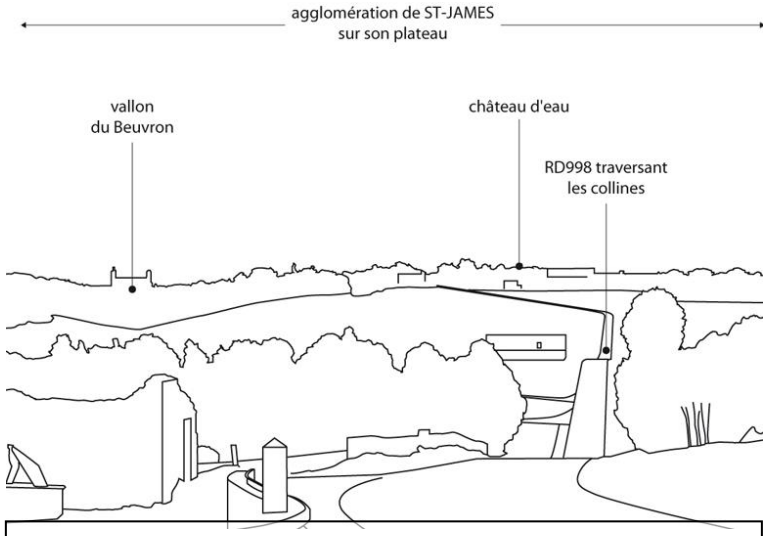
Les espaces naturels composent le paysage du pays de Saint-James et représentent donc l'identité de ce territoire.

Le territoire communautaire est composé d'un patrimoine paysager riche et diversifié marqué par une importante trame hydrographique et ponctué par une présence d'urbanisation globalement limitée.

Le PLUi devra veiller à ce que le patrimoine paysager dispose de protections adaptées et d'une approche sensible de l'insertion des extensions urbaines dans le paysage.

Saint-James

L'assiette générale de la commune est orientée à l'Ouest avec des altitudes variant de 90 à 130m. Le Vallon du Beuvron est une fracture pour ce plateau. La Guerge est la limite communale naturelle situé au Sud Ouest. Les boisements présents sont liés aux rivières, ils forment un paysage d'accompagnement fort. L'agglomération est située en point haut sur un plateau occupant 20% du territoire.
Le paysage collinaire est marqué à Saint-James, en effet, la vue Nord de l'agglomération présente des collines qui dévoilent des successions de plans qui font la richesse de ce paysage. Le Vallon du Beuvron visible sur le dessin ci-contre, est un élément majeur qui crée une faille au pied de l'église de Saint-James.
Il est important de préciser que la commune de Saint-James est située sur un plateau et que la commune s'est développée vers l'Ouest.



Vue Nord de Saint-James

Vue Nord de Saint-James



L'A84, bien intégrée dans le paysage



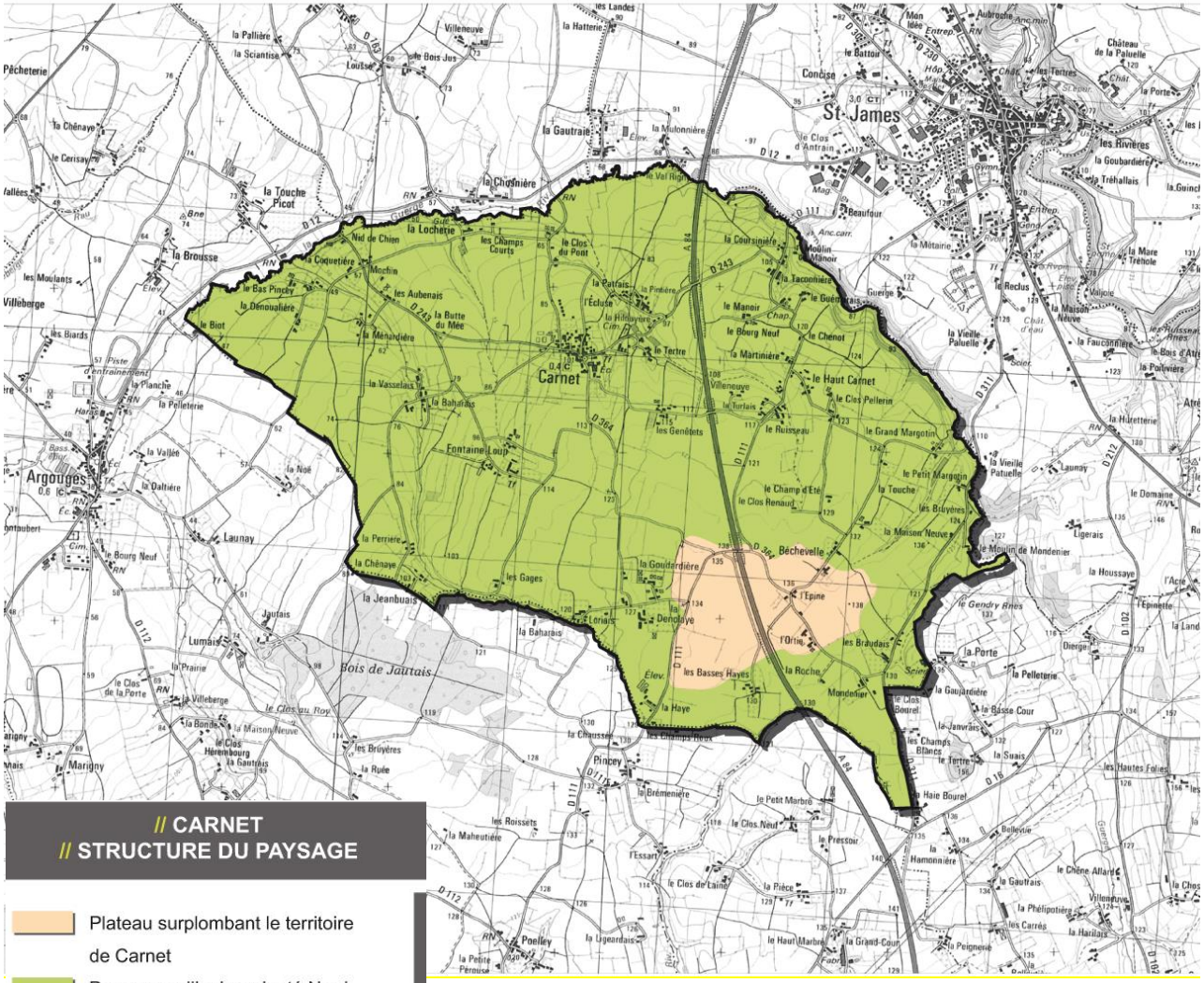

Le vallon du Beuvron

L'agglomération de Saint James présente un étalement important sur le plateau. Au premier plan le vallon du Beuvron marque une faille.

Le Beuvron coupe le territoire de la commune. La vallée est assimilable à un ''canyon'' d'une profondeur moyenne de 50m. Le plateau des Villettes est déconnecté du reste de la commune. La vallée du Beuvron apporte au paysage une qualité de trame verte et bleue déclinant des paysages de ripisylve, des coteaux et plateaux qui affirment l'identité du centre ancien perché sur le méandre le plus marqué du Beuvron.

Carnet

// PLUI DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DE SAINT-JAMES



Le paysage de la commune de Carnet se décompose naturellement en deux entités: le plateau surplombant le territoire et le paysage collinaire l'accompagnant.

L'assiette générale de la commune est orientée au Nord avec des altitudes variant de 50 à 135m.

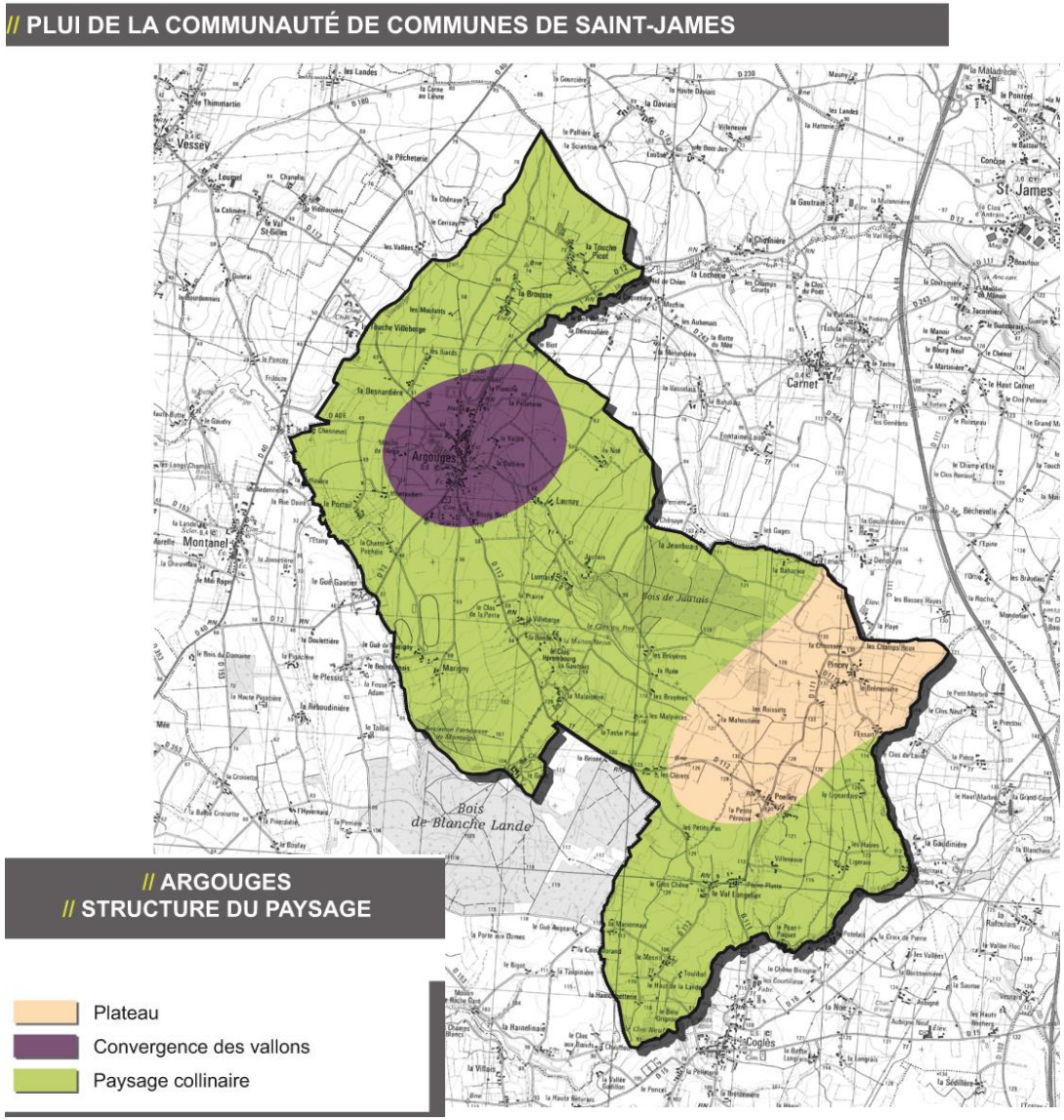
Le point haut au lieu dit de l'Epine centralise trois lignes de crêtes majeures créant une succession d'ondulation du paysage reprenant la caractéristique collinaire du pays.



Entrée Est de l'agglomération de Carnet

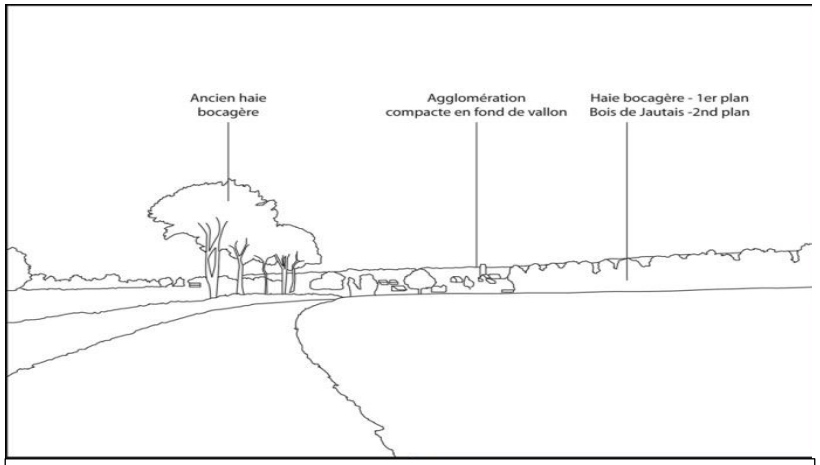
Un vallon coupe les zones urbaines créant une respiration dans l'agglomération

Argouges



L'assiette générale de la commune est orientée au Nord.
La rivière de La Guerge traverse ce territoire et a créée un coteau orienté Sud.

Le point haut du Pincey plonge vers le cours d'eau du Tronçon, créant un second coteau orienté Sud plus abrupte.
A noter la présence du bois de Jautais

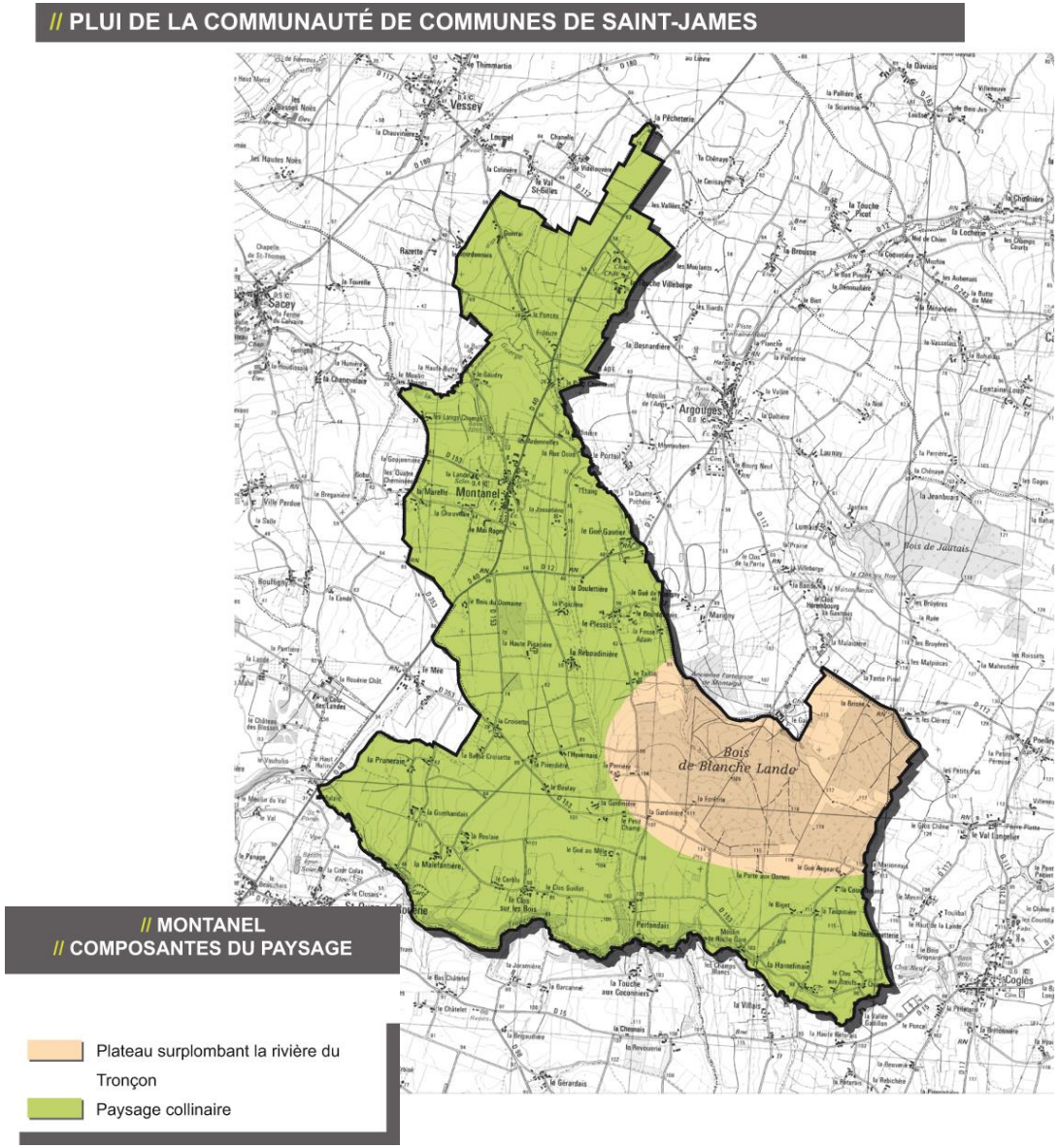


Vue Ouest d'Argouges

Le passage de plusieurs cours d'eau dans l'agglomération situe la zone d'habitation en point bas du territoire.

Le paysage de la commune d'Argouges se déclinent depuis les deux points topographiques extrèmes: la convergence des vallons au niveau de l'agglomération et le plateau du Pincey.

Montanel



L'agglomération de Montanel est située sur la longue ligne de crête axée Sud Nord (côteau orienté Nord).

Les rivières imposent les limites géographiques de la commune: à l'Est La Guerche et au Sud Le Tronçon.

Le paysage est majoritairement collinaire avec une accentuation du dénivelé en partie Sud au contact de la rivière du Tronçon.

L'agglomération est située au point bas et à l'extrémité Nord. Le paysage alentours est marqué par la présence d'une trame bocagère plus ou moins conservée



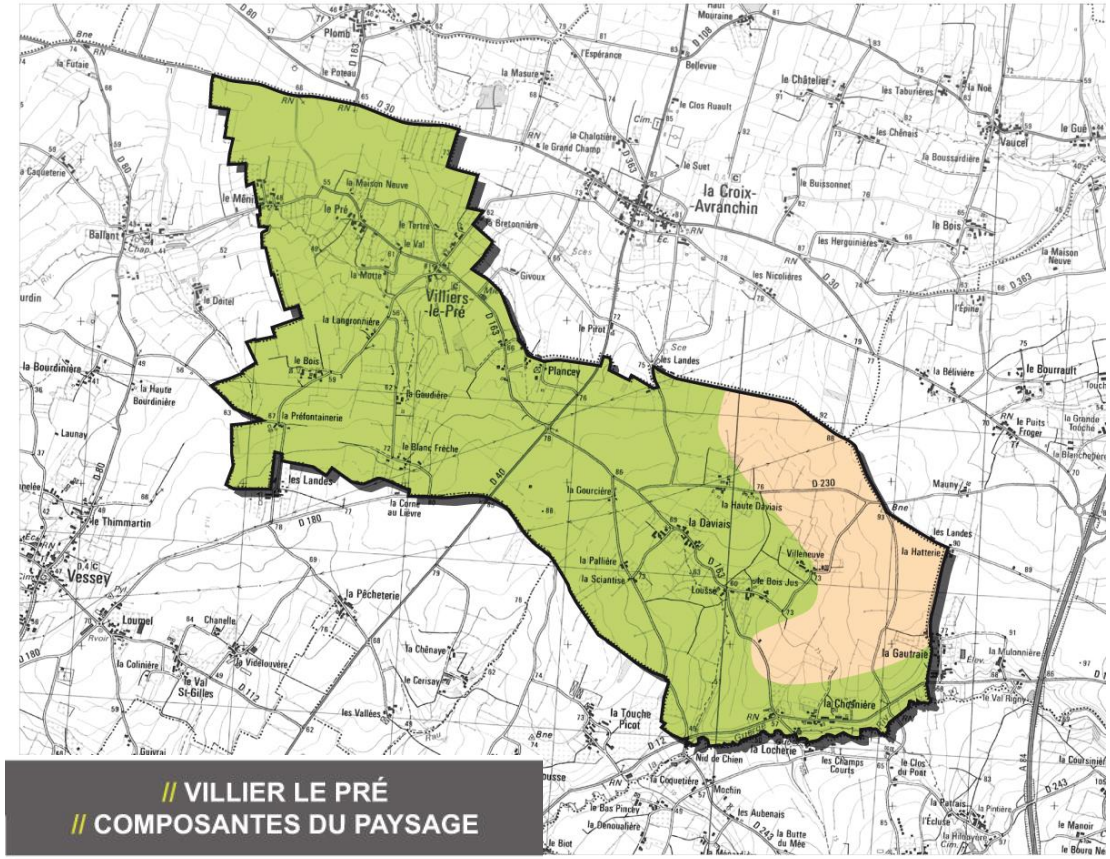
Trame bocagère conservée

Le bois de Blanche Landes marque le point culminant de la commune elle-même ceinturée par le réseau hydraulique du Tronçon et de la Guerge.

Le paysage collinaire de développe sur le coteau Ouest et Nord.

Villiers-le-Pré

// PLUI DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DE SAINT-JAMES

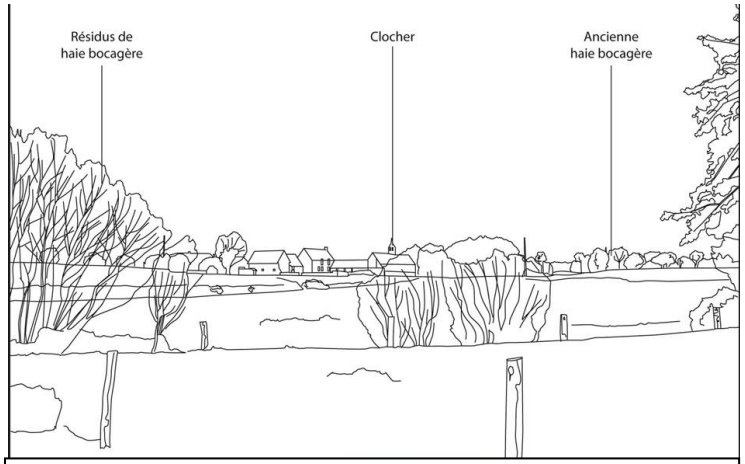


// VILLIER LE PRÉ
// COMPOSANTES DU PAYSAGE

Le territoire de Villiers le Pré n'est pas caractérisé par une orientation spécifique; quatre points culminants sont localisés sur la limite communale et déclinent des orientations variées.

Un réseaux de haies bocagères fragmentent le paysage.
La Guerge marque la limite Sud Est. La rivière de Loison passe dans l'agglomération de Villiers le Pré.

La trame bocagère parfois interrompue laisse apparaître l'agglomération de Villiers le Pré.

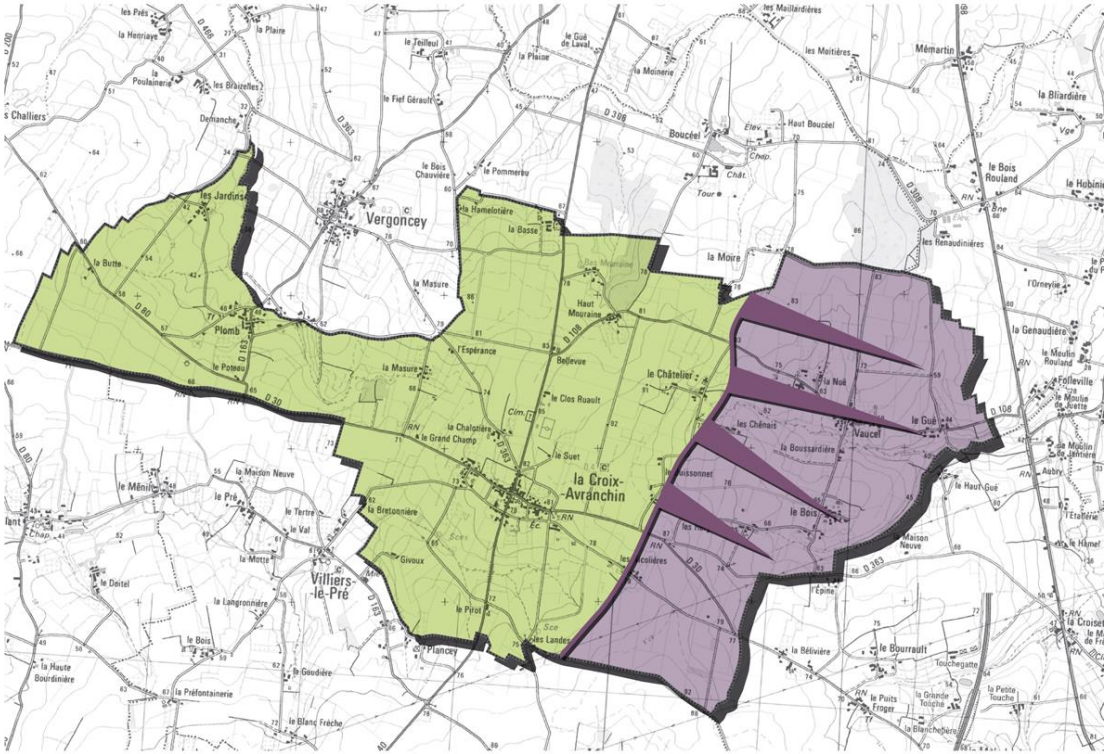


Trame bocagère interrompue

La commune est marquée par un plateau surplombant le territoire en limite Sud Est.
Une suite de collines aux orientations variées ponctue le site.

La Croix-Avranchin

// PLUI DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DE SAINT-JAMES



// COMPOSANTES DU PAYSAGE

Paysage collinaire

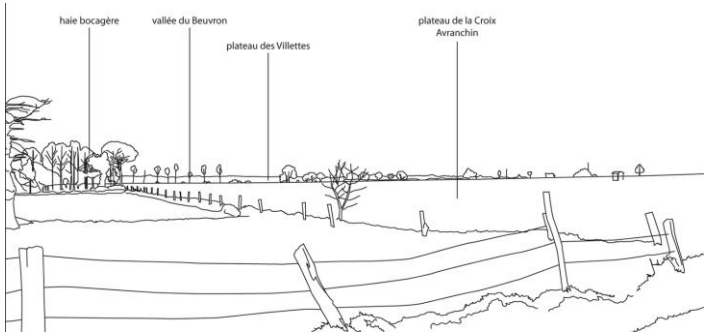
Ouverture sur le vallon du Beuvron

Le territoire de La Croix Avranchin est partagé en deux par une ligne de crête Nord/Sud.

De part et d'autre de cette ligne de partage des ruisseaux et rivières, affluents du Loison et du Beuvron, marquent les limites communales.

A noter la présence d'un boisement au Nord en limite avec la commune de Vergoncey.

Le topographie ouvre largement le territoire de la Croix Avranchin vers le vallon du Beuvron.

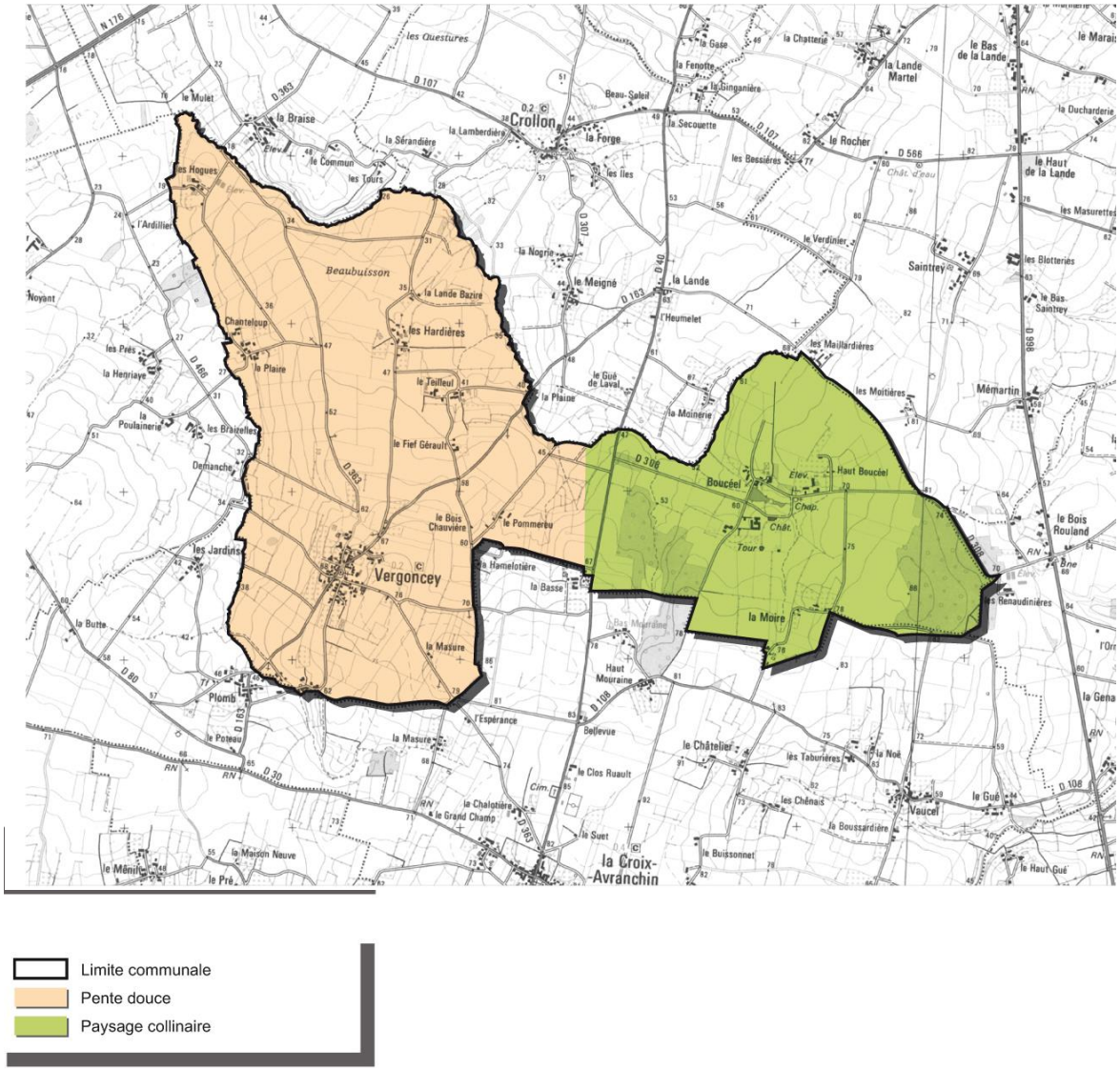


Point haut et central du site

La ligne de crête Nord Sud ouvre le paysage sur le vallon du Beuvron dégageant de larges vues.

Vergoncey

// PLUI DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DE SAINT-JAMES

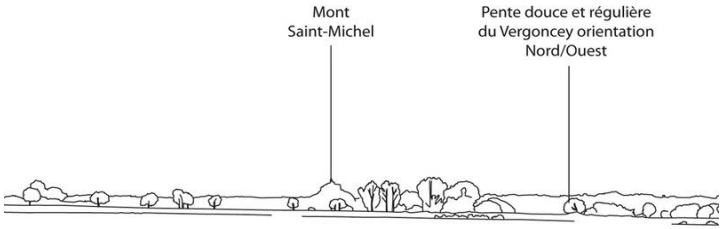


Le paysage du Vergoncey s'inscrit dans le principe d'un paysage collinaire.

L'emprise communale permet cependant de distinguer deux zones:

- à l'Est un paysage collinaire fort accentué par un dénivelé plus abrupte ;
- à l'Ouest la pente douce s'étendant de l'agglomération vers le Nord est le support d'une ligne de crête offrant une large ouverture vers le grand paysage et notamment le Mont Saint Michel.

L'orientation Ouest du Côteau principal met en relation le territoire de la commune avec le patrimoine mondiale du Mont Saint Michel.

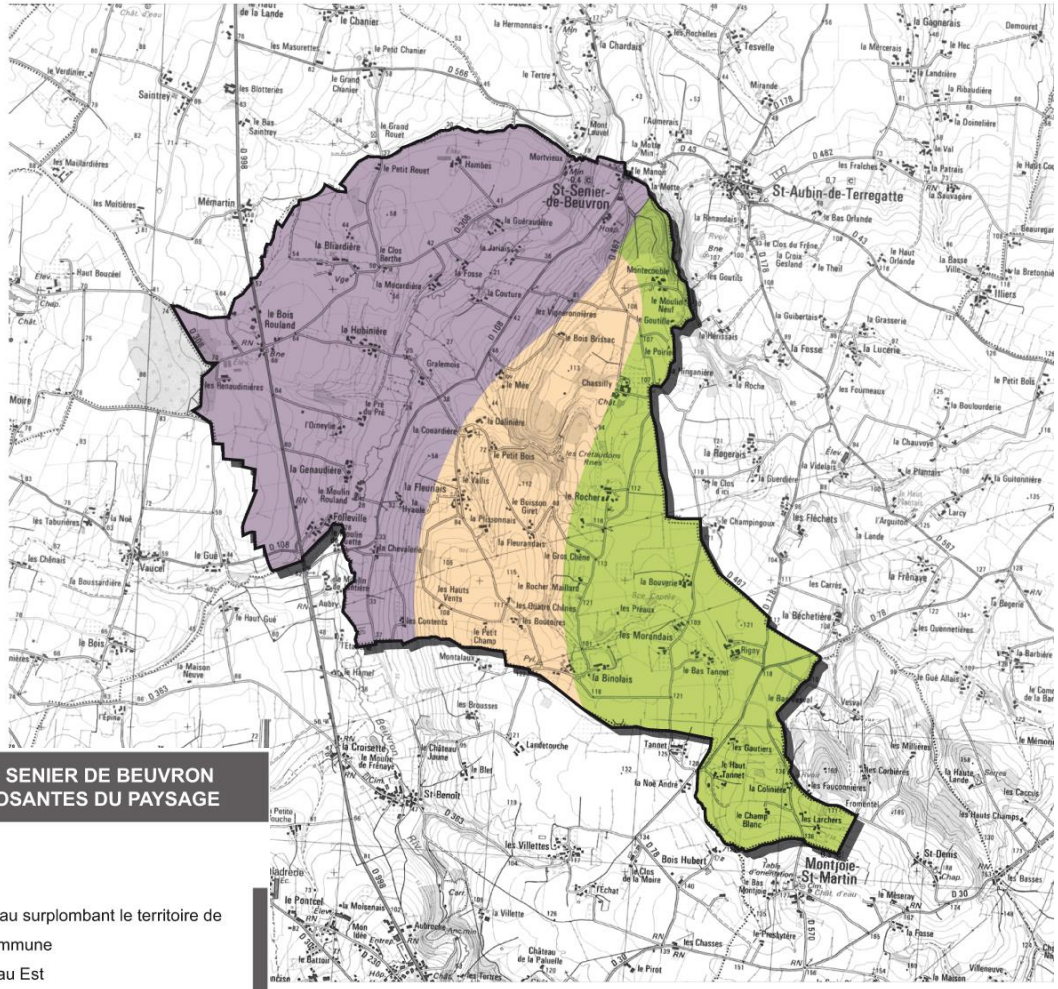


Vue vers le Mont Saint Michel

Une succession de points culminants caractérisant le paysage collinaire marquent la limite Sud de la commune. Ainsi le paysage est généralement orienté au Nord et à l'Ouest.
La pente générale orientée Nord s'achève sur le Rau du Hamel, petit cours d'eau en limite intercommunale.
De même à l'Ouest un affluent du Rau du Hamel crée une limite naturelle du territoire.
A noter la présence de deux boisements en limite Est.

Saint Sénier de Beuvron

// PLUI DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DE SAINT-JAMES



// SAINT SENIER DE BEUVRON
// COMPOSANTES DU PAYSAGE

- Plateau surplombant le territoire de la commune
- Coteau Est
- Coteau Ouest Vallon et paysage collinaire

Concernant le territoire de Saint-Senier-de-Beuvron, une formation collinaire imposante traverse du Nord au Sud la commune. Cette barre rocheuse marque le côteau Ouest du vallon du Beuvron.

Depuis cette haute ligne de crête un panorama s'ouvre sur le bas de la vallée. La hauteur et la distance entre ces deux entités donne une profondeur aux perspectives.

L'agglomération de Senier de Beuvron est situé en surplomb de la rivière. L'accès au bourg depuis l'Ouest de fait à travers un paysage de fond de vallon marqué par une peupleraie.

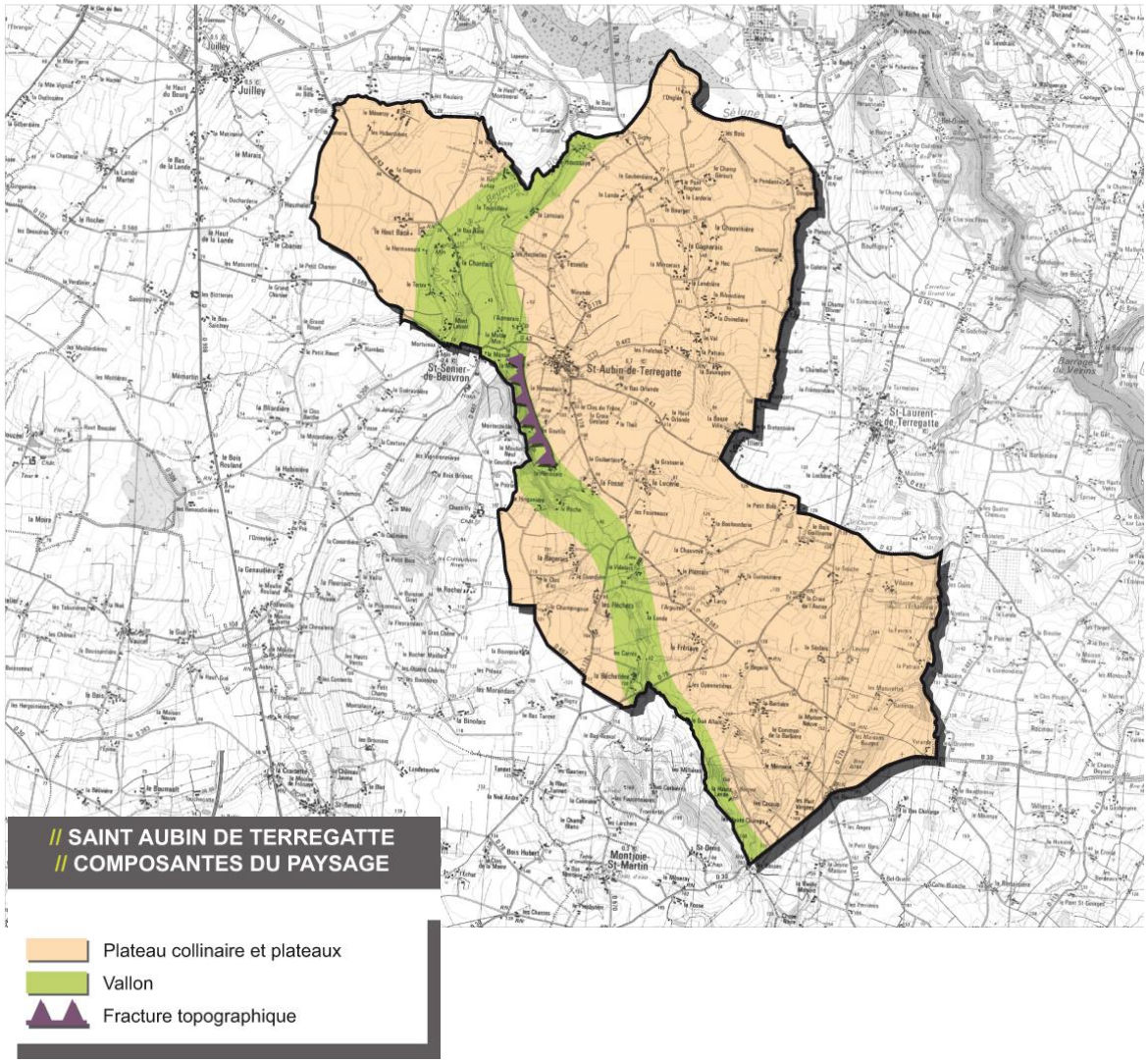


Peupleraie, accès au bourg de Saint-Sénier-de-Beuvron

Le coteau du Beuvron, orienté Ouest, culimine à 113m. Il ouvre un large panorama sur le grand paysage et la vallée du Beuvron.

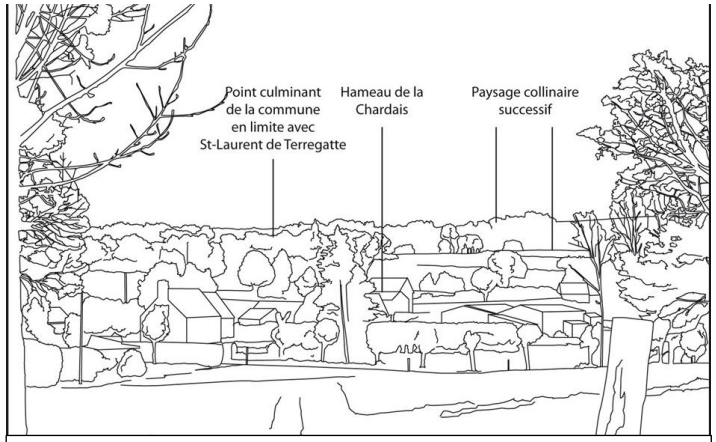
Saint-Aubin-de-Terregatte

// PLUI DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DE SAINT-JAMES



Un vallon principal remarquable récupère une bonne partie des eaux du territoire. Cet affluent du Beuvron crée à l'Ouest de la commune une fracture topographique forte; empêchant toute covisibilité avec l'agglomération voisine de Saint Senier de Beuvron.

Le point de vue depuis l'Ouest (ci-dessous) du territoire met en valeur la topographie de la commune et la succession de collines.



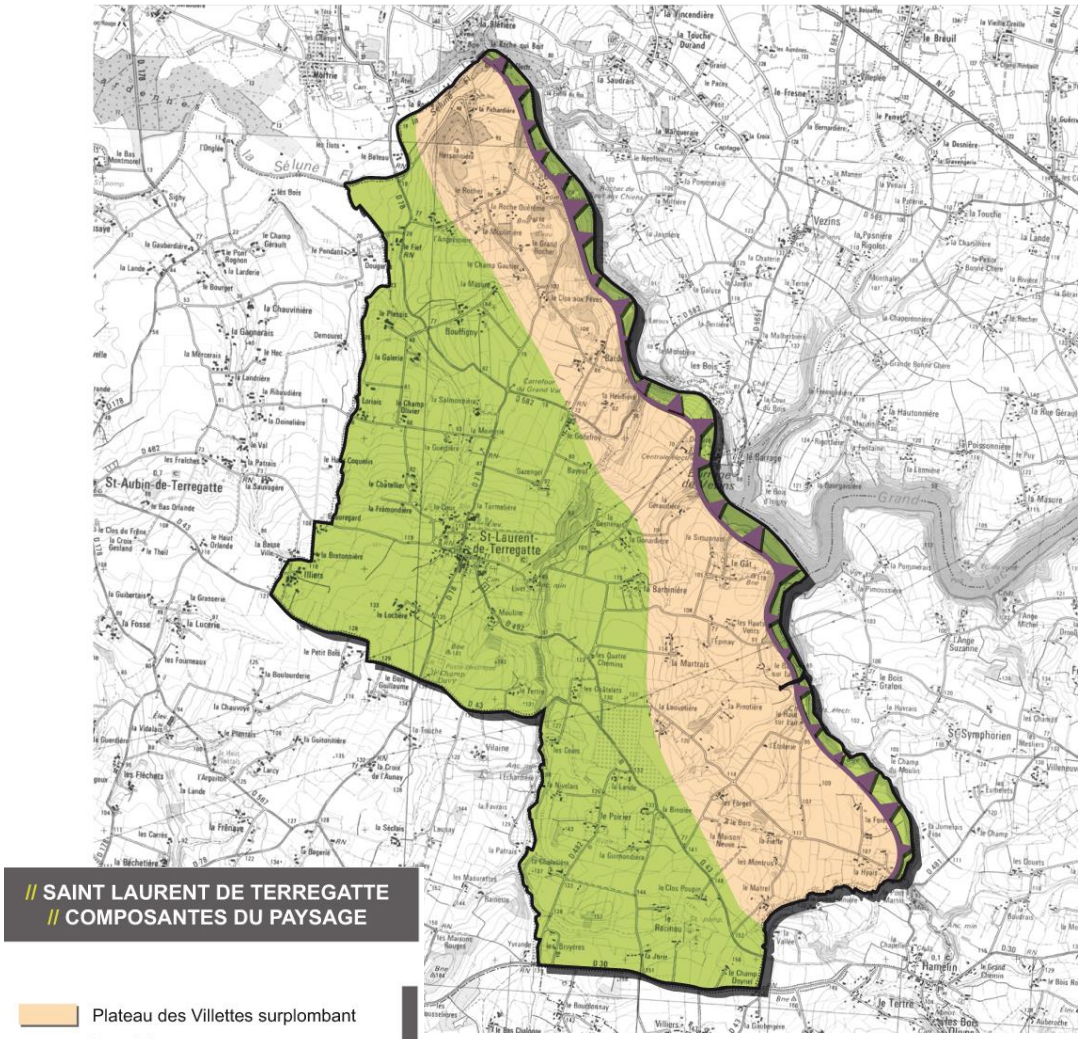
Vue depuis l'Ouest

Le Beuvron se jette dans la Sélune au Nord de la commune. Le réseau hydrographique est très présent, plusieurs affluents des ces deux rivières traversent le territoire.

Fonds de vallon et lignes de crêtes se succèdent créant un découpage du paysage. Ce découpage est accentué au Sud par une série de points hauts (paysage collinaire fort).

Saint-Laurent-de-Terregatte

// PLUI DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DE SAINT-JAMES



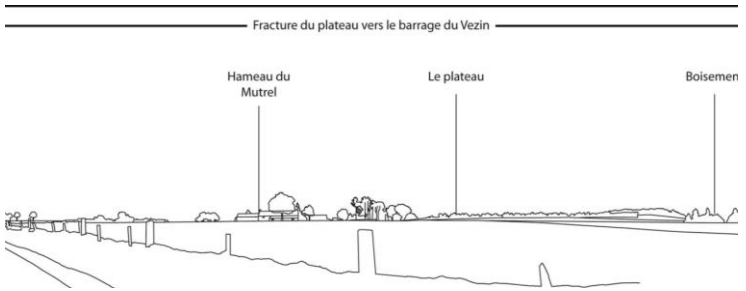
// SAINT LAURENT DE TERREGATTE
// COMPOSANTES DU PAYSAGE

- Plateau des Villettes surplombant le petit lac
- Le vallon encaissé
- Paysage collinaire

Le paysage de Saint Laurent de Terregatte fait partie intégrante du paysage collinaire caractérisant l'ensemble de la Communauté de Communes (remarquable sur la partie Ouest).

La limite Est de la commune affirme l'identité de ce territoire avec la faille que représente le vallon encaissé de la Sélune et sa succession de barrages.

La Sélune a creusé un vallon profond qui est perceptible sur cette vue. Le plateau s'arrête brusquement sur cette fracture topographique orientant une série haute de perspectives à l'Est.

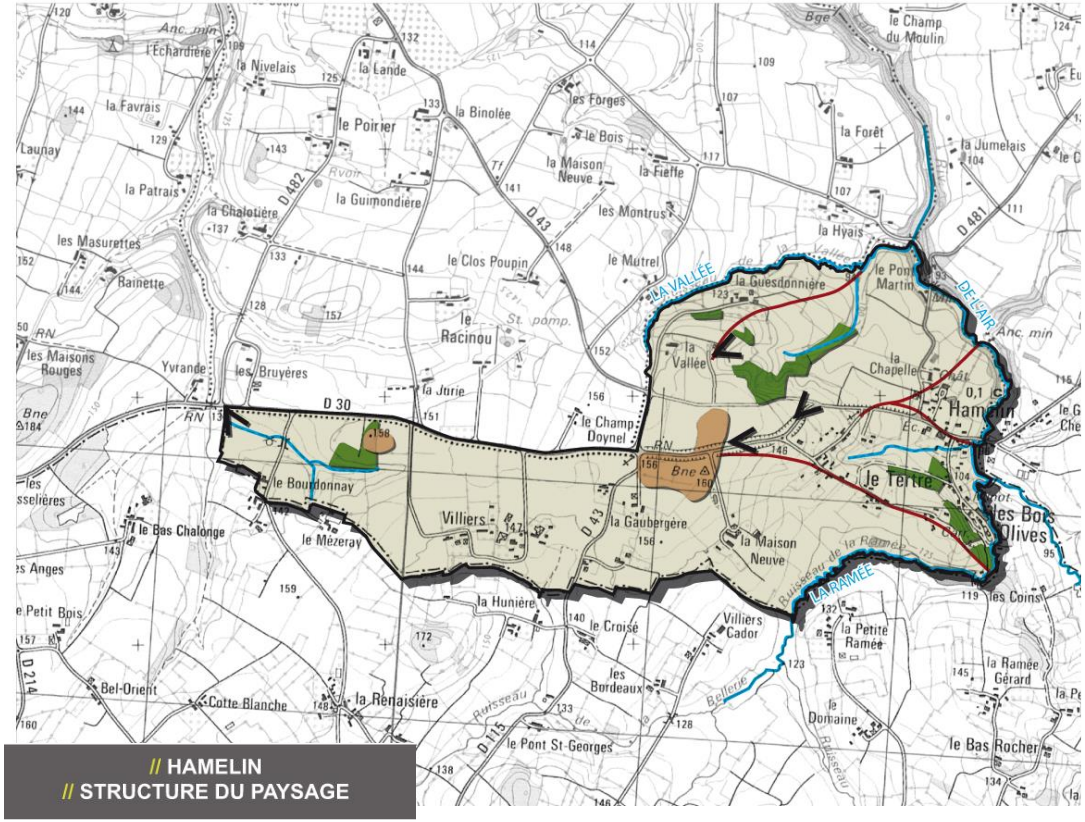


La fracture de la Sélune

La limite communale Nord, Est et en partie Ouest est naturellement signifiée par les rivières de La Sélune, le Barrage du Petit Lac et du Grand Lac, l'Air et le ruisseau de Livet.
Le territoire est orienté au Nord et à l'Est.
Des zones de boisement importantes sont au contact avec ces cours d'eau.
L'agglomération est localisée en partie haute

Hamelin

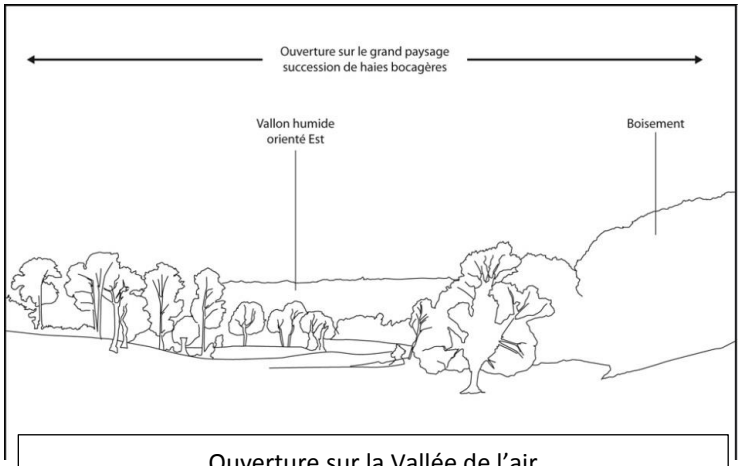
// PLUI DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DE SAINT-JAMES



// HAMELIN
// STRUCTURE DU PAYSAGE

- Limite communale
- Cours d'eau
- Boisements
- Point culminant
- Ligne de crête
- Repèrage photo

L'eau ceinture la commune avec les ruisseaux de La Ramée et de La Vallée mais également la rivière de L'Air.Les points hauts de la commune se trouve à l'opposé à l'Ouest. Les contreforts des collines viennent mourir au pied de la rivière de l'Air pour ouvrir le paysage sur les collines au loin.



Ouverture sur la Vallée de l'air

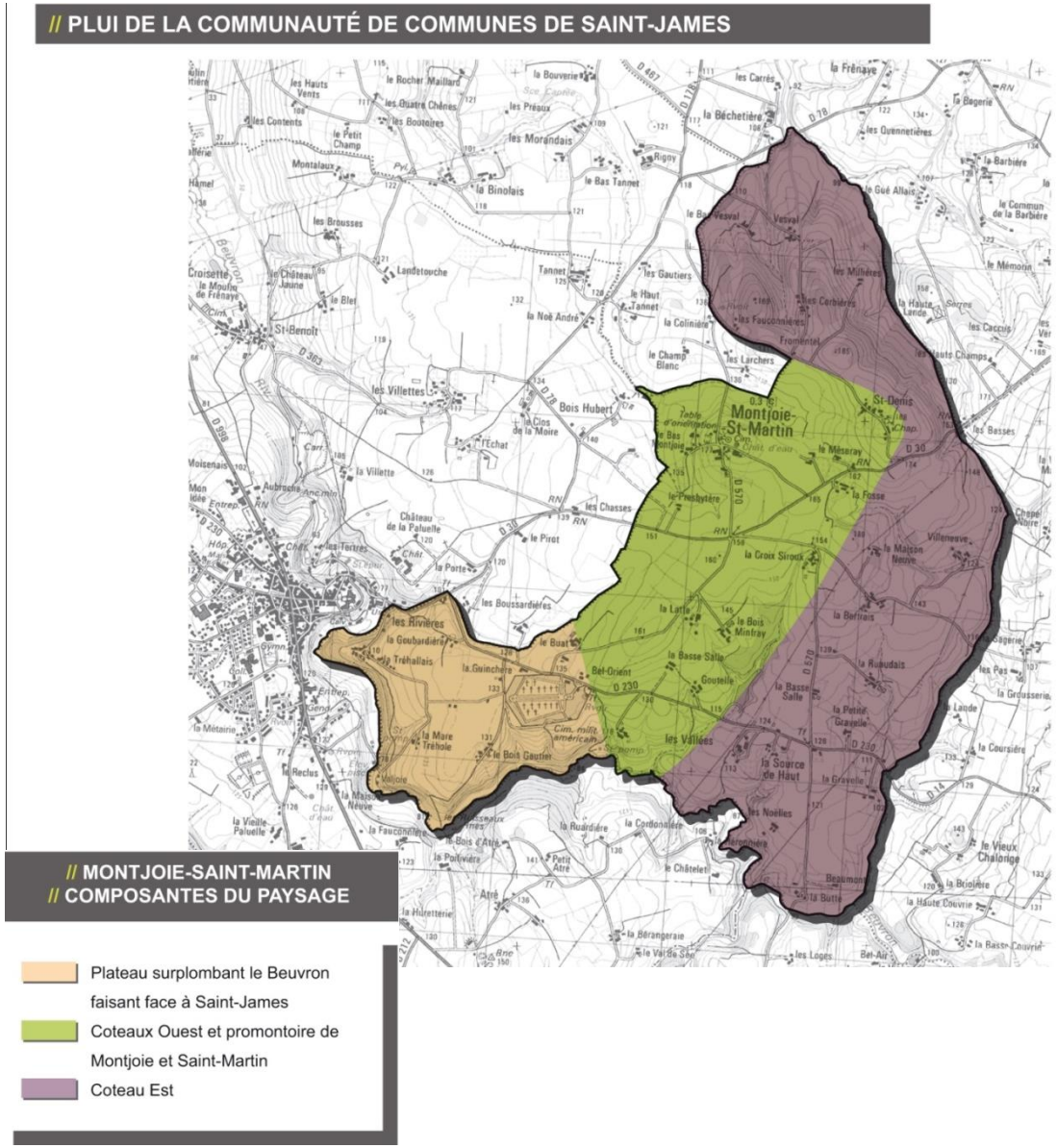


Descente vers Hamelin

La RD30 reprend la typologie de chemin creux composé de talus haut plantés de haies bocagères. La vue est orientée vers le grand paysage avant l'arrivée dans l'agglomération.

Schématiquement le petit territoire de Saint Hamelin présente une colline marquée par un plateau en son centre.

Montjoie Saint-Martin



Trois entités composent le paysage de Montjoie Saint Martin:

- Le coteau orienté Ouest qui offre un panorama exceptionnel vers le Mont Saint Michel.
- Le Coteau Est plongeant brutalement vers l'affluent du Beuvron
- Le plateau délimité par le Beuvron et qui fait face à Saint-James.

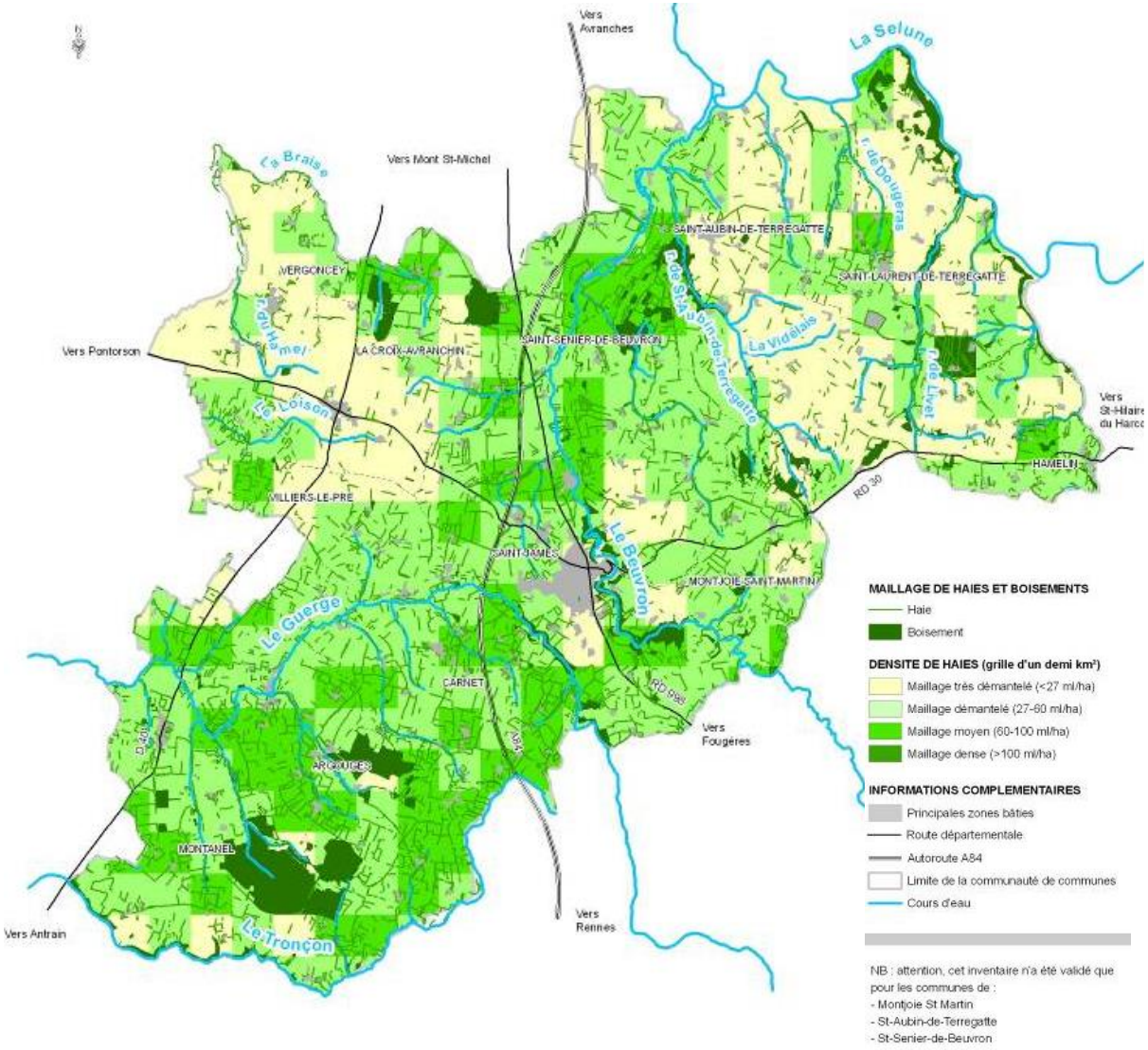
La limite communale Est reprend le tracé des rivières et des ruisseaux. L'altitude de 177m du promontoire de l'église est la plus haute du territoire de la Communauté de Communes. Ces deux facteurs accentuent l'effet de promontoire à l'échelle de la commune.

Le promontoire sur lequel est implanté le village offre une vue exceptionnelle sur le Mont Saint Michel



Panorama

La structure paysagère du canton de Saint-James avec ses vallées et ses paysages d'accompagnement, ses plateaux offrant des cônes de vue lointain constitue **l'identité du territoire intercommunal.**



Notons que depuis 50 ans, les éléments constitutifs des bocages sont apparus comme une contrainte pour l'activité agricole. Le réseau dense qu'ils formaient s'est érodé, suite aux arrachages et à un entretien parfois inadapté. Or les haies, arbres isolés et mares sont des habitats fonctionnels qui forment un réseau écologique pour de nombreuses espèces animales.

On remarque sur la carte ci-contre que la trame bocagère de la Communauté de Communes de Saint-James est contrastée à l'échelle du territoire.

En effet, les densités de haies sont faibles à l'Est et à l'Ouest du territoire, notamment sur les communes de Saint-Aubin-de-Terregatte et de Saint-Laurent-de-Terregatte tandis qu'au Sud sur les communes de Montanel, Argouges et Carnet le maillage de haies est plus dense.

L'objectif de la réalisation d'un inventaire des haies sur le canton est d'aboutir à un scénario de protection des haie sur le territoire intercommunal.

L'enjeu du PLUI en matière de paysage sera de préserver l'identité paysagère particulière du territoire communautaire de Saint-James, dans le respect du Grenelle de l'environnement et donc pour se faire de lutter contre la régression des surfaces agricoles et naturelles.

V. Energie et climat

A. Qualité de l'air

Les principaux polluants de l'air sont répertoriés en 6 grandes catégories :

- les Composés Organiques Volatils,
- le Dioxyde de souffre,
- les Oxydes d'azote,
- l'Ozone,
- les particules en suspension,
- la radioactivité atmosphérique.

La qualité de l'air sur le département de la Manche est mesurée par Air C.O.M. (*Calvados, Orne, Manche*). Les stations de mesures sont situées à Saint-Lô et à Cherbourg. Aucune de ces stations n'est représentative de la qualité de l'air sur le territoire de la communauté de communes de Saint-James.

Toutefois, dans son rapport annuel de 2009, Air C.O.M. signale que la qualité de l'air sur le département de la Manche est « bonne » plus de 10 mois sur 12. Les particules en suspension et l'ozone sont les paramètres déclassants et ont conduits à classer certaines journées de l'année 2009 en qualité « moyenne », « médiocre » ou « mauvaise ».

Lors de l'élaboration du Plan Régional de la Qualité de l'Air (*PRQA*) de Normandie (*2010 – 2015*), des analyses et des calculs à partir des données de références de 2005 ont été réalisées par Air C.O.M., permettant ainsi d'estimer par commune les émissions de certains polluants. Les résultats sont présentés dans le tableau ci-après.

Communes	Paramètres (Tonnes / an)				
	Oxydes d'azotes	Oxydes de souffre	Méthane	Ammoniac	Fines particules
Argouges	5 - 20	0 - 5	100 - 250	50 - 100	5 - 10
Carnet	20 - 50	0 - 5	100 - 250	50 - 100	5 - 10
Hamelin	0 - 5	0 - 5	25 - 50	10 - 25	0 - 5
La Croix-Avranchin	5 - 20	0 - 5	100 - 250	50 - 100	5 - 10
Montanel	5 - 20	0 - 5	250 - 500	100 - 250	5 - 10
Montjoie-Saint-Martin	0 - 5	0 - 5	100 - 250	25 - 50	0 - 5
Saint-Aubin-de-Terregatte	5 - 20	0 - 5	250 - 500	100 - 250	10 - 20
Saint-James	50 - 200	0 - 5	250 - 500	100 - 250	10 - 20
Saint-Laurent-de-Terregatte	5 - 20	0 - 5	250 - 500	100 - 250	5 - 10
Saint-Senier-de-Beuvron	20 - 50	0 - 5	100 - 250	50 - 100	5 - 10
Vergoncey	0 - 5	0 - 5	100 - 250	50 - 100	0 - 5
Villiers-le-Pré	0 - 5	0 - 5	100 - 250	50 - 100	0 - 5

Figure 14 : Estimation des émissions de différents polluants par commune – Source : Air C.O.M.

Les émissions d'**oxydes d'azotes** sont plus importantes pour les communes traversées par l'**A84** (*Carnet, Saint-James et Saint-Senier-de-Beuvron*). En effet, les sources potentielles d'émissions d'oxydes d'azote sont les moteurs à combustion des véhicules, les installations de chauffage urbains, et les industries mettant en oeuvre un procédé de combustion.

Les émissions d'**oxydes de souffre** sur le territoire restent **faibles.**

Les émissions de **méthane** sont assez **élevées** sur le territoire. Elles sont principalement dues à la **fermentation entérique** des animaux et à la gestion des **déjections** dans les élevages.

Les émissions d'**ammoniac**, principalement liées aux **rejets organiques** de l'élevage, sont également **élevées** sur le territoire.

Les fines particules sont issues de l'**activité humaine** (*combustion de combustibles fossile, activités agricoles…*). Les émissions sont assez faibles sur le territoire. Elles sont plus importantes pour les communes les plus peuplées (*Saint-James notamment*).

B. Consommation énergétique

Aucune étude sur la consommation énergétique à l'échelle de la communauté de communes de Saint-James n'a été réalisée. En revanche, des données chiffrées sont disponibles sur le **Pays de la Baie du Mont-Saint-Michel**.

	Unité	1999	2005	Evolution 1999-2005 en %
Population du territoire		135 002	137 961	+2,2%
Nombre de Résidences principales		56 647	60699	+7,1%
Part de la population dans la population régionale	%	9	9	-
Consommations d'énergie de l'habitat	kTep	145,5	158	+8,5%
Consommations d'énergie des services	kTep	39,4	37	-6%
Consommations d'énergie de l'Industrie	kTep	43	37,5	-12%
Consommations d'énergie de l'Agriculture	kTep	20,8	13	-37%

Figure 15 : Evolution des principaux indicateurs Energie-Climat entre 1999 et 2005 – Source : Ademe

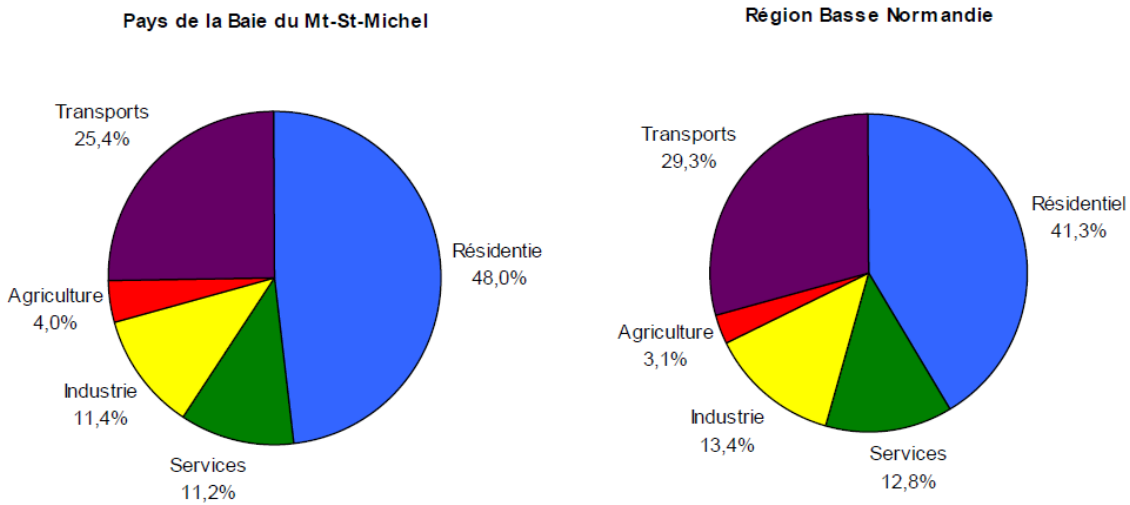


Figure 16 : Comparaison des consommations énergétiques par secteur – Source : Ademe

Sur ce territoire, la consommation énergétique est estimée à 330 kteq, soit une moyenne de 2.4 teq par habitant, moyenne légèrement supérieure à la moyenne régionale (*2.3 teq*).

Entre 1999 et 2005, la part de la consommation énergétique a :

- augmenté de 8% dans l'habitat,
- diminué de 6% dans les services,
- diminué de 12% dans l'industrie,
- diminué de 37% dans l'agriculture.

L'augmentation pour l'habitat est liée au nombre important de logements anciens et individuels ainsi qu'à la dispersion importante de l'habitat sur le Pays de la Baie du Mont-Saint-Michel. En effet, la consommation énergétique liée au résidentiel est plus importante sur le Pays de la Baie du Mont-Saint-Michel que sur la Région Basse-Normandie.

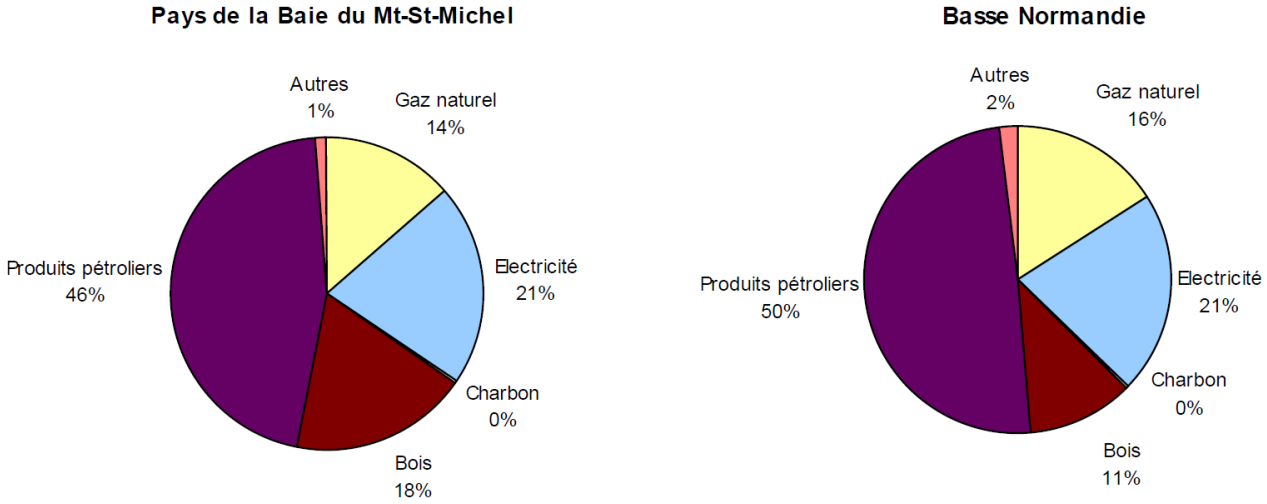


Figure 17 : Comparaison des consommations par produit énergétique – Source : Ademe

Sur le territoire du Pays de la Baie du Mont-Saint-Michel, l'énergie consommée se répartie comme suit :

- 46% de produits pétroliers,
- 18% du bois,
- 21% de l'électricité,
- 14% du gaz naturel,
- 1% d'autres sources.

Par rapport à la région de Basse-Normandie, le bois est plus utilisé et les produits pétroliers moins sur le Pays de la Baie du Mont Saint-Michel. Le caractère rural du territoire explique cette forte utilisation du bois comme mode de chauffage pour l'habitat résidentiel.

C. Energies renouvelables

Les communes de la communauté de communes de Saint-James sont concernées par l'aire d'influence paysagère du Mont St Michel. Le développement éolien est donc très limité.

Le tableau ci-après permet de récapituler les installations d'énergies renouvelables sur le territoire du PLUI.

Bilan des installations fin 2009 (cumul)		Nombre d'installations	Puissance (kW) ou m² installés***	Energie produite ou substituée (kWh)	Tonnes de CO_2 évitées (estimation)
Bois-énergie	Appareils indépendants *	2	25	25 000	7
	Chaudières individuelles *	1	30	30 000	8
	Chaufferies collectives	-	-	-	-
	Chaufferies industrielles	-	-	-	-
	Total	3	55	55 000	15
Solaire	Chauffe-eau solaire *	8	38	13 377	3
	Systèmes solaires combinés *	1	20	7 000	1
	Photovoltaïque *	2	44	4 400	1
	Séchage solaire (pm)	-			
	Total	11	102	24 777	5
Eolien **	< 100 kW *	1	7	16 100	3
	> 100 kW	-	-	-	-
	Total	1	7	16 100	3
Micro-hydraulique		1	13 500	22 950	4 125
TOTAL		16	-	118 827	4 148

Figure 18 : Production d'énergies renouvelables – Source : Observatoire régional des énergies renouvelables et de la maîtrise de l'énergie

Ce tableau n'est pas exhaustif. En effet, d'après les entretiens et réunions réalisées dans le cadre de l'élaboration de l'Agenda 21 et de l'AEU, il y aurait deux centrales micro-hydrauliques supplémentaires sur Hamelin et sur Saint-James. La centrale hydraulique indiquée dans le tableau correspond au barrage du Vézins à Saint-Laurent-de-Terregatte.

Sur l'ensemble du territoire, l'utilisation des énergies renouvelables permet d'éviter l'émission de GES de 4 148 teq CO2.

D. Emission de gaz à effet de serre

Emissions de Gaz à effet de serre		
Totales du Pays de la Baie (y compris non énergétiques)	kTeqCo2	**2 190**
Totales de la Région (y compris non énergétiques)	kTeqCO2	**16 000**
Energétiques du Pays de la Baie	kTeqCO2	**580**
Energétiques de la Région	TeqCO2	**7 000**
Par habitant du Pays de la Baie	TeqCO2/hab	**15,8**
Par habitant de la Région	TeqCO2/hab	**10,9**

Figure 19 : Emissions de gaz à effet de serre – Source : Ademe

A l'échelle du Pays de la Baie, les émissions de gaz à effet de serre sont estimées à 2 190 kteq CO2, dont 580 kteq CO2 d'origine énergétique. L'émission moyenne par habitant est donc de 15.8 teq CO2, émission supérieure à la moyenne régionale (10.9 teq CO2).

Les émissions de GES se répartit comme suit :

- 225.5 kteq CO2 issues de l'habitat,
- 66.5 kteq CO2 issues des services,
- 1 306 kteq CO2 issues de l'agriculture dont 1 270 kteq CO2 d'origine non énergétique,
- 88 kteq CO2 issues de l'industrie dont 71 kteq CO2 d'origine énergétique,
- 217 kteq CO2 issues des transports dont 64% sont liés à la route.

VI. Nuisances

La communauté de communes est concernée par l'arrêté préfectoral du 8 février 2008 relatif au classement des infrastructures de transports terrestres. Les voies concernées sont : l'**A84** et la **RD 40**. Cet arrêté impose des normes de construction par rapport à l'isolation acoustique des bâtiments inclus dans les secteurs concernés.
Le détail des catégories des voies est présenté dans le tableau ci-après.

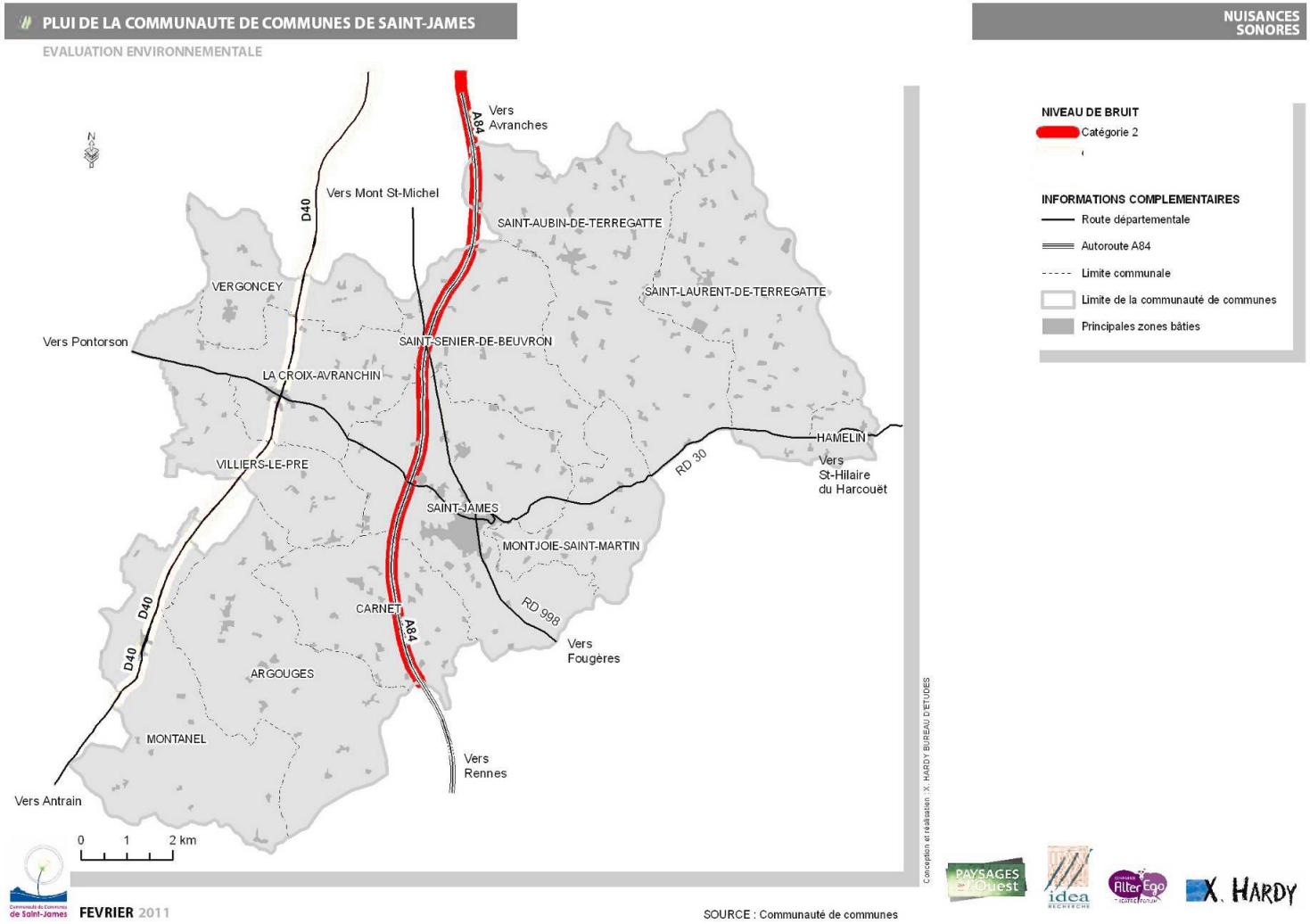
Communes	Voie concernée	Point de départ	Point d'arrivée	Catégorie	Secteur affecté par le bruit de part et d'autre de la voie
Argouges	/	/	/	/	/
Carnet	A84	PR0 + 000	PR3 + 200	2	250m
Hamelin	/	/	/	/	/
La Croix-Avranchin	A84	PR6+800	PR7+000	2	250m
Montanel	/	/	/	/	/
Montjoie-Saint-Martin	/	/	/	/	/
Saint-Aubin-de-Terregatte	A84	PR10+600	PR12+100	2	250m
Saint-James	A84	PR3+200	PR6+800	2	250m
Saint-Laurent-de-Terregatte	/	/	/	/	/
Saint-Senier-de-Beuvron	A84	PR7+350	PR10+000	2	250m
Vergoncey	/	/	/	/	/
Villiers-le-Pré	/	/	/	/	/

Figure 20 : Classement des voies bruyantes (Source : Porter à Connaissance)

L'**A84** traverse les communes de Carnet, de Saint-James, de la Croix-Avranchin, de Saint-Senier-de-Beuvron et de Saint-Aubin-de-terregatte. Elle est, sur l'ensemble du territoire, classée en **catégorie 2**.

De plus, des bandes inconstructibles sont présentes au titre de la loi Barnier d'une largeur de :
- 100m par rapport à l'axe de l'A84,
- 75 m par rapport à l'axe de RD 40.
- 75 m par rapport à l'axe de RD 998 (qu'une partie de la RD998 est concernée).

Aucune étude sur les sources de nuisances sonores liées aux activités industrielles, artisanales ou aux loisirs bruyants n'a été réalisée.
La carte des nuisances sonores est présentée ci-après.


PLUI DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DE SAINT-JAMES
EVALUATION ENVIRONNEMENTALE
NUISANCES SONORES
NIVEAU DE BRUIT
Catégorie 2
INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES
Route départementale
Autoroute A84
Limite communale
Limite de la communauté de communes
Principales zones bâties
Vers Avranches
A84
D40
Vers Mont St-Michel
SAINT-AUBIN-DE-TERREGATTE
VERGONCEY
SAINT-LAURENT-DE-TERREGATTE
Vers Pontorson
SAINT-SENIER-DE-BEUVRON
LA CROIX-AVRANCHIN
HAMELIN
Vers St-Hilaire du Harcouët
RD 30
VILLIERS-LE-PRE
SAINT-JAMES
MONTJOIE-SAINT-MARTIN
RD 998
CARNET
Vers Fougères
ARGOUGES
MONTANEL
Vers Rennes
Vers Antrain
0 1 2 km
FEVRIER 2011
SOURCE : Communauté de communes
Conception et réalisation : X. HARDY BUREAU D'ETUDES

VII. Risques

Les risques majeurs concernant la communauté de communes sont définis dans le Dossier Départemental des Risques Majeurs publié en 2006. Seules Saint-Aubin-de-Terregatte et Saint-Laurent-de-Terregatte sont recensées comme communes à risque dans le DDRM. Toutefois, de nombreux risques naturels et technologiques sont présents sur toutes les communes du territoire.

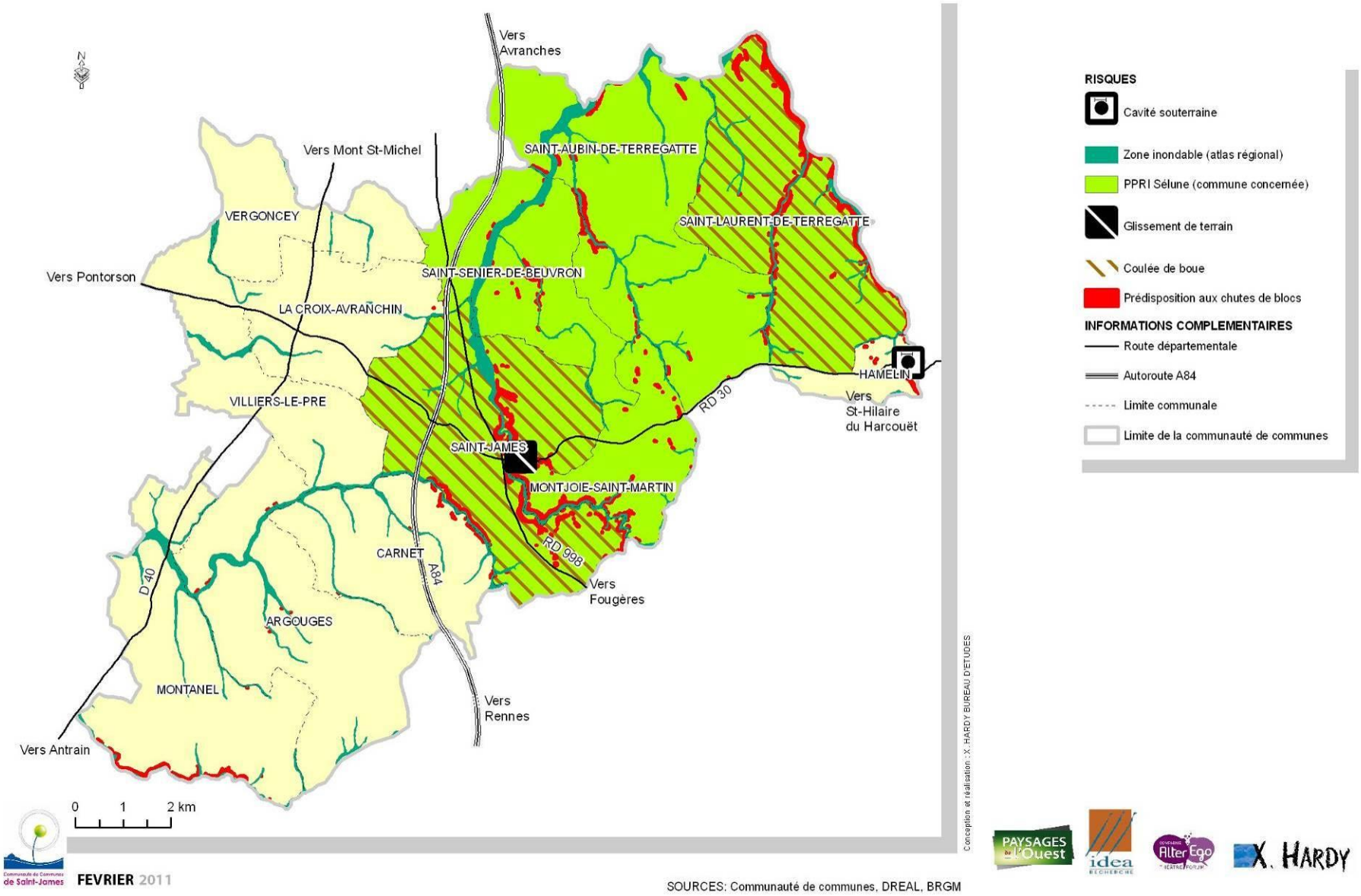
A. Risques naturels

L'ensemble des risques naturels est récapitulé dans le tableau ci-après.

Communes	Séisme (Niveau de la zone de sismicité)	Inondation		Mouvements de terrain			Cavités souterraines
		PPRI	AZI régional	Glissement	Coulée	Chute de blocs / Eboulement	
Argouges	0		X			X	
Carnet	0		X			X	
Hamelin	0		X			X	X
La Croix-Avranchin	0		X			X	
Montanel	0		X			X	
Montjoie-Saint-Martin	0	PPRI Sélune	X			X	
Saint-Aubin-de-Terregatte	0	PPRI Sélune	X			X	
Saint-James	0	PPRI Sélune	X	X	X	X	
Saint-Laurent-de-Terregatte	0	PPRI Sélune	X		X	X	
Saint-Senier-de-Beuvron	0	PPRI Sélune	X			X	
Vergoncey	0		X				
Villiers-le-Pré	0		X				

Figure 21 : Risques naturels sur les communes – Source : BRGM, PAC

La carte des risques naturels est présentée ci-après.



FEVRIER 2011

SOURCES: Communauté de communes, DREAL, BRGM

1. Séisme

Le BRGM recense les évènements sismiques récents et historiques sur le territoire français. Il utilise deux échelles statistiques permettant d'attribuer une intensité aux séismes anciens.

L'**intensité épicentrale** est l'intensité à l'épicentre du tremblement de terre. Elle est évaluée à l'aide d'une carte macrosismique où sont reportées toutes les intensités déterminées en différents lieux, en fonction des observations disponibles. L'intensité épicentrale permet d'exprimer l'importance d'un séisme historique.

L'**intensité macrosismique** est la quantification de la puissance d'un tremblement de terre en un point particulier de la surface du sol, à partir d'une estimation statistique des effets engendrés en ce lieu, sur les personnes, les constructions et l'environnement.

Dix séismes ont été recensés ces quatre-vingt dernières années sur la communauté de communes. Leurs effets ont été sans conséquence majeure *(tremblement d'objets, plâtres fissurés*). L'intensité sur une échelle de 12 est précisée dans le tableau ci-après.

Date	Heure	Localisation épicentrale	Région ou pays de l' épicentre	Intensité épicentrale	Communes concernées (intensité dans la commune)
30 Septembre 2002	6 h 44 min 48 sec	VANNETAIS (HENNEBONT-BRANDERION)	BRETAGNE	**5,5**	Argouges (0), Hamelin (2), Saint-Aubin-de-Terregatte (0), Saint-Senier-de-Beuvron (0)
19 Novembre 1927	23 h 3 min 23 sec	BOCAGE NORMAND (FLERS)	NORMANDIE	**6**	Carnet (3), La-Croix-Avranchin (3.5), Saint-James (3),
7 Juillet 1983	3 h 52 min 25 sec	PAYS DE GORRON (LANDIVY)	MAINE	**4,5**	Hamelin (0), Saint-James (3),
2 Janvier 1959	6 h 20 min 50 sec	CORNOUAILLE (MELGVEN)	BRETAGNE	**7**	Hamelin (3.5), Saint-James (3),
3 Août 1983	3 h 7 min 20 sec	AVRANCHIN (ST-JAMES)	NORMANDIE	**3**	Saint-James (3),
4 Mars 1965	0 h 47 min 13 sec	CRAONNAIS ET SEGREEN (LE LION-D'ANGERS)	ANJOU	**5,5**	Saint-James (4),
12 Avril 1933	14 h 30 min 17 sec	JERSEY	ILES ANGLO-NORMANDES	**4,5**	Saint-James (0),
7 Juin 1931	0 h 25 min 1 sec	MER DU NORD (DOGGER BANK)	GRANDE-BRETAGNE	**7**	Saint-James (0),
17 Février 1927	23 h 17 min 32 sec	JERSEY	ILES ANGLO-NORMANDES	**5**	Saint-James (4),
30 Juillet 1926	13 h 19 min 52 sec	JERSEY	ILES ANGLO-NORMANDES	**6,5**	Saint-James (5),

Figure 22 : Séismes ressentis sur la communauté de communes de Saint-James (Source : BRGM)

Depuis le 22 octobre 2010, la France dispose d'un nouveau zonage sismique divisant le territoire national en cinq zones de sismicité croissante en fonction de la probabilité d'occurrence des séismes. L'ensemble du territoire de la communauté de communes est en **zone de sismicité 0** (*aléas faible à très faible*).

Dans les zones de sismicité faible, les règles de construction parasismiques sont obligatoires, pour toute construction neuve ou pour les travaux d'extension sur l'existant, pour les bâtiments de catégories II, III et IV (*cf tableau ci-après*). Elles sont également obligatoires pour les travaux lourds pour les bâtiments de catégories IV (*cf tableau ci-après*).

Catégorie de bâtiment	Description
II	Habitations individuelles. Établissements recevant du public (ERP) de catégories 4 et 5. Habitations collectives de hauteur inférieure à 28 m. Bureaux ou établissements commerciaux non ERP, h ≤ 28 m, max. 300 pers. Bâtiments industriels pouvant accueillir au plus 300 personnes. Parcs de stationnement ouverts au public.
III	Etablissements recevant du public (ERP) de catégories 1, 2 et 3 Habitations collectives et bureaux, h > 28m Bâtiments pouvant accueillir plus de 300 personnes Etablissements sanitaires et sociaux Centres de production collective d'énergie Etablissements scolaires
IV	Bâtiments indispensables à la sécurité civile, la défense nationale et au maintien de l'ordre public Bâtiments assurant le maintien des communications, la production et le stockage d'eau potable, la distribution publique de l'énergie Bâtiments assurant le contrôle de la sécurité aérienne Etablissements de santé nécessaires à la gestion de crise Centres météorologiques

Figure 23 : Classification des bâtiments – Source : plan séisme

2. Inondation

Suite aux inondations de janvier 1995, un **atlas régional des zones inondables** a été élaboré en Basse-Normandie. Il permet d'identifier les zones inondées ainsi que celles qui pourraient l'être en cas de phénomène exceptionnel. Le zonage est reporté sur la carte présentée précédemment. Il correspond principalement au lit majeur des cours d'eau. La précision de cet atlas est au 1/25 000ème.

La région est principalement concernée par des inondations de plaine, lentes et puissantes, occasionnées par le débordement de cours d'eau à la suite de pluies importantes et durables qui surviennent habituellement de décembre à mars.

En complément de cet atlas, un **Plan de Prévention des Risque Inondation** (PPRI) **de la Sélune** est en cours d'élaboration. Il permettra de définir de manière plus précise les zones inondables et d'élaborer un règlement associé aux différents zonages. Ce PPRI concerne principalement les communes de Saint-Aubin-de-Terregatte et Saint-Laurent-de-Terregatte, ainsi qu'une petite partie des communes de Saint-Senier-de-Beuvron, de Saint-James et de Montjoie-Saint-Martin. Le zonage de ce PPRI devra être intégré au PLUI et reporté sur les cartes de zonage.

3. Mouvements de terrain

Les mouvements de terrain sont de natures très diverses. Ils regroupent :

- les glissements de terrain,
- les chutes de blocs et les éboulements,
- les coulées de boues,
- les effondrements,
- les érosions de berges.

Au regard des conséquences humaines et socio-économiques que peuvent avoir les mouvements de terrains, le BRGM a recensé l'ensemble de ces risques dans un atlas dont la précision est le 1/25 000ème. Il émet les recommandations suivantes :

- **maintenir le processus d'urbanisation** mais également l'activité de camping et de caravanage à l'écart de ces espaces à risque,
- maintenir hors urbanisation **deux bandes** de sécurité d'une **centaine de mètres** environ en **amont** et en **aval** de la zone à risque,
- **maîtriser les ruissellements** en amont de la zone à risque et sur la zone à risque.

Sur l'aire d'étude, seules les communes de Vergoncey et de Villiers-le-Pré ne sont pas concernées par ce risque.

➢ *GLISSEMENT*

Seule Saint-James est concernée par ce risque. Il s'agit d'affaissement de terrains en bordure de la RD30, au droit du lieu-dit Le Prieuré

➢ *COULEE DE BOUE*

Saint-James et Saint-Laurent-de-Terregatte sont concernées par le risque de coulée de boue. Ce risque n'a pas été localisé de manière très fiable. Des lieux-dits sont indiqués d'après la bibliographie mais la fiabilité annoncée par le BRGM est faible. Le **risque** est donc **considéré** comme **non localisable**. Le zonage « Coulée de boue » présenté sur la carte page 51 concerne donc l'ensemble du territoire des deux communes.

Les précisons suivantes sont toutefois signalées.

Sur Saint-James, il s'agit d'une coulée de boue qui aurait eu lieu en 1395. Elle aurait ravagée des moulins et se serait accompagnée d'une brèche dans la levée de l'étang situé à proximité du lieu-dit Aubroche.

Sur Laurent-de-Terregatte, la coulée de boue se serait produite au lieu-dit le Fief. Une maison aurait été envahie par la boue.

➢ *CHUTE DE BLOCS ET EBOULEMENT*

Ce risque est présent sur de nombreuses communes et notamment celles de la moitié Est du territoire. Les chutes de blocs et les effondrements sont liés à la présence des coteaux très abrupts situés le long des cours d'eau.

4. Cavité souterraine

Les cavités souterraines présentent des risques liés à leur instabilité, à la présence possible de "poches" de gaz ainsi qu'à la montée très rapide des eaux lorsqu'il s'agit de cavités naturelles. Le BRGM a donc inventorié l'ensemble des cavités naturelles ou anthropiques abandonnées sur le territoire français présentant un danger.

Une seule cavité souterraine est présente sur l'aire d'étude. Elle est située sur la commune de Hamelin au lieu-dit Les Bois Olives. Elle correspond à une ancienne carrière.

5. Remontée de nappe

Lorsque des éléments pluvieux exceptionnels se superposent à des niveaux d'étiage inhabituellement élevés, le niveau de la nappe peut atteindre la surface du sol. La zone non saturée est alors totalement envahie par l'eau lors de la montée du niveau de la nappe : c'est l'inondation par remontée de nappe.

De manière générale, le risque de remontée de nappe est très faible à nulle sur les deux tiers Nord-Est, et fort à très fort sur le tiers Sud-Ouest.

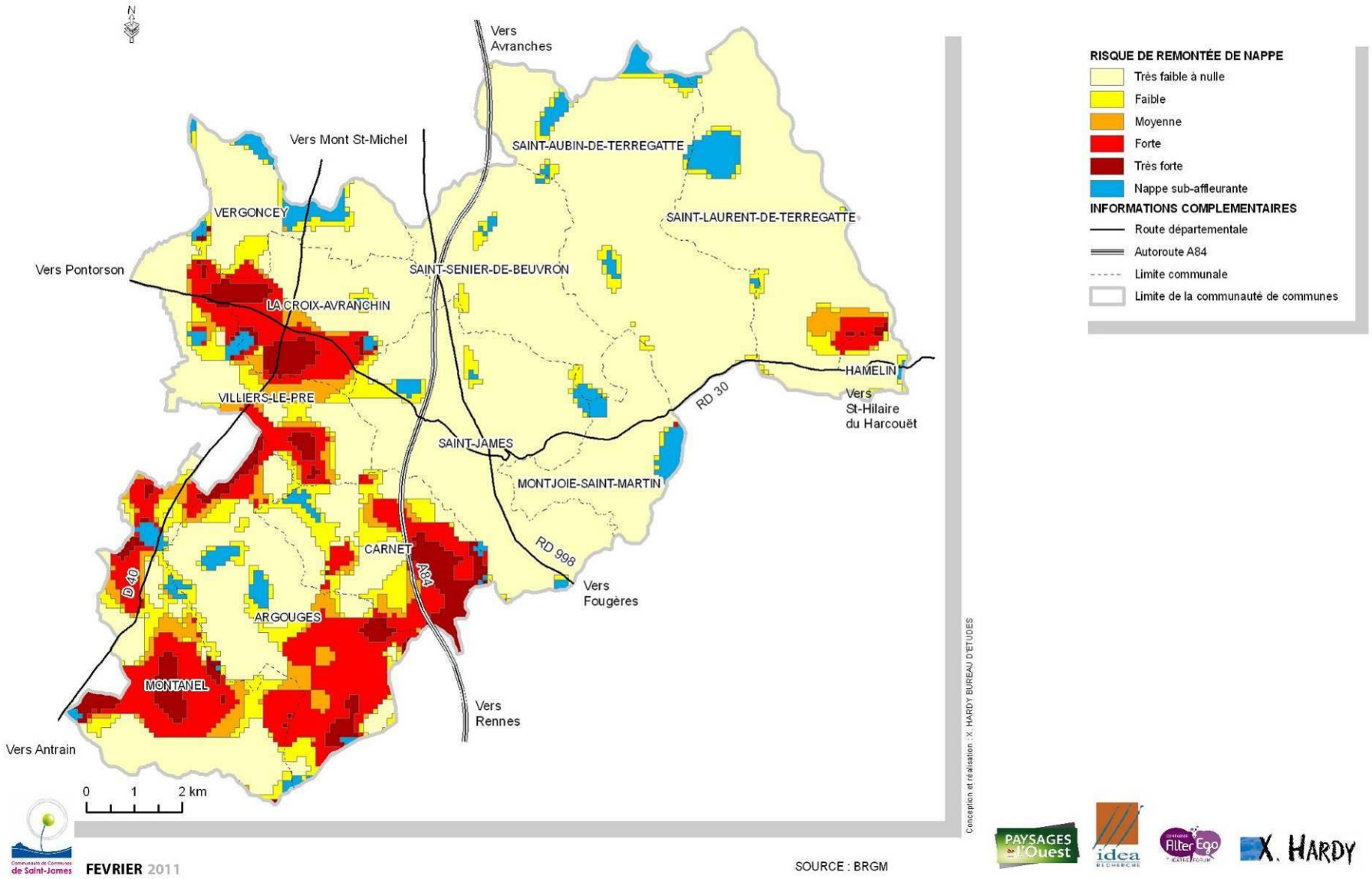
On note toutefois une vingtaine de petits secteurs de nappe sub-affleurante répartis équitablement sur tout le territoire.

Il est important de noter que les cartes de sensibilité aux remontées de nappes ont été établies à **l'échelle départementale suivant la méthodologie nationale**. Plusieurs contacts avec le BRGM ont été pris afin de connaître la portée de ces données. Il en ressort qu'aucune disposition réglementaire ou servitude d'utilisation du sol ne découle de ce porter à connaissance. Toutefois, des précautions ont été listées par le BRGM afin de limiter le risque :

- **éviter** la **construction** d'habitation dans les **vallées sèches**, ainsi que dans les dépressions des plateaux calcaires,
- **déconseiller** la **réalisation** de **sous-sol** dans les secteurs sensibles, ou **réglementer** leur **conception** (préconiser que le sous-sol soit non étanche, que le circuit électrique soit muni de coupe-circuit sur l'ensemble des phases d'alimentation, réglementer l'installation des chaudières et des cuves de combustible, réglementer le stockage des produits chimiques, des phytosanitaires et des produits potentiellement polluants...),
- **ne pas prévoir d'aménagements** de type **collectifs** (routes, voies ferrées, trams, édifices publics, etc...) dans ces secteurs,
- mettre en place un **système de prévision du phénomène** (dans les zones sensibles à ce type de phénomènes, un tel système doit être basé sur l'observation méthodique des niveaux de l'eau des nappes superficielles).

La carte « Risques – aléa remontée de nappe » est présentée ci-après

RISQUES
REMONTEE DE NAPPE



FEVRIER 2011

SOURCE : BRGM

6. Retrait et gonflement d'argile

Les variations de volume des argiles sont principalement liées à leur nature *(smectite, vermiculites, chlorites)* et aux variations de la teneur en eau des sols fortement argileux. D'autres facteurs de prédisposition interviennent : facteurs hydrogéologiques, géomorphologiques, climatiques, couverture végétale. L'incidence sur le bâti peut-être localement important.

Cet **aléa est faible** sur l'ensemble du territoire.

La carte « Risques – aléa de retrait gonflement d'argiles » est présentée ci-après

7. Arrêté de catastrophe naturelle

Cinq arrêtés de catastrophes naturelles ont été pris sur le territoire de la communauté de communes.

Seulement deux concernent toutes les communes. Ils correspondent à la tempête de 1987 et aux inondations et coulées de boues survenues en décembre 1999.

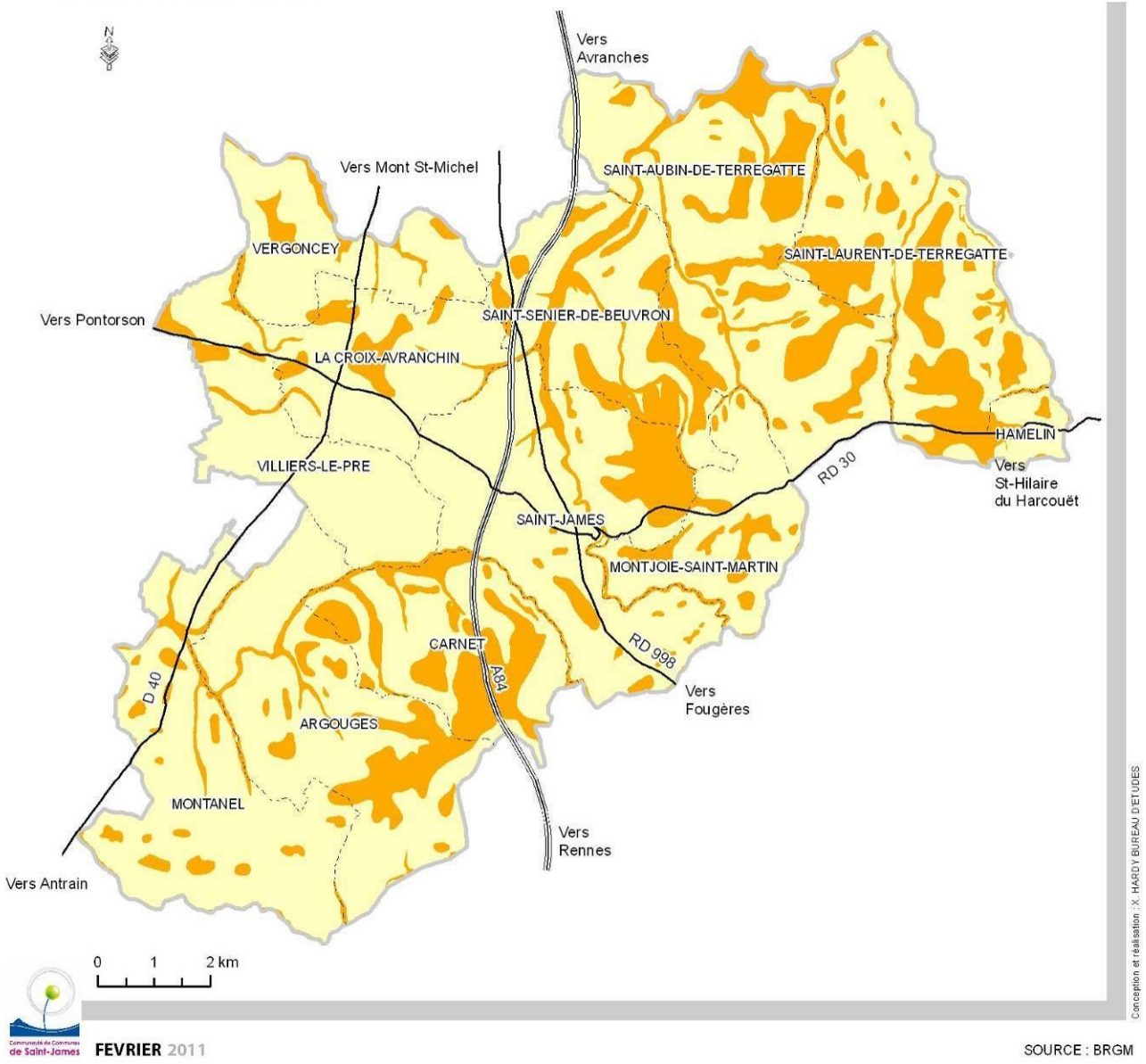
Type de catastrophe	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du	Communes concernées
Tempête	15/10/1987	16/10/1987	22/10/1987	24/10/1987	*Toutes les communes*
Inondations et coulées de boue	17/01/1995	31/01/1995	06/02/1995	08/02/1995	Carnet, Saint-James, Saint-Laurent-de-Terregatte
Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999	*Toutes les communes*
Inondations et coulées de boue	11/11/2000	12/11/2000	03/04/2001	22/04/2001	Montjoie-Saint-Martin, Saint-Aubin-de-Terregatte, Saint-James, Saint-Senier-de-Beuvron
Inondations et coulées de boue	05/05/2008	05/05/2008	26/06/2008	05/07/2008	Hamelin

Figure 24 : Arrêtés de catastrophe sur le territoire – Source : PAC

// PLUI DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DE SAINT-JAMES

EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

RISQUES
ALEA DE RETRAIT GONFLEMENT DES ARGILES



NIVEAU DE SUSCEPTIBILITE AU RETRAIT GONFLEMENT DES ARGILES

- A priori nul
- Faible

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

- Route départementale
- Autoroute A84
- Limite communale
- Limite de la communauté de communes

Conception et réalisation : X. HARDY BUREAU D'ETUDES

FEVRIER 2011

SOURCE : BRGM

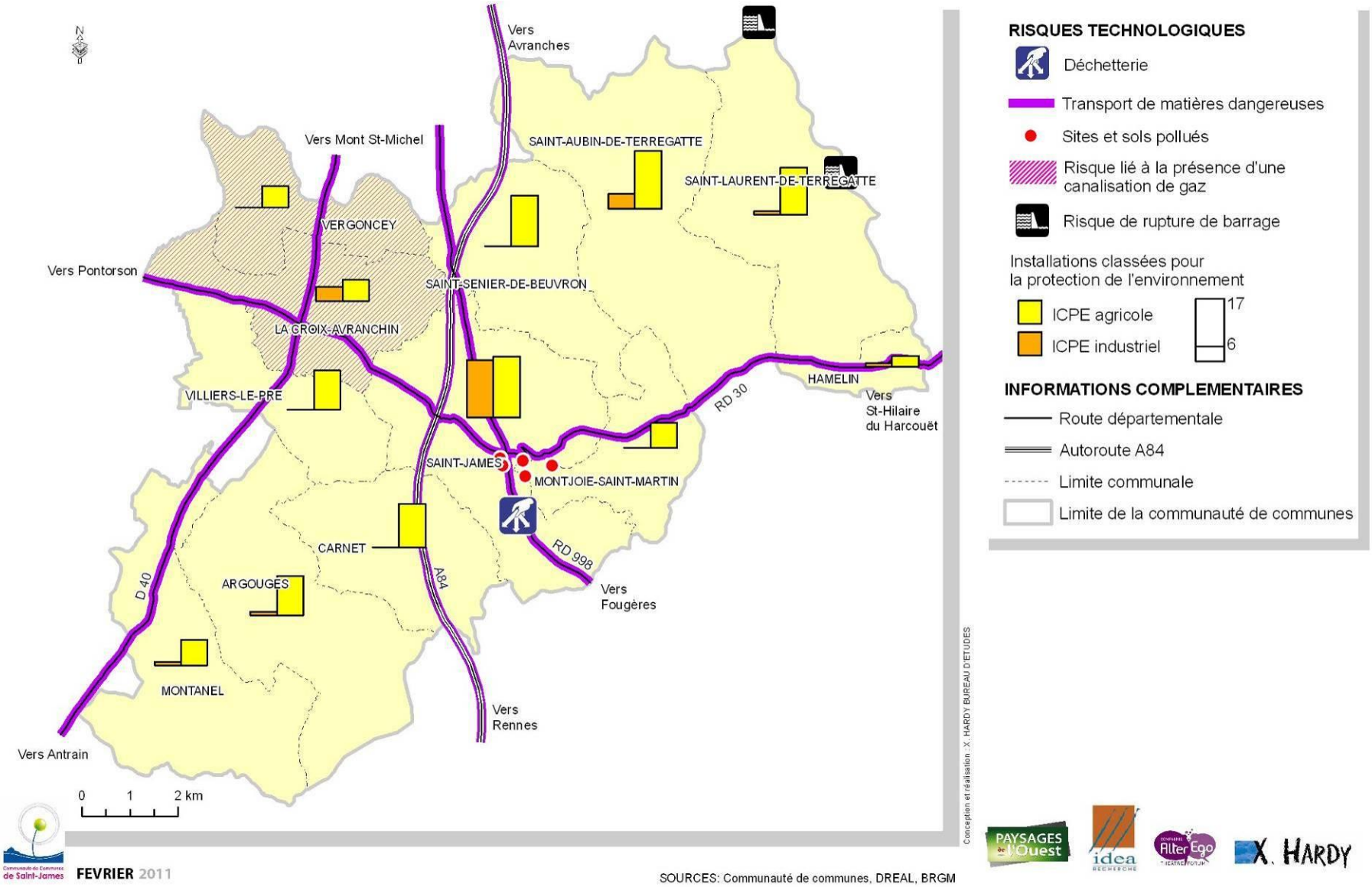
B. Risques technologiques

Le tableau présenté ci-après récapitule l'ensemble des risques technologiques recensés sur l'aire d'étude.

Communes	Rupture de barrage	Transport de Matières dangereuses	ICPE (nombre)	Sites et sols potentiellement pollués (Nombre)	Canalisation de gaz
Argouges			3		
Carnet		A84	4		
Hamelin			3		
La Croix-Avranchin		RD40	5		X
Montanel		RD40	3	1	
Montjoie-Saint-Martin			2		
Saint-Aubin-de-Terregatte	X	A84	9		
Saint-James		A84	18	6	
Saint-Laurent-de-Terregatte	X		2		
Saint-Senier-de-Beuvron		A84	3		
Vergoncey		RD40	2		X
Villiers-le-Pré		RD40	2		

Figure 25 : Risques technologiques sur le territoire – Source : DDRM, PAC

La carte des risques technologiques est présentée ci-après.



FEVRIER 2011

SOURCES: Communauté de communes, DREAL, BRGM

1. Rupture de barrage

Le phénomène de rupture de barrage correspond à une destruction partielle ou totale d'un barrage. L'onde de submersion ainsi que l'inondation et les matériaux transportés, issus du barrage et de l'érosion intense de la vallée, peuvent occasionner des dommages considérables. C'est pourquoi ce risque est recensé dans le DDRM pour les barrages les plus importants.

Sur le territoire, deux barrages de production hydroélectrique situés sur la rivière de la Sélune sont présents sur la commune de **Saint-Laurent-de-Terregatte** :

- le barrage à voûte de Vezins d'une capacité totale de 19 millions de mètres cubes, d'une hauteur de 35 mètres,
- « la compensation » de La-Roche-Qui-Boit, barrage à voûte, d'une capacité totale de 1,5 millions de mètres cubes, d'une hauteur de 15 mètres.

La commune de **Saint-Aubin-de-Terregatte,** étant située en aval de ces barrages, est également concernée par ce risque.

2. Transport de matières dangereuses

Ce risque à caractère diffus a fait l'objet d'une réflexion dans le cadre du DDRM, publié en 2006. Le premier constat est que toutes les communes du département sont concernées. Cependant, certaines d'entre-elles présentent des éléments de nature à augmenter la probabilité de survenue d'un accident : infrastructures de transport importantes, implantations industrielles particulières, etc…

Sur l'aire d'étude, le risque de transport de matières dangereuses est lié au transport routier avec la présence d'un trafic important sur les voies suivantes : ***A84, RD30, RD40 et RD998*** *et de la* ***canalisation de gaz*** *traversant les communes de la* ***Croix Avranchin*** *et de* ***Vergoncey****.*

3. Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

Les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement *(ICPE)* sont des installations exploitées ou détenues par toute personne physique ou morale, publique ou privée, qui peuvent présenter des dangers ou des inconvénients pour :

- la commodité du voisinage,
- la santé,
- la sécurité,
- la salubrité publique,

- l'agriculture,
- la protection de la nature et de l'environnement,
- la conservation des sites et des monuments.

Dans le but de minimiser les risques relatifs à ces installations, la Loi 76-663 du 19 juillet 1976 définit les procédures relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement.
La gravité des dangers ou des inconvénients que peut présenter leur exploitation va dépendre du volume et du type d'activités pratiquées par ces installations.
La préfecture a fourni la liste des ICPE industrielles et agricoles présentes sur la communauté de communes. Cette liste n'est pas mise à jour régulièrement et ne prend donc pas en compte le changement de statut ou d'activité des agriculteurs et des entreprises. De plus, à chaque changement de statut, d'adresse … de l'entreprise, une déclaration doit être faite ce qui explique qu'une entreprise peut apparaître plusieurs fois dans la liste fournie par la Préfecture. Le tableau ci-après récapitule le nombre d'ICPE par grand type (industrielles ou agricoles) et par commune. Le détail des ICPE (*Nom, Commune, Régine SEVESO, Activité, Régime, Etat*) est inséré en annexe 2 et 3.

Communes	ICPE Industrielle	ICPE Agricole	ICPE totale
Argouges	1	2	3
Carnet	0	4	4
Hamelin	1	2	3
La Croix-Avranchin	3	2	5
Montanel	1	2	3
Montjoie-Saint-Martin	0	2	2
Saint-Aubin-de-Terregatte	4	5	9
Saint-James	16	2	18
Saint-Laurent-de-Terregatte	1	1	2
Saint-Senier-de-Beuvron	0	3	3
Vergoncey	0	2	2
Villiers-le-Pré	0	2	2
TOTAL	**27**	**29**	**56**

Figure 26 : Liste des ICPE (Source : Préfecture)

Au total, **56 ICPE** sont recensées sur l'aire d'étude. Les ICPE industrielles sont majoritairement situées sur la commune de Saint-James. Les ICPE agricoles sont équitablement réparties sur le territoire, avec une moyenne 2 ICPE agricoles par commune.

La présence d'ICPE est à prendre en compte dans les projets d'aménagement, notamment pour l'implantation de zone d'habitat *(Code de l'Environnement, Article L 515_8 à L 515_12).*

4. Sites et sols potentiellement pollués

Un site pollué est un site qui, du fait d'anciens dépôts de déchets, d'infiltration de substances polluantes, ou d'installations industrielles, présente une pollution susceptible de provoquer une nuisance ou un risque durable pour les personnes ou l'environnement.

La pollution présente un caractère concentré, à savoir des teneurs souvent élevées et sur une surface réduite *(quelques dizaines d'hectares au maximum).* Elle se différencie des pollutions diffuses, comme celles dues à certaines pratiques agricoles ou aux retombées de la pollution automobile près des grands axes routiers.

Il existe deux bases de données nationales recensant les sols pollués connus ou potentiels :

- BASIAS : inventaire des sites industriels et de service en activité ou non, susceptibles d'être affectés par une pollution des sols.
- BASOL : inventaire des sites pollués par les activités industrielles appelant une action des pouvoirs publics, à titre préventif ou curatif.

Sur la communauté de commune de Saint-James, aucun site pollué n'est recensé dans la base de données BASOL.

En revanche, **7 sites potentiellement pollués** ont été répertoriés sur BASIAS. Ils sont recensés dans le tableau présenté ci-après et pour la plupart[2] localisés sur la carte A0.

Il existe 6 sites potentiellement pollués sur Saint-James et 1 sur Montanel. Ils sont principalement liés à des activités industrielles. Seulement la moitié des sites sont encore en activité.

[2] Les coordonnées des sites ne sont pas toutes fournies.

Identifiant	Commune principale :	Nom(s) usuel(s) :	Raison(s) sociale(s) de(s) l'entreprise(s) connue(s) :	Dernière adresse	Etat d'occupation du site :	Date première activité :	Activité(s) :
BNO5000014	MONTANEL (50337)		ordures ménagères	la Roche Garé	Ne sait pas	23/09/75	Collecte des déchets non dangereux dont les ordures ménagères (décharge d'O.M. ; déchetterie)
BNO5000005	SAINT-JAMES (50487)		Doublet	19 Rue de Pontorson	Activité terminée		Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.)
BNO5000006	SAINT-JAMES (50487)	Bières-combustibles	GOUIN Auguste	16 Rue de la libération	Activité terminée		
BNO5000010	SAINT-JAMES (50487)		CAREL Claude	65 bis Rue de la Liberation	En activité		Mécanique industrielle
BNO5000008	SAINT-JAMES (50487)		PELE ET CIE SOCIETE	Martial gérard (rue) SAINT JAMES	En activité		Taille, façonnage et finissage de pierres (concassage, criblage, polissage) Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.)
BNO5000007	SAINT-JAMES (50487)	tricots Saint James	les filatures de Saint James SA	Saint James	Partiellement réaménagé et partiellement en friche		
BNO5000009	SAINT-JAMES (50487)		Leroy Philippe	Zone industrielle Saint James	Ne sait pas		Fabrication de charpentes et d'autres menuiseries

Figure 27 : Sites et sols potentiellement pollués (Source : BRGM)

Cette potentialité de pollution sur les sites est à prendre en compte dans les projets d'aménagement, notamment pour l'implantation de zone d'habitat.

VIII. Déchets

La gestion des déchets ménagers et assimilés est de la compétence de la communauté de communes de Saint-James depuis 1995.

Source : Service public d'élimination des déchets ménagers et assimilés - Rapport annuel 2009

A. Collecte

La collecte des Ordures Ménagères et des emballages légers recyclables se fait en porte à porte ou en bout de chemin sur tout le territoire. De plus, des conteneurs pour la collecte du verre sont disposés dans plusieurs lieux des communes (*36 conteneurs au total*).
La collecte des déchets est effectuée 1 fois par semaine sur toutes les communes.
Les tonnages collectés sur les 12 communes pour l'année 2010 sont présentés dans le tableau ci-après.

	Tonnage en 2010	Evolution 2009 - 2010
Déchets ménagers non recyclables	1 117	0.16%
Déchetterie	1 947	2.18%
Collecte sélective	825	9.95%
TOTAL	3 889	3.13%

Figure 28 : Volume de déchets collectés en 2009 et évolution 2009 à 2010 – Source : CdC Saint-James

B. Déchets ménagers non recyclables

Les déchets non recyclables sont acheminés au centre de valorisation énergétique de Pontmain, situé à 26 km de Saint-James.

Entre 2002 et 2009, les volumes sont en constante diminution. Les volumes se stabilisent en 2010. En 2010, un habitant DGF de la communauté de communes de Saint-James a produit en moyenne 148 kg de déchets non recyclables alors que la moyenne départementale est de 248 kg/hab DGF en 2009. La communauté de communes interprète cette diminution comme le résultat de trois actions menées sur le territoire :

- passage d'une collecte en porte-à-porte sur la zone 2 de leur territoire,
- obligation aux usagers de présenter leurs ordures ménagères à collecter dans des sacs translucides,
- ouverture de la déchetterie.

C. Déchetterie et plateforme de compostage

La déchetterie se situe sur Saint-James, route de Fougères.

Le tableau ci-après récapitule les volumes de déchets collectés par type pour l'année 2010.

Déchets récoltés en déchetterie	2010 (en tonnes)	Variation tonnages 2009/2010
Gravats valorisables	342.56	20.57%
Gravats non valorisables	266	33.87%
Bois	46.36	-4.96%
Ferrailles	105.48	-11.38%
Cartons	90.22	-1.66%
Gazon, feuilles	458.78	-12.75%
Souches	3	-86.37%
Branchages	133.82	-14.47%
DEEE	67.73	-1.93%
DMS	14	27.23%
Encombrants	420	9.84%
TOTAL	**1 948**	**2.00%**

Figure 29 : Tonnages de déchets acheminés en déchetterie – Source : CdC Saint-James

Depuis l'ouverture de la déchetterie et de la plateforme de compostage en 2006, les tonnages collectés sont en constante augmentation. En 2010, 1 947 tonnes ont été déposées en déchetterie, 1 259 tonnes ont été recyclées et 686 tonnes (*encombrants et gravats non valorisables*) ont été enfouis au CET d'Isigny-le-Buat.

D. Déchets ménagers recyclables

Le tableau ci-après présente par type de déchets ménagers recyclables les tonnes collectées en 2010.

Déchets ménagers recyclables et verre	Tonnes
Verre	404
Papiers	219
Cartons	83
Bouteilles et flacons plastiques	38
Acier	21
Briques alimentaires	17
Aluminium	1
TOTAL	**783**

Figure 30 : Tonnages de déchets ménagers recyclables et verres – Source : CdC Saint-James

En 2010, 783 tonnes ont ainsi été collectées et acheminées vers le centre de tri de Donville-les-Bains, situé à 47 km de Saint-James. Seulement 364 tonnes ont été acheminées ensuite vers les différentes entreprises valorisant ces déchets ménagers recyclabes.

Entre 1998 et 2007, les volumes de déchets ménagers recyclables et de verres sont en augmentation. Depuis 2007, les volumes sont en légère baisse. Cela s'explique notamment par le fait que les cartons des professionnels ne sont plus collectés.

Le refus de tri est constitué de matériaux qui sont collectés dans les sacs jaunes et qui devraient se trouver dans les sacs blancs. En 2010, 68 tonnes de déchets ont été refusées. Les matériaux issus de refus de tri sont principalement : les barquettes en polystyrène, les pots et caissettes de fleurs, les bidons d'huile de vidange, les pots de yaourt, les pots de crème fraîche, les sacs plastiques, les bacs à crème glacée, les papiers souillés, les tissus hygiéniques…

E. Plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés

Le Plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés a été approuvé par arrêté préfectoral en date du 23 mars 2009.

Les principaux objectifs de ce plan sont :

- Inciter les enseignes à informer les clients de la difficulté de valoriser certains emballages,

- Orienter le consommateur vers l'achat de produits en contenants de grandes tailles et dans des emballages recyclables,
- Mobiliser les grandes centrales d'achat,
- Rejeter l'utilisation des emballages complexes et sensibiliser les clients sur ce type d'emballage,
- S'engager rapidement vers la promotion du système « 1 emballage / 1 matière »,
- S'engager à assurer la bonne gestion des déchets,
- Engager tous les distributeurs de biens et de service, les chambres consulaires, les syndicats professionnels et les habitants dans une démarche de réduction des déchets,
- Développer les achats en vrac,
- Mettre en place une signalétique attractive dans tous les magazins.

F. Perspective d'évolution

Le projet de PLU va se concrétiser par une densification de l'habitat et l'urbanisation de nouveaux secteurs ayant pour conséquence une augmentation des déchets produits. Toutefois, la filière de traitement des déchets ménagers non recyclables choisie ainsi que l'ouverture récente de la déchetterie sur Saint-James permettent de garantir une bonne collecte et gestion des déchets futurs.

IX. Synthèse des enjeux environnementaux

Ces enjeux environnementaux découlent non seulement de l'analyse croisée des résultats de l'état initial de l'environnemnet mais aussi de la synthèse des démarches Agenda 21 et AEU.

Sur le canton, la diversité des milieux naturels est surtout liée aux cours d'eau du bassin versant de la Sélune, à son bocage et ses coteaux.
Le canton de Saint-James comprend deux bassins versants dont l'un relève de l'Agence de l'eau Seine-Normandie et l'autre de l'Agence Loire-Bretagne : les dispositions réglementaires peuvent être différents.
Le canton présente un relief très marqué et des coteaux abrupts souvent boisés. Cela offre une diversité d'habitats et de paysages ce qui constitue un atout important pour le territoire.
Le maillage bocager est moyennement dense sur le territoire avec des secteurs dégradés notamment sur la partie Nord. Il constitue un enjeu important sur le canton d'un point de vue paysager, de la qualité de l'eau et de la lutte contre le ruissellement au regard notamment du relief marqué du territoire et du potentiel énergétique qu'il représente.

Localement, la qualité de la ressource en eau est fortement dépendante de l'agriculture, des assainissements collectifs et non collectifs.
Des efforts importants ont déjà été consentis par les agriculteurs pour améliorer la situation, mais le territoire reste en excédent structurel pour les nitrates. Les diagnostic des assainissement s collectifs sont en cours sur le territoire mais les points noirs représentent 37% des installations diagnostiquées. Les STEP ont un rejet conforme aux arrêtés. Il sera toutefois nécessaire d'anticiper l'évolution de la population pour les stations proches de leur capacité nominale.

Des **risques technologiques et naturels sont présents sur le territoire mais localisés** et globalement limités aux vallées étroites du territoire pour les risques naturels et aux voies de circultaion pour les riques technologiques.

Entre 2002 et 2009, les volumes d'ordures ménagères non recyclables collectées ont constamment diminué pour se stabiliser en 2010 à une moyenne 148 kg de déchets par habitant, alors que la moyenne départementale est de 248 kg/hab .

Traditionnellement, le recours au bois comme moyen de chauffage est important dans le Pays de la Baie, en raison de la présence du bocage.
Le territoire présente un potentiel de développement du chauffage au bois.

L'activité agricole est importante et génère une pression foncière forte

Le canton est fortement déficitaire en ce qui concerne la production d'énergie.
– Le nombre d'installations de production d'énergie renouvelable reste faible.
– Le territoire présente un véritable potentiel pour l'énergie éolienne mais la présence du Mont Saint-Michel, et son appartenance au patrimoine de l'UNESCO, empêche l'installation d'éoliennes

X. ANNEXES

A. Forages (Source : BRGM)

NOM COMMUNE	LIEU_DIT	NATURE	PROFONDEUR ATTEINTE (M)	PROPRIETAIRE	UTILISATION	EXPLOITE
ARGOUGES	LA TOUCHE PICOT	FORAGE	58	M. PETITPAS	EAU-AGRICOLE.	OUI
ARGOUGES		SOURCE	0			
ARGOUGES		PUITS	0			
ARGOUGES	LA MALAISIERE	FORAGE	64	GAEC AUSSANT	EAU-AGRICOLE,EAU-DOMESTIQUE.	OUI
ARGOUGES	LA BESNARDIERE	FORAGE	76	EARL LA BESNARDIERE	EAU-CHEPTEL.	OUI
ARGOUGES	MARIGNY	SONDE-GEOTHERMIQUE	112	MR FOULON	CHAUFFAGE.	
ARGOUGES	MARIGNY	SONDE-GEOTHERMIQUE	112	MR FOULON	CHAUFFAGE.	
ARGOUGES	MARIGNY	SONDE-GEOTHERMIQUE	114	MR FOULON	CHAUFFAGE.	
ARGOUGES	MARIGNY	SONDE-GEOTHERMIQUE	114	MR FOULON	CHAUFFAGE.	
CARNET		SOURCE	0			
CARNET		SOURCE	0			
CARNET	LE CLOS PELLERIN	FORAGE	129	DELEPINE	CHAUFFAGE.	
CARNET	LE CLOS PELLERIN	FORAGE	129	DELEPINE	CHAUFFAGE.	
CARNET	L'ORTILLE	FORAGE	120	GUERIN	EAU-CHEPTEL.	OUI
CARNET	LA DENOLAIS	FORAGE	110	SCEA RIVIERE	EAU-AGRICOLE.	OUI
CROIX-AVRANCHIN (LA)	LE BOURG	FORAGE	74	PAINBLANC	EAU-AGRICOLE.	OUI
CROIX-AVRANCHIN (LA)	LE BAS PLOMB	FORAGE	58	M. HUBERT, EARL LE RONCERAIS	EAU-AGRICOLE.	OUI
CROIX-AVRANCHIN (LA)		SOURCE	0			
CROIX-AVRANCHIN (LA)		SOURCE	0			
CROIX-AVRANCHIN (LA)	VAUCEL	FORAGE	71	GAEC DE VAUCEL (M. JUIN)	EAU-AGRICOLE.	OUI
HAMELIN	La Chapelle	FORAGE	76	CORDON DIDIER	EAU-CHEPTEL.	OUI
HAMELIN	VILLIERS	FORAGE	40	M. LANGLOIS	EAU-CHEPTEL,EAU-DOMESTIQUE.	OUI

NOM COMMUNE	LIEU_DIT	NATURE	PROFONDEUR ATTEINTE (M)	PROPRIETAIRE	UTILISATION	EXPLOITE
HAMELIN	CARRIERE DU MOULIN	CARRIERE	15		CONSTRUCTION,VIABILITE.	OUI
MONTANEL	LE GAUDRY	FORAGE	46	MR ROCFORT	EAU-DOMESTIQUE.	OUI
MONTANEL	LE TAILLIS	FORAGE	115	PRIVE : MR LEROY	EAU-AGRICOLE.	OUI
MONTANEL		SOURCE	0			
MONTANEL		SOURCE	0			
MONTANEL		PUITS	0			
MONTANEL	LE PORTAIL	CARRIERE	20			NON
MONTJOIE-SAINT-MARTIN	LA GOUTELLE	CARRIERE	8			NON
MONTJOIE-SAINT-MARTIN	LA CROIX SIROUX	SONDAGE	0	SYND AEP AVRANCHES SUD	AEP.	NON
MONTJOIE-SAINT-MARTIN	LA GRAVELLE	FORAGE	0	SYND AEP AVRANCHES SUD	AEP.	NON
MONTJOIE-SAINT-MARTIN		SOURCE	0			
MONTJOIE-SAINT-MARTIN		SOURCE	0			
MONTJOIE-SAINT-MARTIN		SOURCE	0			
MONTJOIE-SAINT-MARTIN	BOIS MAINFRAY - LA CROIX SIROUX	SOURCE	0	SYND-AEP	AEP,EAU-SERVICE-PUBLIC.	NON
MONTJOIE-SAINT-MARTIN		SOURCE	0			
MONTJOIE-SAINT-MARTIN	LA RUAUDAIS	FORAGE	70		EAU-AGRICOLE.	
SAINT-AUBIN-DE-TERREGATTE	LE BOIS GUILLAUME	FORAGE	43	EARL LE BOIS GUILLAUME	EAU-CHEPTEL.	OUI
SAINT-AUBIN-DE-TERREGATTE	LA LUCERIE	FORAGE	40	MME LEDAS	EAU-CHEPTEL.	OUI
SAINT-AUBIN-DE-TERREGATTE	LA GRASSERIE	FORAGE	40	MR SIMON	EAU-CHEPTEL.	OUI
SAINT-AUBIN-DE-TERREGATTE	LA LANDE	FORAGE	55	MR GAZENGEL	EAU-CHEPTEL.	OUI
SAINT-AUBIN-DE-TERREGATTE	LA VIDELAIS	FORAGE	100	EARL LA VIDELAIS - MR LECHAT	EAU-AGRICOLE.	OUI
SAINT-AUBIN-DE-TERREGATTE		SOURCE	0			
SAINT-AUBIN-DE-TERREGATTE	LA ROCHE	FORAGE	34	M. HATTE	EAU-IRRIGATION.	
SAINT-AUBIN-DE-TERREGATTE		SOURCE	0			
SAINT-AUBIN-DE-TERREGATTE		SOURCE	0			
SAINT-AUBIN-DE-TERREGATTE	LA MORINAIS	PUITS	22	MR. PASCO AVRANCHES SUD	AEP,EAU-SERVICE-PUBLIC.	NON
SAINT-AUBIN-DE-TERREGATTE	LA ROGERAIS	FORAGE	52	M. MAZIER	EAU-AGRICOLE.	OUI
SAINT-AUBIN-DE-TERREGATTE	LA FOSSE	FORAGE	22	M. FARDIN	EAU-AGRICOLE.	OUI
SAINT-AUBIN-DE-TERREGATTE	LA HERISSAIS	FORAGE	31	M. FARDIN	EAU-CHEPTEL.	OUI
SAINT-AUBIN-DE-TERREGATTE	LA LANCIAIS	FORAGE	49	M. RIDEL	EAU-AGRICOLE.	OUI
SAINT-AUBIN-DE-TERREGATTE	LA RENCONTRE	CARRIERE	10		CONSTRUCTION.	OUI
SAINT-JAMES		SOURCE	0			

NOM COMMUNE	LIEU_DIT	NATURE	PROFONDEUR ATTEINTE (M)	PROPRIETAIRE	UTILISATION	EXPLOITE
SAINT-JAMES	LA PALUELLE - PARCELLE AO 572	FORAGE	64	PRIVE : MR ET MME DE SAINT HILAIRE	EAU-DOMESTIQUE.	OUI
SAINT-JAMES	15 AVENUE DE BEAMINSTER - PARCELLE AE124	FORAGE	69	PRIVE : MR ET MME TYSON	EAU-ASPERSION.	OUI
SAINT-JAMES	ROUTE DE PONTORSON	FORAGE	60	ETP SAINT JAMES	EAU-IRRIGATION.	OUI
SAINT-JAMES		DEPOT-ARTIFICIEL	0			
SAINT-JAMES	BEAUFONT	CARRIERE	20			NON
SAINT-JAMES	SAINT-BENOIT (BEUVRON)	CARRIERE	18			NON
SAINT-JAMES	LE CLOS DE LA MOIRE	FORAGE	52	GAEC DU CLOS DE LA MOIRE	EAU-DOMESTIQUE,EAU-CHEPTEL.	
SAINT-JAMES	CAPTAGE LA PETITE BOUSSARDIERE - LES BOUSSARDIERES	SOURCE	6	SYND-AEP	AEP,EAU-SERVICE-PUBLIC.	NON
SAINT-JAMES	LA ROCHE DU LOUP	CARRIERE	10			NON
SAINT-JAMES	LE MOULIN VALJOIE PRISE EAU DE SURFACE LE BEUVRON	AFFLEUREMENT-EAU	0	DUCEY MR. PASCO	AEP,EAU-SERVICE-PUBLIC.	NON
SAINT-JAMES	LA ROCHE DU LOUP	CARRIERE	20			NON
SAINT-JAMES	ATRE	CARRIERE	10		CONSTRUCTION,VIABILITE.	OUI
SAINT-JAMES	ATRE	CARRIERE	15		CONSTRUCTION,VIABILITE.	OUI
SAINT-JAMES	CIMETIERE MILITAIRE AMERICAIN BRITTANY	SONDAGE	42	THE AMERICAN BATTLE MONUMENTS COMMISSION	EAU-IRRIGATION.	
SAINT-JAMES	CIMETIERE MILITAIRE AMERICAIN BRITTANY	SONDAGE	61	THE AMERICAN BATTLE MONUMENTS COMMISSION	EAU-IRRIGATION.	
SAINT-JAMES	CIMETIERE MILITAIRE AMERICAIN BRITTANY	PUITS	15	THE AMERICAN BATTLE MONUMENTS COMMISSION	EAU-IRRIGATION.	
SAINT-JAMES	CIMETIERE MILITAIRE AMERICAIN BRITTANY	FORAGE	42	THE AMERICAN BATTLE MONUMENTS COMMISSION	EAU-IRRIGATION.	
SAINT-JAMES	CIMETIERE MILITAIRE AMERICAIN BRITTANY	SONDAGE	60	THE AMERICAN BATTLE MONUMENTS COMMISSION	EAU-IRRIGATION.	
SAINT-JAMES	CIMETIERE MILITAIRE AMERICAIN BRITTANY	SONDAGE	82	THE AMERICAN BATTLE MONUMENTS COMMISSION	EAU-IRRIGATION.	
SAINT-JAMES	LAUNAY	FORAGE	60	M. BEAUVALET C.	EAU-AGRICOLE.	OUI

NOM COMMUNE	LIEU_DIT	NATURE	PROFONDEUR ATTEINTE (M)	PROPRIETAIRE	UTILISATION	EXPLOITE
SAINT-JAMES	CIMETIERE MILITAIRE AMERICAIN	FORAGE	48	CIMETIERE AMERICAIN BRITTANY	EAU-IRRIGATION.	OUI
SAINT-LAURENT-DE-TERREGATTE	SOURCE RACINOD - LA POULERIE	SOURCE	5	SYND-AEP	AEP,EAU-SERVICE-PUBLIC.	NON
SAINT-LAURENT-DE-TERREGATTE	LE RACINOU	FORAGE	0	SYND AEP AVRANCHES SUD	AEP.	NON
SAINT-LAURENT-DE-TERREGATTE		SOURCE	0			
SAINT-LAURENT-DE-TERREGATTE		AFFLEUREMENT-EAU	0			
SAINT-LAURENT-DE-TERREGATTE		AFFLEUREMENT-EAU	0			
SAINT-LAURENT-DE-TERREGATTE		AFFLEUREMENT-EAU	0			
SAINT-LAURENT-DE-TERREGATTE		SOURCE	0			
SAINT-LAURENT-DE-TERREGATTE		AFFLEUREMENT-EAU	0			
SAINT-LAURENT-DE-TERREGATTE		AFFLEUREMENT-EAU	0			
SAINT-LAURENT-DE-TERREGATTE	DORI ├êRE	FORAGE	52	EARL CARNET PATRICK	EAU-ASPERSION.	OUI
SAINT-LAURENT-DE-TERREGATTE		SOURCE	0			
SAINT-LAURENT-DE-TERREGATTE	LE BOURG	FORAGE	40	MR CHEVALLIER	EAU-CHEPTEL.	OUI
SAINT-LAURENT-DE-TERREGATTE	LA CHALOTI ├êRE	FORAGE	67	MR GAUTIER	EAU-CHEPTEL.	OUI
SAINT-LAURENT-DE-TERREGATTE	DORI ├êRE	FORAGE	52	EARL CARNET		OUI
SAINT-LAURENT-DE-TERREGATTE	ECOLE	FORAGE	108	MAIRIE DE ST LAURENT DE TERREGATTE	CHAUFFAGE.	
SAINT-LAURENT-DE-TERREGATTE		PUITS	0			
SAINT-LAURENT-DE-TERREGATTE	6, LA CHALOTIERE	FORAGE	132	RUBE		
SAINT-LAURENT-DE-TERREGATTE	6 LA CHALOTIERE	FORAGE	63	RUBE	EAU-AGRICOLE.	OUI
SAINT-LAURENT-DE-TERREGATTE	LE BOURG	FORAGE	31		EAU-DOMESTIQUE.	OUI
SAINT-LAURENT-DE-TERREGATTE	LE HAUT DORIERE	FORAGE	62	EARL DU HAUT DORIERE MR CARNET	EAU-CHEPTEL.	OUI
SAINT-LAURENT-DE-TERREGATTE	RUE DU MONT - 9 LOTISSEMENT DE L'ARTURAIS	FORAGE	40	MR ROUTAULT	CHAUFFAGE.	
SAINT-LAURENT-DE-TERREGATTE	RUE DU MONT - 9 LOT DE L'ARTURAIS	FORAGE	31	MR ROUTAULT	CHAUFFAGE.	
SAINT-SENIER-DE-BEUVRON	RIVIERE BEUVRON	AFFLEUREMENT-EAU	0			
SAINT-SENIER-DE-BEUVRON	RIGNY	FORAGE	56	M. GASNIER	EAU-AGRICOLE.	OUI
SAINT-SENIER-DE-BEUVRON		SOURCE	0			
SAINT-SENIER-DE-BEUVRON	RIGNY	FORAGE	35	M. RENARD	EAU-CHEPTEL.	OUI
SAINT-SENIER-DE-BEUVRON		AFFLEUREMENT-EAU	0			

NOM COMMUNE	LIEU_DIT	NATURE	PROFONDEUR ATTEINTE (M)	PROPRIETAIRE	UTILISATION	EXPLOITE
SAINT-SENIER-DE-BEUVRON	RIGNY	FORAGE	90	GASNIER	EAU-AGRICOLE.	OUI
VILLIERS-LE-PRE	LA DAVIAIS	FORAGE	52	MME LEGENDRE	EAU-CHEPTEL.	
VILLIERS-LE-PRE	VILLENEUVE - PARCELLE ZH 71	FORAGE	61	PRIVE : MR LEGROS	EAU-AGRICOLE.	OUI
VILLIERS-LE-PRE	LES BOIS	FORAGE	40	GAEC DES BOIS	EAU-AGRICOLE.	OUI
VILLIERS-LE-PRE		DEPOT-ARTIFICIEL	0			
VILLIERS-LE-PRE		SOURCE	0			

B. ICPE industrielles sur la Communauté de Communes de Saint-James

Nom de l'établissement	Commune	Régime SEVESO	Activité (régime A : autorisation, DC : Déclaration et Contrôle, D : Déclaration)	Etat
VAUTIER	Argouges	Non-Seveso		
MINOTERIE DES BOIS OLIVES	Hamelin	Non-Seveso	(D)	
REBILLON - RECUPAIR AUTO	La Croix-Avranchin	Non-Seveso	Métaux (stockage, activité de récupération - A)	en fonctionnement
STATION SERVICE M. MENARD	La Croix-Avranchin	Non-Seveso	(D)	
LEBARBANCHON	La Croix-Avranchin	Non-Seveso	(D)	
LAINE S.A.Montanel	Montanel	Non-Seveso	Carrières (A), Broyage, concassage, criblage de pierres, autres minéraux ou de déchets non dangereux inertes (A)	en fonctionnement
SIAEP D'AVRANCHES SUD	Saint-Aubin-de-Terregatte	Non-Seveso	(DC)	
SYNDICAT MIXTE D'AEP BAIE-BOCAGE	Saint-Aubin-de-Terregatte	Non-Seveso	(DC)	
TOTAL RAFFINAGE DISTRIBUTION	Saint-Aubin-de-Terregatte	Non-Seveso	(DC)	
MECANIQUE AGRICOLE M. MARQUER	Saint-Aubin-de-Terregatte	Non-Seveso	(D)	
GRANITS D'ATRE	Saint-James	Non-Seveso	Carrières (A)	en fonctionnement
SAINT-JAMES PIECES AUTOS ETS	Saint-James	Non-Seveso	Métaux (stockage, activité de récupération - A), Atelier réparation et entretien de véhicules à moteur (DC)	en fonctionnement
SARL AUTO SERVICES	Saint-James	Non-Seveso	Détail de carburants (D)	
BARON - BEAUFOUR S.C.I.	Saint-James	Non-Seveso	(DC)	
BOUCHER LUCIE	Saint-James	Non-Seveso	Laveries, blanchisseries, pressing (DC)	
COMMUNAUTE DE COMMUNES DE SAINT-JAMES	Saint-James	Non-Seveso	Traitement de déchets urbains (D)	
COM. COM. SAINT-JAMES	Saint-James	Non-Seveso	Traitement de déchets urbains (D)	
ETS PUBLIC COMMUNAL TRAVAIL PROTEGE	Saint-James	Non-Seveso	Scierie, fabrication de panneaux (D)	
FERRET AUTOMOBILE SCI	Saint-James	Non-Seveso	Détail de carburants (DC)	
LEVEQUE COMBUSTIBLE (SARL)	Saint-James	Non-Seveso	(D)	
LOTTON ERNEST	Saint-James	Non-Seveso	Vente et réparation automobile	
MARQUER ESPACE MOTOCULTURE (SARL)	Saint-James	Non-Seveso	Mécanique, traitements des surfaces (DC)	
PELE NORMANDIES S.A.	Saint-James	Non-Seveso	Industries diverses (D)	
JOANNIN JEAN	Saint-James	Non-Seveso	Récupération, dépôts de ferrailles (A)	en fonctionnement
SONNET	Saint-James	Non-Seveso		
TRICOTS SAINT-JAMES S.A.	Saint-James	Non-Seveso	Filtène, filature, tissage, tricotage (D)	
LEVEQUE EURL	Saint-Laurent-de-Terregatte	Non-Seveso		

C. ICPE Agricoles sur la Communauté de Communes de Saint-James

1. Installations en régime d'autorisation

NOM	COMMUNE	TYPE D'INSTALLATION	COORDONNEE X	COORDONNEE Y
ARCS EN CIEL DE VALJOIE (SARL LES) PISCICULTURE DU MOULIN	MONTJOIE-SAINT-MARTIN	Pisciculture, aquaculture	624298.00	5374858.00
BARBOT GERVAIS	MONTANEL	Elevage de porcins	617773.00	5371523.00
BECHETIERE (EARL DE LA)	SAINT-AUBIN-DE-TERREGATTE	Elevage de bovins	626311.00	5378753.00
BERNIER MARTINE	VILLIERS-LE-PRE	Elevage de bovins	619921.00	5376591.00
BOIS HUBERT (EARL DU)	SAINT-JAMES	Elevage de bovins	625583.00	5377134.00
CHENEVIE (EARL)	SAINT-SENIER-DE-BEUVRON	Elevage de bovins	625610.00	5378482.00
CHUINARD GUENARD (CO)	VERGONCEY	Elevage de bovins	618275.00	5380265.00
DE LA VIDELAIS (EARL)	SAINT-AUBIN-DE-TERREGATTE	Elevage de porcins	626251.00	5379898.00
ETANG (EARL DE L')	VERGONCEY	Elevage de bovins	620521.00	5380717.00
FARDIN (EARL)	SAINT-AUBIN-DE-TERREGATTE	Elevage de bovins	625754.00	5380558.00
FILLATRE (SARL)	SAINT-AUBIN-DE-TERREGATTE	Elevage de porcins	624721.00	5383460.00
FONTAINE (EARL)	VILLIERS-LE-PRE	Elevage de bovins	617067.00	5378185.00
HAMBEE (EARL D')	SAINT-SENIER-DE-BEUVRON	Elevage de bovins	623448.00	5381732.00
HAUT DORIERE (EARL DU)	SAINT-LAURENT-DE-TERREGATTE	Elevage de bovins	630053.00	5382227.00
HAYE (EARL DE LA)	CARNET	Elevage de porcins	621857.00	5372223.00
LENORMAND (GAEC)	MONTJOIE-SAINT-MARTIN	Elevage de bovins	627112.00	5375588.00
LENORMAND MICHEL (EARL)	SAINT-JAMES	Elevage de bovins	624464.00	5377028.00
LERAY (EARL)	HAMELIN	Elevage de bovins	632065.00	5378534.00
LES BOIS (EARL)	SAINT-SENIER-DE-BEUVRON	Elevage de porcins	622011.00	5380227.00
LILAS (SCEA DES) SCEA	CARNET	Elevage de bovins	621095.00	5374346.00
MARY FLORE (EARL) GAEC MARY FLORE	HAMELIN	Elevage de bovins	630449.00	5377742.00
MOULIN A VENT (GAEC DU)	CROIX-AVRANCHIN	Elevage de bovins	620504.00	5379073.00
MURY (GAEC)	ARGOUGES	Elevage de porcins	621614.00	5371662.00
NOE (EARL DE LA)	CROIX-AVRANCHIN	Elevage de bovins	621254.00	5379151.00
SAGRAIS (GAEC)	SAINT-AUBIN-DE-TERREGATTE	Elevage de bovins	623712.00	5383350.00
SCEA AUSSANT	CARNET	Elevage de volailles	623601.00	5373372.00
TURMELIERE (EARL DE LA)	SAINT-LAURENT-DE-TERREGATTE	Elevage de porcins	628580.00	5381580.00

2. Installations en régime de déclaration avec contrôle périodique

NOM	COMMUNE	TYPE D'INSTALLATION	COORDONNEE X	COORDONNEE Y
GOHARD (EARL)	SAINT-LAURENT-DE-TERREGATTE	Elevage de bovins	628163.00	5383700.00
ROGERAIS (GAEC DE LA)	SAINT-AUBIN-DE-TERREGATTE	Elevage de bovins	625607.00	5379893.00
PEUPLIERS (EARL DES)	SAINT-SENIER-DE-BEUVRON	Elevage de bovins	625198.00	5378948.00
KB VERGERS (EARL)	ARGOUGES	Elevage de volailles	619316.00	5375066.00
ST BENOIT (EARL)	SAINT-JAMES	Elevage de volailles	0.00	0.00

3. Installations en régime de déclaration

NOM	COMMUNE	TYPE D'INSTALLATION	COORDONNEE X	COORDONNEE Y
BASSES HAIES (EARL LES)	CARNET	Elevage de bovins	619740.00	5374576.00
BERNIER LOIC	VILLIERS-LE-PRE	Elevage de bovins	619878.00	5376570.00
BRIONNE REGIS	ARGOUGES	Elevage de bovins	618780.00	5374660.00
BARLAIS (GAEC DE LA)	SAINT-JAMES	Elevage de bovins	625044.00	5374198.00
BASSE CROISETTE (GAEC DE LA)	MONTANEL	Elevage de bovins	616575.00	5370321.00
BOIS MINFRAY (EARL DU)	MONTJOIE-SAINT-MARTIN	Elevage de bovins	626285.00	5375840.00
CHOSNIERE (EARL DE LA)	VILLIERS-LE-PRE	Elevage de bovins	620653.00	5375223.00
COUTURE (EARL de la)	SAINT-SENIER-DE-BEUVRON	Elevage de bovins	623729.00	5380814.00
CROISETTE (EARL LA)	SAINT-JAMES	Elevage de bovins	622892.00	5377660.00
D'ILLIERS (EARL D')	SAINT-LAURENT-DE-TERREGATTE	Elevage de bovins	627152.00	5381016.00
FEUILLET BERTHELOT (EARL)	SAINT-JAMES	Elevage de bovins	624209.00	5377730.00
FILLATRE VAUDOUER (SCL)	SAINT-SENIER-DE-BEUVRON	Elevage de bovins	623399.00	5380868.00
FOUASSE CHANTAL	CARNET	Elevage de bovins	622879.00	5373074.00
GOHARD (EARL)	SAINT-LAURENT-DE-TERREGATTE	Elevage de bovins	628163.00	5383700.00
HAMBEE (EARL D')	SAINT-SENIER-DE-BEUVRON	Elevage de bovins	623448.00	5381732.00
HAUT ROCHER (GAEC DU)	SAINT-SENIER-DE-BEUVRON	Elevage de bovins	624658.00	5379557.00
LANOE (GAEC)	CARNET	Elevage de bovins	622307.00	5374526.00
LUSLEY JULIETTE	SAINT-JAMES	Elevage de bovins	621438.00	5376642.00

NOM	COMMUNE	TYPE D'INSTALLATION	COORDONNEE X	COORDONNEE Y
MANOIR DU LAIT (GAEC LE)	SAINT-LAURENT-DE-TERREGATTE	Elevage de bovins	630144.00	5382428.00
ORTILLE (GAEC DE L')	CARNET	Elevage de porcins	622804.00	5372644.00
PATRAIS (GAEC LA)	SAINT-AUBIN-DE-TERREGATTE	Elevage de bovins	626699.00	5381883.00
TILLEUL (GAEC DU)	SAINT-LAURENT-DE-TERREGATTE	Elevage de bovins	629308.00	5378934.00
TISIERE (EARL LA)	VERGONCEY	Elevage de bovins	620843.00	5380691.00
TOUCHEGATTE (GAEC DE)	SAINT-JAMES	Elevage de bovins	622233.00	5377395.00
TULLET LOIC	SAINT-LAURENT-DE-TERREGATTE	Elevage de bovins	628294.00	5383217.00
VALLEES (SCEL DES)	MONTJOIE-SAINT-MARTIN	Elevage de bovins	626360.00	5375170.00
VASSELAIS (GAEC DE LA)	CARNET	Elevage de bovins	620320.00	5373896.00
VILLETTE (EARL DE LA)	SAINT-JAMES	Elevage de bovins	624013.00	5376587.00
BEUVRON (GAEC DU)	SAINT-SENIER-DE-BEUVRON	Elevage de bovins	623923.00	5381116.00
BOIS HUBERT (EARL DU)	SAINT-JAMES	Elevage de bovins	625583.00	5377134.00
CARNET JEAN PIERRE	SAINT-LAURENT-DE-TERREGATTE	Elevage de bovins	630517.00	5380924.00
CHENEVIE (EARL)	SAINT-SENIER-DE-BEUVRON	Elevage de bovins	625610.00	5378482.00
COQUEMAN DIDIER	ARGOUGES	Elevage de bovins	621567.00	5371691.00
GUIVRAY (EARL DU)	MONTANEL	Elevage de bovins	616421.00	5374651.00
LEBREC (EARL)	SAINT-JAMES	Elevage de bovins	625009.00	5377033.00
LENORMAND (GAEC)	MONTJOIE-SAINT-MARTIN	Elevage de bovins	627112.00	5375588.00
VERGERS (EARL LES)	MONTANEL	Elevage de bovins	616727.00	5372658.00
AMELINE MICHEL	SAINT-JAMES	Elevage de bovins	623207.00	5374802.00
CHEVALLIER (EARL)	HAMELIN	Elevage de bovins	631204.00	5378580.00
CHOISNEL STEPHANE	SAINT-AUBIN-DE-TERREGATTE	Elevage de bovins	628638.00	5379797.00
DATIN LOUIS	SAINT-LAURENT-DE-TERREGATTE	Elevage de bovins	630060.00	5380126.00
DU HAUT BUAT (EARL)	MONTJOIE-SAINT-MARTIN	Elevage de bovins	625387.00	5375706.00
MONTALAUX (EARL DU)	SAINT-JAMES	Elevage de bovins	623864.00	5378321.00
DUROCHER MICHELE	ARGOUGES	Elevage de bovins	620747.00	5369956.00
ETANG (EARL DE L')	VERGONCEY	Elevage de bovins	620521.00	5380717.00
GASNIER RENE FILS	SAINT-SENIER-DE-BEUVRON	Elevage de bovins	625558.00	5378558.00
GENAUDIERE (GAEC DE LA)	SAINT-SENIER-DE-BEUVRON	Elevage de bovins	622904.00	5379607.00
PRESSOIR DE BEUVRON (EARL)	SAINT-SENIER-DE-BEUVRON	Elevage de bovins	624827.00	5378353.00
GUE AUX MERLES (GAEC DU)	MONTANEL	Elevage de bovins	617723.00	5369558.00
LECHAT PHILIPPE	SAINT-SENIER-DE-BEUVRON	Elevage de bovins	624924.00	5381010.00
LEHUREY PHILIPPE	VILLIERS-LE-PRE	Elevage de bovins	620576.00	5375208.00

NOM	COMMUNE	TYPE D'INSTALLATION	COORDONNEE X	COORDONNEE Y
LETENDRE MAGLOIRE DANIEL	SAINT-LAURENT-DE-TERREGATTE	Elevage de bovins	627348.00	5381451.00
JOURDAN (EARL)	CARNET	Elevage de bovins	622621.00	5374743.00
MAURICE RAYMOND	VILLIERS-LE-PRE	Elevage de bovins	620145.00	5375878.00
CHAIGNON YANNIS	SAINT-LAURENT-DE-TERREGATTE	Elevage de porcins	629478.00	5380605.00
HOGUES (EARL DES)	VERGONCEY	Elevage de bovins	617022.00	5382249.00
BECHETIERE (EARL DE LA)	SAINT-AUBIN-DE-TERREGATTE	Elevage de bovins	626311.00	5378753.00
GAVARD NICOLE	SAINT-JAMES	Elevage de bovins	624340.00	5373455.00
HAUT MESNIL (EARL LE)	VILLIERS-LE-PRE	Elevage de bovins	617175.00	5378212.00
HELLEU PATRICK	SAINT-JAMES	Elevage de bovins	625367.00	5377556.00
VAUCEL (EARL DE)	CROIX-AVRANCHIN	Elevage de bovins	621489.00	5378946.00
SAGRAIS (GAEC)	SAINT-AUBIN-DE-TERREGATTE	Elevage de bovins	623712.00	5383350.00
PIGASSIERE (GAEC DE LA)	MONTANEL	Elevage de bovins	617199.00	5371546.00
ARCS EN CIEL DE VALJOIE (SARL LES)	MONTJOIE-SAINT-MARTIN	Pisciculture, aquaculture	624298.00	5374858.00
ROGERAIS (GAEC DE LA)	SAINT-AUBIN-DE-TERREGATTE	Elevage de bovins	625607.00	5379893.00
SALLIOT (EARL)	SAINT-LAURENT-DE-TERREGATTE	Elevage de bovins	628431.00	5383170.00
2 PROVINCES (EARL DES)	ARGOUGES	Elevage de bovins	620067.00	5371845.00
AUSSANT FRANCOIS	ARGOUGES	Elevage de bovins	619381.00	5371433.00
FERME LA GAUTRAIE (GAEC)	SAINT-JAMES	Elevage de bovins	621413.00	5375517.00
MOREL PATRICK	MONTJOIE-SAINT-MARTIN	Elevage de bovins	626059.00	5375896.00
RIVIERE (EARL)	CARNET	Elevage de bovins	621813.00	5372692.00
TAILLIS (EARL LE)	MONTANEL	Elevage de bovins	617816.00	5371000.00
FONTAINELOUP (EARL)	CARNET	Elevage de bovins	620747.00	5373527.00
GARNIER (GAEC)	SAINT-AUBIN-DE-TERREGATTE	Elevage de bovins	625563.00	5381875.00
MOREL (GAEC)	CROIX-AVRANCHIN	Elevage de bovins	621128.00	5379073.00
NOE (EARL DE LA)	CROIX-AVRANCHIN	Elevage de bovins	621254.00	5379151.00
MOREL (EARL)	SAINT-AUBIN-DE-TERREGATTE	Elevage de bovins	625819.00	5380547.00
JAUTAIS (EARL LA)	ARGOUGES	Elevage de bovins	619536.00	5372573.00
MIRANDE (EARL DE)	SAINT-AUBIN-DE-TERREGATTE	Elevage de bovins	625539.00	5382298.00
REFFUVEILLE BRUNO	VERGONCEY	Elevage de bovins	618507.00	5381097.00
TOUCHE PICOT (GAEC LA)	ARGOUGES	Elevage de bovins	619367.00	5372399.00
DEROYAND (EARL)	CROIX-AVRANCHIN	Elevage de bovins	619512.00	5377274.00
DOMIN CHRISTINE	VILLIERS-LE-PRE	Elevage de bovins	617965.00	5376618.00
TIFFAINE MICHEL	VILLIERS-LE-PRE	Elevage de bovins	617647.00	5378069.00

NOM	COMMUNE	TYPE D'INSTALLATION	COORDONNEE X	COORDONNEE Y
AUMERAIE (GAEC DE L')	SAINT-AUBIN-DE-TERREGATTE	Elevage de bovins	624995.00	5382020.00
BOIS (EARL DES)	VILLIERS-LE-PRE	Elevage de bovins	617373.00	5377079.00
MURY (GAEC)	ARGOUGES	Elevage de porcins	621614.00	5371662.00
NOEL JEAN LUC (EARL)	VILLIERS-LE-PRE	Elevage de bovins	617155.00	5376720.00
DOMIN CHANTAL	ARGOUGES	Elevage de bovins	621886.00	5371729.00
MAHEU PASCAL	CARNET	Elevage de bovins	619654.00	5374582.00
MENARD STEPHANE	SAINT-JAMES	Elevage de bovins	621308.00	5377269.00
PENDANT (EARL DU)	SAINT-AUBIN-DE-TERREGATTE	Elevage de bovins	627426.00	5383549.00

Chapitre 3 : Justifications des choix retenus

Les éléments contenus dans ce chapitre sont entièrement retranscrits et étayés dans la « pièce 1 : rapport de présentation ».

I. Justification des choix retenus

A. Synthèse de la stratégie adoptée et de la consommation foncière

Cette partie présente de façon synthétique la stratégie du PLUI en terme de consommation foncière estimée dans le cadre de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal Saint Jamais

1. La stratégie adoptée dans le PLUI

Proposer un potentiel en extension 2 fois moins important basé sur une production de logements ayant pour référence une période de construction de 10 ans (2003-2013) avec une moyenne de 44,5 logements autorisés par an.

Pourquoi ?

Cette solution évite de "Figer" les périmètres. Elle repose sur une gestion communautaire des zones AU.

Le but recherché est davantage de souplesse. Le territoire doit pouvoir évoluer en fonction des besoins et des multiples hypothèses de développement possibles. Par exemple, il est possible qu'une commune qui dispose de zones AU n'accueille pas de nouveaux habitants, contrairement à une commune voisine qui, elle, a épuisé son potentiel AU plus rapidement que prévu.

A l'échelle d'un territoire communautaire de 12 communes, il s'agit d'anticiper et de ne pas cadenacer le développement urbain s'il est constaté qu'une commune a un rythme de construction plus important qu'une autre.

Le PLUI est donc fondé sur une répartition qui se veut équilibrée des zones AU sur toutes les communes en fonction de leur importance, mais aussi sur une souplesse affichée et permettant de faire évoluer le PLUI à moyen et long terme.

C'est pourquoi il est proposé que le conseil communautaire se réunisse annuellement pour faire le bilan des besoins et du potentiel restant par commune et engager éventuellement une révision du PLUI. Les zones AU proposées sont donc toutes ouvertes. Et représentent 50% du besoin foncier estimé par le SCOT.

Comment intégrer cette solution dans le PLUI tout en tendant vers l'objectif du SCOT de 40,9 ha – 53,17 bonus compris ?

⇨En affichant le potentiel global de 40,9 ha – 53,17 ha bonus compris dans le PADD

⇨ En comparant les données du SCOT 2003-2009 (25 logements/an pour la Communauté de Communes de Saint-James) au regard du nombre de logements autorisés à être construits ces 11dernières années (2002-2013) afin de déterminer le nombre moyen de logements à produire par an pour le PLUI :

Selon les données du diagnostic du SCOT, la communauté de communes a produit une moyenne de :
- **25 logements/an de 2003 à 2009**

L'on constate une nette augmentation du nombre de logements ces dernières années par rapport au constat précédent présenté dans le diagnostic du SCOT : + 24,4 logements par an.

Ces 11 dernières années (2002-2013) sur le territoire communautaire de Saint-James, la construction de **558 logements** a été autorisée soit une moyenne de **49,4 logements/an.**

⇨ Au-delà des 41,2 ha de zones AU proposés dans le PLUI, en Indiquant dans les O.A.P les secteurs d'extension future privilégiés de chaque commune et en interdisant dans ces secteurs les constructions agricoles.

⇨ En mettant sur le plan de zonage les besoins sur les terrains AU que chaque commune est en mesure de définir comme terrains à bâtir pour l'habitat

→soit environ 60% des besoins définis par le SCOT pour les 10 prochaines années, soit 24,4 ha.

⇨ En permettant un potentiel AU supérieur à 2 ha pour les communes les plus importantes autres que Saint-James et qui bénéficient de forces vives (commerces, services, équipements publics) :

- Saint Laurent de Terregatte / Saint Aubin de Terregatte / La Croix-Avranchin / Argouges

2. Synthèse des surfaces consommées dans le projet de PLUI

Zone AU Habitat Ouvertes		Surface(Ha)	Potentiel logements	Situation de la zone AU
Hamelin	0 zone	-	-	-
Saint-Laurent de Terregatte	2 zones	1,5	15	Zone Ouverte - Continuité de l'urbanisation dans l'enveloppe urbaine
		1,4	13	Zone Ouverte - Continuité de l'urbanisation dans l'enveloppe urbaine
Saint-Aubin de Terregatte	2 zones	1	10	Zone Ouverte - Continuité de l'urbanisation dans l'enveloppe urbaine
		0,8	8	Zone Ouverte - Continuité de l'urbanisation dans l'enveloppe urbaine
Saint Senier de Beuvron	1 zone	0,5	5	Zone Ouverte - Continuité de l'urbanisation dans l'enveloppe urbaine
Montjoie Saint-Martin	1 zone	1,4	13	Zone Ouverte - Continuité de l'urbanisation dans l'enveloppe urbaine
Vergoncey	0 zone	-	-	-
La Croix -Avranchin	1 zone	1,8	18	Zone Ouverte - Continuité de l'urbanisation dans l'enveloppe urbaine
Villiers-Le-Pré	1 zone	0,7	7	Zone Ouverte - Continuité de l'urbanisation dans l'enveloppe urbaine
Argouges	1 zone	1,2	12	Zone Ouverte - Continuité de l'urbanisation dans l'enveloppe urbaine
Montanel	0 zone	-	-	
Carnet	0 zone	-	-	
Saint-James	3 zones	5,9	87	Zone Ouverte - Intégré au périmètre actuellement urbanisé
		5,2	77	Zone Ouverte - Intégré au périmètre actuellement urbanisé
		3	44	Zone Ouverte - Intégré au périmètre actuellement urbanisé
	12	**24,4** *(arrondi)*	**318 logements**	

Zone de développement des activités économiques	Surface (ha)	Zones ouvertes ou fermées à l'urbanisation
1AUz	11,6	Zone Fermée -En continuité de l'urbanisation dans l'enveloppe urbanisée
AUz	5,2	Zone Ouverte -En continuité de l'urbanisation dans l'enveloppe urbanisée
TOTAL	**16,8 ha**	

B. Synthèse de la prise en compte du Grenelle de l'environnement

1. Objectifs en matière de préservation et de restauration des continuités écologiques par la mise en place d'une trame verte et bleue

Cet objectif global est motivé par le constat de la fragmentation importante des territoires induisant un fractionnement et une fragilisation des populations animales et végétales, y compris pour les espèces ordinaires. La trame verte et bleue vise donc à les reconnecter tout en permettant leur redistribution géographique dans un contexte de changement climatique. Cette disposition fait écho à l'enjeu global de préservation de l'environnement naturel du territoire intercommunal de Saint Jamais préconisé dans le PADD qui reflète la volonté de maintenir, préserver et restaurer la biodiversité. Les continuités écologiques sont recherchées dans le but de préserver les écosystèmes et de garantir les échanges écologiques. Sur le territoire intercommunal, on identifie, dans le PLUI et notamment sur le zonage, différentes entités qui **constituent le fondement de la trame verte et bleue territoriale** :

- 2142,9 ha d'espaces naturels purs (hors secteurs construits)
- 55,5 ha d'espaces boisés classés
- 679 km de haies d'intérêt paysager et 565,8 ha de bosquets protégés au titre de la loi Paysage
- 204 km de cours d'eau
- 808 ha de zones humides

Via l'identification de ces éléments paysagers, le PLUI vise à <u>reconstituer un réseau écologique cohérent</u>, pour permettre aux espèces animales et végétales de circuler, de s'alimenter, de se reproduire, de se reposer... L'état initial de l'environnement explique que ces continuités écologiques correspondent à l'ensemble des zones vitales (réservoirs de biodiversité) et des éléments (corridors écologiques) qui permettent à une population d'espèces de circuler et d'accéder à ces zones vitales. **Réglementairement, ce principe trouve sa traduction dans le PLUI via les zones <u>N</u>** qui symbolise la prise en compte de la préservation des espaces naturels affectés à la protection stricte des sites, des milieux naturels et des paysages.

Pour le territoire intercommunal de Saint-James, les zones N ont été identifiées pour intégrer :

- Les espaces naturels d'intérêt écologique, faunistique et floristique
- Les zones humides, liées aux espaces naturels protégés au titre de la cohérence hydraulique et de la cohérence de la trame verte et bleue, au titre des corridors écologiques.
- Les Espaces boisés classés
- Les bosquets d'intérêt paysager et les haies
- Les cours d'eau

2. Objectifs en matière d'énergie

Le Conseil européen de mars 2007 a résolu d'ici à 2020 de :

- Réduire d'au moins 20% les émissions de gaz à effet de serre
- Porter la part des énergies renouvelables dans la consommation énergétique de l'Union Européenne à 20%
- Améliorer l'efficacité énergétique de 20% ;

A leur échelle, les PLUI doivent tendre vers ces objectifs et donc favoriser le recours à des énergies renouvelables .Le PLUI de Saint Jamais intègre dans son règlement écrit via l'article 11 des dispositions visant à autoriser l'installation d'équipements d'énergie renouvelable notamment les panneaux solaires. La création de liaisons douces, la localisation des zones AU en continuité des bourgs sont également des principes mis en œuvre dans ce PLUI dans le but de réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Chapitre 4 : Incidences notables prévisibles de la mise en œuvre du PLU sur l'environnement et mesure envisagées pour supprimer, réduire ou compenser les incidences dommageables de la mise en œuvre du PLU sur l'environnement

Les éléments contenus dans ce chapitre sont entièrement retranscrits dans la « pièce 1 : rapport de présentation ».

Ce chapitre évalue dans un premier temps, les effets positifs et négatifs des orientations générales du PLU sur l'environnement au travers :

- de la politique général d'aménagement du territoire (PADD),
- du zonage,
- du règlement,
- des orientations d'aménagement.

Dans un deuxième temps, les incidences négatives du PLU sur les secteurs à aménager sont évaluées suivant les thématiques développés dans l'état initial : biodiversité et milieu naturel (milieu physique, espaces naturels remarquables, corridors écologiques, …), ressources naturelles et gestion des polluants (gestion de l'eau, qualité des sols et sous-sols, déchets et énergie), cadre de vie (bruit, patrimoine paysager et culturel, risques).

I. Analyse à l'échelle du territoire

A. Gestion de l'eau

1. Réseau hydrographique

Réseau hydrographique	
Incidences du projet de PLUI	Incidences positives : Prise en compte de la présence des cours d'eau dans les zonages et dans la localisation des zones AU notamment Protection des abords des cours d'eau Incidences négatives : Pression et risque de pollution plus importants liés à l'accueil de nouvelles populations et activités
Mesures prises par le PLUI pour réduire et compenser les incidences négatives	
Objectifs affichés dans le **PADD**	**Axe 3 : Mettre en œuvre l'excellence environnementale** « L'objectif prioritaire du projet d'aménagement sera de mettre en œuvre une protection règlementaire adaptée de l'ensemble des cours d'eau et d'intégrer au PLUI des orientations d'aménagement qui assurent une bonne maîtrise de l'eau dans toutes les opérations : - en définissant une trame bleue qui intègre une protection de l'ensemble des cours d'eau en espace naturel, - […]. »
Mesures prises dans le plan de zonage	Majoritairement zoné en N Quelques secteurs en Nf et A Ua et Uz sur Hamelin, secteur déjà urbanisé
Mesures prises dans le règlement	**Article 6 (*A*) :** « A proximité des cours d'eau, des sources, des puits, les installations d'élevage doivent respecter les marges d'isolement prévues dans la réglementation en vigueur ou le règlement des installations classées qui leur est applicable. »
Mesures prises dans les OAP	/ (*pas de cours d'eau concerné*)
Indicateurs de suivi – Etat zéro	Linéaire de cours d'eau : 204.6 km en 2013 Linéaire de cours d'eau en zone U : 0.81 km en 2013

2. Eaux pluviales

Eaux pluviales	
Incidences du projet de PLUI	<u>Incidences positives</u> : Amélioration du traitement des eaux pluviales (quantitative et qualitative) Ralentissement de l'imperméabilisation <u>Incidences négatives :</u> Augmentation des surfaces imperméabilisées et donc des débits Augmentation de la pollution des eaux de ruissellement dans les espaces urbanisés
Mesures prises par le PLUI pour réduire et compenser les incidences négatives	
Objectifs affichés dans le **PADD**	**Axe 1 : Maîtriser la production de logements** « Un objectif de bonne gestion hydraulique des opérations d'habitat, en assurant une gestion cohérente et qualitative des eaux pluviales dans toutes les opérations. » **Axe 3 : Mettre en œuvre l'excellence environnementale** « Intégrer au PLUI des orientations d'aménagement qui assurent une bonne maîtrise de l'eau dans toutes les opérations : - en assurant la prise en compte de la gestion quantitative et qualitative des eaux pluviales en amont de tous les projets d'aménagement. »
Mesures prises dans le plan de zonage	**/**
Mesures prises dans le règlement	**Article 3 (*Ua*) :** « Dans la mesure du possible, les palettes de retournement seront limitées au strict nécessaire à l'opération. » **Article 4 (*Ua, Ue, Uh, Uz, AU*) :** « Les aménagements réalisés sur le terrain doivent garantir l'écoulement des eaux pluviales dans le réseau collecteur. En l'absence de réseau ou en cas de réseau insuffisant, les aménagements nécessaires au libre écoulement des eaux pluviales (et éventuellement ceux visant à la limitation des débits évacués de la propriété) sont à la charge exclusive du propriétaire qui doit réaliser les dispositifs adaptés à l'opération et au terrain. » **Article 4 (*Uh, AU*)** : « A l'intérieur des lotissements et groupes d'habitations à créer, un réseau de collecteurs en attente devra être réalisé à la charge du maître d'ouvrage (chaque fois que les cotes de raccordement au futur réseau seront connues). »
Mesures prises dans les OAP	/
Indicateurs de suivi – Etat zéro	Nombre de projets ayant mis en place une gestion alternative des eaux pluviales : 0 en 2013

3. Eaux usées

Eaux usées	
Incidences du projet de PLUI	<u>Incidences positives</u> : Augmentation du taux de raccordement Amélioration de l'adéquation entre le traitement des eaux usées et les projets <u>Incidences négatives :</u> Augmentation des volumes d'eaux usées à traiter : 675 EH issus de l'habitat + 211 EH issus de l'activité = 886 EH au total Augmentation des volumes de boues à épandre
Mesures prises par le PLUI pour réduire et compenser les incidences négatives	
Objectifs affichés dans **PADD**	
Mesures prises dans le plan de zonage	Zonage spécifique en Ae pour les stations d'épuration Localisation de la plupart des zones AU (18/24) dans les secteurs d'assainissement collectif
Mesures prises dans le règlement	**Article 4 (*Ua, Ue, Uh, Uz, AU, A, Ah, Nh, Nl*)** : « Sous réserve des dispositions de la législation relative aux installations classées, toute construction ou installation nouvelle doit évacuer ses eaux usées par des canalisations souterraines de caractéristiques suffisantes raccordées au réseau public d'assainissement. En l'absence d'un tel réseau, les installations individuelles d'assainissement, conformes aux normes fixées par la réglementation en vigueur, sont admises. Pour les constructions nouvelles nécessitant un système individuel d'assainissement par épandage, il conviendra de vérifier que le terrain est apte à recevoir de telles installations. Le système d'assainissement doit être adapté à la pédologie, à la topographie et à l'hydrologie du sol. » **Article 4 (*Ue, Uh, Uz, AU, A, Ah, Nh, Nl*)** : « Les filières drainées suivies d'un rejet au milieu hydraulique superficiel ne pourront être utilisées qu'à titre exceptionnel, uniquement dans le cas de rénovations d'habitations existantes ou de réhabilitations de dispositifs d'assainissement, et s'il est fait la preuve qu'il n'existe pas d'autre solution technique admettant le sol de la parcelle comme milieu d'épuration et/ou dispersion. » **Article 4 (*Uh*)** : « Les installations d'accueil touristique liées à un logement existant ou une structure d'accueil touristique existante dans la limite de 6 emplacements ou installations (tentes – caravanes – roulottes – yourtes – tipis - ...) ; ils devront faire l'objet d'une autorisation et respecter toutes les règles existantes en matière de sécurité – d'assainissement des eaux usées – et présenter une bonne intégration au paysage environnant. » **Article 4 (*Uz*)** : « Pour certains effluents particulièrement nocifs, un prétraitement pourra être imposé. » **Article 4 (*N*)** : « En l'absence de la possibilité d'un raccordement au réseau collectif d'assainissement, il peut être procédé à la mise aux normes des systèmes d'assainissements individuels pour les constructions ou installations existantes ou autorisées dans la zone. »
Mesures prises dans les OAP	/
Indicateurs de suivi – Etat zéro	Nombre de station d'épuration : 7 en 2013 Nombre en surcharge organique et/ou hydraulique : 0 en 2013 Pourcentage de la population raccordée : Nombre d'Assainissements Non Collectifs sur le territoire : 973 Nombre d'Assainissements Non Collectifs classés en Non Acceptable :37

4. Eau potable

Eau potable	
Incidences du projet de PLUI	Incidences positives : Prise en compte des périmètres de protection de captage Incidences négatives : Augmentation des besoins en eau potable : 61 700 m³ supplémentaires pour l'habitat d'ici 2023 Augmentation des besoins en eau potable : non quantifiée pour les activités Augmentation du risque de pollution des eaux liée à l'accueil de nouvelles populations et activités
Mesures prises par le PLUI pour réduire et compenser les incidences négatives	
Objectifs affichés dans le **PADD**	/
Mesures prises dans le plan de zonage	Localisation des futures constructions dans la continuité des tissus existants ou en comblement d'espaces libres urbains, de dent creuse de hameau ou village, permettant de capitaliser le réseau existant Périmètre de Protection Rapproché (PPR) Immédiat zoné en N Périmètre de Protection Rapproché (PPR) Sensible très majoritairement zoné en N et quelques parcelles en A Périmètre de Protection Rapproché (PPR) Complémentaire zoné en N, en A et une parcelle en Ah correspondant à une habitation existante
Mesures prises dans le règlement	/
Mesures prises dans les OAP	**/**
Indicateurs de suivi – Etat zéro	Volume moyen domestique annuel consommé : 91.4 m³/hab /an Volume total annuel consommé (domestique + industriels + communes) : 1 168 095 m³ pour le SMAEP Baie Bocage

Les mesures prises dans le PLUI permettent donc de répondre positivement aux enjeux en matière de gestion des eaux et notamment par :

La prise en compte et la mise en place d'une gestion quantitative et qualitative des eaux pluviales,
La protection des cours d'eau,
L'adéquation entre l'accueil de nouvelles population et activités et la capacité de traitement des stations,
La localisation de la majorité des zones AU en secteur d'assainissement collectif,
La limitation des constructions à des parcelles dont la taille et les caractéristiques topographiques et pédologiques permettent d'implanter un système d'assainissement non collectif pour les parcelles non raccordées.

B. Milieux naturels et biodiversité

1. Bocage et boisement

Bocage et bois	
Incidences du projet de PLUI	<u>Incidences positives</u> : Prise en compte dans la localisation des zones AU et dans les projets d'aménagement Protection adaptée des haies et des bois Plantation de haies dans le cadre de l'aménagement des zones AU <u>Incidences négatives :</u> /
Mesures prises par le PLUI pour réduire et compenser les incidences négatives	
Objectifs affichés dans le **PADD**	**Axe 3 : Mettre en œuvre l'excellence environnementale** « L'objectif du projet de territoire est de mettre en valeur les paysages naturels de qualité liés à une configuration très vallonnée du territoire : - en intégrant au PLUI la protection des paysages d'intérêt majeur autour de Saint-James en lien avec la vallée et le cimetière Américain, - en assurant la continuité de la trame verte au titre de la loi paysage sur les ensembles bocagers patrimoniaux. » « Sur la structure boisée et le bocage, trois orientations sont retenues: - Intégrer au titre du patrimoine paysager les haies bocagères, les ripisylves, les boisements et les taillis(L123-1-5-7) - Intégrer en espace boisés classés, les boisements les plus significatifs (L130) - Prendre en compte les boisements de gestion forestière en espace naturel forestier »
Mesures prises dans le plan de zonage	Trame L 123.1.5.7 sur l'ensemble des haies inventoriées *(hors haies ornementales)* Trame EBC et/ou trame bosquets et/ou zonage N ou Nf sur les bois
Mesures prises dans le règlement	**Dispositions générales – Article 6** : « Tous travaux ayant pour effet de détruire ou de modifier un élément de paysage identifié par le présent P.L.U.I., en application de l'article L123-1-5-7° et non soumis à un régime spécifique d'autorisation, doivent faire l'objet d'une autorisation préalable dans les conditions prévues. Tout arrachage de haies identifiées sur le P.L.U.I. est soumis à déclaration préalable en mairie. Les travaux qui ont pour effet de supprimer un élément boisé doivent être précédés d'une déclaration préalable. L'arrachage ponctuel d'une haie ou la démolition d'un talus pourra être autorisé dans le cadre de la création d'un accès par unité foncière ou lors d'un regroupement parcellaire. En cas d'arasement de talus ou d'arrachage de haies exceptionnellement autorisés, il sera exigé un déplacement de talus et/ou une replantation de haies (à l'aide d'essences locales) de linéaire et d'intérêt environnemental équivalents : en rupture de pente, avec une ou plusieurs connexions biologiques. » **Dispositions générales – Article 9** : « Le classement des terrains en espace boisé classé interdit tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation du sol qui serait de nature à compromettre la conservation, la protection ou la création de boisements à l'exception des bâtiments nécessaires à la gestion forestière et sous réserve de justifier qu'ils ne compromettent pas la protection des boisements. » **Article 13 (*Ua, Ue, Uh, Uz, AU, A*)** : « Les terrains classés au plan comme espaces boisés à conserver, à protéger ou à créer sont soumis aux dispositions de l'article L 130-1 du Code de l'urbanisme.

	Les talus plantés doivent être conservés et le cas échéant complétés. Les plantations existantes doivent être maintenues ou remplacées. » **Article 13 (*A*)** : « Des plantations d'essences locales variées seront réalisées en accompagnement : - des installations et bâtiments agricoles, - des dépôts et autres installations pouvant provoquer des nuisances. »
Mesures prises dans les OAP	Conservation et renforcement des haies présentes Nombreuses haies à créer
Indicateurs de suivi – Etat zéro	Linéaire de haies sur le territoire : 679 km Surface boisée : 621,3 ha Densité bocagère moyenne : 42 ml/ha Linéaire de haies planté : Surface de bois et vergers en zone AU : 0.61 ha Surface de bois plantée

2. Espaces naturels remarquables

Espaces naturels remarquables	
Incidences du projet de PLUI	<u>Incidences positives</u> : Prise en compte des milieux naturels d'intérêt dans la localisation des zones AU Protection stricte des milieux remarquables <u>Incidences négatives :</u> Augmentation des pressions sur les milieux de manière générale
Mesures prises par le PLUI pour réduire et compenser les incidences négatives	
Objectifs affichés dans le **PADD**	**Axe 3 : Mettre en œuvre l'excellence environnementale** « Au titre des espaces naturels, le PLUI devra : - assurer la protection des ensembles naturels d'intérêt faunistique et floristique identifiés, d'organiser la continuité des écosystèmes d'intérêt majeur (étude en cours, zones humides et bocage), - évaluer les incidences du PLUI sur le site d'intérêt communautaire de la Baie du Mont Saint-Michel et la zone humide d'importance internationale de la Baie du Mont Saint-Michel. »
Mesures prises dans le plan de zonage	Majoritairement en N et Nf pour les grands espaces boisés Un secteur déjà urbanisé en Ua au cœur de Saint-James (ZNIEFF de type II) Un secteur en Ae sur Saint-Aubin-de-Terregatte (Ramsar)
Mesures prises dans le règlement	**Article 1 (*N*)** : « Occupations et utilisations du sol interdites : - Toute construction, à usage d'habitation ou non, même ne comportant pas de fondations, tout lotissement, tout comblement, affouillement, exhaussement de terrain, tout aménagement autres que ceux visés à l'article N2, - Toute extension ou changement de destination des constructions existantes sauf cas prévus à l'article N2. - Le camping et le caravanage sous quelque forme que ce soit, y compris l'ouverture ou l'extension de terrains aménagés pour le camping ou le stationnement de caravanes, ainsi que les aires naturelles de camping et les parcs résidentiels de loisirs, - L'implantation de résidences mobiles de loisirs et d'habitations légères de loisirs, groupées ou isolées, - Le stationnement de caravanes quelle qu'en soit la durée, sauf dans les bâtiments et remises où est implantée la construction constituant la résidence de l'utilisateur, - L'ouverture ou l'extension de carrières et de mines, - La construction d'éoliennes, d'antennes sur pylônes ou de champs photovoltaïques » **Article 2 (*N*) :** sont autorisés « - Sous réserve d'une bonne insertion dans le site, les constructions et installations strictement liées et nécessaires à la sécurité, à la gestion ou à l'ouverture au public de ces espaces (*tels qu'abris pour arrêts de transports collectifs, réalisation de sentiers piétons, postes de secours, aires naturelles de stationnement, installations sanitaires....),* certains ouvrages techniques (*transformateurs, postes de refoulement, supports de transport d'énergie….)* nécessaires au fonctionnement des réseaux d'utilité publique ainsi que la réalisation d'infrastructures routières, travaux et ouvrages connexes d'intérêt public si nécessité

	technique impérative. - Les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs ou à des services publics, dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière dans l'unité foncière où elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages »
Mesures prises dans les OAP	**/**
Indicateurs de suivi – Etat zéro	Surface de milieux remarquables sur le territoire : 1 165 ha Surface de milieux remarquables sur le territoire en zone AU : 0

3. Zones humides

Zones humides	
Incidences du projet de PLUI	Incidences positives : Prise en compte dans les projets d'aménagement et dans la localisation des zones AU notamment Protection stricte Incidences négatives : /
Mesures prises par le PLUI pour réduire et compenser les incidences négatives	
Objectifs affichés dans le **PADD**	**Axe 3 : Mettre en œuvre l'excellence environnementale** « L'objectif prioritaire du projet d'aménagement sera de mettre en œuvre une protection règlementaire adaptée de l'ensemble des cours d'eau et d'intégrer au PLUI des orientations d'aménagement qui assurent une bonne maîtrise de l'eau dans toutes les opérations : - en définissant une trame bleue qui intègre une protection de l'ensemble des cours d'eau en espace naturel, - […]. » « Au titre des espaces naturels, le PLUI devra : - assurer la protection des ensembles naturels d'intérêt faunistique et floristique identifiés, d'organiser la continuité des écosystèmes d'intérêt majeur (*étude en cours, zones humides et bocage*), »
Mesures prises dans le plan de zonage	Zones humides repérées par une trame spécifique renvoyant à des dispositions réglementaires de protection. Pas de zonage spécifique : Zones humides présentes dans les zonages N et Nf principalement ; quelques unes en A
Mesures prises dans le règlement	**Dispositions générales – Article 14 :** « Les zones humides sont représentées sur le règlement graphique par une trame spécifique. En application du L123-1 du Code de l'Urbanisme et du L121-1 du Code de l'Environnement, du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (SDAGE Loire Bretagne) approuvé par arrêté préfectoral du 18 novembre 2009 et du SDAGE Seine-Normandie approuvé le 20 novembre 2009, toute occupation ou utilisation du sol, ainsi que tout aménagement susceptible de compromettre l'existence, la qualité, l'équilibre hydraulique et biologique des zones humides est strictement interdite, notamment les remblais, déblais, les drainages … sauf mesures compensatoires appropriées dûment autorisées par le Préfet. »
Mesures prises dans les OAP	**/**
Indicateurs de suivi – Etat zéro	Surface de zones humides sur le territoire : 808.17 ha Surface de zones humides concernée par des zones AU : 0

4. Corridors écologiques et trame verte et bleue

Corridors écologiques et Trame verte et bleue	
Incidences du projet de PLUI	Incidences positives : Prise en compte dans les projets d'aménagement et dans la localisation des zones AU notamment Protection adaptée Incidences négatives : Perte de terres agricoles et naturelles : 42.46 ha (31.91 ha pour l'habitat et 10.55 ha pour les activités économique)
Mesures prises par le PLUI pour réduire et compenser les incidences négatives	
Objectifs affichés dans le **PADD**	**Axe 3 : Mettre en œuvre l'excellence environnementale** « Maintenir un équilibre global du territoire de 97% en espace agricole et naturel pour 3% en espace urbanisé ou à urbaniser » « L'objectif prioritaire du projet d'aménagement sera de mettre en œuvre une protection règlementaire adaptée de l'ensemble des cours d'eau et d'intégrer au PLUI des orientations d'aménagement qui assurent une bonne maîtrise de l'eau dans toutes les opérations : - en définissant une trame bleue qui intègre une protection de l'ensemble des cours d'eau en espace naturel, - […]. » « L'objectif du projet de territoire est de mettre en valeur les paysages naturels de qualité liés à une configuration très vallonnée du territoire : - en intégrant au PLUI la protection des paysages d'intérêt majeur autour de Saint-James en lien avec la vallée et le cimetière Américain, - en assurant la continuité de la trame verte au titre de la loi paysage sur les ensembles bocagers patrimoniaux. » « Au titre des espaces naturels, le PLUI devra : - assurer la protection des ensembles naturels d'intérêt faunistique et floristique identifiés, d'organiser la continuité des écosystèmes d'intérêt majeur (étude en cours, zones humides et bocage), »
Mesures prises dans le plan de zonage	Trame spécifique des zones humides Trame spécifique des EBC Repérage des haies et des bosquets à protéger Repérage des cours d'eau et abords zonés N Zonage Uh, Ah, Nh restreint aux enveloppes bâties des hameaux et des villages Zones AU situées en continuité des bourgs
Mesures prises dans le règlement	Règlement protégeant les éléments constitutifs de la TVB (cours d'eau, zones humides, haies, bois)
Mesures prises dans les OAP	Conservation et renforcement des haies existantes Création de haies
Indicateurs de suivi – Etat zéro	Nombre d'opérations de reconquête de la continuité écologique : Nombre de fragmentations aménagées :

La mise en œuvre du PLUI permet donc de protéger : les zones humides et les cours d'eau, les bois et les haies du territoire, et les espaces d'intérêt patrimonial. La mise en place de ces protections dans le cadre du PLUI permet également de répondre aux enjeux relatifs aux corridors écologiques et de trame verte et bleue identifiés dans le cadre du PLUI, conformément au Grenelle 2.

C. Paysage et patrimoine bâti

Paysage et patrimoine bâti	
Incidences du projet de PLUI	<u>Incidences positives</u> : Prise en compte et protection du paysage et du patrimoine bâti dans la localisation des zones AU et dans les projets Qualité architecturale et environnementale intégrée aux projets <u>Incidences négatives :</u> /
Mesures prises par le PLUI pour réduire et compenser les incidences négatives	
Objectifs affichés dans le **PADD**	**Axe 1 : Maîtriser la production de logements** « Un objectif de réhabilitation du patrimoine bâti: - en autorisant la réhabilitation pour l'habitat, le changement de destination du bâti ancien sur l'ensemble du territoire sous réserve de préserver la qualité du bâti existant et sous réserve de ne pas apporter de gêne aux exploitations agricoles - en mettant en œuvre dans le PLUI des mesures d'incitation à la préservation du patrimoine bâti sur l'ensemble du territoire. » Le PLUI « facilitera la réhabilitation du bâti ancien et mettre en œuvre une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat » **Axe 3 : Mettre en œuvre l'excellence environnementale** « L'objectif du projet de territoire est de mettre en valeur les paysages naturels de qualité liés à une configuration très vallonnée du territoire : - en intégrant au PLUI la protection des paysages d'intérêt majeur autour de Saint-James en lien avec la vallée et le cimetière Américain, - en assurant la continuité de la trame verte au titre de la loi paysage sur les ensembles bocagers patrimoniaux. » « Au titre des espaces naturels, le PLUI devra : - assurer la protection des ensembles naturels d'intérêt faunistique et floristique identifiés, d'organiser la continuité des écosystèmes d'intérêt majeur (étude en cours, zones humides et bocage), »
Mesures prises dans le plan de zonage	Trame spécifique des zones humides Trame spécifique des EBC Repérage des haies, bosquets à protéger Repérage des cours d'eau Zonage Uh, Ah, Nh restreint aux enveloppes bâties des hameaux et des villages Zones AU situées en continuité des bourgs
Mesures prises dans le règlement	**Article 11 (*Ua, Ue, Uh, AU, A, Ah, N, Nh*)** : « Les constructions doivent s'intégrer à leur environnement. Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou leur aspect extérieur sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales. Les constructions proposeront des matériaux de couverture d'aspect ardoise ou des matériaux de teinte proche de l'ardoise.

	Les enduits seront de teinte sobre, les teintes vives seront à éviter. » **Article 11 (*A, Ah, N, Nh*) :** « Les constructions doivent s'intégrer à l'environnement et maintenir une unité architecturale et paysagère d'ensemble » **Article 13 (*Uz*)** : « Les marges d'isolement, notamment par rapport aux voies et par rapport aux autres zones, doivent être paysagées. » **Article 13 (*AU*)** : « Les aires de jeux de quartier et les aires de stationnement ouvertes au public doivent être paysagées et intégrées dans un projet urbain. Les espaces verts identifiés dans l'orientation d'aménagement et de programmation devront conserver leur vocation » **Article 13 (*A*)** : « Des plantations d'essences locales variées seront réalisées en accompagnement : - des installations et bâtiments agricoles, - des dépôts et autres installations pouvant provoquer des nuisances. » « La zone Nh peut recevoir des constructions dans des secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées, à la condition de ne porter atteinte ni à la préservation des activités agricoles, ni à la sauvegarde des sites, milieux naturels et paysages dans lesquelles elles s'insèrent et dans la limite d'une capacité suffisante des équipements d'infrastructure existants (voirie, eau potable, électricité….). »
Mesures prises dans les OAP	Prise en compte des pentes parfois forte sur certaines Zones AU Conservation et renforcement des haies existantes Création de haies
Indicateurs de suivi – Etat zéro	Nombre de bâti rénovés / réhabilités : *Indicateurs des zones humides, du bocage, des continuités écologiques, des espaces remarquables*

La mise en œuvre du PLUI permet donc de protéger les paysages, avec notamment la protection du bocage et des milieux remarquables. Concernant le patrimoine bâti, l'autorisation de leur réhabilitation et leur changement de destination associée aux règles d'urbanisation (ardoises obligatoires, enduits vifs interdits, …) permettront de restaurer les bâtiments abandonnés du territoire.

D. Consommation d'espace

Consommation d'espace	
Incidences du projet de PLUI	<u>Incidences positives</u> : Pérenniser l'activité agricole et la vocation agricole des terres Réduction du rythme de consommation de l'espace Utilisation plus économe de l'espace <u>Incidences négatives :</u> Perte de terres agricoles et naturelles : 42.46 ha (31.91 ha pour l'habitat et 10.55 ha pour les activités économique)
Mesures prises par le PLUI pour réduire et compenser les incidences négatives	
Objectifs affichés dans le **PADD**	**Axe 1 : Maîtriser la production de logements** « L'axe stratégique majeur d'aménagement du territoire se décline en trois orientations : - limiter fortement la dispersion de l'urbanisation, - renforcer les pôles agglomérés, - affirmer le rôle structurant du pôle urbain de saint-James en terme d'emploi » « Un objectif de densification globale des opérations à 11 logements/ha en moyenne à l'échelle communautaire avec des densités variables : - de 10 logements/ha minimum dans les pôles communaux et les deux communes associés à Saint-James, les deux pôles secondaires, - de 15 logements/ha minimum dans l'agglomération de Saint-James. Un objectif global de réduction de la consommation foncière : - 25 % de réduction par rapport à la moyenne observée pour l'habitat sur la période 2003/2013 (4,9 ha consommés en moyenne par an correspondant à 49,4 logements/an pour une densité de 10 logements/ha), soit une moyenne globale 2013/2023 de 3,7 ha en moyenne par an (correspondant à 44,5 logements/an et une densité de 12 logements/ha minimum) « En matière de production de logements neufs : - organiser les opérations de logements en extension des agglomérations existantes et dans les hameaux identifiés - mettre en œuvre une programmation adaptée aux besoins des communes dans le cadre d'une politique communautaire de gestion du potentiel global de 53,17 hectares y compris en dents creuses à 10 ans. - orienter la production globale vers une densification des opérations : - une incitation à renforcer le parc locatif public dans les pôles de vie constitué; - 11 logements / ha minimum dans les opérations communales hors Saint-James; - 15 logements / ha minimum dans les opérations à Saint-James » Le PLUI « facilitera la réhabilitation du bâti ancien et mettre en œuvre une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat »
Mesures prises dans le plan de zonage	Localisation des zones AU en continuité des bourgs Zonage Uh, Ah, Nh restreint aux enveloppes bâties des hameaux et des villages

Mesures prises dans le règlement	**Article 3 (*Ua*)** : « Dans la mesure du possible, les palettes de retournement seront limitées au strict nécessaire à l'opération. » **Article 2 (*Uh*)** : « Les constructions neuves en dents creuses sous condition d'être implantées sur une parcelle minimale de 700 m² et de ne pas apporter de gêne aux exploitations agricoles. » **Article 1 (*A*) :** « Occupations et utilisations du sol interdites : Toute construction ou installation non liée et non nécessaire à l'exploitation agricole ou du sous-sol. **Article 1 (*Ab*)** : « Occupations et utilisations du sol interdites : - Les installations et les constructions. - L'ouverture ou l'extension de carrières ou de mines. - L'implantation d'éoliennes » **Article 1 (*Ac)* :** « Occupations et utilisations du sol interdites : Toutes constructions ou installations non liées directement à l'autorisation d'exploitation de la carrière » « La zone Nh peut recevoir des constructions dans des secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées, à la condition de ne porter atteinte ni à la préservation des activités agricoles, ni à la sauvegarde des sites, milieux naturels et paysages dans lesquelles elles s'insèrent et dans la limite d'une capacité suffisante des équipements d'infrastructure existants (voirie, eau potable, électricité….). »
Mesures prises dans les OAP	
Indicateurs de suivi – Etat zéro	Surface urbanisée : 320,2 ha (2.2%) en 2013 Surface utilisée pour l'extension de l'urbanisation : Prévu dans le PLUI : 41,2 ha en zone AU et U, 26,1 ha en zone Ab Surface moyenne consommée par an : Superficie à urbaniser en renouvellement : Densité moyenne des projets résidentiels : 9 logements/ha – Prévu dans le PLUI : 11 logt/ha en moyenne

Les principales mesures de limitation des effets du PLUI sur la **consommation d'espace** sont :
Des opérations d'aménagement de densification et de renouvellement urbain,
La localisation des zones AU en continuité des bourgs,
L'augmentation de la densité moyenne de logements,
Un zonage restreint des enveloppes bâties en zone agricole.

Le projet de PLUI prend donc en compte la problématique de la consommation d'espace.

E. Energie, climat et qualité de l'air

1. Energies renouvelables, économies d'énergie et émissions de gaz à effet de serre

Energies renouvelables, économies d'énergie et émissions de gaz à effet de serre de l'air	
Incidences du projet de PLUI	Incidences positives : Diminution de la consommation moyenne en énergie par habitation Augmentation de la production d'énergies renouvelables Amélioration de la qualité de l'air liée à l'ensemble des mesures concernant les déplacements (cf paragraphe suivant), les énergies renouvelables et la réduction des consommations énergétiques Incidences négatives : Augmentation des besoins en énergie Augmentation des émissions des gaz à effet de serre
Mesures prises par le PLUI pour réduire et compenser les incidences négatives	
Objectifs affichés dans le **PADD**	**Axe 3 : Mettre en œuvre l'excellence environnementale** « Un objectif de maîtrise de la dépense d'énergie pour l'habitat : - en facilitant le développement de la filière bois pour le chauffage, - en concevant des opérations plus denses et qui privilégient l'apport d'énergie solaire passive pour les constructions. »
Mesures prises dans le plan de zonage	**/**
Mesures prises dans le règlement	**Article 6 (*Ua*)** : « Les bardages ou toute technique d'isolation par l'extérieur réduisant la marge de recul sur le domaine public sont autorisés sous condition de ne pas entraîner de risques sur le domaine public et de ne pas mettre en cause l'accessibilité PMR sur le domaine public. » **Article 11 (*toutes les zones*) : «** Les dispositifs d'énergie renouvelables doivent s'intégrer harmonieusement dans leur environnement »
Mesures prises dans les OAP	Orientation préférentielle des maisons indiquée afin de réduire la consommation énergétique
Indicateurs de suivi – Etat zéro	Emissions de gaz à effet de serre : 15.8 teq CO2 / hab Consommation énergétique : 2.4 teq / hab

2. Déplacements

Déplacements	
Incidences du projet de PLUI	<u>Incidences positives</u> : Amélioration des conditions de circulation Offre de déplacement doux plus importante (raccordement des zones AU aux bourgs par des liaisons douces) Diminution des distances domicile-travail, domicile-équipement, domicile-commerces <u>Incidences négatives :</u> Augmentation des déplacements et donc augmentation des émissions de gaz à effet de serre
Mesures prises par le PLUI pour réduire et compenser les incidences négatives	
Objectifs affichés dans le **PADD**	
Mesures prises dans le plan de zonage	3 Emplacements Réservés pour la création de liaisons douces Localisation des zones AU dans la continuité du tissu urbain existant et donc en connexion avec les réseaux viaires. Accueil majoritaire de nouveaux habitants en bourg et non dans les villages et hameaux pour privilégier un urbanisme de proximité moins générateur de déplacements automobiles.
Mesures prises dans le règlement	/
Mesures prises dans les OAP	Nombreuses liaisons douces programmées
Indicateurs de suivi – Etat zéro	Flux domicile –travail entrant : 1 048 actifs Flux domicile –travail sortant : 1 409 actifs Flux domicile –travail interne : 1 455 actifs Linéaire de voies douces créées :

Le projet de PLUI prend en compte la problématique des énergies et du climat en :

Autorisant l'utilisation de dispositifs d'économies d'énergie,
Privilégiant l'implantation des constructions en fonction de la topographie et de l'orientation de la parcelle favorisant ainsi l'ensoleillement et l'éclairage naturel,
Localisant l'ensemble des zones AU en continuité des bourgs, lieux de commerces et d'équipement,
Densifiant et en diversifiant l'habitat et les secteurs générateurs de déplacements (*écoles, commerces…*),
Développant un maillage piéton et cycle dans les nouveaux secteurs d'urbanisation.

F. Risques et Nuisances

1. Nuisances

Nuisances	
Incidences du projet de PLUI	<u>Incidences positives</u> : Prise en compte de la présence de nuisances dans la localisation des zones AU <u>Incidences négatives :</u> Augmentation des nuisances liées notamment au trafic et à l'arrivée de nouvelles activités potentiellement génératrices de nuisances
Mesures prises par le PLUI pour réduire et compenser les incidences négatives	
Objectifs affichés dans le **PADD**	**Axe 2 : Organiser l'accueil et le développement des activités économiques** « le PADD propose sur l'ensemble du territoire : - d'autoriser la construction de locaux d'activités économiques en annexe d'un habitat existant sous réserve de ne pas apporter de gêne aux exploitations agricoles et sous conditions d'une emprise maximale de 500m² d'emprise bâti autorisable à partir de la date d'approbation du PLUI et de 500 m² en extension nouvelle pour les activités existantes - d'autoriser des changements de destination du bâti existant sur l'ensemble du territoire pour être affecté à l'habitat ou à des activités économiques sous réserve de ne pas apporter de gêne aux exploitations agricoles. - de faciliter le développement des activités de diversification des exploitations agricoles dans tous les domaines : agrotourisme, vente directe, transformation des produits… » **Axe 3 : Mettre en œuvre l'excellence environnementale** « Au titre des espaces naturels, le PLUI devra : - prendre en compte les risques et les nuisances identifiés sur le territoire dans la définition des espaces de développement. Au titre des ICPE, l'ensemble du territoire est concerné, plus spécifiquement par les ICPE agricoles (29 établissements) et Saint-James rassemble l'essentiel des ICPE industriels (27 établissements sur tout le territoire). »
Mesures prises dans le plan de zonage	Principalement A et Ae (autoroute) Quelques secteurs en N Quelques secteurs urbanisés : Ua, Uz, Ue, Ah, Nh Quelques secteurs Ab
Mesures prises dans le règlement	**Article 1 (*Ua, Ue, Uh, AU*)** : « Occupations et utilisations du sol interdites : L'implantation d'activités incompatibles avec l'habitat en raison de leurs nuisances ainsi que l'édification de constructions destinées à les abriter,. » **Article 2 (*Ua, Ue, Uh, AU*)** : est autorisé « L'extension ou la transformation d'activités à nuisances ou de constructions les abritant sous la réserve que les travaux envisagés n'aient pas pour effet d'induire ou d'aggraver le danger ou les inconvénients que peut présenter leur exploitation et à condition que leur importance ne modifie pas le caractère de la zone »

	Article 1 (*Uz*) : « Occupations et utilisations du sol interdites : Les constructions à usage d'habitation, […]. » **Article 2 (*Uz*)** : est autorisé « La construction d'un logement de fonction destiné aux personnes dont la présence permanente est nécessaire pour assurer la surveillance ou le gardiennage des installations ou activités autorisées dans la zone […] » **Article 7 (*Uz*)** : « Les constructions à usage d'installations classées doivent respecter une marge d'isolement par rapport aux limites séparatives. » **Article 6 (*A, N*)** : « La marge de recul des voies à grande circulation est de : - 75 mètres de part et d'autre de l'axe de la RD 40 – la RD 998 du Nord du canton à la RD 30 hors espaces urbanisés et hors agglomération ; - 100 mètres de part et d'autres de l'axe de l'A84 hors espaces urbanisés et hors agglomération »
Mesures prises dans les OAP	**/**
Indicateurs de suivi – Etat zéro	Linéaire concerné par une nuisance sonore : 20.51 km

2. Risque inondation

Inondation	
Incidences du projet de PLUI	Incidences positives : Prise en compte de risques dans la localisation des zones AU et lors de la conception des projets Réduction du risque inondation liée à la prise en compte d'une gestion quantitative des eaux pluviales dans les projets Incidences négatives : Augmentation des surfaces imperméabilisées
Mesures prises par le PLUI pour réduire et compenser les incidences négatives	
Objectifs affichés dans le **PADD**	**Axe 3 : Mettre en œuvre l'excellence environnementale** « Prendre en compte les zones inondables en zone naturelle ou identifier les zones inondables dans le règlement graphique du PLUI »
Mesures prises dans le plan de zonage	Uniquement en N
Mesures prises dans le règlement	**Article 4 (*Ua*)** : « Les aménagements réalisés sur le terrain doivent garantir l'écoulement des eaux pluviales dans le réseau collecteur. En l'absence de réseau ou en cas de réseau insuffisant, les aménagements nécessaires au libre écoulement des eaux pluviales (et éventuellement ceux visant à la limitation des débits évacués de la propriété) sont à la charge exclusive du propriétaire qui doit réaliser les dispositifs adaptés à l'opération et au terrain. »
Mesures prises dans les OAP	**/**
Indicateurs de suivi – Etat zéro	Nombre de bâtis durs inclus dans le champ d'expansion des crues : 187

3. Risque mouvement de terrain

Mouvement de terrain	
Incidences du projet de PLUI	Incidences positives : Prise en compte de risques dans la localisation des zones AU Incidences négatives : /
Mesures prises par le PLUI pour réduire et compenser les incidences négatives	
Objectifs affichés dans le **PADD**	Axe 3 : Mettre en œuvre l'excellence environnementale « Au titre des espaces naturels, le PLUI devra : - prendre en compte les risques et les nuisances identifiés sur le territoire dans la définition des espaces de développement. Au titre des ICPE, l'ensemble du territoire est concerné, plus spécifiquement par les ICPE agricoles (29 établissements) et Saint-James rassemble l'essentiel des ICPE industriels (27 établissements sur tout le territoire). »
Mesures prises dans le plan de zonage	Très majoritairement N et parfois EBC en superposition Nf, A Ua, Ue et Ac sur Saint-James (*secteurs déjà urbanisés*) Ac (*carrière*) sur Montanel (*secteur déjà urbanisé*)
Mesures prises dans le règlement	/
Mesures prises dans les OAP	/
Indicateurs de suivi – Etat zéro	Nombre de zone AU concernée par le risque mouvements de terrain : 0 en 2013

4. Risque lié aux ICPE et sites et sols potentiellement pollués

ICPE et sites et sols potentiellement pollués	
Incidences du projet de PLUI	Incidences positives : Prise en compte de risques dans la localisation des zones AU et lors de la conception des projets Incidences négatives : Augmentation des risques technologiques liés notamment au trafic et à l'arrivée de nouvelles activités potentiellement génératrices de risques
Mesures prises par le PLUI pour réduire et compenser les incidences négatives	
Objectifs affichés dans le **PADD**	**Axe 3 : Mettre en œuvre l'excellence environnementale** « Au titre des espaces naturels, le PLUI devra : - prendre en compte les risques et les nuisances identifiés sur le territoire dans la définition des espaces de développement. Au titre des ICPE, l'ensemble du territoire est concerné, plus spécifiquement par les ICPE agricoles (29 établissements) et Saint-James rassemble l'essentiel des ICPE industriels (27 établissements sur tout le territoire). »
Mesures prises dans le plan de zonage	ICPE agricole : majoritairement en A, ponctuellement en Ah, N, Nh, Uh, Ua ICPE industrielles : Ue, Ua, N Sites et sols potentiellement pollués : **Ue, Ua, N**
Mesures prises dans le règlement	**Article 1 (*Ua, Ue, Uh, AU*)** : « Occupations et utilisations du sol interdites : L'implantation d'activités incompatibles avec l'habitat en raison de leurs nuisances ainsi que l'édification de constructions destinées à les abriter,. » **Article 2 (*Ua, Ue, Uh, AU*)** : est autorisé « L'extension ou la transformation d'activités à nuisances ou de constructions les abritant sous la réserve que les travaux envisagés n'aient pas pour effet d'induire ou d'aggraver le danger ou les inconvénients que peut présenter leur exploitation et à condition que leur importance ne modifie pas le caractère de la zone » **Article 1 (*Uz*)** : « Occupations et utilisations du sol interdites : Les constructions à usage d'habitation, […]. » **Article 2 (*Uz*)** : est autorisé « La construction d'un logement de fonction destiné aux personnes dont la présence permanente est nécessaire pour assurer la surveillance ou le gardiennage des installations ou activités autorisées dans la zone […] » **Article 7 (*Uz*)** : « Les constructions à usage d'installations classées doivent respecter une marge d'isolement par rapport aux limites séparatives. » **Article 6 (*A, N*)** : « La marge de recul des voies à grande circulation est de : - 75 mètres de part et d'autre de l'axe de la RD40, RD 998 du Nord du canton à la RD 30 hors espaces urbanisés et hors agglomération ; - 100 mètres de part et d'autres de l'axe de l'A84 hors espaces urbanisés et hors agglomération »
Mesures prises dans les OAP	**/**
Indicateurs de suivi – Etat zéro	Nombre d'ICPE industrielles : 27 Nombre de sites et sols potentiellement pollués : 7

5. Risque lié au Transport de matières dangereuses

Transport de Matières Dangereuses	
Incidences du projet de PLUI	<u>Incidences positives</u> : Prise en compte de risques dans la localisation des zones AU <u>Incidences négatives :</u> Augmentation des risques technologiques liés notamment au trafic et de l'arrivée de nouvelles activités potentiellement génératrice de risques
Mesures prises par le PLUI pour réduire et compenser les incidences négatives	
Objectifs affichés dans le **PADD**	Axe 3 : Mettre en œuvre l'excellence environnementale « Au titre des espaces naturels, le PLUI devra : - prendre en compte les risques et les nuisances identifiés sur le territoire dans la définition des espaces de développement. Au titre des ICPE, l'ensemble du territoire est concerné, plus spécifiquement par les ICPE agricoles (29 établissements) et Saint-James rassemble l'essentiel des ICPE industriels (27 établissements sur tout le territoire). »
Mesures prises dans le plan de zonage	Majoritairement en A Ae (*aire d'autoroute + échangeur + rond-point*) sur St-Aubin et St-James Uh sur St-Senier Ua, Ue, AU, Ab sur St-James, Montanel et La Croix-Avranchin,
Mesures prises dans le règlement	**Article 6 (*A, N*)** : « La marge de recul des voies à grande circulation est de : - 75 mètres de part et d'autre de l'axe de la RD40, RD 998 du Nord du canton à la RD 30 hors espaces urbanisés et hors agglomération ; - 100 mètres de part et d'autres de l'axe de l'A84 hors espaces urbanisés et hors agglomération »
Mesures prises dans les OAP	**/**
Indicateurs de suivi – Etat zéro	Linéaire concerné par un TMD : 47.48 km

De manière générale, le projet de PLUI (*PADD, règlement et zonage, OAP*) anticipe la présence de nuisances et n'augmente pas les niveaux de risques. Plus particulièrement, la présence de risques et de nuisances a bien été prise en compte dans la définition des périmètres des zones AU et Ab et leur vocation.

G. Déchets

Déchets	
Incidences du projet de PLUI	<u>Incidences positives</u> : Prise en compte de la gestion des déchets dès la conception des projets <u>Incidences négatives :</u> Augmentation des volumes de déchets : 9 990 kg/an
Mesures prises par le PLUI pour réduire et compenser les incidences négatives	
Objectifs affichés dans le **PADD**	/
Mesures prises dans le plan de zonage	Ae déchetterie
Mesures prises dans le règlement	/
Mesures prises dans les OAP	/
Indicateurs de suivi – Etat zéro	Production d'ordures ménagères non recyclables : 148 kg/hab/an en 2010 Volume total de déchet (déchetteries + emballages + papier + verre) : 3 889 tonnes en 2010

L'**augmentation de la population** au cours des prochaines années conduira à une augmentation significative de la quantité de déchets à collecter et à traiter.

De la même manière, le **développement des activités économiques** s'accompagnera de volumes complémentaires avec des exigences divergentes en matière de filières, en fonction de la nature des différentes activités implantées.

Toutefois, la problématique des déchets a été prise en compte. En effet, une déchetterie sur Saint-James a été récemment ouverte. Par ailleurs, la Communauté de communes mène plusieurs opérations de communication dans le but de réduire le flux par habitant d'ordures ménagères résiduelles et de la collecte sélective.

La problématique des déchets a bien été prise en compte.

H. Télécommunications

Télécommunications	
Incidences du projet de PLUI	<u>Incidences positives</u> : Soutien de l'amélioration de la desserte du territoire <u>Incidences négatives :</u> Augmentation du nombre de connexions
Mesures prises par le PLUI pour réduire et compenser les incidences négatives	
Objectifs affichés dans le **PADD**	**Axe 1 : Maîtriser la production de logements** « Un objectif d'organisation communautaire de maîtrise de la production de logements par la mise en œuvre d'une politique de développement des réseaux de communication et d'informations sur l'ensemble des pôles d'habitat à terme en cohérence avec le schéma départemental de desserte des réseaux de communication numérique »
Mesures prises dans le plan de zonage	/
Mesures prises dans le règlement	/
Mesures prises dans les OAP	/
Indicateurs de suivi – Etat zéro	Nombre de nouvelles antennes implantées : Nombre de foyers en zone blanche :

Conformément aux lois Grenelle, le PLUI prend bien en compte la problématique de développement des communications électroniques.

II. Analyse à l'échelle des zones urbanisables

Les **zones AU** correspondent à des secteurs de la commune à caractère naturel, destinés à être ouverts à l'urbanisation :

- les zones AU immédiatement constructibles pour l'habitat ou programmées dans le temps,
- les zones 1AUz immédiatement constructible,
- la zone AUz nécessitant une modification ou une révision du P.L.U.I. pour être constructibles.

Les **zones AU** représentent un potentiel de surfaces à urbaniser de **41,2 ha**.

Les zones Ab correspondent aux secteurs délimitant les parties du territoire affectées aux activités agricoles pour une urbanisation future gérée à l'échelle communautaire. Ce principe est aussi un garant d'une bonne gestion de la consommation foncière compte tenu de la nécessité d'engager une procédure de révision pour urbaniser les parties de secteurs AU intégrés en secteurs Ab. Par ailleurs, cette volonté affichée de gestion raisonnée des extensions d'urbanisation se traduit également par une orientation affichée dans le PADD: les extensions urbaines pour l'habitat seront préférentiellement proposées en secteur Ab mais pourront l'être en A après établissement d'un bilan de la consommation foncière des années précédentes, un argumentaire justifiant le choix du foncier et l'évaluation des incidences environnementales et agricoles. Elles représentent **26,1 ha**.

Notons également que des prospections de terrain ont été réalisées sur des extensions limitées ou des dents creuses au cœur des zones **Ua, Ue, Uz** et **Uh**.
Les zones urbanisables comprennent donc les zones AU, Ab, ainsi que les dents creuses des zones Ua, Ue, Uz et Uh. Le tableau ci-après récapitule par type, les zones urbanisables prospectées.

Zonage	AU	AUz	1AUz	Ab	Ua	Ue	Uh	Uz	Total
Surface (ha)	24,4	5,2	11,6	26,1	188	54,3	28,2	49,7	**387,5**

A. Evaluation détaillée des incidences par zone

Les tableaux ci-après présentent zone par zone :

- la localisation,
- la superficie,
- le zonage,
- l'occupation du sol actuelle,
- l'impact sans prise en compte des mesures correctives et des précautions,
- l'intérêt de la zone,
- les informations issues de la bibliographie (risque, nuisances, zonage de protection réglementaire)
- les mesures correctives et préconisations associées.

Les **cartes des zones prospectées** sont présentées en annexe. Sur ces cartes les préconisations sont également reportées.

N° de Zone	Localisation (commune)	Surface totale (ha)	Zonage	Occupation du sol	Impact sur les milieux	Justification	Réglementation – Risque – Nuisance - Assainissement	Mesures correctives Précautions à prendre
1	L'Arturais (St Laurent de Terregate)	2,9	AU	Cultures, prairie mésophile et mésohygrophile, verger de haute tige, bosquet de feuillus (ancien verger).	Moyen	Zone Ab : Certains milieux présentent un intérêt patrimonial et écologique (oiseaux, insectes…) : verger, bosquet, prairie (*notamment sur sa partie mesohygrophile*), haies et arbres isolés	Assainissement collectif	Sur la zone AU : conserver les haies Sur la zone Ab : conserver le verger, la zone humide, le bosquet, les haies et l'arbre isolé. Conservation des prairies bordant le verger également favorable à la biodiversité.
		8.09	Ab					
2	Orlande (St Aubin de Terregate)	0.8	AU	Culture et zone remblayée	Faible	Les potentialités d'accueil pour la faune sont faibles.	Assainissement collectif	Sur la zone AU et Ab : Conserver la haie
		0.76	Ab					
3	St Aubin de Terregate	0,49	Ab	Culture	Faible	Les potentialités d'accueil pour la faune sont faibles.	Assainissement collectif	
4	Le Meslier (St Aubin de Terregate)	1	AU	Prairies mésophile	Faible	Les potentialités d'accueil pour la faune sont faibles. Un arbre creux présente un intérêt pour les oiseaux et chauves-souris cavernicoles	Assainissement collectif	Sur la zone AU : conserver l'arbre isolé
5	St-Seunier-de-Beuvron	0,5	AU	Culture	Faible	Les potentialités d'accueil pour la faune sont faibles.	Assainissement non collectif	Sur la zone Ab : conserver la haie
		0,46	Ab					

N° de Zone	Localisation (commune)	Surface totale (ha)	Zonage	Occupation du sol	Impact sur les milieux	Justification	Réglementation – Risque – Nuisance - Assainissement	Mesures correctives Précautions à prendre
6	La Croix Avranchin	0,75	Ab	Culture bordée à l'ouest par un chemin enherbé	Faible	Les potentialités d'accueil pour la faune sont faibles.	Assainissement collectif Frange Nord incluse dans le fuseau affecté par le bruit	
7	Le Clos Ruault (La Croix Avranchin)	1,8	AU	Culture et prairies mésophiles	Faible	Les potentialités d'accueil pour la faune sont faibles.	Assainissement collectif Frange Ouest incluse dans le fuseau affecté par le bruit Risque de TMD	Zone Ab : conserver la haie
		1,85	Ab					
8	La Croix Avranchin	0,97	Ab	Bâti et jardin	Faible	Les potentialités d'accueil pour la faune sont faibles.	Assainissement collectif Risque de TMD	
9	Le Val (Villiers le Pré)	0,7	AU	Culture	Faible	Les potentialités d'accueil pour la faune sont faibles.	Assainissement non collectif	
		1,44	Ab					
10	Vergoncey	0,49	Ab	Culture et prairies	Faible	Les potentialités d'accueil pour la faune sont faibles.	Assainissement collectif	
11	Vergoncey	0,39	Ua	Culture	Faible	Les potentialités d'accueil pour la faune sont faibles.	Assainissement collectif	Conserver l'arbre isolé
12	Montjoie St Martin	1,4	AU	Culture bordée d'une haie	Faible	Seule la haie présente un intérêt pour la faune et la flore.	Assainissement non collectif ER pour liaison douce	Conserver la haie
13	Le Pontcel (St James)	4,9	1AUz	Prairies mésophiles, culture, verger de haute-tige	Moyen	Les haies sur talus avec arbres têtards et le verger présentent un intérêt pour les oiseaux.	Assainissement collectif Limite extérieure du fuseau affecté par le bruit Risque de TMD Limite extérieure de ZNIEFF En bordure extérieure de zone inondable	Conserver les haies et le verger
14	Le Battoir nord (St James)	5,9	AU	Majoritairement composée de prairies temporaires et de prairies mésophiles. Présence d'un petit verger.	Moyen	Les haies sur talus avec arbres têtards, le verger ainsi que les arbres isolés présentent un intérêt pour les oiseaux.	Assainissement collectif Risque de TMD Limite extérieure de ZNIEFF	Conserver les haies, les arbres isolés et le verger

N° de Zone	Localisation (commune)	Surface totale (ha)	Zonage	Occupation du sol	Impact sur les milieux	Justification	Réglementation – Risque – Nuisance - Assainissement	Mesures correctives Précautions à prendre
15	Le Battoir sud (St James)	5,2	AU	Majoritairement composée de prairies temporaires et de prairies mésophiles.	Moyen	Les haies sur talus avec arbres têtards présentent un intérêt pour les oiseaux.	Assainissement collectif Limite extérieure de ZNIEFF	Sur la zone AU et Ue : Conserver les haies
		2,97	Ue					
16	Saint James	3	AU	Prairies mésophiles bordée de haies. Lotissement et petite zone de chantier.	Faible	Seules les haies présentent un intérêt écologique.	Assainissement collectif Risque de TMD	Conserver les haies
17	Beaufour (St James)	5,2	AUz	Grande prairie temporaire	Faible	Les potentialités d'accueil pour la faune sont faibles.	Assainissement collectif Risque de chute de bloc en limite extérieure	
	St James	3	1AUz	Grande prairie temporaire	Faible	Les potentialités d'accueil pour la faune sont faibles.	Assainissement collectif	
	St James	3,7	1AUz	Grande prairie temporaire	Faible	Les potentialités d'accueil pour la faune sont faibles.	Assainissement collectif	
18	La Métairie (St James)	7,57	Ab	Prairies mésophiles bordées de quelques haies.	Faible	Les haies présentent un intérêt pour les oiseaux	Assainissement collectif	Conserver les haies
19	Casse (St James)	0,39	Uz	Culture	Faible	Les potentialités d'accueil pour la faune sont faibles.	Assainissement non collectif	
20	Le Clos Pellerin (Carnet)	2,81	Uh	Bâti et jardins, prairies mésophiles bordée de haies et cultures, verger de haute tige.	Moyen	le verger et les haies présentent un intérêt écologique pour les oiseaux.	Assainissement non collectif	Conserver le verger et les haies
21	Carnet sud	0,9	Ab	Secteur de grandes cultures.	Faible	Les potentialités d'accueil pour la faune sont faibles.	Assainissement non collectif	
		0.44	Ab					
22	Argouges (La Daltière)	1,2	AU	Zone de bocage avec cultures et prairies bordées de haies	Moyen	Les haies et les arbres isolés présentent un intérêt pour la faune (oiseaux, insectes xylophages…)	Assainissement collectif	Sur les zones AU et Ab : conserver les haies Sur la zone Ab : conserver l'arbre isolé.
		1,64	Ab					
23	Argouges (cimetière)	0,55	Ua	Culture dont une partie en bas de pente sur zone humide	Moyen	Seule la partie de culture sur sol humide présente un intérêt.	Assainissement collectif	Conserver la zone humide
24	Le Mai Roger (Montanel)	0,99	Ab	Culture bordée par une haie	Faible	Seule la haie présente un intérêt pour la faune et la flore.	Assainissement collectif Frange incluse dans le fuseau affecté par le bruit	Conserver la haie

B. Bilan des incidences des zones urbanisables

1. Incidences sur les eaux

Aucune zone AU n'est concernée par un cours d'eau.

La majorité des zones urbanisables sont raccordables aux réseaux d'assainissement des eaux usées. Seules les zones n° 5, 9, 12, 19, 20 et 21 seront en non collectif, ce qui représente 8.56 ha dont 3.41 ha en zone AU.

Aucune zone urbanisable n'est concernée par les périmètres de protection de captage d'eau potable.

2. Incidences sur les milieux

Sur les 24 zones prospectées, **17** d'entre elles ne concernent **pas** de **milieu d'intérêt patrimonial**. Ce sont les secteurs 2 à 12, 16 à 19, 21 et 24.

Pour les secteurs 1, 13, 14, 15, 20 et 22, des vergers, des arbres isolés et des haies présentant des potentiels d'accueil pour la faune ont été identifiés. La conservation de ces éléments est donc importante. Les milieux présents en zone AU seront préservés et ont été intégrés aux OAP.

Sur les zones 1 (partie zonée en Ab) et 23 (zonée en Ua), des zones humides ont été identifiées. Elles ont été reportées au plan de zonage (*trame spécifique des zones humides*) ce qui garanti leur préservation.

De plus, comme indiqué dans les OAP, des haies seront replantées ce qui confortera le maillage bocager.

Après la mise en place des mesures correctrices (*conservation des haies, des vergers, des arbres remarquables et des deux zones humides*), l'impact des « zones urbanisables » sur les milieux naturels est faible.

3. Incidences dommageables et identification des espaces d'intérêt majeurs susceptibles d'être impactés (Natura 2000)

Aucune zone urbanisable n'est donc concernée par un espace naturel remarquable. Le site Natura 2000 « Baie du Mont Saint-Michel » est situé en limite Nord extérieure du territoire de la communauté de communes.

4. Incidences sur les risques et les nuisances

Aucune zone urbanisable n'est incluse dans les zones inondables définies par la DREAL.

Les zones 6, 7 et 24 sont incluses pour partie dans le fuseau affecté par le bruit des infrastructures routières.

Aucune zone urbanisable n'est concernée par une ICPE ou un site et sol potentiellement pollué. En revanche, les zones n°7, 8 sur La Croix Avranchin, 13, 14, 16 sur Saint-James et 24 sur Montanel sont situées le long de voies concernées par le risque de Transport de Matières Dangereuses.

Concernant les risques de mouvements de terrain, seule la zone n°17 sur Saint-James est située en limite extérieure de la zone identifiée pour le risque chute de bloc. Le coteau boisé situé en limite Sud de cette zone a été identifié au plan de zonage et protégé (zone N) afin de limiter le risque.

III. Incidences dommageables et identification des espaces d'intérêt majeur susceptibles d'être impactés (Natura 2000)

Le territoire de la communauté de communes n'est concerné par aucun site Natura 2000. Un secteur du SIC « Baie du Mont Saint-Michel » (FR 2500077), le bois d'Ardenne sur la commune de Ducey, est situé en limite extérieure Nord du territoire.

A. Rappels du descriptif du site

Site inter-régional, la baie du Mont Saint-Michel correspond à un vaste écocomplexe de haute valeur paysagère découvrant, à marée basse, plusieurs dizaines de milliers d'hectares de grèves, de vasières et de bancs de sable. Les phénomènes de sédimentation et de géomorphologie marines de grande ampleur lui confèrent un intérêt majeur. Le substratum profond, constitué de schistes, est recouvert de plusieurs mètres de sédiments meubles. Les étendues maritimes sont associées à des secteurs terrestres (cordon dunaire, falaises granitiques, marais et bois périphériques) qui s'inscrivent dans le contexte géologique et paysager de la baie.
La baie du Mont Saint-Michel abrite régulièrement plus de 20.000 oiseaux d'eau. Les prés salés atlantiques, par la diversité des groupements qui les composent et la surface qu'ils occupent, constituent un ensemble phytocoenotique de valeur internationale.
D'autre part, des concrétions biogéniques de Maërl, considérées comme les plus belles populations d'Europe ont été identifiées.
La baie du Mont-Saint-Michel abrite également une population résidente de phoque veau-marin (Phoca vitulina) tout au long de l'année, avec reproduction annuelle. Enfin, une population de Grand dauphin est résidente dans le golfe normand-breton au sens large.
Source : DREAL

B. Rappels des objectifs des sites

Les grands enjeux définis dans le document d'objectifs sont :

- Préserver la biodiversité du site Natura 2000 et tout particulièrement les habitats et espèces d'intérêt communautaire,
- Maintenir la fonctionnalité, l'intégrité et la cohérence de l'ensemble de la baie du Mont Saint-Michel.

En ce qui concerne le secteur situé en limite du territoire de la communauté de communes, correspondant au bois d'Ardenne, l'objectif défini plus spécifiquement est de renforcer la fonctionnalité des espaces périphériques de la baie.

C. Estimation des incidences et mesures correctrices

Compte tenu de la localisation du site Natura 2000 à l'extérieur du territoire de la communauté de communes et du projet de PLUI lui-même (*pas de zones AU à proximité immédiate et zonage N pour les parcelles les plus proches du site Natura 2000*), l'impact direct est nul sur le SIC « Baie du Mont Saint-Michel ». Par ailleurs, la protection des abords des cours d'eau, des zones humides et du bocage ainsi que le conditionnement de l'ouverture des zones AU à l'urbanisation en fonction des capacité des STEP ou des caractéristiques pédologiques des sols permettent de présever la qualité de l'eau provenant du bassin versant.

De plus, la protection du maillage de haies, des bois et des cours d'eau peut contribuer également à restaurer les connexions et les fonctionnalités du bois d'Ardenne appartenant au SIC Baie du Mont Saint-Michel.

IV. Annexes cartographiques

P.L.U. Intercommunal
EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

INVENTAIRE DETAILLE (1/2.000ème) SUR LES ZONES D'URBANISATION FUTURE

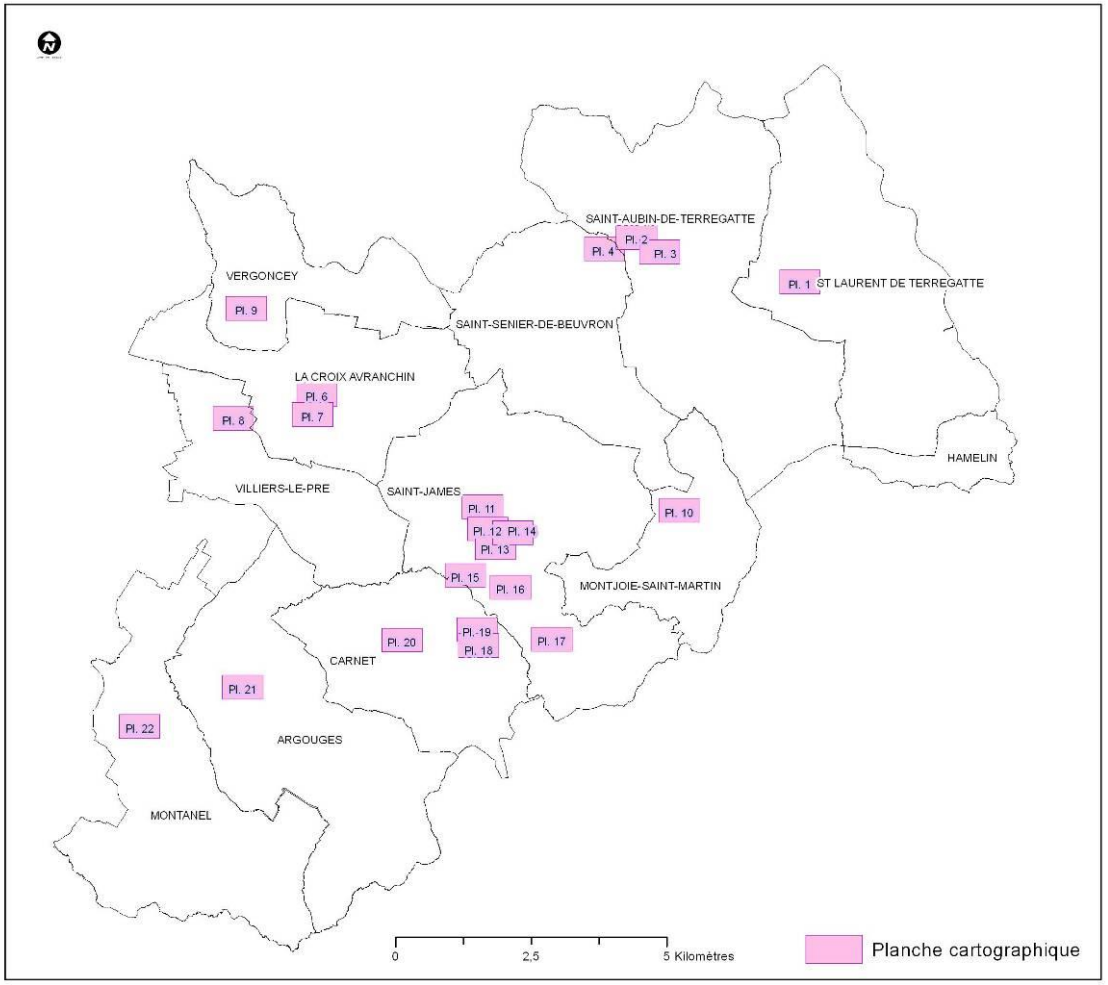
Légende

OCCUPATION DU SOL
- Boisement
- Fourré
- Friche
- Prairie mésophile
- Prairie sèche améliorée
- Culture
- Jardin
- Verger
- Bâti et jardin
- Sol terrassé

HAIES
- Haie arborescente régulière
- Haie arborescente et arbustive discontinue
- Haie arborescente et buissonnante discontinue
- Haie arborescente irrégulière
- Haie arbustive
- Haie buissonnante
- Arbre isolé

PRECONISATIONS
- A conserver
- Haie à conserver
- Arbre isolé à conserver

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES
- Limite de zone d'inventaire détaillé
- Inventaire des zones humides 2012
- Inventaire des bosquets
- Haies protégées L. 123-1-5 7°
- Cours d'eau (source C.C.)



X. HARDY SARL

Source : terrain X. HARDY - MARS - JUIN 2013

P.L.U.
Intercommunal
EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

INVENTAIRE DETAILLE (1/2.000ème) SUR LES ZONES D'URBANISATION FUTURE

ETAT INITIAL ET PRECONISATIONS

ZONE(S) N° 1



X. HARDY SARL

0 50 100 Mètres

Source : terrain X. HARDY - MARS - JUIN 2013

PLANCHE N° 1 / 22

P.L.U.
Intercommunal
EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

INVENTAIRE DETAILLE (1/2.000ème) SUR LES ZONES D'URBANISATION FUTURE

ETAT INITIAL ET PRECONISATIONS

ZONE(S) N° 3



X. HARDY SARL

0 50 100 Mètres

Source : terrain X. HARDY - MARS - JUIN 2013

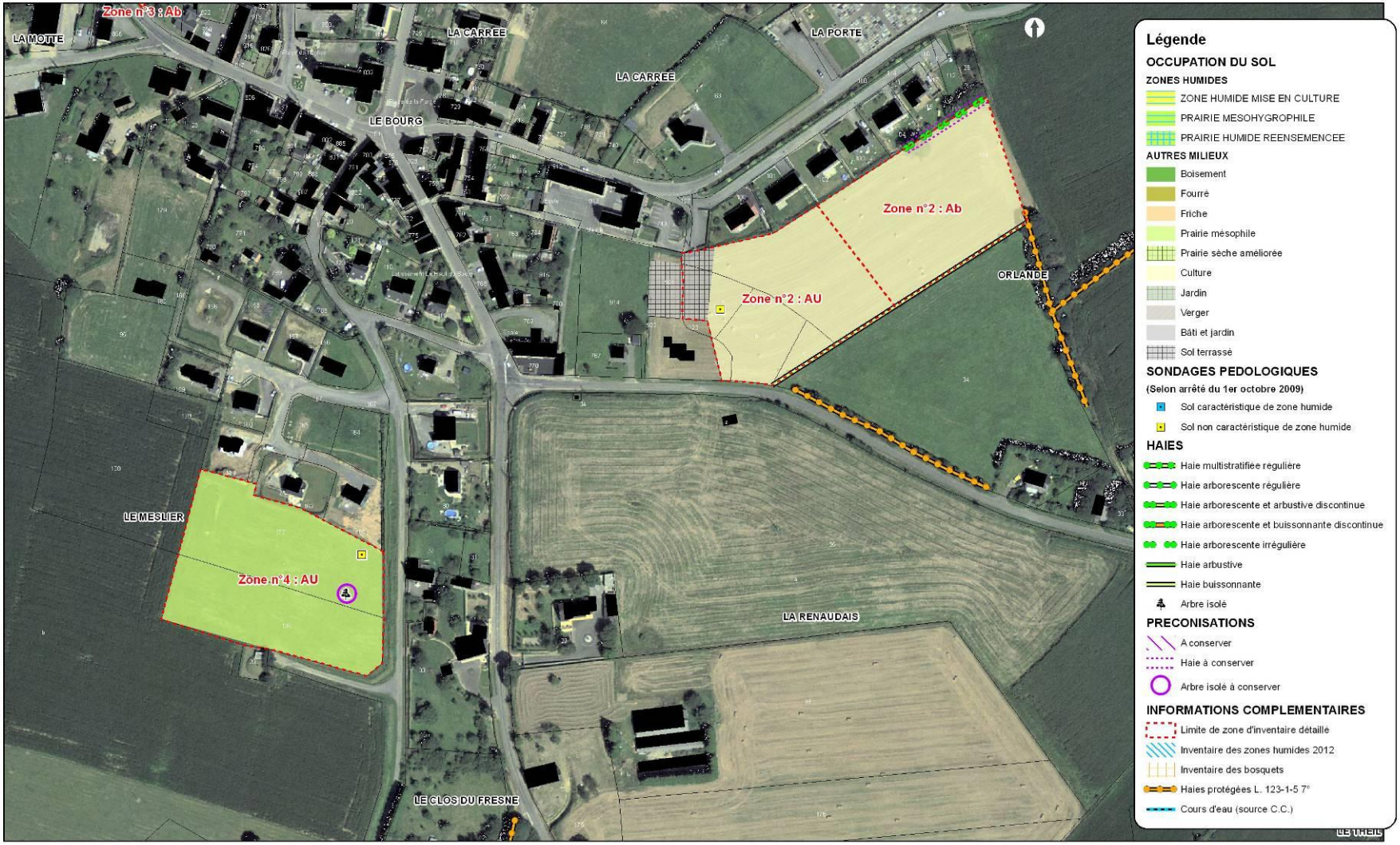
PLANCHE N° 2 / 22

P.L.U.
Intercommunal
EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

INVENTAIRE DETAILLE (1/2.000ème) SUR LES ZONES D'URBANISATION FUTURE

ETAT INITIAL ET PRECONISATIONS

ZONE(S) N° 2-4



X. HARDY SARL

0 50 100 Mètres

Source : terrain X. HARDY - MARS - JUIN 2013

PLANCHE N° 3 / 22

P.L.U.
Intercommunal
EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

INVENTAIRE DETAILLE (1/2.000ème) SUR LES ZONES D'URBANISATION FUTURE

ETAT INITIAL ET PRECONISATIONS

ZONE(S) N° 5



X. HARDY SARL

0 50 100 Mètres

Source : terrain X. HARDY - MARS - JUIN 2013

PLANCHE N° 4 / 22

P.L.U.
Intercommunal
EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

INVENTAIRE DETAILLE (1/2.000ème) SUR LES ZONES D'URBANISATION FUTURE

ETAT INITIAL ET PRECONISATIONS

ZONE(S) N° 7



X. HARDY SARL

0 50 100 Mètres

Source : terrain X. HARDY - MARS - JUIN 2013

PLANCHE N° 6 / 22

P.L.U.
Intercommunal
EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

INVENTAIRE DETAILLE (1/2.000ème) SUR LES ZONES D'URBANISATION FUTURE

ETAT INITIAL ET PRECONISATIONS

ZONE(S) N° 6-8



X. HARDY SARL

0 50 100 Mètres

Source : terrain X. HARDY - MARS - JUIN 2013

PLANCHE N° 7 / 22

P.L.U.
Intercommunal
EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

INVENTAIRE DETAILLE (1/2.000ème) SUR LES ZONES D'URBANISATION FUTURE

ETAT INITIAL ET PRECONISATIONS

ZONE(S) N° 9



X. HARDY SARL

0 50 100 Mètres

Source : terrain X. HARDY - MARS - JUIN 2013

PLANCHE N° 8 / 22

P.L.U.
Intercommunal
EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

INVENTAIRE DETAILLE (1/2.000ème) SUR LES ZONES D'URBANISATION FUTURE

ETAT INITIAL ET PRECONISATIONS

ZONE(S) N° 10-11



X. HARDY SARL

0 50 100 Mètres

Source : terrain X. HARDY - MARS - JUIN 2013

PLANCHE N° 9 / 22

P.L.U.
Intercommunal
EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

INVENTAIRE DETAILLE (1/2.000ème) SUR LES ZONES D'URBANISATION FUTURE

ETAT INITIAL ET PRECONISATIONS

ZONE(S) N° 12



X. HARDY SARL

0 50 100 Mètres

Source : terrain X. HARDY - MARS - JUIN 2013

PLANCHE N° 10 / 22

P.L.U.
Intercommunal
EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

INVENTAIRE DETAILLE (1/2.000ème) SUR LES ZONES D'URBANISATION FUTURE

ETAT INITIAL ET PRECONISATIONS

ZONE(S) N° 13



X. HARDY SARL

0 50 100 Mètres

Source : terrain X. HARDY - MARS - JUIN 2013

PLANCHE N° 11 / 22

P.L.U.
Intercommunal
EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

INVENTAIRE DETAILLE (1/2.000ème) SUR LES ZONES D'URBANISATION FUTURE

ETAT INITIAL ET PRECONISATIONS

ZONE(S) N° 14



X. HARDY SARL

0 50 100 Mètres

Source : terrain X. HARDY - MARS - JUIN 2013

PLANCHE N° 12/ 22

P.L.U.
Intercommunal
EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

INVENTAIRE DETAILLE (1/2.000ème) SUR LES ZONES D'URBANISATION FUTURE

ETAT INITIAL ET PRECONISATIONS

ZONE(S) N° 15



X. HARDY SARL

0 50 100 Mètres

Source : terrain X. HARDY - MARS - JUIN 2013

PLANCHE N° 13 / 22

P.L.U.
Intercommunal
EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

INVENTAIRE DETAILLE (1/2.000ème) SUR LES ZONES D'URBANISATION FUTURE

ETAT INITIAL ET PRECONISATIONS

ZONE(S) N° 16



X. HARDY SARL

0 50 100 Mètres

Source : terrain X. HARDY - MARS - JUIN 2013

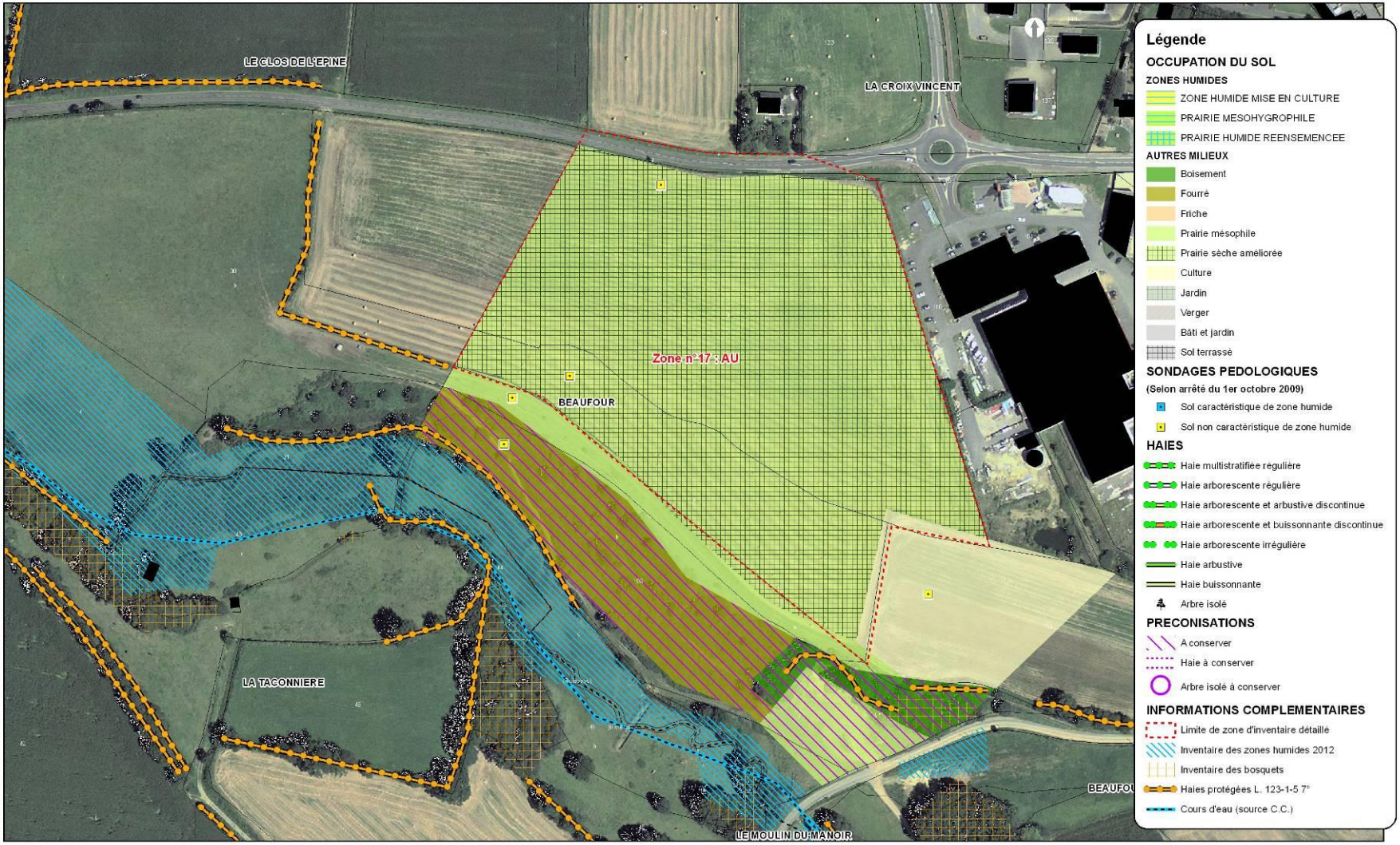
PLANCHE N° 14/ 22

P.L.U.
Intercommunal
EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

INVENTAIRE DETAILLE (1/2.000ème) SUR LES ZONES D'URBANISATION FUTURE

ETAT INITIAL ET PRECONISATIONS

ZONE(S) N° 17



X. HARDY SARL

0 50 100 Mètres

Source : terrain X. HARDY - MARS - JUIN 2013

PLANCHE N° 15 / 22

P.L.U.
Intercommunal
EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

INVENTAIRE DETAILLE (1/2.000ème) SUR LES ZONES D'URBANISATION FUTURE

ETAT INITIAL ET PRECONISATIONS

ZONE(S) N° 18



X. HARDY SARL

0 50 100 Mètres

Source : terrain X. HARDY - MARS - JUIN 2013

PLANCHE N° 16 / 22

P.L.U.
Intercommunal
EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

INVENTAIRE DETAILLE (1/2.000ème) SUR LES ZONES D'URBANISATION FUTURE

ETAT INITIAL ET PRECONISATIONS

ZONE(S) N° 19



X. HARDY SARL

0 50 100 Mètres

Source : terrain X. HARDY - MARS - JUIN 2013

PLANCHE N° 17 / 22

P.L.U.
Intercommunal
EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

INVENTAIRE DETAILLE (1/2.000ème) SUR LES ZONES D'URBANISATION FUTURE

ETAT INITIAL ET PRECONISATIONS

ZONE(S) N° 20



X. HARDY SARL

0 50 100 Mètres

Source : terrain X. HARDY - MARS - JUIN 2013

PLANCHE N° 18 / 22

P.L.U.
Intercommunal
EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

INVENTAIRE DETAILLE (1/2.000ème) SUR LES ZONES D'URBANISATION FUTURE

ETAT INITIAL ET PRECONISATIONS

ZONE(S) N° 20



X. HARDY SARL

0 50 100 Mètres

Source : terrain X. HARDY - MARS - JUIN 2013

PLANCHE N° 19 / 22

P.L.U.
Intercommunal
EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

INVENTAIRE DETAILLE (1/2.000ème) SUR LES ZONES D'URBANISATION FUTURE

ETAT INITIAL ET PRECONISATIONS

ZONE(S) N° 21



X. HARDY SARL

0 50 100 Mètres

Source : terrain X. HARDY - MARS - JUIN 2013

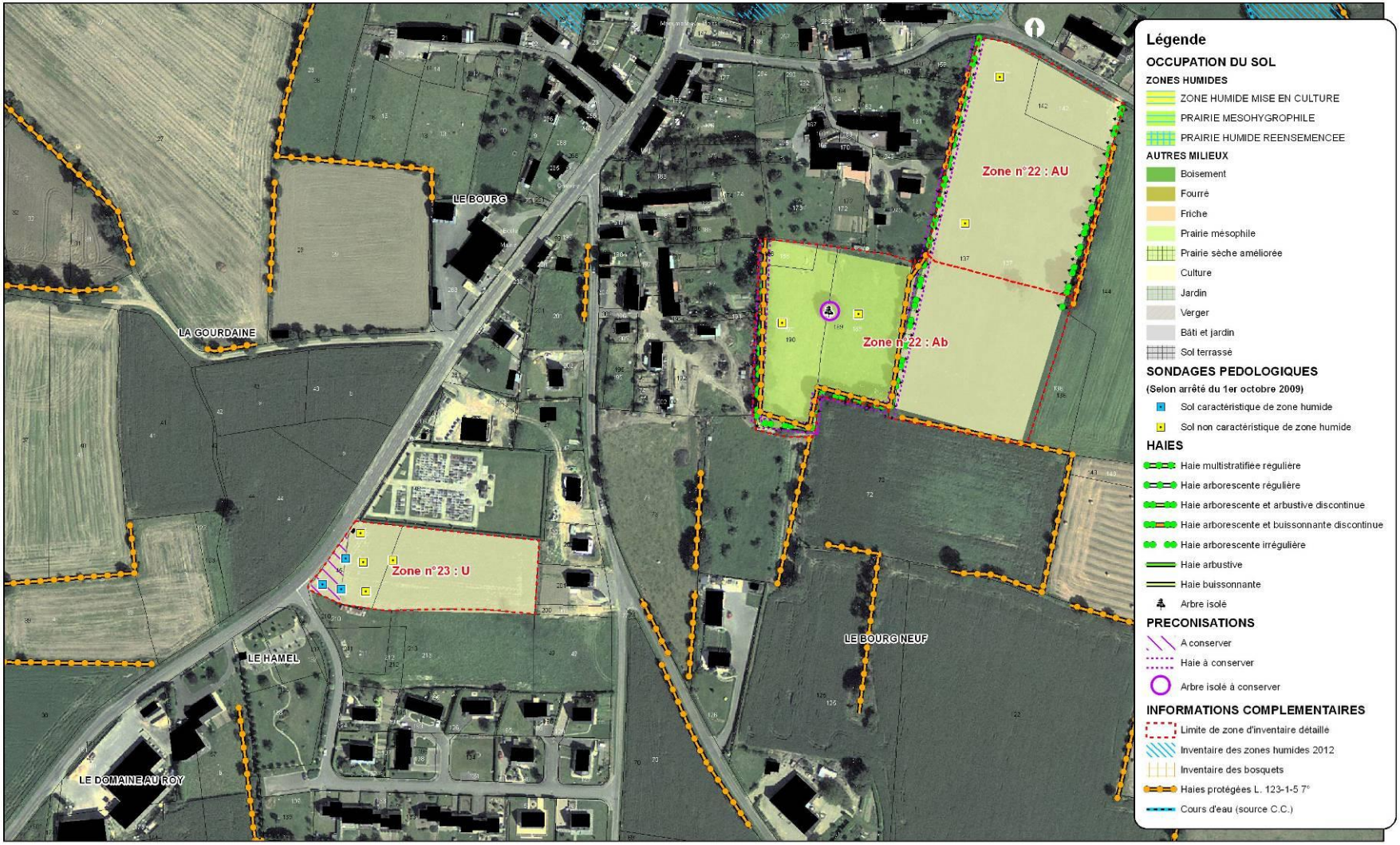
PLANCHE N° 20 / 22

P.L.U.
Intercommunal
EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

INVENTAIRE DETAILLE (1/2.000ème) SUR LES ZONES D'URBANISATION FUTURE

ETAT INITIAL ET PRECONISATIONS

ZONE(S) N° 22-23



X. HARDY SARL

0 50 100 Mètres

Source : terrain X. HARDY - MARS - JUIN 2013

PLANCHE N° 21 / 22

P.L.U.
Intercommunal
EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

INVENTAIRE DETAILLE (1/2.000ème) SUR LES ZONES D'URBANISATION FUTURE

ETAT INITIAL ET PRECONISATIONS

ZONE(S) N° 24



X. HARDY SARL

0 50 100 Mètres

Source : terrain X. HARDY - MARS - JUIN 2013

PLANCHE N° 22 / 22

Chapitre 5 : Indicateurs de suivi

Les éléments contenus dans ce chapitre sont entièrement retranscrits dans la « pièce 1 : rapport de présentation ».

La majorité des indicateurs ont été présentés dans le chapitre « Incidences notables prévisibles de la mise en œuvre du PLUI sur l'environnement et mesures d'évitement, de réduction ou de compensation.

Afin de faciliter la lecture et l'utilisation des indicateurs, ils sont récapitulés dans le tableau ci-après.

THEMATIQUES	INDICATEURS	ETAT ZERO	OBJECTIFS A 10 ANS	SOURCE DE LA DONNEE
Population	Nombre d'habitants	7 325	8 000	INSEE
Habitat	Taux global de la population agglomérée (%)	43	47	INSEE + CC de Saint-James
	Taux de population dans les hameaux (%)	57	53	INSEE + CC de Saint-James
	Nombre de logements	3 601	4 047	INSEE
	Taux de logements locatifs (%)	35	36	INSEE
	Densité moyenne de l'habitat (logements / ha)	9	11	CC de Saint-James
	Rythme de construction (logements neufs / an)	42	44.6	CC de Saint-James
Déplacements	Flux domicile –travail entrant	1 048		INSEE
	Flux domicile –travail sortant	1 409		INSEE
	Flux domicile –travail interne	1 455		INSEE
	Linéaire de voies douces créées			CC de Saint-James + Mairies
Télécommunications	Nombre de nouvelles antennes implantées :			SDAN
	Nombre de foyers en zone blanche			SDAN
Emplois	Nombre d'emplois	2 500		INSEE
Activités	Surface consommée pour l'activité (ha)	49.7	66.5 *(+16.8 ha)*	CC de Saint-James
Consommation d'espace	Surface utilisée pour l'urbanisation (ha)	320.2	344.6 *(+24.4 ha)*	CC de Saint-James
Espace agricole	Surface agricole et naturelle (ha)	14 332.5	14 291.3 *(-41.2 ha)*	CC de Saint-James
Milieux remarquables Zones humides	Surface de milieux remarquables réglementaires (ha)	1 165	1 165	DREAL
	Surface de zones humides (ha)	808	808	SAGE
	Surface de zones humides concernée par des zones AU (ha)	0	0	CC de Saint-James + Mairies
Haies et Bois	Linéaire de haie sur le territoire (km)	679	581	CC de Saint-James
	Surface boisée (ha)	621.3	864	CC de Saint-James
	Densité bocagère moyenne (ml/ha)	42	42	CC de Saint-James
	Surface de bois et verger en zone AU (ha)	0,61	0	CC de Saint-James + Mairies
	Linéaire de haies planté			CC de Saint-James + Mairies
	Surface de bois plantée			CC de Saint-James + Mairies
Trame Verte et Bleue	Nombre d'opérations de reconquête de la continuité écologique			CC de Saint-James
	Nombre d'opérations de reconquête de la continuité écologique			CC de Saint-James

THEMATIQUES	INDICATEURS	ETAT ZERO	OBJECTIFS A 10 ANS	SOURCE DE LA DONNEE
Paysage et patrimoine bâti	Nombre de bâtis rénovés			CC de Saint-James + Mairies
Réseau hydrographique	Linéaire de cours d'eau (km)	205	205	SAGE
	Linéaire de cours d'eau en zone U (km)	1	1	SAGE + CC de Saint-James
Eaux usées	Nombre de stations d'épuration	7		Mairies
	Nombre de stations en surcharge organique et/ou hydraulique	0		Mairies + Délégataires
	Pourcentage de la population raccordée à une STEP			Mairies + Délégataires
	Nombre d'Assainissements Non Collectifs sur le territoire :	973		SPANC
	Nombre d'Assainissements Non Collectifs classés en Non Acceptable :	37		SPANC
Eaux pluviales	Nombre de projets ayant mis en place une gestion alternative des eaux pluviales	0		CC de Saint-James + Mairies
Eau potable	Volume moyen domestique annuel consommé (m³/hab/an)	91		Mairies + Délégataires
	Volume total consommé (domestique + industriels + commune - m³)	1 168 095		Mairies + Délégataires
Energies et GES	Consommation énergétique (teq/hab)	2		Air C.O.M. + PRQA + Ademe
	Emissions de gaz à effet de serre (teq CO2 / hab)	16		Air C.O.M. + PRQA + Ademe
Risques et Nuisances	Linéaire concerné par une nuisance sonore (km)	21		DDTM
	Linéaire concerné par un risque de TMD (km)	47		DDTM
	Nombre d'ICPE industrielles	27		DDTM
	Nombre de sites et sols potentiellement pollués	7		DDTM + Base de données BASIAS
	Nombre de bâtis durs en zone inondable	187		DDTM
Déchets	Production d'ordures ménagères non recyclables (kg/hab/an)	148		CC de Saint-James + Délégataires
	Volume total de déchets produits (tonnes)	3 889		CC de Saint-James + Délégataires

Le suivi des indicateurs se fera lors du bilan-évaluation du PLUI et présenté à la commission du PLUI (*composée de 2 représentant de chaque commune*) lors du conseil communautaire tous les 3 ans.

Chapitre 6 : Résumé non technique

Les éléments contenus dans ce chapitre sont entièrement retranscrits dans la « pièce 1 : rapport de présentation ».

V. Diagnostic territorial

La Communauté de Communes de Saint-James ne peut être envisagée comme un espace autonome, indépendant des politiques du Pays de la Baie du Mont Saint-Michel. Le territoire communautaire s'est développé sur **un maillage structuré à deux échelles** :

1. **autour du pôle de Saint-James et de l'échangeur de l'A84**. C'est le cas des territoires de Carnet et de Montjoie-Saint-Martin, impulsés par la dynamique urbaine de Saint-James.
2. **autour des réseaux de coopération existants basés sur la complémentarité des équipements et des pratiques sociales de communes**. Les pôles de fonctionnement existants sont Le Terregatte (St Aubin et St Laurent de-Terregatte), L'Avranchin (La Croix Avranchin et Vergoncey) et la commune d'Argouges. Leur degré de structuration varie d'un territoire à l'autre.

Le développement dispersé contraint l'activité agricole ainsi que les activités économiques existantes.
Les communes à l'Est de l'A84 (Montjoie-Saint-Martin, Hamelin, St Senier de Beuvron, St Aubin-de-Terregatte, St Laurent-de-Terregatte), sont contraintes par la traversée de l'agglomération de Saint-James.

Le positionnement du pôle de Saint-James au sein Pays de la Baie du Mont-Saint-Michel représente un enjeu. **Il conviendra de déterminer via le PLUI une vocation pour le pôle de Saint-James** sur le territoire qui voit sa polarité dépendante de la concentration en offre d'emplois et de l'attractivité due aux équipements publics. Il semble que la récente et stratégique desserte du territoire par l'A84 ne puisse être bénéfique en termes de développement économique que par une coopération avec les autres pôles intermédiaires gravitant autour du pôle départemental d'Avranches.
Un autre enjeu réside dans la favorisation d'un **développement en cohérence avec la structuration urbaine** existante et avec le Grenelle de l'environnement. Il s'agit d'inscrire le territoire dans une dynamique de croissance basée sur :

- l'affirmation du pôle structurant de Saint-James sur son territoire et au-delà ;
- le renforcement du maillage et de l'équilibre des pôles de fonctionnement dans le souci de renforcer l'offre de services et d'équipements de proximité
- la préservation du cadre de vie, de l'activité agricole par la maîtrise de l'urbanisation sur les territoires ne disposant pas de zones urbaines polarisantes.

La maitrise de l'étalement urbain et la préservation de l'identité territoriale représente un enjeu majeur pour le projet de PLUI. Il conviendra de privilégier le développement des zones urbaines et de maîtriser l'urbanisation linéaire. La mise en œuvre d'une urbanisation économe en espace est nécessaire, pour se faire il faudra favoriser la densification de l'agglomération principale, des bourgs et des villages identifiés, prendre en compte le potentiel résiduel lié aux logements vacants et aux dents creuses dans les zones urbaines et les secteurs ruraux et privilégier les secteurs potentiels de renouvellement urbain sur l'agglomération de Saint-James. **Le potentiel en dents creuses identifié dans le diagnostic est important mais ne sera pas forcement classé comme tel dans le zonage après la prise en compte des particularités paysagères et l'opportunité d'un classement en zone AU. En effet, seulement 10,5 ha seront retenus dans le projet de PLUI en tant que potentiel densifiable en zone urbaine.** Les déplacements constituent également un enjeu pour le territoire. Ces derniers devront être structurés de manière adaptée à l'évolution du territoire et des pratiques notamment vers les pôles d'attraction. Les pratiques de déplacements alternatifs et solidaires devront être développées notamment un réseau de déplacements cyclables à l'échelle intercommunale et piétons/cycles au cœur des zones urbaines

VI. Etat initial de l'environnement

Gestion de l'eau	☐ **Réseau hydrographique** Le **réseau hydrographique** est dense sur le territoire et appartient à trois bassins versants principaux : o le bassin versant de la Sélune, sur une large moitié Est, o le bassin versant du Couesmon sur une petite moitié Ouest, o les bassins versants côtiers des ruisseaux du Hamel et de la Braise concernant uniquement la commune de Vergoncey. Le territoire est inclus sur deux bassins versants, sur deux Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (**SDAGE**) et deux Schéma d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (**SAGE**) : o SDAGE Loire-Bretagne et SAGE Couesnon, o SDAGE Seine-Normandie et SAGE Sélune. Sur l'ensemble du territoire, les cours d'eau présentent une **qualité** mauvaise à très mauvaise pour les Nitrates (NO3). Cela confirme le classement en zone vulnérable en matière de pollution aux nitrates. De plus, le SAGE Sélune indique que les communes de la communauté de communes faisant partie du bassin versant, sont en zone d'action complémentaire car le secteur est en excèdent structurel pour les nitrates. La qualité de l'eau pour les matières phosphorées est moyenne à bonne sur le bassin versant de la Sélune, alors qu'elle est mauvaise pour celui du Couesnon. On note également que la qualité par rapport au paramètre MOOX est très mauvaise sur le Guerge et le Tronçon. Pour le paramètre MES, la qualité du Beuvron est très mauvaise et celle de la Sélune est bonne. Sur l'aire d'étude, l'Agence de l'Eau a identifié huit masses d'eau « cours d'eau ». L'objectif d'atteinte du bon état écologique en 2015 sera respecté uniquement pour la masse d'eau le Couesnon. Il est repoussé à 2027 pour la « Sélune du pied du barrage de la Roche qui Boit à l'embouchure » et 2021 pour les autres masses d'eau. ☐ **Eaux pluviales** Aucun schéma directeur d'assainissement des **eaux pluviales** n'a été élaboré sur le territoire du PLUI. ☐ **Eaux usées** Il existe 7 **stations d'épurations** sur le territoire. Mise à part celle de Saint-James, les stations d'épuration restent de petite taille. Ce sont pour la plupart des lagunages naturels. Pour toutes, les rapports du SATESE ont montrés des rejets respectant les normes. Aucune station n'est en surcharge actuellement. En effet, la plupart des stations sont soit récentes (*Saint-Aubin-de-Terregatte, Vergoncey*), soit récemment agrandies (*La Croix-Avranchin, Saint-Laurent-de-Terregatte*). Le nombre d'installations d'assainissement autonome notées « Points noirs » est important. D'après le diagnostic du SPANC, ce classement est principalement dû au manque de place pour la mise en place d'un épandage et notamment pour les installations situées au cœur des bourgs. ☐ **Eau potable** Il existe deux syndicats de production d'**eau potable** sur le territoire. Le Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau Potable (*SIAEP*) de Saint-

	Hilaire-du-Harcouët qui dessert Hamelin, dont les eaux proviennent de la rivière la Glanon et sont traitées à la station de Milly. le Syndicat Mixte d'Adduction d'Eau Potable (*SMAEP*) Baie Bocage qui dessert toutes les autres communes de la communauté de communes et dont les eaux proviennent des captages de Montmorel (*commune de Ducey*), du Pont du Bateau (*commune de saint-Laurent-de-Terregatte*) et de la Houssaie (*commune de Saint-aubin-de-Terregatte*). Il existe donc deux prises d'eau de surface sur le territoire de la communauté de communes sur les cours d'eau du Beuvron et de la Sélune. Les périmètres de captage immédiat et rapproché ont été mis en place.
Milieux naturels	La communauté de communes de Saint-James possède un **patrimoine naturel** intéressant principalement lié aux lits majeurs des cours d'eau. Il existe deux zonages d'inventaires et de protections réglementaires des espaces naturels remarquables sur le territoire : ZNIEFF (*de type I et II*) et Zone Humide d'Importance International (*RAMSAR*). On peut souligner en limite du territoire la présence d'un Site d'Importance Communautaire (SIC) « Baie du Mont Saint-Michel » et d'une forêt de protection « Bois d'Ardenne » à Ducey. Un inventaire exhaustif des **zones humides** a été réalisé en 2011 par les structures porteuses des deux SAGE. La communauté de communes comprend 808.17 ha de zones humides (5.49 % du territoire). Un inventaire de **haies** et des **bois** a été réalisé par la communauté de communes. Au total, 580 km de haies ont été inventoriés et 864 ha de bois.
Energies, climat et qualité de l'air	Les communes de la communauté de communes de Saint-James sont concernées par l'aire d'influence paysagère du Mont St Michel. Le développement éolien est donc très limité. Sur l'ensemble du territoire, on comptabilise dans la filière Bois-énergie 3 appareils ou chaudières individuels, 11 installations solaires (photovoltaïques et solaires), 2 installations éoliennes (< 100 kW) et 3 installations micro-hydrauliques. L'utilisation des **énergies renouvelables** permet d'éviter l'émission de GES de 4 148 teq CO2. Dans son rapport annuel de 2009, Air C.O.M. signale que la **qualité de l'air** sur le département de la Manche est « bonne » plus de 10 mois sur 12. Les particules en suspension et l'ozone sont les paramètres déclassants et ont conduits à classer certaines journées de l'année 2009 en qualité « moyenne », « médiocre » ou « mauvaise ». De plus, lors de l'élaboration du Plan Régional de la Qualité de l'Air (*PRQA*) de Normandie (*2010 – 2015*), une estimation par commune les émissions de certains polluants a été réalisée. Les émissions d'oxydes d'azotes sont plus importantes pour les communes traversées par l'A84 (*Carnet, Saint-James et Saint-Senier-de-Beuvron*). Les émissions d'oxydes de souffre sur le territoire restent faibles. Les émissions de méthane sont assez élevées sur le territoire. Elles sont principalement dues à la fermentation entérique des animaux et à la gestion des déjections dans les élevages. Les émissions d'ammoniac, principalement liées aux rejets organiques de l'élevage, sont également élevées sur le territoire. Les fines particules sont issues de l'activité humaine (*combustion de combustibles fossile, activités agricoles…*). Les émissions sont assez faibles sur le territoire. Elles sont plus importantes pour les communes les plus peuplées (*Saint-James notamment*).
Risques et nuisances	De nombreux **risques** sont présents sur la communauté de communes : o risque inondation défini dans l'Atlas des Zones Inondables Régional et encours de zonage dans le cadre de l'élaboration du PPRI Sélune, o risque d'inondation par remontée de nappe, o risque de retrait et gonflement d'argile faible, o risque de mouvements de terrain (*glissement de terrain, coulée de boue, chute de blocs et éboulements, cavités souterraines*)

	○ aléa sismique faible à très faible, ○ risque de rupture de barrage, ○ risque de Transports de Matières Dangereuses (*routes et canalisations de gaz*), ○ risque industriel avec la présence d'Installations Classées pour l'Environnement (ICPE) et les sites et sols potentiellement pollués. On recense sur la commune 56 ICPE industrielles et 7 sites potentiellement pollués. L'A84 est soumise à un arrêté préfectoral relatif au **classement acoustique** des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments dans les secteurs affectés par le bruit.
Déchets	Les **déchets** sont gérés par la Communauté de Communes de Saint-James. Depuis l'ouverture de la déchetterie et de la plateforme de compostage à saint-James en 2006, les tonnages collectés sont en constante augmentation. En 2010, 1 947 tonnes ont été déposées en déchetterie, 1 259 tonnes ont été recyclées et 686 tonnes (*encombrants et gravats non valorisables*) ont été enfouis au CET d'Isigny-le-Buat. En 2010, un habitant DGF de la communauté de communes de Saint-James a produit en moyenne 148 kg de déchets non recyclables alors que la moyenne départementale est de 248 kg/hab DGF en 2009. En 2010, 783 tonnes ont ainsi été collectées et acheminées vers le centre de tri de Donville-les-Bains, situé à 47 km de Saint-James. Seulement 364 tonnes ont été acheminées ensuite vers les différentes entreprises valorisant ces déchets ménagers recyclabes. Le refus de tri est constitué de matériaux qui sont collectés dans les sacs jaunes et qui devraient se trouver dans les sacs blancs. En 2010, 68 tonnes de déchets ont été refusées. Les matériaux issus de refus de tri sont principalement : les barquettes en polystyrène, les pots et caissettes de fleurs, les bidons d'huile de vidange, les pots de yaourt, les pots de crème fraîche, les sacs plastiques, les bacs à crème glacée, les papiers souillés, les tissus hygiéniques…

=

VII. Justification des choix retenus pour le PLUI

Stratégie retenue pour le PLUI:
Proposer un potentiel en extension 2 fois moins important basé sur une production de logements ayant pour référence une période de construction de 10 ans (2003-2013) avec une moyenne de 44,6 logements autorisés par an.
Pourquoi ?
Cette solution évite de "Figer" les périmètres. Elle repose sur une gestion communautaire des zones AU.
Le but recherché est davantage de souplesse. Le territoire doit pouvoir évoluer en fonction des besoins et des multiples hypothèses de développement possibles. Par exemple, il est possible qu'une commune qui dispose de zones AU n'accueille pas de nouveaux habitants, contrairement à une commune voisine qui, elle, a épuisé son potentiel AU plus rapidement que prévu.
A l'échelle d'un territoire communautaire de 12 communes, il s'agit d'anticiper et de ne pas cadenacer le développement urbain s'il est constaté qu'une commune a un rythme de construction plus important qu'une autre.
Le PLUI est donc fondé sur une répartition qui se veut équilibrée des zones AU sur toutes les communes en fonction de leur importance, mais aussi sur une souplesse affichée et permettant de faire évoluer le PLUI à moyen et long terme.
C'est pourquoi il est proposé que le conseil communautaire se réunisse annuellement pour faire le bilan des besoins et du potentiel restant par commune et engager éventuellement une révision du PLUI. Les zones AU proposées sont donc toutes ouvertes. Et représentent 50% du besoin foncier estimé par le SCOT.

Comment intégrer cette solution dans le PLUI tout en tendant vers l'objectif du SCOT de 40,9 ha – 53,17 bonus compris ?
⇨En affichant le potentiel global de 40,9 ha – 53,17 ha bonus compris dans le PADD
⇨ En comparant les données du SCOT 2003-2009 (25 logements/an pour la Communauté de Communes de Saint-James) au regard du nombre de logements autorisés à être construits ces 11dernières années (2002-2013) afin de déterminer le nombre moyen de logements à produire par an pour le PLUI :

Selon les données du diagnostic du SCOT, la communauté de communes a produit une moyenne de :
- **25 logements/an de 2003 à 2009**

L'on constate une nette augmentation du nombre de logements ces dernières années par rapport au constat précédent présenté dans le diagnostic du SCOT : + 24,4 logements par an.

Ces 11 dernières années (2002-2013) sur le territoire communautaire de Saint-James, la construction de **558 logements** a été autorisée soit une moyenne de **49,4 logements/an.**

⇨ Au-delà des **41,2 ha de zones AU** proposés dans le PLUI, en Indiquant dans les O.A.P les secteurs d'extension future privilégiés de chaque commune et en interdisant dans ces secteurs les constructions agricoles.

⇨ En mettant sur le plan de zonage les besoins sur les terrains AU que chaque commune est en mesure de définir comme terrains à bâtir pour l'habitat

→soit environ 60% des besoins définis par le SCOT pour les 10 prochaines années, soit 24,4 ha.

⇨ En permettant un potentiel AU supérieur à 2 ha pour les communes les plus importantes autres que Saint-James et qui bénéficient de forces vives (commerces, services, équipements publics) : Saint Laurent de Terregatte / Saint Aubin de Terregatte / La Croix-Avranchin / Argouges

Zone AU Habitat Ouvertes		Surface(Ha)	Potentiel logements	Situation de la zone AU
Hamelin	0 zone	-	-	-
Saint-Laurent de Terregatte	2 zones	1,5	15	Zone Ouverte - Continuité de l'urbanisation dans l'enveloppe urbaine
		1,4	13	Zone Ouverte - Continuité de l'urbanisation dans l'enveloppe urbaine
Saint-Aubin de Terregatte	2 zones	1	10	Zone Ouverte - Continuité de l'urbanisation dans l'enveloppe urbaine
		0,8	8	Zone Ouverte - Continuité de l'urbanisation dans l'enveloppe urbaine
Saint Senier de Beuvron	1 zone	0,5	5	Zone Ouverte - Continuité de l'urbanisation dans l'enveloppe urbaine
Montjoie Saint-Martin	1 zone	1,4	13	Zone Ouverte - Continuité de l'urbanisation dans l'enveloppe urbaine
Vergoncey	0 zone	-	-	-
La Croix -Avranchin	1 zone	1,8	18	Zone Ouverte - Continuité de l'urbanisation dans l'enveloppe urbaine
Villiers-Le-Pré	1 zone	0,7	7	Zone Ouverte - Continuité de l'urbanisation dans l'enveloppe urbaine
Argouges	1 zone	1,2	12	Zone Ouverte - Continuité de l'urbanisation dans l'enveloppe urbaine
Montanel	0 zone	-	-	
Carnet	0 zone	-	-	
Saint-James	3 zones	5,9	87	Zone Ouverte - Intégré au périmètre actuellement urbanisé
		5,2	77	Zone Ouverte - Intégré au périmètre actuellement urbanisé
		3	44	Zone Ouverte - Intégré au périmètre actuellement urbanisé
	12	**24,4** *(arrondi)*	**318 logements**	

Zone de développement des activités économiques	Surface (ha)	Zones ouvertes ou fermées à l'urbanisation
1AUz	11,6	Zone Fermée -En continuité de l'urbanisation dans l'enveloppe urbanisée
AUz	5,2	Zone Ouverte -En continuité de l'urbanisation dans l'enveloppe urbanisée
TOTAL	**16,8 ha**	

Cet objectif global est motivé par le constat de la fragmentation importante des territoires induisant un fractionnement et une fragilisation des populations animales et végétales, y compris pour les espèces ordinaires. La trame verte et bleue vise donc à les reconnecter tout en permettant leur redistribution géographique dans un contexte de changement climatique. Cette disposition fait écho à l'enjeu global de préservation de l'environnement naturel du territoire intercommunal de Saint Jamais préconisé dans le PADD qui reflète la volonté de maintenir, préserver et restaurer la biodiversité. Les continuités écologiques sont recherchées dans le but de préserver les écosystèmes et de garantir les échanges écologiques. Sur le territoire intercommunal, on identifie, dans le PLUI et notamment sur le zonage, différentes entités qui **constituent le fondement de la trame verte et bleue territoriale** :

- 2142,9 ha d'espaces naturels purs (hors secteurs construits)
- 55,5 ha d'espaces boisés classés
- 679 km de haies d'intérêt paysager et 565,8 ha de bosquets protégés au titre de la loi Paysage
- 204 km de cours d'eau
- 808 ha de zones humides

Via l'identification de ces éléments paysagers, le PLUI vise à <u>reconstituer un réseau écologique cohérent</u>, pour permettre aux espèces animales et végétales de circuler, de s'alimenter, de se reproduire, de se reposer... L'état initial de l'environnement explique que ces continuités écologiques correspondent à l'ensemble des zones vitales (réservoirs de biodiversité) et des éléments (corridors écologiques) qui permettent à une population d'espèces de circuler et d'accéder à ces zones vitales. **Réglementairement, ce principe trouve sa traduction dans le PLUI via les zones <u>N</u>** qui symbolise la prise en compte de la préservation des espaces naturels affectés à la protection stricte des sites, des milieux naturels et des paysages.

Pour le territoire intercommunal de Saint-James, les zones N ont été identifiées pour intégrer :

- Les espaces naturels d'intérêt écologique, faunistique et floristique
- Les zones humides, liées aux espaces naturels protégés au titre de la cohérence hydraulique et de la cohérence de la trame verte et bleue, au titre des corridors écologiques.
- Les Espaces boisés classés
- Les bosquets d'intérêt paysager et les haies
- Les cours d'eau

Le Conseil européen de mars 2007 a résolu d'ici à 2020 de :

- Réduire d'au moins 20% les émissions de gaz à effet de serre
- Porter la part des énergies renouvelables dans la consommation énergétique de l'Union Européenne à 20%
- Améliorer l'efficacité énergétique de 20% ;

A leur échelle, les PLUI doivent tendre vers ces objectifs et donc favoriser le recours à des énergies renouvelables .Le PLUI de Saint Jamais intègre dans son règlement écrit via l'article 11 des dispositions visant à autoriser l'installation d'équipements d'énergie renouvelable notamment les panneaux solaires. La création

de liaisons douces, la localisation des zones AU en continuité des bourgs sont également des principes mis en œuvre dans ce PLUI dans le but de réduire les émissions de gaz à effet de serre.

VIII. Incidences notables prévisibles de la mise en œuvre du PLUI sur l'environnement et mesures envisagées

A. Incidences sur les zones urbanisables

Incidences sur les eaux	La majorité des zones urbanisables sont raccordables aux réseaux d'assainissement des eaux usées. Seules les zones n° 5, 9, 12, 19, 20 et 21 seront en non collectif, ce qui représente 8.56 ha dont 3.41 ha en zone AU.
Incidences sur les milieux	Sur les 24 zones prospectées, **17** d'entre elles ne concernent **pas** de **milieu d'intérêt patrimonial**. Ce sont les secteurs 2 à 12, 16 à 19, 21 et 24. Pour les secteurs 1, 13, 14, 15, 20 et 22, des vergers, des arbres isolés et des haies présentant des potentiels d'accueil pour la faune ont été identifiés. La conservation de ces éléments est donc importante. Les milieux présents en zone AU seront préservés et ont été intégrés aux OAP. Sur les zones 1 (partie zonée en Ab) et 23 (zonée en Ua), des zones humides ont été identifiées. Elles ont été reportées au plan de zonage (*trame spécifique des zones humides*) ce qui garanti leur préservation. De plus, comme indiqué dans les OAP, des haies seront replantées ce qui confortera le maillage bocager. **Après la mise en place des mesures correctrices (*conservation des haies, des vergers, des arbres remarquables et des deux zones humides*), l'impact des « zones urbanisables » sur les milieux naturels est faible.**
Incidences sur les risques et les nuisances	Aucune zone urbanisable n'est incluse dans les zones inondables définies par la DREAL. Les zones 6, 7 et 24 sont incluses pour partie dans le fuseau affecté par le bruit des infrastructures routières. Aucune zone urbanisable n'est concernée par une ICPE ou un site et sol potentiellement pollué. En revanche, les zones n°7, 8 sur La Croix Avranchin, 13, 14, 16 sur Saint-James et 24 sur Montanel sont situées le long de voies concernées par le risque de Transport de Matières Dangereuses. Concernant les risques de mouvements de terrain, seule la zone n°17 sur Saint-James est située en limite extérieure de la zone identifiée pour le risque chute de bloc. Le coteau boisé situé en limite Sud de cet zone a été identifié au plan de zonage et protégé (zone N) afin de limiter le risque.
Incidences dommageables et identification des espaces d'intérêt majeurs susceptibles d'être impactés (Natura 2000)	Aucune zone urbanisable n'est donc concernée par un espace naturel remarquable. Le site Natura 2000 « Baie du Mont Saint-Michel » est situé en limite Nord extérieure du territoire de la communauté de communes.

B. Incidences du projet de PLUI sur l'ensemble du territoire

Risques et nuisances	Les principales mesures de prise en compte des risques et des nuisances concernent : o la minimisation de l'étalement urbain et une gestion alternative des eaux pluviales, o l'impossibilité de nouvelles constructions dans les zones à risque, o la création de zones réservées exclusivement à l'habitat ou exclusivement aux activités industrielles. A l'échelle du territoire, le projet de PLUI anticipe et n'augmente pas les niveaux de risques et de nuisances.
Gestion de l'eau	Les principales mesures de protection et de limitation des effets du PLU sur le réseau hydrographique sont : o la gestion alternative des eaux pluviales, o le confortement des déplacements doux (réduction des polluants déposés sur les voies et transférés vers le réseau hydrographique) o la protection des zones humides et des cours d'eau. Les mesures prises dans le PLUI permettent donc de répondre positivement aux enjeux en matière d'hydrographie de surface et de qualité des eaux. Les principales mesures de limitation des effets du PLU sur l'assainissement sont : o l'adéquation entre les l'accueil de nouvelles population et activités et la capacité de traitement des stations, o la limitation des constructions à des parcelles dont la taille et les caractéristiques pédologiques permettent d'implanter un système d'assainissement non collectif pour les parcelles non raccordées. Le PLUI a donc bien pris en compte les questions d'assainissement induites par le projet. Les principales mesures de limitation des effets du PLUI sur l'eau potable ne relèvent pas des compétences de la commune. Toutefois, les volumes d'eau supplémentaires nécessaires ont été anticipés par le SMAEP Baie Bocage. De plus, les périmètres de protection de captage sont très majoritairement zoné N. Les incidences du PLUI sur la consommation en eau potable ont bien été prises en compte.
Milieux naturels et biodiversité	La mise en œuvre du PLUI permet donc de protéger : o les zones humides et les cours d'eau, o les bois et les haies du territoire, o les espaces d'intérêt patrimonial. La mise en place de ces protections dans le cadre du PLUI permet également de répondre aux enjeux relatifs aux corridors écologiques et de trame verte et bleue identifiés dans le cadre du PLUI, conformément au Grenelle 2.
Paysage et patrimoine bâti	La mise en œuvre du PLUI permet donc de protéger les paysages, avec notamment la protection du bocage et des milieux remarquables. Concernant le patrimoine bâti, l'autorisation de leur réhabilitation et leur changement de destination associée aux règles d'urbanisation (ardoises obligatoires, enduits vifs interdits, …) permettront de restaurer les bâtiments

	en ruine du territoire.
Consommation d'espace	Les principales mesures de limitation des effets du PLUI sur la **consommation d'espace** sont : o des opérations d'aménagement de densification et de renouvellement urbain, o la localisation des zones AU en continuité des bourgs, o l'augmentation de la densité moyenne de logements, o un zonage restreint des enveloppes bâties en zone agricole. **Le projet de PLUI prend donc en compte la thématique de la consommation d'espace.**
Energie et climat	Le projet de PLUI prend en compte la problématique des énergies et du climat en : o autorisant l'utilisation de dispositifs d'économies d'énergie, o privilégiant l'implantation des constructions en fonction de la topographie et de l'orientation de la parcelle favorisant ainsi l'ensoleillement et l'éclairage naturel, o localisant l'ensemble des zones AU en continuité des bourgs, lieux de commerces et d'équipement, o densifiant et en diversifiant l'habitat et les secteurs générateurs de déplacements (écoles, commerces…), o développant un maillage piéton et cycle dans les nouveaux secteurs d'urbanisation.
Déchets	L'**augmentation de la population** au cours des prochaines années conduira à une augmentation significative de la quantité de déchets à collecter et à traiter. De la même manière, le **développement des activités économiques** s'accompagnera de volumes complémentaires avec des exigences divergentes en matière de filières, en fonction de la nature des différentes activités implantées. Toutefois, la gestion des déchets a été prise en compte. En effet, une déchetterie sur Saint-James a été récemment ouverte. Par ailleurs, la Communauté de communes mène plusieurs opérations de communication dans le but de réduire le flux par habitant d'ordures ménagères résiduelles et de la collecte sélective. **La gestion des déchets a bien été prise en compte.**
Télécommunications	Conformément aux lois Grenelle, le PLUI prend bien en compte la problématique de développement des communications électroniques.

C. Incidences dommageables et identification des espaces d'intérêt majeur susceptibles d'être impactés (Natura 2000)

Le territoire de la communauté de communes n'est concerné par aucun site Natura 2000. Un secteur du SIC « Baie du Mont Saint-Michel » (FR 2500077), le bois d'Ardenne sur la commune de Ducey, est situé en limite extérieure Nord du territoire.

Rappels du descriptif du site	Site inter-régional, la baie du Mont Saint-Michel correspond à un vaste écocomplexe de haute valeur paysagère découvrant, à marée basse, plusieurs dizaines de milliers d'hectares de grèves, de vasières et de bancs de sable. Les phénomènes de sédimentation et de géomorphologie marines de grande ampleur lui confèrent un intérêt majeur. Le substratum profond, constitué de schistes, est recouvert de plusieurs mètres de sédiments meubles. Les étendues maritimes sont associées à des secteurs terrestres (cordon dunaire, falaises granitiques, marais et bois périphériques) qui s'inscrivent dans le contexte géologique et paysager de la baie. La baie du Mont Saint-Michel abrite régulièrement plus de 20.000 oiseaux d'eau. Les prés salés atlantiques, par la diversité des groupements qui les composent et la surface qu'ils occupent, constituent un ensemble phytocoenotique de valeur internationale. D'autre part, des concrétions biogéniques de Maërl, considérées comme les plus belles populations d'Europe ont été identifiées. La baie du Mont-Saint-Michel abrite également une population résidente de phoque veau-marin (Phoca vitulina) tout au long de l'année, avec reproduction annuelle. Enfin, une population de Grand dauphin est résidente dans le golfe normand-breton au sens large. *Source : DREAL*
Rappels des objectifs des sites	Les grands enjeux définis dans le document d'objectifs sont : - Préserver la biodiversité du site Natura 2000 et tout particulièrement les habitats et espèces d'intérêt communautaire, - Maintenir la fonctionnalité, l'intégrité et la cohérence de l'ensemble de la baie du Mont Saint-Michel. En ce qui concerne le secteur situé en limite du territoire de la communauté de communes, correspondant au bois d'Ardenne, l'objectif défini plus spécifiquement est de renforcer la fonctionnalité des espaces périphériques de la baie.
Estimation des incidences et mesures correctrices	Compte tenu de la localisation du site Natura 2000 à l'extérieur du territoire de la communauté de communes et du projet de PLUI lui-même (*pas de zones AU à proximité immédiate et zonage N pour les parcelles les plus proches du site Natura 2000*), l'impact est nul sur le SIC « Baie du Mont Saint-Michel ». ». Par ailleurs, la protection des abords des cours d'eau, des zones humides et du bocage ainsi que le conditionnement de l'ouverture des zones AU à l'urbanisation en fonction des capacité des STEP ou des caractéristiques pédologiques des sols permettent de présever la qualité de l'eau provenant du bassin versant. De plus, la protection du maillage de haies, des bois et des cours d'eau peut contribuer également à restaurer les connexions et les fonctionnalités du bois d'Ardenne appartenant au SIC Baie du Mont Saint-Michel.

IX. Méthodologie appliquée pour la réalisation de l'évaluation environnementale

Pour l'Etat initial de l'environnement	**L'ensemble des données disponibles a été collecté auprès des communes**, de la communauté de communes et des différents acteurs institutionnels présents sur le territoire : o Porter à connaissance, o SDAGE Loire-Bretagne et Seine-Normandie, o SAGE Sélune et Couesnon, o Service de l'eau potable, compétence distribution et production (SMAEP Baie Bocage et SIAEP Saint-Hilaire du Harcouët) – rapport annuel 2009, o Service public d'élimination des déchets et assimilés – rapport annuel 2009, o Dossier Départemental des Risques Majeurs, o Plan départemental de gestion des déchets ménagers et assimilés de la Manche, o ... Des **contacts** avec les mairies et la communauté de communes ont été pris. Cette étape a permis d'établir la **présentation générale des caractéristiques environnementales** du territoire, **préalablement à l'inventaire sur le terrain.** **Une investigation sur le terrain** a été réalisée sur les espaces à urbaniser dans le futur (zones AU et Ab). Cet inventaire détaillé sur les zones AU et Ab, comporte : o un état initial du réseau hydrographique et de ses annexes (*types d'écoulement, typologie de la végétation rivulaire, mares, étangs, plans d'eau, boisements alluviaux, types de zones humides, occupation du sol*), o un inventaire des haies, des talus et des boisements (*qualité, valeur paysagère, organisation du maillage – corridors écologiques, potentiel d'avenir, typologie des boisements, taillis, bosquets, identification des arbres remarquables*), o un inventaire des communautés végétales (*flore, recherche d'espèces d'intérêt patrimonial, habitats d'espèces, évaluation des dynamiques d'évolution des habitats*). A l'échelle communale, les inventaires zones humides ont été réalisés par les structures porteuses des SAGE Sélune et Couesnon et l'identification des haies et bois a été réalisée par la communauté de communes. L'animation de réunions de concertation représente une étape importante de la démarche AEU et de la démarche d'Agenda 21. Les ateliers ont été organisés après la phase diagnostic, au stade du PADD et lors de la dernière phase et notamment sur les zones AU et l'élaboration des OAP. **a) REUNIONS DE CONCERTATION SUR LE DIAGNOSTIC ET LA DEFINITION DES ENJEUX** Les réunions de concertations ont été organisées sous forme d'ateliers dont les objectifs étaient : o d'expliquer la démarche, o de rappeler pour chaque thème (*eau, air, milieux naturels,…*) les grands enjeux à l'échelle nationale et internationale et le contexte juridique et réglementaire dans lequel les collectivités doivent s'inscrire (*Loi sur l'Eau, DCE, accord de Kyoto, Lois*

	Grenelle 1 et 2 …), o de présenter le diagnostic (*support : PowerPoint, plans au 1/5000*), o d'engager un débat afin d'enrichir le diagnostic (*prise en compte des connaissances locales*), o d'identifier et de valider les enjeux en concertation avec les acteurs Des ateliers ont été animés le 10 juin 2011. Ils porteront sur l'ensemble des thématiques traitées dans le cadre du diagnostic : réseau hydrographique, zones humides, AEP, EU, EP, milieux naturels, paysages, déchets, risques naturels, risques technologiques, nuisances, formes urbaines, cadre de vie, habitudes, déplacements, qualité de l'air, énergies renouvelables, HQE. Ces ateliers intervenaient à la suite de ceux organisés dans le cadre de la démarche d'Agenda 21. Afin de différencier ces deux démarches (*AEU et Agenda 21*) et étant donné que la concertation élargie a eu lieu pendant les ateliers Agenda 21, les membres invités pour les ateliers AEU ont été restreints aux élus des communes. La concertation initiée dans ce cadre a donc permis d'aboutir à un « diagnostic partagé ». Ce diagnostic a servi ensuite de support pour engager la discussion et faire émerger les enjeux majeurs de la communauté de communes, ainsi que des objectifs qui en découlent. **b) REUNION DE CONCERTATION SUR LA TRANSCRIPTION DES ENJEUX DANS LE PLUI** Une deuxième série d'ateliers a été organisée. Ils ont eu pour but de : o rappeler les enjeux validés lors des précédents ateliers, o définir des objectifs et des orientations d'aménagement, o proposer une transcription possible des enjeux et des objectifs dans les documents du PLUI. Les apports issus de cette concertation ont servis ensuite de base aux élus pour l'élaboration du PADD, du règlement et des orientations spécifiques d'aménagement. Une troisième série d'ateliers a été organisée spécifiquement sur les zones AU-Ab et les OAP afin de prendre en compte l'ensemble des thématiques environnementales (*zones humides, haies, faune, flore, risques, nuisances, assainissement, …*).
Justification des choix	Une analyse des choix adoptés a été réalisée, en lien avec le bureau d'études Paysages de l'Ouest, sur la base des enjeux environnementaux identifiés précédemment et au regard des orientations et principes d'aménagement déterminés par les élus. **1. Incidences et mesures compensatoires** L'évaluation des impacts du projet de PLUI a été effectuée selon deux échelles : o une analyse à l'échelle du territoire, o une analyse détaillée sur les zones AU et Ab. **2. Analyse à l'échelle du territoire** L'évaluation des impacts du projet de PLUI sur l'ensemble du territoire intercommunal a été effectuée pour chaque thématique

traitée dans le diagnostic selon plusieurs échelles :

- une analyse du PADD,
- une analyse du règlement et du zonage,
- une analyse détaillée sur les zones AU et des orientations d'aménagement.

Ces analyses ont été effectuées en corrélant les enjeux environnementaux au regard du projet de PLUI : PADD, « Règlement écrit », zonage et Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP). Une analyse plus ciblée est ensuite effectuée afin de vérifier si ces enjeux environnementaux ont bien été pris en compte dans la définition des périmètres des zones AU. Afin de faciliter la lecture de cette évaluation, l'analyse des impacts est présentée sous forme de tableau.
Pour chaque thématique, sont également présentés les indicateurs de suivi ainsi que les données constituant l'état zéro.

3. Analyse à l'échelle des zones AU et Ab

Concernant les zones AU et Ab, une évaluation détaillée des impacts par zone a été effectuée sous la forme d'un tableau associé à une cartographie, présentant zone par zone :

- la localisation et le numéro de la zone,
- le type de zonage,
- la superficie,
- l'occupation du sol actuelle,
- l'impact et sa justification,
- les contraintes naturelles et réglementaires présentes sur la zone,
- les mesures correctives associées.

L'**analyse des impacts** des projets est réalisée **pour chaque zone à urbaniser (*AU et Ab*)** et fait l'objet d'une **classification** selon **trois niveaux**.
Les **impacts faibles** n'entraînent pas de perturbation significative en matière d'environnement.
Les **impacts moyens** peuvent entraîner des dommages ; les aménagements sont **justifiés** par le besoin en équipements collectifs, en zone constructible… La mise en œuvre de **techniques appropriées** et/ou de **mesures correctives,** intervient **de manière essentielle dans l'appréciation du niveau de l'impact**. Ils nécessitent la mise en place de mesures correctives plus **lourdes** *(création de zones tampons par exemple)* qui doivent être respectées.
Les **impacts forts** génèrent des **perturbations** très importantes pour lesquelles aucune mesure corrective n'est possible. Le projet est remis en question *(redéfinition du périmètre, suppression de la zone…).*
Ces impacts sont directs et permanents dans la mesure où ils sont liés à l'urbanisation.

4. Suivi et évaluation

Des indicateurs d'évaluation ont été déclinés et permettront une analyse à long terme des impacts induits par le PLUI.